

CENTRE FOR
ECONOMIC
POLICY
RESEARCH

CEPR PRESS



Sous la direction de Dominic Rohner et Ekaterina Zhuravskaya

La fabrique d'une nation

CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

La fabrique d'une nation



CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

CEPR Press

Centre for Economic Policy Research
33, Great Sutton Street
London, EC1V 0DX, UK

187, boulevard Saint-Germain
Paris 75007, France

Tél.: +44 (0)20 7183 8801
Email: cepr@cepr.org
Web: www.cepr.org

ISBN (version anglaise) : 978-1-912179-69-5
Copyright © CEPR Press, 2023

The images on the front cover and the title pages of each chapter were created by DALL·E 2 and Ekaterina Zhuravskaya. The names of the following artists were used in verbal requests to DALL·E 2 in order to generate the images: Claude Monet, Dietz Edzard, Edvard Munch, Francisco Goya, Henri Matisse, Marc Chagall, Oscar Rabin, Oskar Kokoschka, Pablo Picasso, Paul Cezanne, Paul Gauguin, and Wassily Kandinsky.

CEPREMAP

Centre pour la recherche économique et ses applications
48, boulevard Jourdan
75 014 Paris, France

Tel : +33 (0)1
Email : cepremap@cepremap.org
Web : www.cepremap.org

ISBN (version française) : 978-2-9564629-6-5

La version française est une traduction de Rohner, D. and E. Zhuravskaya (eds) (2023), *Nation Building: Big Lessons from Successes and Failures*, CEPR Press, Paris & London. <https://cepr.org/publications/books-and-reports/nation-building-big-lessons-successes-and-failures>

Pour citer la version française : Rhoner, D. et Zhuravskaya, E. (dirs), *La fabrique d'une nation*, CEPR Press et Cepremap, Paris et Londres, 2023. <https://www.cepremap.fr/publications/construire-une-nation/>

La fabrique d'une nation

Sous la direction de
Dominic Rohner et Ekaterina Zhuravskaya

CEPR PRESS

CEPR MAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

CENTRE FOR ECONOMIC POLICY RESEARCH (CEPR)

Le CEPR est un réseau de plus de 1 900 chercheuses et chercheurs en économie, exerçant principalement dans des universités européennes. L'objectif du centre est double : promouvoir une recherche d'excellence, et transmettre au monde politique des résultats-clé de la recherche pour l'action publique. La devise du CEPR est « Une recherche d'excellence pour des politiques pertinentes ». Le CEPR a été fondé au Royaume-Uni en 1983, où il a le statut d'organisation caritative, et il a initié la création en novembre 2019 d'une association loi 1901 en France. Le Conseil d'administration de l'association est identique au *Board of Trustees* de la structure britannique.

Le CEPR est indépendant de tout groupe d'intérêt public ou privé. Il ne prend pas de position en tant qu'institution sur les sujets de politique économique, et son financement de base provient de ses membres institutionnels, de ses propres projets et de ses publications. Comme il s'appuie sur un très large réseau de chercheuses et de chercheurs, ses productions reflètent un large spectre de points de vue individuels, ainsi que des perspectives venues d'autres structures de la société civile. Les recherches du CEPR peuvent inclure des options politiques, mais les membres du Conseil d'administration et du Board of Trustees n'émettent pas d'avis préliminaire à la publication. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont par conséquent celles des autrices et auteurs, et non celles du CEPR.

Chair of the Board / Président du CA

Sir Charlie Bean

Fondateur et Président d'honneur

Richard Portes

Présidente

Beatrice Weder di Mauro

Vice-Présidentes, Vice-Présidents

Maristella Botticci

Antonio Fatás

Ugo Panizza

Hélène Rey

CEO / Directrice

Tessa Ogden

Philippe Martin était Vice-Président du CEPR lors de la constitution de cet ouvrage. Il nous a malheureusement quittés le 17 décembre 2023. Ce livre lui est dédié.

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS (CEPREMAP)

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique.

Le CEPREMAP est, depuis le 1er janvier 2005, le Centre Pour la Recherche Economique et ses Applications. Il est placé sous la tutelle du ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs, et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires.

Il est actuellement présidé par Benoît Cœuré, président du Conseil d'administration, et dirigé par Claudia Senik.

<http://www.cepremap.fr>

Table des matières

Préface.....	1
1. Construction d'une nation : qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?	3
Dominic ROHNER, Ekaterina ZHURAVSKAYA	
Pourquoi s'en soucier ?	3
Un spectre élargi	4
Il faut être deux pour danser le tango : l'hypothèse du contact face à la théorie de l'identité sociale	12
Propagande, charisme, et expériences partagées	15
Interventions extérieures et guerres	18
Les institutions : représentation et redistribution.....	20
Les enseignements tirés de ce qui précède.....	21
Références	22
PARTIE I – LE RÔLE DES INTERACTIONS : CONTACT VERSUS IDENTITÉ SOCIALE	
2. Diversité, contact et construction nationale : étude sur la relocalisation de la population ... en Indonésie	31
Samuel BAZZI, Arya GADUH, Alexander ROTHENBERG, Maisy WONG	
Le contact intergroupe et le choix d'identité : un cadre théorique	33
La Transmigration : une expérience naturelle de mélange ethnique	34
Mesure de l'identité nationale et de l'intégration.	35
Diversité et construction nationale.....	36
Distance entre groupes et la pertinence des divisions ethniques.....	38
Débat.....	39
Références	40
3. Définir la culture nationale en opposition à un groupe interne exclu : l'identité dans l'empire russe.....	43
Irena GROSFELD, Ekaterina ZHURAVSKAYA	
Conclusions	52
Références	52
4. Bâtir une paix interethnique résiliente : Hindous et Musulmans en Asie du Sud.	55
Saumitra JHA	
Les conditions pour une paix interethnique résiliente	56

La mise à l'épreuve de ces conditions : le cas des Hindous et des Musulmans en Asie du Sud	59
Autres paramètres.....	64
Conclusion	65
Références	65

5. Créer de la confiance, pas des bombes : les micro-fondements de la théorie du contact 69

Dominic ROHNER, Mathias THOENIG, Fabrizio ZILIBOTTI

Introduction.....	69
La théorie.....	70
Données empiriques.....	71
Conclusion	73
Références	73

6. La construction des nations par la mobilité interne : le cas des conscrits espagnols 75

Julio CÁCERES-DELPIANO, Antoni-Italo DE MORAGAS, Gabriel FACCHINI, Ignacio GONZÁLEZ

Introduction.....	75
Contact intergroupe et identité nationale.....	76
Données provenant d'une expérience naturelle en Espagne	77
Les effets à long terme du contact intergroupes.....	79
Remarques conclusives	80
Références	80

7. Promouvoir l'intégration nationale grâce aux programmes de service national : les enseignements tirés de l'étude du cas du National Youth Service Corps du Nigeria 83

Oyebola OKUNOGBE

Introduction.....	83
Méthodologie et données	84
Résultats	87
Implications politiques.....	94
Références	95

PARTIE II – CONSTRUCTION DES NATIONS ET ÉDUCATION

8. L'identité nationale française et les écoles primaires du XIX^e siècle 99

Guillaume BLANC, Masahiro KUBO

Introduction.....	99
Contexte historique	99
Données	101
Stratégie empirique	103
L'adoption de la langue.....	104
La formation d'une identité nationale	105
Interactions sociales.....	105

Pourquoi la construction nationale a-t-elle réussi ?.....	107
Remarques finales	107
Références	107

9. Le melting-pot américain : leçons tirées de l'ère de la migration de masse. 109

Myra MOHNEN, Martina VIARENGO

Le rôle de l'éducation dans la construction nationale.....	111
Un aperçu des États-Unis pendant l'âge de la migration de masse	111
Conclusion	115
Références	115

10. Éducation, langue et identité nationale : le cas de la réforme de l'éducation en Catalogne 119

Irma CLOTS-FIGUERAS, Paolo MASELLA

Éducation, langue et identité nationale en Catalogne.....	120
Littérature connexe	122
Conclusions.....	124
Références	124

11. Programme scolaire et idéologie : le cas de la Chine..... 125

Daive CANTONI, David Y. YANG, Noam YUCHTMAN

Une réforme en Chine	126
Les objectifs de la réforme	127
Enquêter auprès des étudiants chinois.....	128
Le constat : un endoctrinement réussi	129
Quel est l'impact du nouveau programme ?	130
Dans quelle mesure les leçons de cette réforme sont-elles générales ?	130
Programme scolaire et idéologie aujourd'hui.....	131
Conséquences politiques	131
Références	131

12. Leçons tirées de la politique de germanisation de Bismarck..... 133

Francesco CINNIRELLA, Ruth Maria SCHÜLER

Introduction.....	133
La politique de germanisation renforce l'identité polonaise.....	134
Surveillance centralisée, résistance et résultats des réformes dans le contexte du <i>Kulturkampf</i> : protestants contre catholiques.	135
Dépenses éducatives et résultats électoraux	138
Conclusion	140
Références :	140

13. Les politiques linguistiques dans l'éducation et la possibilité de réactions identitaires négatives 143

Vasiliki FOUKA

Contexte.....	143
Cadre empirique	144

Résultats	146
Mécanismes	147
Résultats dans d'autres contextes	149
Quand est-ce que les politiques linguistiques entraînent des réactions identitaires ?	150
Références	151
14. L'éducation pour les masses ou pour les pieux ? Écoles publiques et écoles islamiques en Indonésie	153
Samuel BAZZI, Masyhur HILMY, Benjamin MARX	
Introduction.....	153
Cadre conceptuel	156
Économie politique de l'éducation en Indonésie	157
Confrontation avec l'État : L'arrivée des écoles islamiques et de la différenciation.....	158
Choix des écoles religieuses	159
Massification de l'éducation, réaction hostile et construction nationale	161
Conclusion	162
Références	162

PARTIE III – PROPAGANDE, LEADERSHIP ET EXPÉRIENCES CROISÉES

15. Leadership et propagande dans la construction nationale : le cas du Rwanda sous Kagame.....	167
Arthur BLOUIN, Sharun W. MUKAND	
Introduction	167
Leadership et propagande.....	168
Comblent le fossé ? La propagande dans le Rwanda de Kagame.....	170
Discussion.....	175
Références	176
16. Mémoire et construction nationale : les dangers du récit de l'ennemi commun	177
Elena ESPOSITO, Tiziano ROTESI, Alessandro SAIA, Mathias THOENIG	
Les défis méthodologiques pour les chercheurs en sciences sociales	178
Réconciliation après la guerre civile américaine : le récit de la « Cause Perdue » et de <i>The Birth of a Nation</i>	178
Méthodes	180
Résultats	181
Références	183
17. Les effets transfrontaliers involontaires des médias de construction nationale.....	185
Stefano DELLAVIGNA, Ruben ENIKOLOPOV, Vera MIRONOVA, Maria PETROVA, Ekaterina ZHURAVSKAYA	
Conclusion	193
Références	193

18. Leaders charismatiques et construction nationale : le cas de Mustafa Kemal, dit « Atatürk » 195

Lydia ASSOUD

Introduction	195
Le cadre : la réforme de la langue turque et l'effort de campagne massif d'Atatürk.....	196
Résultats notables : les visites d'Atatürk ont augmenté la part des prénoms en turc pur.	199
Mécanismes potentiels : mobilisation des foules ou persuasion descendante par l'élite ?.....	201
Références	203

19. L'influence des réseaux de héros : la collaboration française avec les nazis 205

Julia CAGÉ, Pauline GROSJEAN, Saumitra JHA

Un réseau exogène de héros : la rotation des régiments lors de la bataille de Verdun.....	207
Le soutien à la collaboration avec les nazis et envers les partis d'extrême droite pendant l'entre-deux-guerres.....	208
Renforcer la confiance en un futur autocrate : héroïsme, style de gestion et loyauté	211
Complémentarités et diffusion au-delà du réseau	213
Conclusion	216
Références	218

20. Une équipe, une nation : football, identité et conflit en Afrique..... 219

Filipe CAMPANTE, Emilio DEPETRIS-CHAUVIN, Ruben DURANTE

Expériences collectives partagées et attitudes individuelles : identification ethnique et confiance	220
Expériences collectives partagées et comportement réel : conflit.....	222
Conclusion	224
Références	224

PARTIE IV – INTERVENTIONNISME ET GUERRES

21. La construction nationale par le biais de l'aide militaire ? Conséquences imprévues de l'interventionnisme américain.....229

Eugen DIMANT, Tim KRIEGER, Daniel MEIERRIEKS

Introduction.....	229
L'interventionnisme des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences.....	232
Succès et échec des stratégies alternatives en matière de politiques d'intervention et de lutte contre le terrorisme.....	233
L'aide militaire américaine et le terrorisme anti-américain	235
Remarques conclusives	237
Références	237

22. La construction nationale grâce à l'intervention militaire étrangère ? Le cas de la guerre du Vietnam..... 241

Melissa DELL, Pablo QUERUBIN

Approche descendante versus approche ascendante	242
Le bombardement des centres de population civile au Vietnam	243
Comparaison des stratégies de l'armée et des <i>Marines</i>	244
Données provenant d'autres campagnes de bombardement	245
L'efficacité mitigée des campagnes visant à gagner les cœurs et les esprits.....	246
Leçons apprises ?	247
Références	247

23. La formation de l'identité sous l'occupation et les menaces externes : les cas de l'Alsace-Lorraine et de l'annexion de la Crimée. 249

Kai GEHRING

Introduction.....	249
Comment conceptualiser l'identité ?.....	250
L'identité de groupe à différents niveaux politiques : l'exemple de l'Alsace-Lorraine.....	252
Menaces et identité de groupe : l'exemple de l'annexion de la Crimée par la Russie	258
Conclusion	261
Références	261

PARTIE V – LES INSTITUTIONS : REPRÉSENTATION ET DISTRIBUTION

24. Partage du pouvoir, conflit et construction de l'État265

Hannes MUELLER, Christopher RAUH, Dominic ROHNER

Le partage du pouvoir	265
Le cas de l'Irlande du nord.....	267
Résultat de l'analyse des événements	268
Combattre le pessimisme via le partage de pouvoir.....	269
Le rôle du partage du pouvoir dans la construction de l'État	270
Conclusion	271
Références :	271

25. Les nouveaux patriotes : comment le New Deal de Roosevelt a rendu l'Amérique grande à nouveau 273

Bruno CAPRETTINI, Hans-Joachim VOTH

L'aide aux héros	274
De la sécheresse au sacrifice	276
Les dépenses sociales et la réussite de la construction nationale	279
Références	280

26. Qu'est-ce qui motive les dirigeants à investir dans la construction nationale ? 281

Paola GIULIANO, Bryony REICH, Alessandro RIBONI

Introduction	281
Construction nationale et transition démocratique	282
Construction nationale et armées de masse.....	285
Conclusion	287
Références :	288

Préface

Comment construire une nation ? Quels sont les éléments clefs de la réussite ? À cette question, centrale pour le monde politique, il n'existe pas de réponse simple ou universelle. Cet ouvrage rassemble un riche ensemble d'exemples relatifs à de nombreux territoires et époques afin d'essayer de dégager des points communs aux politiques qui ont réussi à construire des nations stables et prospères.

Ces contributions soulignent que la cohésion sociale constitue un déterminant central de la sécurité, du développement humain et de la croissance économique. Toutefois, les situations locales, à commencer par le niveau de ségrégation et de polarisation au sein de chaque pays, conditionnent les options politiques envisageables. Dans le même temps, la situation vis-à-vis des pays voisins pèse lourdement sur la capacité à maintenir la paix, intérieure comme extérieure, de même que l'existence d'une identité partagée à l'intérieur de frontières stables. Développer la cohésion sociale est toutefois difficile, et plusieurs chapitres relatent des tentatives d'homogénéisation sociale aux effets délétères allant jusqu'au conflit entre groupes sociaux.

D'autres analyses illustrent l'importance de l'éducation dans la constitution d'une identité partagée, et examinent un ensemble de méthodes susceptibles d'unifier des groupes sociaux divers et de nourrir la confiance entre groupes. Un point fondamental est qu'identité nationale et locale ne sont pas mutuellement exclusives : l'accent mis sur la tolérance et la compréhension entre communautés peut créer un sentiment d'appartenance à la fois à une communauté locale et à la communauté nationale. Les pays faisant face à un degré élevé de ségrégation entre communautés mobilisent ainsi des outils de délégation de pouvoir aux acteurs locaux ainsi que des politiques fédérales destinées à constituer le liant national permettant d'éviter la marginalisation. Bien que chaque pays soit unique dans son processus de construction nationale, la mise en place et la préservation d'institutions solides et démocratiques semble constituer le seul chemin permettant la juste représentation des minorités, le règne de l'état de droit et la résistance aux tentations fascistes.

Au travers de 26 chapitres regroupés en six sections, Dominic Rohner et Ekaterina Zhuravskaya nous invitent ainsi à une compréhension nuancée des politiques efficaces de construction nationale, et proposent aux acteurs politiques un mode opératoire pour négocier le processus complexe et incertain qu'est la construction d'une nation. Loin de proposer un mode d'emploi miracle, chaque chapitre de ce livre constitue un élément d'une boîte à outils à adapter aux circonstances propres à chaque nation.

Le CEPR et le Cepremap remercient Dominic Rohner et Ekaterina Zhuravskaya pour l'élaboration de de cet ouvrage, Eliot Reffait pour la traduction française, ainsi

2 *La fabrique d'une nation*

qu'Anil Shamdasani (version anglophone) et Jean-Pierre Bué (version francophone) pour la production de ce volume. Les chapitres ont été traduits par Eliot Reffait.

Le CEPR comme le Cepremap n'entendent prendre ici aucune position institutionnelle mais espèrent, par cette publication, favoriser la discussion autour de cette thématique cruciale.

Tessa OGDEN
Chief Executive Officer, CEPR;
février 2023

Claudia SENIK
Professeur à Sorbonne-Université
et à PSE, directrice du Cepremap,
juillet 2023

CHAPITRE 1



Construction d'une nation : qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?

Dominic ROHNER, *Université de Lausanne et CEPR*

Ekaterina ZHURAVSKAYA, *École d'économie de Paris (EHESS) et CEPR*

POURQUOI S'EN SOUCIER ?

La fable d'Esopé « Le faisceau de bâtons » illustre l'importance de la coopération en comparant la force individuelle des bâtons à celle de leur faisceau. « Individuellement, vous pouvez facilement être conquis, mais ensemble, vous êtes invincibles. L'union fait la force », déclare le personnage principal. Cette idée, selon laquelle la cohésion sociale est importante pour la sécurité et le développement, a été répétée par des philosophes et des hommes politiques tout au long de l'histoire. Abraham Lincoln, par exemple, a paraphrasé un verset du Nouveau Testament dans son discours de campagne le plus célèbre, en disant : « Une maison divisée contre elle-même ne peut pas tenir. » (Lincoln, 16 juin 1858, Capitole de l'État de l'Illinois, Springfield¹.)

La cohésion sociale est importante pour toute une série d'enjeux économiques, notamment en ce qui concerne la confiance et la coopération dans le domaine des transactions privées, ainsi que l'efficacité et l'efficacité de la fourniture de biens publics, par exemple en ce qui concerne la défense nationale et la collecte des eaux usées au niveau local. C'est également un facteur clé pour aborder des enjeux politiques importants, notamment pour éviter la polarisation politique et les conflits civils. Chaque nation aspire à la prospérité et au bonheur, et chaque dirigeant souhaite que son État soit fort ; la cohésion sociale est donc un objectif souhaitable. Cependant, il est important de noter que si la cohésion

1. L'original se lit comme suit : « Tout royaume divisé contre lui-même est voué à la désolation, et toute ville ou maison divisée contre elle-même ne subsistera pas » (Matthieu 12 : 25).

4 La fabrique d'une nation

sociale peut renforcer les États, elle ne garantit pas toujours la paix et, dans certains cas, elle peut même conduire à des conflits, ce qui peut entraîner des souffrances à long terme.

Quelles sont les solutions politiques pour parvenir à la cohésion sociale tout en garantissant la paix et la prospérité ? La réponse n'est pas simple. Dans ce chapitre introductif, nous synthétiserons les idées tirées de la recherche récente en économie politique sur la construction de la nation. Les recherches menées dans cet ouvrage montrent que la célèbre phrase d'ouverture de Tolstoï dans *Anna Karénine*, « Les familles heureuses se ressemblent toutes, chaque famille malheureuse est malheureuse à sa manière », ne s'applique pas aux nations. S'il existe une multitude de mauvais virages, de pièges et d'embuscades qui peuvent conduire à l'échec d'un État, il n'existe pas de chemin unique vers le bonheur pour une nation, ni de solution politique toute faite pour réussir la construction d'une nation. Pour chaque cas de figure et selon les conditions initiales données d'un État-nation en devenir, il existe différentes bonnes pratiques, et différents dangers qui peuvent en contrecarrer l'entreprise.

UN SPECTRE ÉLARGI

Les actions que les dirigeants prennent pour construire la cohésion sociale, ainsi que ce qu'ils devraient faire, dépendent essentiellement de divers facteurs internes et externes. Les facteurs internes comprennent la composition et la distribution spatiale de la population sur le territoire de la nation, ainsi que les contraintes sur le pouvoir exécutif (c'est-à-dire le niveau/la qualité de la démocratie). Les facteurs externes qui influencent la cohésion sociale comprennent les menaces externes ou les points d'ancrage externes pour les groupes nationaux.

Si nous faisons abstraction des facteurs externes, deux dimensions de la diversité ethno-linguistique (ou religieuse) de la population d'une nation sont cruciales : la polarisation et la ségrégation des groupes. La polarisation des groupes reflète les antagonismes potentiels au sein de la société. Une forte polarisation signifie qu'il y a peu de groupes puissants. Elle est maximale lorsqu'il y a deux groupes de taille égale, car il est plus facile de se concentrer sur les divisions entre les groupes dans cette configuration. Pour autant qu'il y ait au moins deux groupes, la polarisation diminue avec l'augmentation du nombre de groupes lorsque la taille des différents groupes est similaire. Cette dimension de la diversité est d'autant plus pertinente pour la construction nationale, car une augmentation de la polarisation facilite l'émergence de la soi-disant identité sociale, à savoir l'identité motivée par les comparaisons sociales, de sorte que les gens se voient comme étant membres de groupes opposés. Par conséquent, l'on peut s'attendre à ce que les options disponibles et les contraintes pour créer la cohésion sociale varient en fonction du niveau de polarisation. Comme l'on pourrait s'y attendre, il a été documenté que la polarisation ethno-linguistique augmente la portée de la violence politique (voir, par exemple, Montalvo et Reynal-Querol, 2005 ; Rohner, 2011 ; Esteban *et al.*, 2012, 2015).

La ségrégation est un indicateur de la mesure dans laquelle les représentants de différents groupes au sein d'un pays vivent dans des zones séparées. La ségrégation est maximale lorsque le pays est divisé en régions avec des populations homogènes, et elle est minimale lorsque la composition des groupes qui constituent la population est la même

dans toutes les parties du pays. Il y a deux raisons principales pour lesquelles la construction nationale est affectée par la ségrégation spatiale des différents groupes au sein d'un pays. Une forte ségrégation rend la menace de sécession tangible, surtout pour les groupes dont les territoires ont un accès à la frontière. Cela peut créer des tensions inter-groupes, car les dirigeants peuvent apaiser le groupe qui cherche à faire sécession au prix d'un coût significatif pour les autres groupes, ou recourir à l'oppression pour empêcher la sécession. Une forte ségrégation conduit également à une réduction du contact entre les représentants des différents groupes, ce qui peut avoir des effets négatifs sur la confiance inter-groupes et sur l'importance de la coopération. Il a été démontré que la ségrégation affecte le fonctionnement et la qualité des gouvernements nationaux (Alesina et Zhuravskaya, 2011) ; et il existe également des preuves qu'elle est associée à des conflits (Corvalan et Vargas, 2015).

La Figure 1 présente la position des pays modernes le long des axes de polarisation ethno-linguistique (axe des x) et de ségrégation ethno-linguistique (axe des y). Les données de polarisation proviennent de Montalvo et Reynal-Querol (2015), et il s'agit de l'indice de polarisation le plus simple, qui utilise uniquement des informations sur la taille des différents groupes et ne prend pas en compte les distances culturelles entre eux (Esteban, Mayoral et Ray, 2012). Pour les pays manquants dans Reynal-Querol (2015), nous calculons l'indice de polarisation en utilisant les données de diversité ethnique d'Alesina et Zhuravskaya (2011). L'indice de ségrégation est calculé à travers les régions infranationales réelles à l'intérieur des pays, les données provenant d'Alesina et Zhuravskaya (2011)². L'échantillon comprend 102 pays³.

Dans la Figure 1, la plupart des pays sont étiquetés avec leur code pays en gris clair. Quelques pays sont mis en évidence, avec leurs noms complets écrits en toutes lettres et leur niveau de démocratie indiqué. Les étiquettes bleues correspondent aux pays mis en évidence classés comme démocraties avancées par Polity IV en 2018, avec un score Polity2 de 6 ou plus (Center of Systemic Peace, 2022). Les étiquettes rouges indiquent les pays mis en évidence avec un niveau de démocratie inférieur, avec un score Polity2 de 5 ou moins en 2018.

2. Nous utilisons la formule de ségrégation pour \bar{S} d'Alesina et Zhuravskaya (2011, page 1882). Cette formule ignore les petits groupes indiqués comme « autres » dans les données, car ils sont largement insignifiants pour l'auto-identification des membres des grands groupes.

3. En utilisant certains pays comme des exemples-types naturels et intuitifs, nous définissons des seuils qui divisent tous les pays en groupes avec des niveaux faibles, moyens et élevés de polarisation et de ségrégation. L'Autriche, qui est très homogène, est utilisée pour définir les seuils de faible polarisation et de faible ségrégation. Il y a 17 pays, dans notre échantillon, qui ont un niveau de polarisation et de ségrégation qui ne dépassent pas ceux de l'Autriche. Le Royaume-Uni, avec ses unités territoriales qui sont l'Angleterre, l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord, est utilisé pour définir le seuil de forte ségrégation. 34 pays ont une ségrégation égale ou supérieure à celle du Royaume-Uni. Le seuil de forte polarisation est l'Ukraine, car elle a deux groupes dominants : la majorité de langue ukrainienne et la minorité de langue russe. Il y a 37 pays avec une polarisation égale ou supérieure à celle de l'Ukraine.

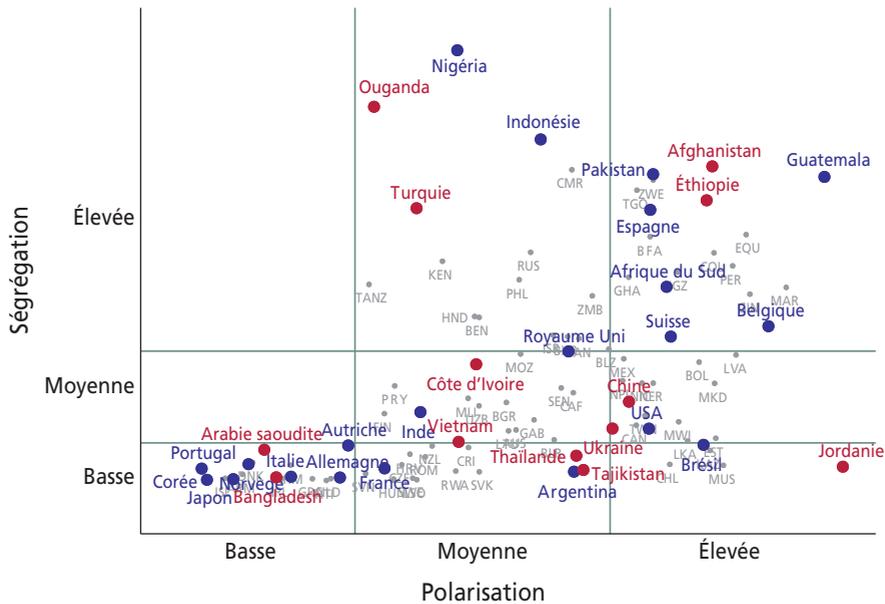


Figure 1 – Diversité ethnolinguistique, pays contemporains.

Plusieurs observations peuvent être faites à partir de cette figure. Tout d’abord, il est clair que les pays connaissant une faible polarisation connaissent également une faible ségrégation. Théoriquement, ce coin bas-bas du graphique pourrait être peuplé à la fois par des pays très homogènes, et par des pays très diversifiés, mais en pratique, il n’est peuplé que par des pays très homogènes. Deuxièmement, une polarisation moyenne à élevée ne préjuge pas du fait que les différents groupes vivent ensemble ou dans des parties séparées du pays. Il y a des exemples de pays avec une ségrégation élevée (comme le Nigeria) et faible (comme l’Argentine) parmi les pays avec un niveau de polarisation moyen, ainsi qu’une ségrégation élevée (comme en Afghanistan) et faible (comme au Brésil) parmi les pays avec un très haut niveau de polarisation ethno-linguistique. Troisièmement, la structure de la population d’un pays en termes de polarisation et de ségrégation n’est pas corrélée avec son régime politique : il y a des démocraties et des autocraties dans toutes les parties du graphique où il y a au moins quelques pays.

Au risque de simplifier, nous pouvons classer les pays en trois groupes en fonction de leur niveau de polarisation et de ségrégation, en mettant en évidence les « types idéaux » de Max Weber. Le premier groupe se caractérise par des niveaux faibles de polarisation et de ségrégation. Ces pays ont une diversité relativement faible par rapport aux autres pays de l’échantillon et ne connaissent généralement pas de forts mouvements sécessionnistes ou de conflits ethniques internes. Certains de ces pays sont homogènes en raison de leur isolement géographique, comme le Japon ou l’Islande. D’autres sont devenus homogènes après un échange de population forcé, comme la Grèce après son échange de population avec la Turquie. D’autres encore ont utilisé des politiques d’assimilation forcée, comme l’Empire allemand de Bismarck. Certains

pays ont connu des régimes meurtriers qui ont pratiqué des massacres ou des expulsions forcées de groupes minoritaires⁴.

Le renforcement d'une cohésion nationale commune peut être moins difficile dans un État homogène que dans un pays diversifié, car les États homogènes peuvent construire une cohésion nationale autour de caractéristiques culturelles communes, telles qu'une langue commune et une histoire ethnique commune, contrairement aux États multiethniques qui doivent s'appuyer sur des formes d'identité plus complexes (voir la discussion ci-dessous). La cohésion nationale dans les États à faible polarisation peut avoir un versant négatif : le nationalisme agressif. Cela peut poser particulièrement un problème dans les régimes non démocratiques, car les autocraties sont plus susceptibles de mener des guerres agressives (par exemple, Ray, 1998). Il convient de noter que de nombreux pays qui ont connu des mouvements fascistes à grande échelle dans les années 1930 et 1940, tels que l'Allemagne, l'Italie, le Japon et l'Autriche, se trouvaient dans ce coin du graphique. En d'autres termes, bien que cette configuration offre une perspective relativement facile de cohésion nationale à l'échelle de la société dans les régimes démocratiques tels que l'Allemagne, l'Italie, le Japon ou l'Autriche aujourd'hui, elle comporte un risque important de nationalisme agressif lorsque des régimes non démocratiques sont en place, comme cela a été le cas dans ces pays pendant les années 1930 et 1940.

La deuxième catégorie de pays que nous considérons présente une forte ségrégation ethno-linguistique (ces pays ont un niveau de polarisation moyen à élevé). La population, qui est homogène sur le plan ethnique (ou religieux) à l'intérieur des régions et diverse entre les régions de ces pays, est susceptible de développer une identité régionaliste, ce qui pourrait signifier qu'elle rejette une identité nationale. Les pays fortement ségrégués sont confrontés à un risque sérieux d'instabilité, de mouvements séparatistes et de conflits civils⁵. Deux exemples de pays qui n'existent plus, l'Union soviétique et la Yougoslavie, présentés dans la figure 2, illustrent particulièrement les dangers d'une forte polarisation. Les guerres yougoslaves entre les parties ségréguées de l'ancienne Yougoslavie ont causé une souffrance humaine dévastatrice et un génocide. L'implosion de l'URSS a initialement été relativement pacifique. Cependant, plusieurs anciennes républiques de l'URSS ont connu de graves conflits et des litiges territoriaux, la ségrégation et les mouvements séparatistes jouant un rôle majeur en tant que facteur déclencheur de ces conflits. Ce fut le cas, par exemple, dans les deux guerres tchéchènes et dans le conflit en cours au Nagorny-Karabakh. On peut soutenir que la désintégration de l'URSS n'a été que partielle, car les nouveaux États qui ont été créés sur son territoire avaient d'importantes

4. De toute évidence, les massacres de masse et les expulsions forcées ne sont jamais moralement justifiables. Comme Esteban *et al.* (2015) le soutiennent à juste titre, comprendre le calcul cynique des assassins ne constitue en aucun cas une excuse vis-à-vis de leurs actes.

5. En plus de la ségrégation, un certain nombre de facteurs augmentent le risque de mouvements sécessionnistes. Alesina et Spolaore (1997, 2005) étudient le compromis entre l'hétérogénéité des préférences et les économies d'échelle. Esteban *et al.* (2022) soulignent, en plus du rôle de la taille des groupes, qui est une composante intégrante de la polarisation, l'importance de l'hétérogénéité des préférences et de la patience pour expliquer le conflit sécessionniste (voir également un modèle dynamique de la construction des identités nationales par Almagro et Andrés-Cerezo, 2020).

minorités ségréguées avec de forts mouvements sécessionnistes. Il existe également très peu d'exemples heureux de division pacifique d'un État ségrégué en plusieurs États homogènes, l'un des rares exemple étant la dévolution de la Tchécoslovaquie, qui a donné naissance à la République tchèque et à la Slovaquie.

Cependant tous les pays ayant un haut niveau de ségrégation ne sont pas condamnés. Un exemple modèle tiré de ce groupe est la Suisse. La guerre de 1847 entre les zones catholiques et protestantes ségréguées de Suisse était un conflit sécessionniste, dans lequel les zones catholiques voulaient faire sécession en une union spéciale (« Sonderbund »). Elles ont été contrées par les forces protestantes qui cherchaient à créer un État-nation fédéral fort à partir d'une alliance défensive molle⁶. Après une victoire rapide, les protestants, qui comprenaient l'importance de la conjoncture critique à laquelle ils faisaient face, ont établi une nouvelle Constitution (de 1848) qui a instauré des institutions politiques caractérisées par une large gamme de contrôles et d'équilibres qui ont conduit au partage du pouvoir entre protestants et catholiques. Le bicamérisme, la représentation proportionnelle, les gouvernements de coalition avec une présidence tournante et des votes populaires réguliers sur des questions clés ont conduit à un système unique où aucun groupe religieux ou linguistique ne pouvait dominer l'autre. Dans les faits, comme chaque canton (complet) détient deux sièges au sein de la chambre haute et que les cantons catholiques sont en moyenne plus petits, les perdants de cette guerre ont reçu – au moins – plus de pouvoir politique sous la nouvelle Constitution. La Suisse est en paix depuis lors, et elle est devenue prospère. Comme l'a soutenu Kriesi (1998), les composantes clés de l'identité moderne suisse comprennent le multilinguisme, le fédéralisme et la démocratie directe.

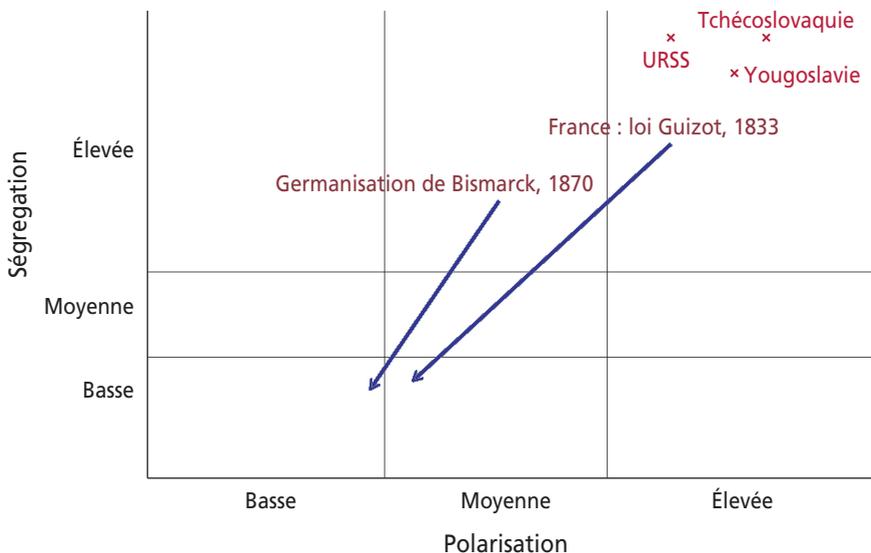


Figure 2 – Conflit civil, identité forcée, éducation publique.

6. Il y a eu une série de conflits religieux régionalistes au Moyen Âge en Suisse également.

Le cas de la Suisse est particulier à bien des égards, bien sûr. Cependant, comme nous le discutons ci-dessous, il existe des preuves systématiques que le partage de pouvoir est un ingrédient clé pour la paix et la stabilité politique dans un grand nombre de pays ayant des clivages intergroupes particulièrement saillants. Le partage de pouvoir et l'introduction de la décentralisation et des institutions fédéralistes ont été utilisés comme une solution (pas toujours parfaite) pour la construction de l'État, lorsque celui-ci est composé de plusieurs groupes ségrégués. Ces exemples incluent le Royaume-Uni avec la dévolution de pouvoir et le partage de pouvoir en Irlande du Nord, l'Espagne avec l'introduction de l'éducation bilingue, comme discuté plus en profondeur ci-dessous, l'Afrique du Sud post-apartheid avec la « gouvernance coopérative », et la Belgique avec ses institutions permettant le partage de pouvoir entre les populations flamande et francophone. Dans bon nombre de ces exemples, le parcours a été bien moins fluide que celui de la Suisse : le conflit civil nord-irlandais (les « Troubles »), la violence de l'ETA en Espagne, les défis de l'Afrique du Sud post-apartheid et des périodes d'absence de gouvernement en Belgique, sont tous, dans une large mesure, liés aux problèmes créés par la ségrégation. Cependant, les institutions organisées autour du partage du pouvoir ont sans aucun doute contribué à éviter des résultats pires dans chacun de ces contextes.

En revanche, dans de nombreux pays à forte ségrégation classés comme non-démocratiques et ne disposant pas d'institutions de partage de pouvoir efficaces, tels que l'Afghanistan, la Turquie, l'Éthiopie et l'Ouganda, les tensions ethniques ont éclaté en guerres à part entière au cours des dernières décennies.

Certains régimes non démocratiques présentant une forte ségrégation et une forte polarisation ont entrepris des réformes visant à homogénéiser leur population avant la démocratisation. Historiquement, par exemple, le niveau de ségrégation en Espagne et en France était similaire : les Bretons, les Basques et les Catalans étaient géographiquement concentrés. Les populations bretonnes et basques de France étaient culturellement aussi éloignées de la majorité française que les populations catalanes et basques d'Espagne l'étaient de la majorité espagnole ; ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Les deux pays ont choisi des stratégies très différentes pour faire face aux défis de la ségrégation ethnique. Tandis que l'Espagne n'a pas introduit de réformes visant à homogénéiser sa population, la France a introduit l'éducation primaire nationale avec un programme commun dès 1833 et l'a maintenue jusqu'à aujourd'hui. Comme discuté ci-dessous, cette réforme a été essentielle pour homogénéiser la population française et assimiler les minorités (Alesina *et al.*, 2021). Comme illustré dans la Figure 2, cette réforme a déplacé la France de l'angle supérieur droit vers l'angle inférieur gauche de l'espace de polarisation-ségrégation. La germanisation de Bismarck et la turquisation d'Atatürk ont eu des effets similaires. Il est important de noter que, comme le montre la suite du texte, l'assimilation forcée peut être très coûteuse pour les minorités concernées et peut se retourner contre elles.

Le troisième et dernier groupe de pays se trouve dans le coin inférieur droit⁷. Ils connaissent une polarisation moyenne à élevée mais une ségrégation relativement faible

7. Comme mentionné plus haut, le coin supérieur gauche du graphique est vide, car avec des niveaux de polarisation faibles, une ségrégation à grande échelle peut difficilement advenir.

(moyenne à faible). En raison d'une forte polarisation, ces pays présentent des divisions de groupe inhérentes, mais ces divisions n'ont pas de dimension géographique. Les représentants de différents groupes vivent à proximité les uns des autres partout dans le pays. La sécession et la division du pays en différents États n'est donc pas une option. Ainsi, il n'y a principalement qu'une option pour éviter les conflits : rendre les différences de groupe moins saillantes en favorisant l'identité nationale, par exemple, grâce à l'éducation publique (Blanc et Kubo, 2021) et des expériences positives partagées (Depetris-Chauvin *et al.*, 2020).

Tant les démocraties que les autocraties dans ce coin du graphique utilisent souvent l'éducation publique nationale pour construire une identité nationale. Cependant, le type d'éducation diffère pour les deux types de pays : dans les autocraties, l'éducation prend souvent la forme de propagande pure et simple, tandis que les démocraties mettent souvent l'accent sur les valeurs positives de tolérance et de destin commun. Comme discuté ci-dessous en détail, de tels efforts délibérés de construction d'identité ont été mis en place dans des pays très différents tels que les États-Unis du début du xx^e siècle et le Rwanda et la Chine d'aujourd'hui. Comme démontré plus bas, dans des contextes démocratiques et inclusifs, la promotion de l'identité peut porter ses fruits, tandis que la répression discriminatoire des cultures minoritaires se retourne généralement contre ceux qui la pratiquent.

Un autre facteur important souligné par Caselli et Coleman (2013) est les différences de phénotype, qui rendent les pratiques d'exclusion de certains groupes minoritaires plus faciles à mettre en place. Ils soutiennent que l'utilisation des différences de phénotype comme marqueur de différences culturelles explique pourquoi les Afro-Américains ont davantage souffert de discrimination aux États-Unis que d'autres minorités telles que les immigrants irlandais, italiens, juifs ou polonais. Cela peut également expliquer pourquoi la France – malgré le programme éducatif national – n'a pas été en mesure d'éliminer complètement la discrimination et l'animosité envers ses « minorités visibles », qui est le terme officiel français qui désigne une partie de sa population originaire des anciennes colonies (voir, par exemple, Valfort 2020). Des schémas similaires de discrimination ont également été documentés en Chine contre les citoyens portant des noms ethniques musulmans (Distelhorst et Hue, 2014) malgré le caractère nationaliste fort du programme éducatif chinois (voir la discussion ci-dessous).

Suivant les propos ci-dessus et les résultats de recherche présentés ci-dessous, il est clair que les pays sont confrontés à des défis différents dans leur parcours vers la cohésion sociale en fonction de leurs conditions initiales. Par conséquent, leurs stratégies de construction nationale devraient également être différentes. Il y a de nombreuses dimensions des conditions initiales que nous n'avons pas encore examinées, telles que, par exemple, la présence de conflits historiques ou d'une histoire commune douloureuse, l'idéologie, la présence d'une menace extérieure. En conséquence de cette complexité, le problème des politiques de construction nationale est également très complexe et multiforme. Pourtant, si l'on pouvait faire abstraction des différences autres que la polarisation et la ségrégation, trois stratégies alternatives de construction nationale émergent, comme résumé dans la Figure 3.

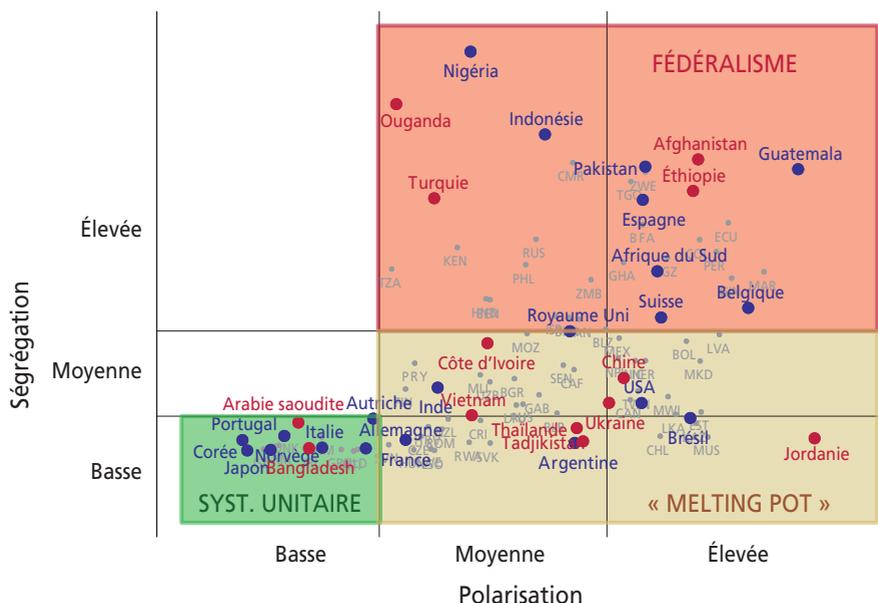


Figure 3 – Stratégies de construction de la nation.

Les pays avec une faible diversité ethno-linguistique et donc un faible niveau de polarisation et de ségrégation (zone verte sur la figure) peuvent construire un système « unitaire » avec un fort sentiment d'identité nationale et un récit commun. Il est important, cependant, de garder à l'esprit les dangers du nationalisme agressif qui pourraient accompagner de tels récits communs dans les régimes autocratiques. Ainsi, les tâches de la démocratisation et de la consolidation de la démocratie sont cruciales pour la construction nationale réussie à long terme et la prospérité.

Les pays polarisés avec une faible ségrégation (zone jaune sur la figure) peuvent vouloir se concentrer sur la minimisation de la saillance des divisions de groupe. Nous appelons cette stratégie « Melting Pot ». Mettre l'accent sur l'éducation publique pour embrasser l'inclusion et la diversité, ainsi que pour offrir des opportunités égales aux différents groupes et rendre les avantages des expériences positives partagées davantage visibles, est crucial pour les pays avec ces conditions initiales. De plus, l'ouverture des frontières à l'immigration, et donc la possibilité d'une plus grande diversité, pourrait en fait aider à atténuer les tensions intergroupes, car cela diminuerait la polarisation et rendrait les politiques de melting-pot plus efficaces. Comme discuté ci-dessous, la construction nationale pourrait être plus facile à réaliser lorsque la polarisation diminue et que la fractionnalisation – une autre mesure de la diversité qui dépend positivement du nombre de groupes – augmente (Bazzi *et al.*, 2019).

Enfin, le meilleur espoir de construction nationale dans les pays avec une forte ségrégation (zone orange-rose sur la Figure 3) est de reconnaître et d'embrasser les divisions existantes en construisant un système décentralisé avec un partage de pouvoir effectif entre les différents groupes ségrégués. Dans ces conditions initiales, l'assimilation des minorités est difficilement réalisable dans un cadre démocratique. Au lieu de cela, le pays

doit se concentrer sur leur intégration dans les processus politiques démocratiques. Nous appelons cette stratégie « fédéralisme ».

Il est important de noter qu'aucune de ces stratégies n'est facile ou évidente ; chacune d'entre elles peut échouer et se retourner contre le pays. Cependant, ce sont les meilleures options existantes pour les États démocratiques qui respectent les droits humains. Jusqu'à présent, nous avons fait abstraction des facteurs externes. Leur rôle est discuté en détail ci-dessous. Ici, nous aimerions mettre en évidence un exemple qui illustre leur importance, suivant l'argument de Tilly (1975) selon lequel un ennemi commun alimente la construction nationale. L'invasion injustifiée lancée par la Russie en Ukraine semble avoir-contre les intentions de Poutine-favorisé la cohésion nationale ukrainienne (voir, par exemple, Person and McFaul, 2022). L'Ukraine, un État historiquement polarisé avec des populations importantes de langue ukrainienne et russe, est aujourd'hui unie contre l'agression de Poutine. Les divisions sociétales sont atténuées dans la lutte contre l'ennemi commun.

Tandis que les menaces externes peuvent unir un pays, les liens ethniques trans-frontaliers des groupes ethniques divisés peuvent avoir des effets néfastes. C'est l'un des défis importants de la construction nationale dans de nombreux États africains, où les terres natales de nombreux groupes ethniques ont été divisées en différents États par des frontières artificielles tracées par les colonisateurs (Alesina *et al.*, 2011). Comme l'ont mis en lumière Michalopoulos et Papaioannou (2016), les groupes ethniques divisés sont plus souvent discriminés, économiquement désavantagés et impliqués dans des guerres ethniques.

Après avoir dressé un tableau général des différentes trajectoires et stratégies des États, nous abordons dans ce qui suit les ingrédients clés de la construction nationale, en donnant un aperçu des recherches présentées dans chaque chapitre un par un. Tous les chapitres, sauf celui-ci, sont organisés en cinq sections distinctes mais liées. La première section examine le rôle des interactions sociales, et en particulier, le contact par rapport à l'identité sociale. Le deuxième se concentre sur le rôle de l'éducation dans la construction nationale. Le troisième considère la propagande, le leadership et les expériences communes. La quatrième section aborde le rôle des interventions externes et des guerres. La cinquième section examine le rôle de la représentation et de la redistribution et examine la question de ce qui motive les dirigeants à investir dans la construction nationale.

Après avoir résumé les idées développées dans les chapitres du livre ci-dessous, nous concluons par une synthèse des principales leçons de politique générale pour parvenir à une construction nationale aboutie conduisant à la paix et à la prospérité.

IL FAUT ÊTRE DEUX POUR DANSER LE TANGO : L'HYPOTHÈSE DU CONTACT FACE À LA THÉORIE DE L'IDENTITÉ SOCIALE

Comme nous l'avons discuté précédemment, en fonction de la structure des groupes, de leur répartition géographique et de leur historique des hostilités, l'interaction entre les groupes peut entraîner des conséquences très différentes. Le chapitre 2, fondé sur les résultats de Bazzi *et al.* (2019), utilise une expérience politique unique qui permet de tester les effets de

la polarisation et de la fractionnalisation ethno-linguistiques sur la construction nationale. Bazzi *et al.* (2019) se penchent sur le programme de Transmigration de l'Indonésie, qui a été l'un des plus importants efforts de relocalisation de l'histoire. Dans ce programme, le mélange ethnique dans les localités de destination a été déterminé de manière exogène, ce qui a donné lieu à une variation exogène de la fractionnalisation et de la polarisation ethnique au niveau du village. En utilisant cette variation, ils constatent que l'identité nationale inclusive pan-indonésienne, mesurée par la part de la population locale qui parle la langue nationale indonésienne (Bahasa Indonesia) à la maison, par les mariages interethniques et par les modèles de nommage non ethniques pour les enfants, était plus répandue dans les localités avec de nombreux petits groupes (c'est-à-dire une forte fractionnalisation) par rapport aux localités qui comptaient quelques grands groupes (c'est-à-dire une forte polarisation). Ils utilisent également le logement par loterie dans les colonies de destination comme source exogène de variation de la ségrégation locale. Ils constatent que la ségrégation atténuée ces modèles, ce qui est conforme à l'idée que l'interaction régulière (« contact ») aide à établir la confiance entre de nombreux petits groupes.

La création d'une identité nationale est difficile en présence de différences fortement marquées entre les groupes, ce qui peut conduire à des hostilités et à l'émergence d'une identité sociale. Selon la théorie de l'identité sociale (Tajfel *et al.*, 1979), les gens cherchent la réponse à la question de savoir qui ils sont dans la manière dont le groupe auquel ils appartiennent se différencie des autres groupes, engendrant ainsi une division de tous les individus en « nous » versus « eux ». De telles divisions entravent l'émergence d'une identité commune. Le chapitre 3 présente un test de la théorie de l'identité sociale de Grosfeld *et al.* (2013). Conformément à cette théorie, Grosfeld *et al.* (2013) constatent que l'identité de la majorité non-juive dans la région de la « Zone de résidence » de l'Empire russe, où les Juifs constituaient la plus grande minorité, a émergé des comparaisons sociales. En particulier, les non-Juifs se définissent par opposition à ce qu'un Juif stéréotypé représente à leurs yeux : un commerçant, un créancier, un faiseur de marché. Cette identité sociale a renforcé les valeurs anti-marché et anti-entrepreneuriales persistantes au sein de la population non-juive. L'animosité historique, mesurée par la proximité par rapport à des endroits où les pogroms anti-juifs ont eu lieu, a rendu ces comparaisons sociales plus saillantes, conduisant à une culture anti-marché plus forte parmi les non-Juifs.

Même lorsque les relations inter-groupes ont été historiquement conflictuelles et que les comparaisons sociales conduisent à des identités sociales opposées, le conflit n'est pas une fatalité. Comme illustré dans le chapitre 4 basé sur Jha (2013), la violence inter-groupes peut être évitée, malgré la présence de divisions clairement marquées entre les groupes, sous trois conditions : premièrement, les différents groupes doivent être économiquement complémentaires les uns aux autres, de sorte qu'il y ait des avantages économiques à la coopération ; deuxièmement, l'avantage comparatif spécifique à chaque groupe doit être intangible, ce qui rend la réplique de ce que la minorité spécialisée réalise, ou sa capture par la force infaisable pour la majorité ; troisièmement, la minorité doit être mobile et avoir une bonne possibilité de sortie du groupe, de sorte qu'elle puisse avancer la menace crédible d'un départ en cas de crise économique ou politique susceptible d'alimenter la violence.

En appliquant cette théorie à la majorité hindoue et à la minorité musulmane en Asie du Sud, Jha constate que les villes avec des ports naturels qui ont conduit à l'émergence de ports commerciaux médiévaux dominés par des commerçants musulmans sont caractérisées par des niveaux de violence hindoue-musulmane moins élevés. Curieusement, les deux premières conditions que Jha soutient comme étant nécessaires pour une paix interethnique résiliente étaient présentes à la fois dans le cas des relations hindoues-musulmanes en Asie du Sud, que dans le cas de la relation entre les intermédiaires juifs et la majorité non-juive dans l'empire russe. Cependant, la première condition, c'est-à-dire la mobilité, était limitée dans le cas des Juifs dans la Zone de résidence, contrairement aux commerçants maritimes musulmans. Cette différence a conduit à un résultat très différent. Grosfeld *et al.* (2020) montrent que les vagues de pogroms anti-juifs ont eu lieu lors de la survenance rare de chocs économiques et politiques simultanés, qui ont conduit à des conditions extrêmes qui ont brisé la possibilité de coopération économique, alors même que la grande majorité des Juifs n'ont pas pu fuir.

Dans son célèbre livre *The Economics of Prejudice*, Gordon Allport (1954) a soutenu que le contact intergroupe est l'un des moyens les plus efficaces de réduire les préjugés entre les membres des groupes majoritaires et minoritaires si certaines conditions assez restrictives sont remplies. Cette prémisse est souvent appelée hypothèse du contact d'Allport. Quelles sont les conditions sous lesquelles le contact conduit à la tolérance et à l'acceptation, et contribue ainsi à l'émergence d'une identité nationale ? Le chapitre 5, basé sur Rohner *et al.* (2013), développe des fondements micro de l'hypothèse du contact en mettant en évidence la possibilité de multiples équilibres. Ils montrent que l'impact bénéfique du contact, favorisant la confiance des interactions intergroupes, ne se produit que lorsque l'interaction est équitable, fructueuse et non abusive. Les contacts pacifiques entre les groupes favorisent la confiance, ce qui, à son tour, stimule le commerce intergroupe, rendant le conflit intergroupe plus coûteux. Ce cycle vertueux peut expliquer la construction d'une identité commune et de normes sociales coopératives, même à partir de points de départ difficiles, comme ce fut le cas lors de la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée après la Seconde Guerre mondiale, et qui est l'ancêtre de l'Union européenne.

Sur l'aspect négatif du spectre, les chocs néfastes qui déclenchent des guerres peuvent épuiser la confiance (Rohner *et al.*, 2013b), nuire au commerce et semer les graines de conflits futurs, donnant ainsi naissance à un cercle vicieux appelé « piège de guerre » (Rohner et Thoenig, 2021). Ceci est également conforme avec des preuves récentes selon lesquelles, lorsque les relations entre groupes sont hostiles, une proximité géographique plus étroite favorise la possibilité d'attaques armées (Mueller *et al.*, 2022). Les garanties sécuritaires et le maintien de la paix peuvent être utiles pour maintenir les interactions initiales pacifiques et non abusives, favorisant ainsi la construction de la confiance et du capital social entre les groupes (voir l'étude de Rohner, 2022).

Les deux derniers chapitres de la section sur l'identité sociale et l'hypothèse du contact testent empiriquement cette dernière. Le chapitre 6 montre qu'une façon de favoriser l'interaction pacifique entre des individus égaux de différents groupes est de mettre en place des programmes de mobilité étudiante tels que le programme ERASMUS en Europe,

ou en rendant le service militaire national obligatoire dans une région différente du pays. Le chapitre présente les résultats de l'étude de Caceres-Delpiano *et al.* (2021) qui testent l'hypothèse du contact en tentant la mise en place d'une affectation aléatoire de conscrits de l'armée à différentes régions d'Espagne. Ils constatent que pour les hommes nés dans des régions avec une identité nationale espagnole faible (comme la Catalogne ou le Pays basque), l'affectation au service militaire dans une autre région d'Espagne a conduit à un renforcement de leur identité nationale espagnole, mesurée par l'auto-identification en tant qu'Espagnol, une probabilité plus élevée de voter aux élections nationales et une moindre propension à voter pour un parti régionaliste. Des résultats similaires sont obtenus pour le Burundi par Samii (2013), qui teste l'exposition exogène à l'intégration ethnique à travers l'âge de la retraite militaire pour montrer que l'intégration ethnique réduit les préjugés ethniques. Une raison importante en vertu de laquelle le contact renforce l'identité nationale dans ces contextes est que les conditions d'interaction entre les groupes sont spéciales, comme l'a hypothétisé Allport : le contexte du service militaire assure le contact entre des individus égaux vis-à-vis de la hiérarchie militaire, ainsi que les incitations à la coopération en raison des tâches communes.

Le chapitre 7 présente des résultats remarquablement similaires, dans un contexte différent. S'appuyant sur les travaux d'Okunogbe (2022), il est centré sur l'examen de l'impact de l'affectation aléatoire dans différentes régions ethniques du Nigeria dans le cadre du programme obligatoire de service national à grande échelle pour les jeunes adultes. Okunogbe constate que l'exposition interethnique conduit à un sentiment de fierté nationale accru, à une meilleure connaissance du Nigeria, à des attitudes plus positives à l'égard du pays, et à une plus grande mobilité à long terme. Dans le même temps, cela ne se fait pas au détriment de l'abandon de l'identité régionale/ethnique, car l'exposition interethnique conduit également à des attitudes plus positives à l'égard de son propre groupe ethnique, ainsi qu'à des liens d'amitié intra-ethniques plus forts. Cela suggère que plus d'interaction dans un cadre d'égalité et de non-domination engendre une compréhension que l'identité au niveau national par rapport au niveau local n'est pas nécessairement un jeu à somme nulle – dans certaines circonstances, il est possible de favoriser l'identité nationale sans affaiblir l'identité locale et les liens qui vont avec.

Dans l'ensemble, la recherche présentée dans cette section du livre montre que les pays polarisés et ségrégués courent un risque sérieux d'émergence d'une animosité interethnique en raison de la formation de l'identité sociale ethnique. Cependant, il existe des moyens de contourner ce problème, par des politiques qui garantissent que les interactions entre les différents groupes se font dans des conditions d'échange équitables et égales, et qui assurent l'absence de domination des représentants d'un groupe par les représentants d'un autre. L'intégration économique, la spécialisation et la complémentarité entre les différents groupes présentent également des avantages importants.

PROPAGANDE, CHARISME, ET EXPÉRIENCES PARTAGÉES

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'éducation est une épée à double tranchant qui peut être utilisée à la fois pour transmettre des valeurs positives d'inclusion, en vue de créer une société de fusion pluraliste, mais elle peut aussi être (mal) utilisée à des fins

d'endoctrinement au service d'une idéologie nationaliste et de valeurs anti-démocratiques. Le même schéma s'applique à l'endoctrinement par le biais de la propagande et des rassemblements politiques. Pour chaque campagne promouvant l'unité et la tolérance, une autre sème les graines de la division et de la discorde. Un exemple de propagande politique promouvant la réconciliation interethnique est la campagne du président rwandais Paul Kagame sur la radio d'État, promouvant la réconciliation post-génocide. Le chapitre 15 décrit les résultats obtenus par Blouin et Mukand (2019) qui exploitent des caractéristiques topographiques exogènes du Rwanda montagneux affectant la disponibilité du signal radio pour identifier l'impact de l'exposition à cette propagande de la radio d'État. Ils constatent que les résidents des localités qui reçoivent le signal de la radio d'État sont le théâtre de divisions ethniques dont le caractère saillant est significativement plus faible, et d'une plus grande confiance interethnique, par rapport aux résidents des localités qui ne reçoivent pas le signal de la radio. L'efficacité de cette campagne est en partie due au fait que le Rwanda est une autocratie avec un accès limité à l'information indépendante, ce qui se traduit y compris par une faible pénétration d'Internet et par l'absence de médias indépendants. En 2022 « Reporters sans frontières » a classé le Rwanda au 136^e rang sur 180 pays en termes de liberté des médias.

Dans de nombreux contextes, les dirigeants qui se livrent à la propagande ont des objectifs opposés à ceux de Kagame. Yanagizawa-Drott (2014) a utilisé la même stratégie d'identification pour montrer que la propagande de la « Radio des mille collines » a joué un rôle clé dans l'incitation à la violence pendant le génocide rwandais en 1994. Adena *et al.* (2015) ont montré que la propagande de Goebbels avait été efficace en Allemagne nazie, conduisant à une augmentation du sentiment anti-juif parmi les Allemands ordinaires et un nombre accru de dénonciations de Juifs, qui ont mené à leur déportation. Ces effets sont observés uniquement dans les villes dont la population était déjà prédisposée positivement vis-à-vis du message véhiculé par la propagande de Goebbels. Dans les villes où l'antisémitisme était faible, cela a même eu un effet inverse.

Il n'est pas évident que la propagande promouvant la réconciliation et l'inclusion soit efficace dans un environnement de médias libres. En revanche, nous savons que les discours de haine sur les réseaux sociaux dans les démocraties modernes peuvent être très persuasifs. Müller et Schwarz (2021) ont constaté que la publication de contenu anti-réfugiés par l'extrême droite sur Facebook en Allemagne prédisait les crimes contre les réfugiés, conformément à la logique des « chambres d'écho ». De plus, Müller et Schwarz (2019) ont constaté que les tweets sur des sujets liés à l'islam aux États-Unis étaient associés à une augmentation des crimes haineux.

Le chapitre 16 démontre que toute propagande portant un message de réconciliation n'est pas véritablement inclusive. Le chapitre rapporte les résultats d'Esposito *et al.* (2021), qui ont analysé la projection du film de propagande américain de 1915 « Naissance d'une nation ». Son message de réconciliation entre les États américains du Nord et du Sud utilisait les Afro-Américains comme boucs émissaires, les blâmant pour l'éclatement de la guerre civile. Les auteurs ont constaté que l'exposition à ce message avait effectivement eu un impact sur le public, favorisant la réconciliation entre le Nord et le Sud, mais qu'il avait également propagé le racisme et provoqué des violences raciales.

La propagande nationale peut également entraîner des conséquences involontaires sur des audiences qui n'en sont pas sa cible, comme le montre le chapitre 17 basé sur DellaVigna *et al.* (2014). En particulier, les auteurs ont constaté que la radio serbe qui visait à promouvoir l'identité nationale serbe après les guerres yougoslaves avait entraîné une montée en puissance involontaire des ultra-nationalistes dans la région frontalière de la Croatie, qui avait été exposée à la radio nationale serbe.

La propagande peut prendre de nombreuses formes. Les rassemblements politiques physiques ont une longue tradition. Le chapitre 18, basé sur les résultats de Assouad (2020), démontre comment les visites du leader Mustafa Kemal (« Atatürk ») dans les villes turques ont eu un impact sur l'émergence de la nouvelle identité turque. L'exposition aux visites de Kemal a été prouvée comme stimulant la nouvelle identité nationale, telle que représentée par l'adoption de prénoms dans la nouvelle langue « turc pur ». Les réunions de Kemal avec les élites locales ont été particulièrement décisives dans la diffusion de l'identité nationale turque. Assouad (2020) montre également que la propagande était inefficace, voire contre-productive, vis-à-vis des minorités non turques. Le fait que l'exposition à des rassemblements politiques puisse avoir des effets réels a également été observé dans le cas des marches nazies à Hambourg en 1932. Caesmann *et al.* (2021) montrent que parmi les partisans, l'exposition directe aux marches nazies a aidé à mobiliser les troupes et même débordé sur les membres du réseau social des personnes exposées.

Dans l'ensemble, les résultats de Adena *et al.* (2015), Assouad (2020) et Caesmann *et al.* (2021) montrent que la propagande n'est efficace que sur des publics prédisposés positivement à son message, quel que soit le moyen utilisé pour la propagande.

En plus de la psychologie de groupe, le charisme d'un leader peut également avoir un impact sur ses soutiens dans le cadre des interactions individuelles. Le chapitre 19 rapporte les résultats de Cagé *et al.* (2021), qui utilisent la rotation aléatoire des troupes françaises entre régiments pendant la Première Guerre mondiale pour analyser l'effet de l'exposition exogène des soldats qui ont servi sous le commandement du général Philippe Pétain lors de la bataille de Verdun. Lorsque Pétain a adopté des idéologies de droite après la guerre, ses anciens soldats étaient plus susceptibles de suivre leur « héros ». Avoir servi à Verdun sous Pétain était associé à une probabilité plus élevée de devenir un collaborateur nazi en France, de rejoindre des partis fascistes, de servir dans les forces allemandes, de prendre part à des groupes paramilitaires qui chassaient les Juifs et la Résistance. L'on a même constaté un effet persistant sur le vote de droite, même après la Seconde Guerre mondiale.

Les expériences communes et les modèles à suivre peuvent façonner les croyances, les préférences et les identités, non seulement dans des circonstances extrêmement difficiles, telles que la lutte aux côtés de « frères d'armes », mais aussi dans des circonstances plus « ordinaires », surtout lorsque les expériences sont heureuses. Le chapitre 20 présente les résultats de Depetris-Chauvin *et al.* (2020) qui constatent que des victoires importantes d'une équipe nationale de football lors de grandes compétitions internationales peuvent conduire à une réduction de l'auto-identification ethnique en faveur d'une identité nationale améliorée, en particulier dans les États faibles avec une infrastructure médiocre,

et lorsque la victoire est obtenue par une équipe ethniquement diversifiée. Cet effet de « modèle de coopération interethnique » peut également conduire à une plus grande confiance et à une probabilité moindre de conflit dans les six mois suivant les victoires importantes en football, telles que la qualification pour les finales.

Ce résultat, qui montre que le football peut façonner les relations interethniques et l'identité, est conforté par les travaux récents d'Alrababa'h *et al.* (2021), qui constate qu'après l'arrivée du musulman, champion de football, Mohamed Salah au Liverpool F.C. les crimes de haine dans la région de Liverpool ont diminué et les tweets anti-musulmans des supporters de Liverpool ont diminué par rapport à ceux d'autres villes. Mousa (2020) a également constaté que les équipes de football amateurs mixtes peuvent contribuer à la tolérance interreligieuse. De plus, Cilliers *et al.* (2016) ont mené un essai contrôlé randomisé en Sierra Leone après la guerre et ont constaté que les cérémonies de réconciliation peuvent augmenter la confiance entre les groupes, mais au prix d'un coût pour la santé psychologique.

Dans l'ensemble, la propagande est un outil efficace pour façonner l'identité dans les États autocratiques, mais ses résultats dépendent des préférences idiosyncratiques du dictateur. Malheureusement, dans de nombreux cas, les dictateurs ont exploité la propagande pour instiller la division et la haine. Dans les démocraties, les modèles à suivre provenant de « l'autre » groupe et les expériences heureuses de coopération intergroupe efficace sont des stratégies plus viables pour la construction nationale.

INTERVENTIONS EXTÉRIEURES ET GUERRES

La construction nationale peut-elle être influencée depuis l'étranger ? Les arguments interventionnistes pointent souvent l'exemple du « Wirtschaftswunder » allemand après la Seconde Guerre mondiale, où la dénazification et la reconstruction grâce au Plan Marshall ont réussi à transformer un régime fasciste cruel et meurtrier en une démocratie stable et prospère, devenue l'épine dorsale de l'unification européenne. Cependant, l'ampleur du déploiement militaire (par exemple, la base américaine de Rammstein en Allemagne) et le montant de l'aide économique impliquée dans la reconstruction allemande en font davantage une exception que la norme.

Les études des interventions à plus petite échelle dressent un tableau plus sombre (voir, par exemple, l'enquête sur les interventions étrangères dans les conflits de Rohner, 2022). Le chapitre 21 décrit les résultats de Dimant *et al.* (2022), qui s'appuient sur des données sur l'aide militaire américaine à 174 pays sur une période d'un demi-siècle (1968-2018). En exploitant la variation temporelle des budgets américains et les différences transfrontalières dans les possibilités d'aide américaine, ils estiment l'impact des changements dans l'aide militaire américaine, qui sont peut-être exogènes, car ils découlent de la taille globale du budget militaire et de la nécessité de diriger l'aide militaire. Ils constatent que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, plus d'aide militaire américaine se traduit par plus (et non moins) d'actes terroristes anti-américains. Ils mettent en évidence le mécanisme suivant : l'aide militaire conduit à plus de corruption et de politiques d'exclusion, ce qui sape les institutions dans le pays qui bénéficie de l'aide. Ceci est conforme à l'idée que les avantages du soutien militaire américain (qui peuvent être

distribués de manière inégale, et ciblés sur des dirigeants non démocratiques) peuvent se retourner contre eux et créer du ressentiment anti-américain.

Le chapitre 22 se concentre sur un exemple spécifique d'intervention étrangère qui a mal tourné. Ce chapitre expose les résultats de Dell et Querubin (2018) sur l'impact des différentes stratégies de contre-insurrection utilisées par les États-Unis lors de la guerre du Vietnam. Ils ont constaté que la stratégie reposant sur des bombardements massifs n'a pas aidé à favoriser un régime démocratique pro-occidental, contrairement à une approche consistant à « gagner les cœurs et les esprits ». Tout d'abord, ils montrent que se concentrer sur la puissance de feu et les bombardements a conduit à une intensification des activités militaires et politiques de l'insurrection communiste, une gouvernance locale affaiblie, une participation civique non communiste réduite et une détérioration des attitudes envers les États-Unis et le gouvernement sud-vietnamien. Pour identifier un effet causal des bombardements massifs, ils exploitent les discontinuités autour des seuils de score quantitatif continu calculé du niveau de sécurité des centres de population vietnamiens. Deuxièmement, le chapitre compare deux stratégies de contre-insurrection : celle de l'armée, basée sur des bombardements massifs, et celle des *Marines* américains, qui ont plutôt mis l'accent sur la fourniture de programmes de développement aux communautés locales. Cette identification découle des frontières géographiques arbitraires qui ont divisé les zones sous contrôle des *Marines* et celles contrôlées par l'armée. Les citoyens de la région où les *Marines* ont opéré ont manifesté moins de sentiments anti-américains et des attitudes plus positives envers le gouvernement sud-vietnamien, à tous les niveaux, que les citoyens de la région voisine contrôlée par l'armée.

L'étude de Dube et Naidu (2015) suggère que l'aide militaire étrangère des États-Unis à la Colombie peut entraîner des conséquences négatives, telles que le renforcement de groupes armés non étatiques et la déstabilisation des institutions politiques nationales. En revanche, la fourniture de services visant à « gagner les cœurs et les esprits » peut réduire la contre-insurrection pour des projets à petite échelle dans les zones sous contrôle gouvernemental (Berman *et al.*, 2011, 2013 pour l'Irak ; Sexton, 2016, pour l'Afghanistan)⁸. Il est également important de noter que, bien que l'aide militaire unilatérale ait souvent des effets négatifs, les opérations de maintien de la paix de l'ONU réussissent souvent à réduire la violence et à stabiliser un pays (voir, par exemple, Hultman *et al.*, 2014 ; Ruggeri *et al.*, 2017 ; Fjelde *et al.*, 2019).

Le chapitre 23 décrit les conséquences plus larges de la géopolitique sur la formation de l'identité politique. Il résume les résultats de Dehdari et Gehring (2022) et Gehring (2022). Dehdari et Gehring (2022) analysent l'impact de l'occupation et de la répression de la culture locale dans la région d'Alsace et de Lorraine qui était sous domination allemande de 1871 à 1918, par rapport au reste de l'Alsace et de la Lorraine qui est resté sous la domination de la France pendant cette période. Ils constatent que la région occupée a développé une identité régionale plus forte qui persiste encore aujourd'hui.

8. Il existe également un ensemble de travaux dont l'étude se concentre sur l'impact de l'aide (étrangère) sur les conflits civils, au-delà des contextes de contre-insurrection. Ces études montrent que cet effet dépend fortement du contexte (voir, par exemple, De Ree et Nillesen (2009), Nunn et Qian (2014), Crost *et al.* (2014, 2016), Weintraub (2016) et Premand et Rohner (2022)).

Gehring (2022) étudie un contexte très différent : il étudie l'impact de l'invasion et de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 sur l'identité de l'Union européenne (UE). En comparant l'impact de ce choc géopolitique majeur sur les pays membres géographiquement plus proches ou plus éloignés de la Russie, il montre qu'il y a eu une augmentation comparable de l'identité européenne dans les pays d'Europe de l'Est. Cela s'est reflété par une confiance accrue persistante dans les institutions de l'UE et un soutien aux politiques communes.

On peut en conclure que si la construction nationale est une tâche qui ne peut être accomplie que par une nation et non imposée par une puissance étrangère, les corps de paix de l'ONU pourraient faciliter la fin des conflits en cours.

LES INSTITUTIONS : REPRÉSENTATION ET REDISTRIBUTION

Un ingrédient fondamental dans tout effort de construction nationale est la mise en place des institutions politiques « appropriées ». Tout d'abord, comme le soulignent Besley et Persson (2009, 2011), la construction nationale requiert une capacité étatique, qui est favorisée par les menaces externes et des institutions politiques inclusives⁹. En effet, les institutions façonnent les incitations à la paix et au conflit, qui sont des déterminants fondamentaux du destin d'un État. Plusieurs études récentes montrent que les institutions démocratiques et l'État de droit en général fournissent la « colle » qui maintient une société pacifique (voir Lacroix, 2022 ; Laurent-Lucchetti *et al.*, 2022 ; Marcucci *et al.*, à paraître).

Un aspect particulier des institutions politiques, crucial pour la construction nationale, surtout dans les sociétés avec des niveaux élevés de polarisation et de ségrégation ethniques ou religieuses, est le partage du pouvoir (voir François *et al.*, 2015). Les travaux de Mueller et Rohner (2018) et Mueller et Rauh (2022), présentés dans le chapitre 24, sont consacrés à cette question. En particulier, Mueller et Rohner (2018) examinent l'impact des arrangements relatifs au partage de pouvoir au niveau local dans les conseils de district nord-irlandais, en utilisant les discontinuités temporelles nettes et les élections serrées. Ils constatent que lorsque l'arithmétique électorale exogène a donné naissance à un partage de pouvoir local, l'étendue de la violence politique a considérablement diminué. Cette constatation est cohérente avec les conclusions tirées dans l'étude systématique de Mueller et Rauh (2022) sur les effets de 440 accords de partage de pouvoir. Ils constatent que ces accords se traduisent par une baisse moyenne de 8 % de la fréquence de la violence et une baisse de 18 % de l'intensité de la violence, les accords complets comportant des dispositions en matière de pouvoir, de justice et de ressources étant les plus efficaces. Il est également constaté que les caractéristiques politiques égalitaires qui promeuvent le respect des droits civils et politiques et garantissent un accès égal à la justice et aux emplois publics sont des éléments clés pour réduire efficacement la

9. Concernant les autres facteurs de renforcement de la capacité de l'État, Queralt (2022) montre que la capacité de l'État est renforcée lorsqu'elle se base sur le financement domestique plutôt que sur les prêts étrangers, tandis que Besley et Reynal-Querol (2014) constatent que les conflits historiques affaiblissent la confiance et l'identité nationale.

violence. De même, Cederman *et al.* (2015) constatent que la combinaison du partage du pouvoir et de l'autonomie territoriale réduit l'étendue du conflit.

Au-delà des incitations, les institutions politiques et de l'État providence affectent également les identités. Le chapitre 25 décrit les résultats de l'étude de Caprettini et Voth (2022), qui examinent l'impact du programme de dépenses sociales à grande échelle, dit « New Deal », aux États-Unis après 1933, sur les préférences politiques. Ils constatent que ceux qui ont bénéficié de dépenses sociales ont montré plus de patriotisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui est mesuré par la participation à l'emprunt de guerre, le bénévolat et la remise de médailles pour bravoure. Ceci est conforme à l'idée que bénéficier d'un soutien de l'État dans les temps difficiles favorise l'identité nationale. Un mécanisme similaire a été constaté pour le traitement du VIH : un meilleur accès aux médicaments efficaces pour lutter contre le sida conduit à une plus grande confiance dans l'État et réduit la portée de la violence politique (Berlanda *et al.*, 2022). Une dimension clé du développement institutionnel est bien sûr le degré de motivation du dirigeant à investir dans la construction nationale, ce qui est étudié dans Alesina *et al.* (2020, 2021) et décrit dans le chapitre 26 par Giuliano *et al.* En s'appuyant sur la logique de Charles Tilly (1975) selon laquelle la guerre crée des États, Alesina *et al.* (2020) soutiennent que lorsque l'on a besoin d'une (plus grande) armée de conscrits, le gouvernement s'efforce de gagner le soutien populaire en fournissant des biens publics, en réduisant le prélèvement de rente et en homogénéisant la culture de la population (soit en inculquant un sentiment national « positif », soit en faisant de la propagande « négative » contre l'adversaire). Comme le montrent Alesina *et al.* (2021), les incitations les plus fortes pour l'homogénéisation culturelle, en particulier par l'éducation primaire de masse, surviennent en présence d'une « menace de démocratisation ».

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE CE QUI PRÉCÈDE

1. La démocratie est le socle d'une construction nationale durable et pacifique : Tout d'abord, comme le montre le livre, le destin des États-nations dans toutes les zones de la polarisation-ségrégation spatiales (voir les figures 1 et 3) est plus favorable aux démocraties. Ceci est particulièrement crucial dans la zone de faible polarisation et de faible ségrégation, lorsque la stratégie de construction nationale consiste à construire un État unitaire doté d'une forte identité nationale, la démocratie aidant à éviter les périls engendrés par la folie nationaliste et le fascisme dans ce contexte.
2. Les contacts intergroupes caractérisés par une égalité horizontale et des garanties de sécurité peuvent réduire l'animosité intergroupes et favoriser une société mixte : Comme le montre la partie II du livre, dans les contextes de forte polarisation, une interaction plus paisible et équitable entre les groupes nourrit la confiance intergroupes. Il est important de souligner que les identités locales et nationales ne sont pas mutuellement exclusives. Elles ne sont pas un jeu à somme nulle, car une interaction positive peut favoriser un sentiment d'appartenance à la fois au pays et à une communauté locale.
3. Favoriser une identité commune positive, par exemple par l'éducation, est essentiel en cas de forte polarisation et de faible ségrégation : Dans les pays à forte polarisation

ethnolinguistique, où les groupes partagent le même territoire, favoriser une identité intergroupe commune en construisant une société de type « melting-pot » est la seule façon d'éviter la discrimination et les hostilités intergroupes. Comme le montrent les parties III et IV du livre, tandis que les démocraties mettent généralement l'accent sur des valeurs positives de tolérance et de destin commun grâce à l'éducation publique, certaines autocraties choisissent l'endoctrinement et la diffamation des minorités, que ce soit dans l'éducation ou par le biais de la propagande médiatique, avec souvent des conséquences désastreuses. Réduire la polarisation en ouvrant le pays à des migrants diversifiés pourrait réduire l'importance des divisions entre groupes et faciliter le melting pot.

4. Le partage du pouvoir et le fédéralisme sont cruciaux dans les contextes de forte ségrégation : Comme le montre la section VI du livre, les politiques de partage du pouvoir et de fédéralisme fournissent le ciment qui maintient ensemble les pays à forte polarisation-forte ségrégation.
5. Les interventions militaires unilatérales et l'aide militaire ont souvent un effet contraire que celui escompté sur les attitudes de la population locale, mais les garanties de sécurité apportées par les missions de maintien de la paix de l'ONU fonctionnent pour réduire les conflits : Comme le montre la section V du livre, la construction nationale menée militairement depuis l'extérieur comporte de nombreux risques et pièges, mais le maintien de la paix multilatéral par l'ONU peut créer les conditions favorables à la réconciliation nationale dans les contextes post-conflit.

Références

- Adena, Maja, Ruben Enikolopov, Maria Petrova, Veronica Santarosa et Ekaterina Zhuravskaya (2015), « Radio and the Rise of The Nazis in Prewar Germany Get access », *Quarterly Journal of Economics*, Volume 130, Issue 4) : 1885-1939.
- Alesina, Alberto et Nicola Fuchs-Schündeln (2007), « Good-bye Lenin (or not ?) : The effect of communism on people's preferences », *American Economic Review*, 97, n° 4 : 1507-1528.
- Alesina, Alberto, Bryony Reich et Alessandro Riboni (2020), « Nation-building, nationalism, and wars », *Journal of Economic Growth*, 25, n° 4 : 381-430.
- Alesina, Alberto, Paola Giuliano et Bryony Reich (2021), « Nation-building and education », *The Economic Journal*, 131, n° 638 : 2273-2303.
- Alesina, Alberto, Janina Matuszeski et William Easterly (2011), « Artificial States », *Journal of the European Economic Association*, vol. 9, n° 2 : 246-277.
- Alesina, Alberto et Enrico Spolaore (1997), « On the number and size of nations », *The Quarterly Journal of Economics*, 112, n° 4 : 1027-1056.
- Alesina, Alberto et Ekaterina Zhuravskaya (2011), « Segregation and the Quality of Government in a Cross Section of Countries », *American Economic Review*, 101, n° 5 : 1872-1911.
- Almagro, Milena et David Andrés-Cerezo (2020), « The construction of national identities », *Theoretical Economics*, 15, n° 2 : 763-810.
- Alrababa'h, Ala', William Marble, Salma Mousa et Alexandra Siegel (2021); « Can exposure to celebrities reduce prejudice ? The effect of Mohamed Salah on islamophobic behaviors and attitudes », *American Political Science Review*, 115, n° 4 : 1111-1128.

- Allport, Gordon Willard, Kenneth Clark et Thomas Pettigrew (1954), « The nature of prejudice ».
- Aspachs-Bracons, Oriol, Irma Clots-Figueras, Joan Costa-Font et Paolo Masella (2008), « Compulsory language educational policies and identity formation », *Journal of the European Economic Association*, 6, n° 2-3 : 434-444.
- Assouad, Lydia (2020), « Charismatic Leaders and Nation Building », PSE Working Paper.
- Bandiera, Oriana, Myra Mohnen, Imran Rasul et Martina Viarengo (2019), « Nation-building through compulsory schooling during the age of mass migration », *The Economic Journal*, 129, n° 617 : 62-109.
- Bazzi, Samuel, Arya Gaduh, Alexander D. Rothenberg et Maisy Wong (2019), « Unity in diversity ? How intergroup contact can foster nation building », *American Economic Review*, 109, n° 11 : 3978-4025.
- Bazzi, Samuel, Masyhur Hilmy et Benjamin Marx (2020), *Islam and the state : Religious education in the age of mass schooling*, n° w27073, National Bureau of Economic Research.
- Berlanda, Andrea, Matteo Cervellati, Elena Esposito, Dominic Rohner et Uwe Sunde (2022), « Medication against conflict », *medRxiv*.
- Berman, Eli, Jacob N. Shapiro et Joseph H. Felter (2011), « Can hearts and minds be bought ? The economics of counterinsurgency in Iraq », *Journal of Political Economy*, 119, n° 4 : 766-819.
- Berman, Eli, Joseph H. Felter, Jacob N. Shapiro et Erin Troland (2013), « Modest, secure, and informed : Successful development in conflict zones », *American Economic Review*, 103, n° 3 : 512-17.
- Besley, Timothy et Torsten Persson (2009), « The origins of state capacity : Property rights, taxation, and politics », *American Economic Review*, 99, n° 4 : 1218-44.
- Besley, Timothy et Torsten Persson (2011), *Pillars of prosperity*, Princeton University Press.
- Besley, Timothy et Marta Reynal-Querol (2014), « The legacy of historical conflict : Evidence from Africa », *American Political Science Review*, 108, n° 2 : 319-336.
- Blanc, Guillaume et Masahiro Kubo (2021), *Schools, Language, and Nations : Evidence From a Natural Experiment in France*, Working Paper-Brown University (<https://www.guillaume-blanc.com/files/theme/JMP1.pdf>, downloaded December 2, 2021).
- Blouin, Arthur et Sharun W. Mukand (2019), « Erasing ethnicity ? Propaganda, nation building, and identity in Rwanda », *Journal of Political Economy*, 127, n° 3 : 1008-1062.
- Cáceres-Delpiano, Julio, Antoni-Italo De Moragas, Gabriel Facchini et Ignacio González (2021), « Intergroup contact and nation building : Evidence from military service in Spain », *Journal of Public Economics*, 201 : 104477.
- Caesmann, Marcel, Bruno Caprettini, Hans-Joachim Voth et David Yanagizawa-Drott (2021), « Going viral : Propaganda, persuasion and polarization in 1932 », Hamburg.
- Cagé, Julia, Anna Dagher, Pauline Grosjean et Saumitra Jha (2021), *Heroes and Villains : The Effects of Combat Heroism on Autocratic Values and Nazi Collaboration in France*, Stanford Institute for Economic Policy Research (SIEPR).
- Cantoni, Davide, Yuyu Chen, David Y. Yang, Noam Yuchtman et Y. Jane Zhang (2017), « Curriculum and ideology », *Journal of Political Economy*, 125, n° 2 : 338-392.
- Caprettini, Bruno et Hans-Joachim Voth (2022), « New Deal, New Patriots : How 1930s Government Spending Boosted Patriotism During World War II », *The Quarterly Journal of Economics*.

- Caselli, Francesco et Wilbur John Coleman (2013), « On the theory of ethnic conflict », *Journal of the European Economic Association*, 11 : 161-192.
- Cederman, Lars-Erik, Simon Hug, Andreas Schädel et Julian Wucherpfennig (2015), « Territorial autonomy in the shadow of conflict : Too little, too late ? », *American Political Science Review*, 109, n° 2 : 354-370.
- Center of Systemic Peace (2022), Polity IV Project, <https://www.systemicpeace.org/polity/polity4x.htm>.
- Cilliers, Jacobus, Oeindrila Dube et Bilal Siddiqi (2016), « Reconciling after civil conflict increases social capital but decreases individual well-being », *Science*, 352, n° 6287 : 787-794.
- Cinnirella, Francesco et Ruth Schueler (2018), « Nation building : The role of central spending in education », *Explorations in Economic History*, 67 : 18-39.
- Clots-Figueras, Irma et Paolo Masella (2013), « Education, language and identity », *The Economic Journal*, 123, n° 570 : F332-F357.
- Corvalan, Alejandro et Miguel Vargas (2015), « Segregation and conflict : An empirical analysis », *Journal of Development Economics*, 116 : 212-222.
- Crost, Benjamin, Joseph Felter et Patrick Johnston (2014), « Aid under fire : Development projects and civil conflict », *American Economic Review*, 104, n° 6 : 1833-56.
- Crost, Benjamin, Joseph H. Felter et Patrick B. Johnston (2016), « Conditional cash transfers, civil conflict and insurgent influence : Experimental evidence from the Philippines », *Journal of Development Economics*, 118 : 171-182.
- De Ree, Joppe et Eleonora Nillesen (2009), « Aiding violence or peace ? The impact of foreign aid on the risk of civil conflict in sub-Saharan Africa », *Journal of Development Economics*, 88, n° 2 : 301-313.
- Dehdari, Sirus H. et Kai Gehring (2022), « The origins of common identity : Evidence from Alsace-Lorraine », *American Economic Journal : Applied Economics*, 14, n° 1 : 261-92.
- DellaVigna, Stefano, Ruben Enikolopov, Vera Mironova, Maria Petrova et Ekaterina Zhuravskaya (2014), « Cross-border media and nationalism : Evidence from Serbian radio in Croatia », *American Economic Journal : Applied Economics*, 6, n° 3 : 103-32.
- Depetris-Chauvin, Emilio, Ruben Durante et Filipe Campante (2020), « Building nations through shared experiences : Evidence from African football », *American Economic Review*, 110, n° 5 : 1572-1602.
- Dimant, Eugen, Tim Krieger et Daniel Meierrieks (2022), « Paying Them to Hate US : The Effect of US Military Aid on Anti-American Terrorism, 1968-2018 », disponible sur SSRN 3639277.
- Distelhorst, Greg et Yue Hou (2014), « Ingroup bias in official behavior : A national field experiment in China », *Quarterly Journal of Political Science*, 9, n° 2) : 203-230.
- Dube, Oeindrila et Suresh Naidu (2015), « Bases, bullets, and ballots : The effect of US military aid on political conflict in Colombia », *The Journal of Politics*, 77, n° 1 : 249-267.
- Duflo, Esther (2001), « Schooling and labor market consequences of school construction in Indonesia : Evidence from an unusual policy experiment », *American Economic Review*, 91, n° 4 : 795-813.
- Espósito, Elena, Tiziano Rotesi, Alessandro Saia et Mathias Thoenig (2021), « Reconciliation Narratives : The Birth of a Nation after the US Civil War ».

- Esteban, Joan, Laura Mayoral et Debraj Ray (2012), « Ethnicity and conflict : An empirical study », *American Economic Review*, 102, n° 4 : 1310-42.
- Esteban, Joan, Massimo Morelli et Dominic Rohner (2015), « Strategic mass killings », *Journal of Political Economy*, 123, n° 5 : 1087-1132.
- Esteban, Joan, Sabine Flamand, Massimo Morelli et Dominic Rohner (2022), « Stay, Split or Strike : Theory and Evidence on Secessionist vs Centrist Conflict », Working Paper.
- Fjelde, Hanne, Lisa Hultman et Desirée Nilsson (2019), « Protection through presence : UN peace-keeping and the costs of targeting civilians », *International Organization*, 73, n° 1 : 103-131.
- Fouka, Vasiliki (2020), « Backlash : The unintended effects of language prohibition in US schools after World War I », *The Review of Economic Studies*, 87, n° 1 : 204-239.
- Francois, Patrick, Ilia Rainer et Francesco Trebbi (2015), « How is power shared in Africa ? », *Econometrica*, 83, n° 2 : 465-503.
- Gehring, Kai (2022), « Can external threats foster a European Union identity ? Evidence from Russia's invasion of Ukraine », *The Economic Journal*, 132, n° 644 : 1489-1516.
- Grosfeld, Irena, Alexander Rodnyansky et Ekaterina Zhuravskaya (2013), « Persistent antimarket culture : a legacy of the pale of settlement after the holocaust », *American Economic Journal : Economic Policy*, 5, n° 3 : 189-226.
- Grosfeld, Irena, Seyhun Orcan Sakalli et Ekaterina Zhuravskaya (2020), « Middleman minorities and ethnic violence : anti-Jewish pogroms in the Russian empire », *The Review of Economic Studies*, 87, n° 1 : 289-342.
- Hultman, Lisa, Jacob Kathman et Megan Shannon (2014), « Beyond keeping peace : United Nations effectiveness in the midst of fighting », *American Political Science Review*, 108, n° 4 : 737-753.
- Jha, Saumitra (2013), « Trade, institutions, and ethnic tolerance : Evidence from South Asia », *American Political Science Review*, 107, n° 4 : 806-832.
- Kriesi, Hanspeter (1998), *Le système politique suisse*. Economica.
- Lacroix, Jean (2022), « Ballots instead of Bullets ? The effect of the Voting Rights Act on political violence », *Journal of the European Economic Association*.
- Laurent-Lucchetti, Jeremy, Dominic Rohner et Mathias Thoenig (2022), « Ethnic conflicts and the informational dividend of democracy », disponible sur SSRN 3504611.
- Lott, Jr, John R. (1999), « Public schooling, indoctrination, and totalitarianism », *Journal of Political Economy*, 107, n° S6 : S127-S157.
- Marcucci, Andrea, Dominic Rohner et Alessandro Saia. « Ballot or Bullet : The Impact of UK's Representation of the People Act on Peace and Prosperity », à paraître dans *Economic Journal*.
- Masella, Paolo (2013), « National identity and ethnic diversity », *Journal of Population Economics*, 26, n° 2 : 437-454.
- Michalopoulos, Stelios et Elias Papaioannou (2016), « The long-run effects of the scramble for Africa », *American Economic Review*, 106, n° 7 : 1802-48.
- Miguel, Edward (2004), « Tribe or nation ? Nation building and public goods in Kenya versus Tanzania », *World politics*, 56, n° 3 : 327-362.
- Montalvo, José G. et Marta Reynal-Querol (2005), « Ethnic polarization, potential conflict, and civil wars », *American Economic Review*, 95, n° 3 : 796-816.

- Mousa, Salma (2020), « Building social cohesion between Christians and Muslims through soccer in post-ISIS Iraq. », *Science*, 369, n° 6505 : 866-870.
- Mueller, Hannes et Christopher Rauh (2022), *Building Bridges to Peace : A Quantitative Evaluation of Power-Sharing Agreements*, n° 2261, Faculty of Economics, University of Cambridge.
- Mueller, Hannes et Dominic Rohner (2018), « Can power-sharing foster peace ? Evidence from Northern Ireland », *Economic Policy*, 33, n° 95 : 447-484.
- Mueller, Hannes, Dominic Rohner et David Schönholzer (2022), « Ethnic violence across space », *The Economic Journal*, 132, n° 642 : 709-740.
- Müller, Karsten et Carlo Schwarz (2020), « From hashtag to hate crime : Twitter and anti-minority sentiment », disponible sur SSRN 3149103.
- Müller, Karsten et Carlo Schwarz (2021) « Fanning the flames of hate : Social media and hate crime », *Journal of the European Economic Association*, 19, n° 4 : 2131-2167.
- Nunn, Nathan et Nancy Qian (2014), « US food aid and civil conflict », *American Economic Review*, 104, n° 6 : 1630-66.
- Okunogbe, Oyebola Motunrayo (2022), « Does Exposure to Other Ethnic Regions Promote National Integration ? : Evidence from Nigeria », *American Economic Journal : Applied Economics*.
- Person, Robert et Michael McFaul (2022), « What Putin fears most », *Journal of Democracy*, 33, n° 2 : 18-27.
- Premand, Patrick et Dominic Rohner (2022), « Buying Peace ? Large-Scale Experimental Evidence on Cash Transfers and Conflict », working paper.
- Queralt, Didac (2022), *Pawned States : State Building in the Era of International Finance*, vol. 109, Princeton University Press.
- Ray, James Lee (1998), « Does Democracy Cause Peace ? », *Annual Review of Political Science*, vol. 1 : 27-46.
- Rohner, Dominic (2011), « Reputation, group structure and social tensions », *Journal of Development Economics*, 96, n° 2 : 188-199.
- Rohner, Dominic (2022), « Mediation, military and money : The promises and pitfalls of outside interventions to end armed conflicts », *Journal of Economic Literature*.
- Rohner, Dominic et Mathias Thoenig (2021), « The elusive peace dividend of development policy : From war traps to macro complementarities », *Annual Review of Economics*, 13 : 111-131.
- Rohner, Dominic, Mathias Thoenig et Fabrizio Zilibotti (2013), « War signals : A theory of trade, trust, and conflict », *Review of Economic Studies*, 80, n° 3 : 1114-1147.
- Rohner, Dominic, Mathias Thoenig et Fabrizio Zilibotti (2013), « Seeds of distrust : Conflict in Uganda », *Journal of Economic Growth*, 18, n° 3 : 217-252.
- Ruggeri, Andrea, Han Dorussen et Theodora-Ismene Gizelis (2017), « Winning the peace locally : UN peacekeeping and local conflict », *International Organization*, 71, n° 1 : 163-185.
- Samii, Cyrus (2013), « Perils or promise of ethnic integration ? Evidence from a hard case in Burundi », *American Political Science Review*, 107, n° 3 : 558-573.
- Sexton, Renard (2016), « Aid as a tool against insurgency : Evidence from contested and controlled territory in Afghanistan », *American Political Science Review*, 110, n° 4 : 731-749.
- Tajfel, Henri, John C. Turner, William G. Austin et Stephen Worchel (1979), « An integrative theory of intergroup conflict », *Organizational identity : A reader*, 56, n° 65 : 9780203505984-16.

- Tilly, Charles (1975), « Reflections on the History of European State Making », in Charles Tilly (ed.) *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton : Princeton University Press.
- Valfort, Marie-Anne (2020), « Anti-Muslim discrimination in France : Evidence from a field experiment », *World development*, 135 : 105022.
- Weintraub, Michael (2016), « Do all good things go together ? Development assistance and insurgent violence in civil war », *The Journal of Politics*, 78, n° 4 : 989-1002.
- Yanagizawa-Drott, David (2014), « Propaganda and conflict : Evidence from the Rwandan genocide », *The Quarterly Journal of Economics*, 129, n° 4 : 1947-1994.

PARTIE I

**LE RÔLE DES INTERACTIONS :
CONTACT *VERSUS* IDENTITÉ SOCIALE**

CHAPITRE 2



Diversité, contact et construction nationale : étude sur la relocalisation de la population ... en Indonésie

Samuel BAZZI, UC San Diego

Arya GADUH, Université de l'Arkansas

Alexander ROTHENBERG, Université de Syracuse

Maisy WONG, Université de Pennsylvanie

« La prédiction la plus certaine que nous pouvons faire à propos de presque toutes les sociétés modernes est qu'elles seront plus diverses dans une génération que ce qu'elles sont aujourd'hui ... le défi central des sociétés modernes et diversifiantes est de créer un nouveau sens plus large du "nous". »

Robert Putnam, Conférence du Prix Johan Skytte 2006.

Une identité nationale partagée – un sentiment de « nous » qui englobe tous les citoyens indépendamment de leurs origines – est essentielle à la création et à la pérennité d'un État-nation. De nombreux dirigeants au cours de l'histoire ont mis en place des politiques pour promouvoir une identité nationale dans le but de construire une « communauté politique imaginaire » dans laquelle les citoyens restent connectés par une histoire et des valeurs communes, même s'ils ne se rencontrent jamais (Anderson, 1983). Une telle ambition est illustrée de manière appropriée par la célèbre remarque de Massimo d'Azeglio, fondateur de l'Italie moderne : « L'Italie a été faite ; il reste maintenant à faire les Italiens » (1860, cité dans Alesina & Reich, 2015). De nombreux slogans traduisent cet esprit d'unité au sein de la diversité : « E Pluribus Unum » aux États-Unis, « Unis dans la diversité » dans l'Union européenne et « Bhinneka Tunggal Ika » en Indonésie.

Avec la mobilité géographique croissante, on craint que la diversité croissante ne compromette les efforts visant à maintenir un sentiment d'identité partagée. Les théoriciens

sociaux présentent des points de vue opposés sur l'impact de la diversité croissante sur la formation de l'identité nationale. Certains soutiennent que l'exposition à différents groupes provoque une réaction violente et un conflit (Blumer, 1958 ; Huntington, 2004), tandis que d'autres avancent que le contact intergroupe atténuerait, avec le temps, de telles hostilités (Allport, 1954). Alternativement, la diversité peut engendrer une anomie ou une isolation sociale, qui limite l'intégration (Putnam, 2007). Le fait que le contact intergroupe favorise l'intégration ou le conflit peut également dépendre de la taille relative des différents groupes (Esteban & Ray 2008, 2011).

Sur le plan empirique, il est difficile de distinguer l'effet de la diversité de l'influence confuse du tri endogène et des avantages spécifiques à un emplacement. Une partie du défi vient du fait que les relations intergroupes prennent du temps pour se développer après le premier contact, mais la diversité locale a tendance à disparaître avec le temps à mesure que les gens se regroupent en communautés homogènes (Schelling, 1971). Les endroits où la diversité persiste ont tendance à être naturellement avantagés, notamment les zones denses des grandes villes, qui peuvent attirer des individus plus tolérants. Cela rend difficile de savoir si une plus grande intégration dans ces zones est due à la diversité (et au contact intergroupe) ou à ces autres facteurs.

Dans Bazzi *et al.* (2019), nous abordons ces défis empiriques en utilisant le programme de Transmigration en Indonésie, l'un des plus importants efforts de relocalisation de l'histoire. Entre 1979 et 1988, le programme de Transmigration a affecté deux millions de migrants volontaires (désormais appelés transmigrants) des îles intérieures de Java et Bali vers près de 1 000 villages nouvellement créés dans les îles extérieures (voir la Figure 1). Chaque établissement était doté des mêmes institutions publiques mais comprenait un mélange différent d'insulaires intérieurs et extérieurs. Nous combinons cette variation de la diversité entre les communautés avec des résultats socio-économiques à long terme pour comprendre comment le contact intergroupe façonne le processus intergénérationnel de construction nationale.

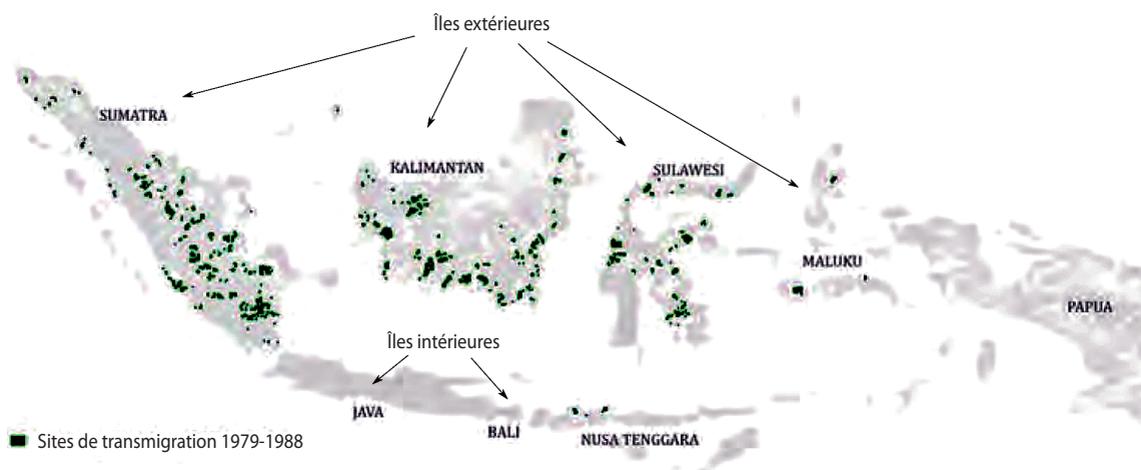


Figure 1 – Carte des villages de transmigration.

Source : figure 1 in Bazzi *et al.* (2019).

L'Indonésie est un cadre intéressant pour étudier le lien entre la diversité et la construction nationale. En tant que quatrième pays le plus peuplé au monde, il abrite plus de 1 200 groupes ethniques autodéclarés, et il y a 81 % de chances que deux citoyens tirés au hasard de la population appartiennent à des ethnies différentes (selon le recensement de la population de 2010). Pourtant, la plupart des citoyens vivent dans des communautés homogènes : dans le village médian – l'unité administrative la plus basse, avec environ 4 000 habitants – il y a 96 % de chances que deux résidents appartiennent à la même ethnie. Une telle diversité nationale au milieu de l'homogénéité locale implique des possibilités limitées de contact intergroupe, et cela a des implications importantes pour le processus de construction nationale.

En plus de promouvoir le développement agricole, le gouvernement central a également envisagé le programme de Transmigration comme faisant partie d'un effort plus large pour favoriser la construction nationale. Après avoir déclaré l'indépendance, les dirigeants indonésiens ont été confrontés à des pressions urgentes pour forger une identité nationale qui unirait les personnes de cultures diverses à travers l'archipel et surmonter les tendances sécessionnistes. On espérait que lorsque les transmigrants seraient envoyés dans de nouveaux endroits, ils se mélangeraient avec des groupes culturellement disparates et briseraient les divisions ethniques, convergeant vers une nouvelle identité nationale indonésienne¹. Le processus d'allocation du programme a créé de nombreux établissements avec des mélanges différents de groupes ethniques, ce qui nous permet d'explorer différents aspects de la diversité.

Notre recherche examine les effets distincts de deux dimensions différentes de la diversité sur le processus de construction nationale : (1) la fractionnalisation, notée F ; et (2) la polarisation, notée P . Une communauté fortement fractionnalisée (F élevé) a de nombreux petits groupes ethniques, ce qui offre de grands avantages à l'intégration à travers une identité commune. Cependant, une communauté polarisée (P élevé) avec quelques grands groupes a tendance à faire face à l'antagonisme intergroupe car les incitations à la domination culturelle deviennent plus fortes, rendant l'intégration plus difficile.

Nous utilisons la variation de F et P à travers les établissements de Transmigration pour démontrer que ces deux forces façonnent de nombreux résultats dans un processus dynamique et intergénérationnel de construction nationale, notamment l'utilisation de la langue nationale à domicile, les mariages interethniques, les choix de noms pour les enfants, le capital social, la fourniture de biens publics et les conflits, que nous observons jusqu'à 30 ans après les établissements initiaux.

LE CONTACT INTERGROUPE ET LE CHOIX D'IDENTITÉ : UN CADRE THÉORIQUE

Construire une nation consiste à promouvoir une identité nationale commune, avec des valeurs et des préférences similaires suffisamment fortes pour unir les citoyens (Alesina

1. Le ministre de la Transmigration en 1985, Martono, a déclaré : « Par le biais de la transmigration, nous essaierons d'intégrer tous les groupes ethniques en une seule nation, la nation indonésienne. Les différents groupes ethniques disparaîtront à long terme en raison de l'intégration et il y aura une sorte d'homme unique, indonésien. »

& Reich, 2015). Nous développons un modèle expliquant comment la diversité influence l'adoption d'une identité nationale (par rapport à une identité ethnique). Dans ce modèle, nous considérons que le choix de la langue est synonyme de choix d'identité, une approche qui est non seulement utile sur le plan empirique, mais qui, sur le plan substantiel, résonne avec les théories linguistiques de l'identité².

Notre cadre est suffisamment général pour prendre en compte différentes dimensions de la diversité. Avec de nombreux petits groupes, une identité nationale neutre peut résoudre les problèmes de coordination et faciliter les interactions du marché et hors marché (Lazear, 1999). Cependant, avec quelques grands groupes, l'antagonisme intergroupe devient plus saillant (Esteban & Ray, 1994). Selon les valeurs initiales de F et P , la composition ethnique d'une communauté peut soit accélérer, soit ralentir la diffusion de l'identité nationale. Nous intégrons ces idées dans un cadre qui généralise le modèle de l'évolution de l'identité de Darity Jr. *et al.* (2006).

Le modèle, basé sur la théorie des jeux évolutionnaires, prédit comment la composition ethnique initiale d'une communauté détermine la prévalence à long terme de l'identité nationale. En utilisant des hypothèses assez inoffensives, nous dérivons l'expression suivante en forme fermée pour la croissance de l'identité nationale :

$$\text{Croissance de l'identité nationale} = \beta_0 + \beta_1 F - \beta_2 P.$$

Dans les villages à F élevé (avec de nombreux petits groupes), l'identité nationale est plus répandue en raison des avantages tirés de la coordination. Dans les villages à P élevé (avec quelques grands groupes), l'attachement ethnique est plus probable car il offre une protection contre l'antagonisme intergroupe. Une extension montre que les deux forces sont plus atténuées dans les communautés ségréguées où, en maintenant F et P fixes, le contact intergroupe est plus limité.

LA TRANSMIGRATION : UNE EXPÉRIENCE NATURELLE DE MÉLANGE ETHNIQUE

Le programme de Transmigration offre une occasion unique d'identifier les effets causaux de la diversité. Plusieurs millions de personnes ont été réinstallées de 1979 à 1988, et étant donné l'échelle rapide du programme et sa mise en œuvre hâtive, les planificateurs avaient peu de possibilités de jumeler systématiquement les transmigrants à des destinations spécifiques (Bazzi *et al.*, 2016 ; Kechschull, 1986).

De plus, les transmigrants ne pouvaient pas choisir leur lieu de destination. Ils attendaient dans des camps de transit pendant une courte période, en attendant l'ouverture de colonies dans les îles extérieures. Si un mélange diversifié d'insulaires intérieurs se trouvait dans un camp de transit à un moment donné, la communauté de destination qui s'ouvrait à ce moment-là tendrait à être plus diversifiée. Le gouvernement a également imposé des quotas pour les autochtones des îles extérieures dans les colonies, qui

2. Comme le soulignent Kramsch & Widdowson (1988), « il existe une connexion naturelle entre la langue et l'identité dans la mesure où la langue définit souvent l'appartenance à un groupe spécifique, excluant les non-membres. Par le biais de la langue, le groupe manifeste une "force et une fierté personnelles", un "sentiment d'importance sociale et de continuité historique" et surtout l'appartenance à une "communauté imaginée" ... ».

variaient au fil du temps et d'une région à l'autre. Cette combinaison de diversité ethnique entre les transmigraants de l'île intérieure et entre les groupes des îles intérieures et extérieures a engendré une variation large, et plausiblement exogène, de mélanges ethniques à travers les colonies.

D'autres caractéristiques du programme de Transmigration nous permettent d'isoler la variation exogène dans la ségrégation au sein des villages. À leur arrivée, tous les colons ont reçu des maisons et des parcelles de terrain par loterie. Les droits de propriété complets ont été transférés après 5 à 10 ans, mais les marchés fonciers imparfaits ont effectivement lié les migrants à leur parcelle initiale.

Le recensement de la population de 2010 suggère que la variation de la diversité ethnique locale dans ces établissements a persisté pendant des décennies après le placement initial. La figure 2 met en évidence le continuum de la fractionnalisation (A) et de la polarisation (B) à travers les villages de Transmigration par rapport aux villages restés hors du programme de transmigration, généralement plus homogènes, qui ont tendance à connaître une faible fractionnalisation et une faible polarisation. Cette diversité locale persistante suggère une faible ségrégation qui, autrement, aurait neutralisé l'affectation de politique initiale.

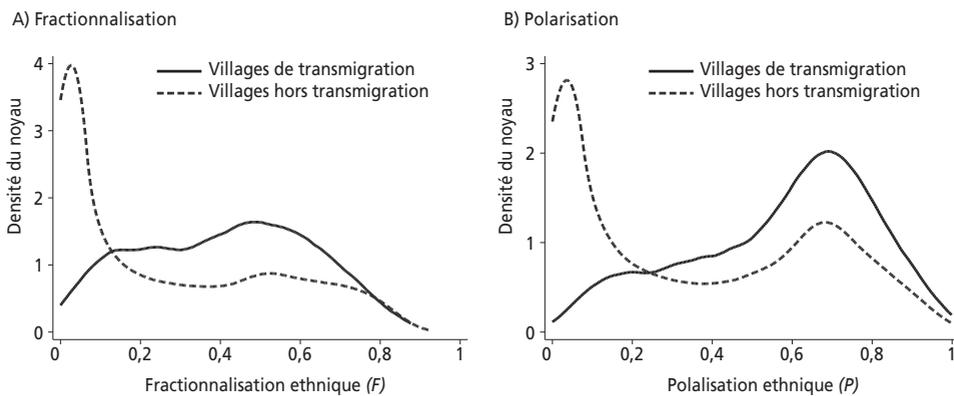


Figure 2 – Diversité ethnique dans les villages de transmigration et les villages hors transmigration. A) Fractionnalisation. B) Polarisation.

Source : Figure 2 in Bazzi et al. (2019).

MESURE DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DE L'INTÉGRATION.

Notre principale mesure de l'identité nationale est de savoir si un individu déclare utiliser la langue nationale, c'est-à-dire le bahasa Indonesia (ou l'indonésien), comme langue principale à la maison. Dans le monde entier, la plupart des gens considèrent que la langue est l'une des composantes les plus importantes de l'identité, plus encore que le lieu de naissance (Pew Research Center, 2017). En Indonésie, les décideurs considéraient la langue nationale comme un moyen clé de socialiser l'identité nationale du jeune pays, la promouvant largement dans les domaines économiques et sociaux, y compris dans les écoles publiques où l'indonésien était imposé comme langue d'enseignement principal dans les années 1980. L'indonésien est enraciné dans le malais, une langue ethnique minoritaire

qui n'était parlée que par 5 % de la population du pays lorsqu'elle a été choisie comme langue nationale en 1928. En 2010, bien que presque tous les Indonésiens soient capables de parler la langue nationale, seuls 20 % l'utilisent comme langue principale à la maison.

Les données de deux enquêtes indépendantes suggèrent que l'utilisation de l'indonésien à la maison est généralement associée à une faible attache ethnique et à une forte intégration nationale³. Les enfants élevés dans des foyers utilisant l'indonésien à la maison manifestent une affinité nationale plus forte, moins de biais co-ethnique et une faible attache à leur propre identité ethnique à l'âge adulte. Cela correspond aux vues des décideurs comme Alisjahbana (1962), qui ont dirigé les premiers efforts de diffusion de l'indonésien. Ce dernier croyait que plus les gens « apprenaient à s'exprimer en indonésien, plus ils devenaient conscients des liens qui les unissaient ».

En plus de l'utilisation de l'indonésien à la maison, nous considérons également d'autres proxys pour l'identité nationale et l'intégration, notamment des mesures de noms à consonance ethnique, de capital social, de conflit et de biens publics.

DIVERSITÉ ET CONSTRUCTION NATIONALE

Nos principaux résultats montrent les effets opposés de la fragmentation et de la polarisation tels que suggérés par le modèle. Une augmentation d'un écart-type (ET) de la fragmentation entraîne une augmentation de 12,9 points de pourcentage (pp) de l'utilisation de l'indonésien à domicile, ce qui est cohérent avec les avantages du contact intergroupe dans les contextes avec de nombreux petits groupes. Cependant, une augmentation d'un ET de la polarisation entraîne une baisse de 8 pp de l'utilisation de l'indonésien à domicile, ce qui est cohérent avec un plus grand antagonisme intergroupe dans les contextes avec quelques grands groupes. Ce sont des effets importants par rapport à la moyenne villageoise de l'utilisation de l'indonésien à domicile, qui est de 14,4 %⁴.

La Figure 3 donne un visuel de ce résultat central. Les différentes formes et couleurs à travers les villages correspondent à différents quintiles de l'utilisation de l'indonésien à domicile. Nous mettons également en évidence trois études de cas pour illustrer la variation identificatrice. Par exemple, Tanjung Gading (TG), a été peuplé par 43 groupes ethniques et a une fragmentation très élevée de 0,76. En revanche, Bukit Kemuning (BK) a été peuplé par seulement 14 groupes ethniques. TG et BK ont des niveaux de polarisation similaires (0,63 à TG et 0,59 à BK), mais BK a une fragmentation beaucoup plus faible de 0,41. Nous nous attendrions à ce que TG ait une utilisation plus importante de l'indonésien à domicile que BK en raison de sa plus grande fragmentation, et en effet, 95 % de la population ont choisi l'indonésien comme langue principale à domicile à TG, contre 22 % à BK.

Maintenant, prenons le village de Tri Dharma Wirajaya (TDJ) et comparons-le à BK. Les deux villages ont la même fragmentation (0,41), un nombre similaire de groupes

3. Ces enquêtes comprennent l'Indonesian Family Life Survey longitudinale et l'enquête transversale Asia-Barometer.

4. À titre de référence, une augmentation d'un écart type de F équivaut à 0,21 par rapport à une moyenne de 0,41, et une augmentation d'un écart type de P équivaut à 0,23 par rapport à une moyenne de 0,57.

(17 et 14) et une grande majorité (environ 75 % javanais). La différence clé est que TDJ a également un grand groupe minoritaire (21 % sundanais) alors que BK a de nombreuses petites minorités (chacune avec moins de 10 %). En conséquence, la polarisation est considérablement plus élevée à TDJ (0,71) par rapport à BK (0,59). Le modèle suggère que l'antagonisme entre les groupes est plus intense dans les villages polarisés, et seulement 7 % de la population de TDJ parle indonésien à la maison, contre 22 % à BK.

En examinant les centaines d'autres villages de transmigration dans la figure, on observe un schéma clair dans lequel les villages avec une fragmentation plus importante et une polarisation moindre montrent une plus grande intégration grâce à l'utilisation de la langue nationale à la maison.

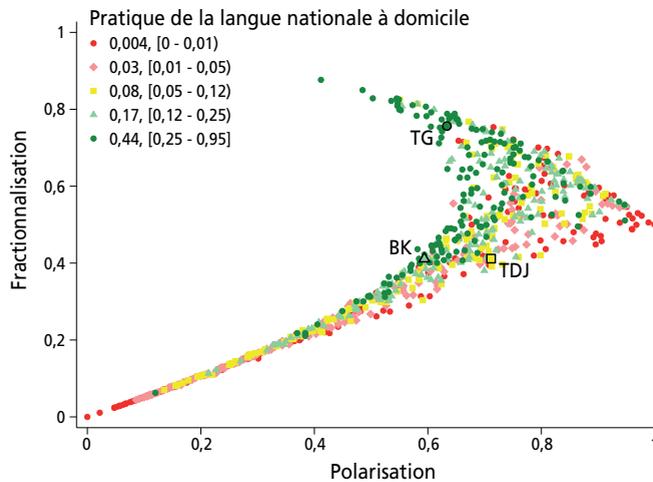


Figure 3 – Diversité ethnique et pratique de la langue nationale à domicile
 Source : Figure 3 in Bazzi et al. (2019).

Plusieurs résultats supplémentaires indiquent une interprétation axée sur l'identité de ce résultat clé. Si les individus parlaient indonésien à la maison uniquement pour améliorer leurs compétences linguistiques, nous verrions des effets différents selon le niveau d'éducation ou le secteur d'emploi, mais ce n'est pas le cas. Il est particulièrement révélateur de trouver des effets importants de F et P sur les Malais ethniques dont la langue maternelle constitue la base de l'indonésien. Pour que les Malais parlent indonésien à la maison plutôt que leur langue maternelle, ils doivent se sentir relativement plus investis dans l'identité nationale. En fait, nous trouvons des effets stables de F et P sur les grands groupes ethniques. Ensemble, ces résultats suggèrent que l'utilisation de la langue nationale à la maison capture quelque chose de plus profond que la compétence latente ou l'effort pour améliorer les compétences.

Au-delà de la langue : autres mesures d'identité et d'intégration

Nous identifions des effets similaires de la diversité sur deux autres indicateurs d'attachement ethnique. Tout d'abord, les taux de mariage interethnique, un indicateur clé de l'intégration (Gordon, 1964), sont positivement liés à la fractionnalisation et négativement liés

à la polarisation. Deuxièmement, nous étudions le contenu identitaire des noms donnés aux enfants nés après le déplacement. Les choix de noms sont le premier acte de transmission culturelle intergénérationnelle, véhiculant des informations sur les préférences parentales et les attentes quant à la valeur de différentes identités. En utilisant un indice basé sur la vraisemblance de noms ethniques, nous constatons que les parents donnent des noms moins distinctement ethniques à leurs enfants dans les villages avec une plus grande fractionnalisation et une polarisation plus faible.

Au niveau individuel, nous utilisons également des données d'enquête pour mesurer la tolérance intergroupes, la confiance, l'engagement communautaire et les préférences de redistribution. Ces réponses subjectives se reflètent dans les résultats au niveau du village : la polarisation réduit la fourniture de biens publics favorisant la croissance par les gouvernements locaux, augmente la probabilité de conflits ethniques et entrave finalement le développement économique. En revanche, la fractionnalisation agit dans le sens opposé, indiquant des avantages potentiels à long terme de l'intégration.

DISTANCE ENTRE GROUPES ET LA PERTINENCE DES DIVISIONS ETHNIQUES

Comment la diversité conduit-elle à l'adoption d'une identité nationale plus inclusive ? Notre conception de recherche nous permet d'identifier trois mécanismes potentiellement importants qui aident à clarifier quand et pourquoi les divisions ethniques sont importantes. On peut les comprendre de manière générale comme des distances spatiales, économiques et linguistiques.

Distance spatiale

Premièrement, la ségrégation résidentielle détermine la portée du contact intergroupes et sa faculté à changer le comportement dans les communautés diverses. Au-delà du village se trouvent des quartiers plus localisés où la diversité pourrait façonner le comportement. En exploitant l'attribution de loterie des unités de logement dans les colonies de Transmigration, nous pouvons identifier l'effet de la ségrégation. Nos résultats suggèrent que les effets de la diversité peuvent être hyper-locaux, avec des effets importants de l'exposition à des voisins divers et ceux qui vivent dans la proximité résidentielle la plus proche.

De plus, conformément à l'extension du modèle, la ségrégation atténue les effets de F et P en limitant le contact quotidien avec les autres groupes. Cela s'avère bénéfique dans les villages polarisés où l'antagonisme intergroupes est élevé et la ségrégation résidentielle pourrait réduire les opportunités pour de tels antagonismes d'éclater publiquement et d'ancrer davantage les divisions ethniques. De manière analogue, lorsque les opportunités de contact intergroupes sont rares en raison de la ségrégation, il peut être difficile de récolter des gains de coordination au milieu de nombreux petits groupes.

Distance économique

Deuxièmement, comme dans Lowe (2021), le type de contact est important : la fractionnalisation a des effets positifs moins forts dans les contextes où il y a une plus grande inégalité interethnique dans les ressources économiques, que nous mesurons par les dotations en capital humain spécifiques à l'emplacement. Bien que les colons aient reçu

la même quantité et qualité attendue d'actifs à leur arrivée dans les nouveaux établissements, ils peuvent ne pas être également compétents pour utiliser de tels actifs en raison du processus d'assignation arbitraire.

Nous capturons ces différences à l'aide d'une mesure de capital humain spécifique à l'emplacement qui est prédéterminée et exogène par rapport à la diversité initiale : la similarité agroclimatique entre l'origine du colon et le district de destination. Dans Bazzi *et al.* (2016), nous montrons que la similarité agroclimatique est un bon proxy pour le transfert de compétences et un déterminant important du succès de la réinstallation. L'inégalité entre les groupes ethniques dans cette compétence peut exacerber les différences ethniques dans la mesure où elle conduit, par exemple, à une inégalité des opportunités économiques ou de la capacité à faire face aux chocs.

Distance linguistique

Troisièmement, les différences linguistiques profondes entre les groupes ethniques amplifient à la fois les avantages de la fractionnalisation et les coûts de la polarisation. Comme référence de base, et conformément à de nombreuses recherches antérieures sur la diversité, nous considérons, par exemple, que les Batak Tapanuli sont également éloignés des Javanais et des Batak Toba, même si les deux sous-groupes Batak ont des langues mutuellement intelligibles et des cultures similaires. En utilisant différentes approches, nous montrons ensuite que ce sont les divisions plus profondes, comme celles entre les Javanais et les Batak, qui importent le plus en termes de façonnement de l'intégration à travers la langue nationale.

Ensemble, ces résultats éclairent de nouveaux aspects sur la manière dont le mélange résidentiel, l'inégalité interethnique et les différences linguistiques déterminent la portée pour la réalisation des coûts et des avantages de la diversité.

DÉBAT

Notre recherche apporte de nouveaux éclairages sur la manière dont la diversité et le contact intergroupes affectent la construction nationale. Nos résultats suggèrent un rôle important pour la langue nationale et devraient être d'un intérêt général étant donné la remarquable diversité de l'Indonésie et son succès relatif dans la promotion d'une identité nationale. Cette nouvelle perspective pourrait offrir une nouvelle fenêtre sur les processus de construction nationale dans l'Europe historique ainsi que dans les pays en développement post-coloniaux⁵.

5. Il y a relativement peu d'études empiriques sur l'un ou l'autre de ces contextes. Il existe des études de cas approfondies sur la France (Weber, 1976, voir également le chapitre 8 de ce livre électronique) et plusieurs pays africains (Laitin, 2007), ainsi que des discussions sur les politiques linguistiques nationales (Barbour & Carmichael, 2000 ; Simpson, 2007, 2008). Quelques études empiriques examinent les effets de l'interdiction des langues ethniques (voir le chapitre 10 basé sur Clots-Figueras & Masella, 2013 et le chapitre 13 basé sur Fouka, 2020) et les déterminants du choix de la langue nationale par le gouvernement (Laitin & Ramachandran, 2015 ; Liu, 2015). Cependant, une enquête récente sur la littérature économique sur la langue ne révèle aucune étude sur la langue nationale et ses implications pour la construction nationale dans les pays diversifiés (Ginsburgh & Weber, 2018).

Plus largement, les effets distincts de la fractionnalisation et de la polarisation que nous avons identifiés suggèrent une possible voie intermédiaire dans le débat sur les coûts et les bénéfices de la diversité induite par la migration (par exemple, Alesina *et al.*, 2015, Ashraf & Galor, 2013). La fractionnalisation peut augmenter les avantages tandis que la polarisation peut augmenter les coûts. Ces résultats pourraient informer la conception de politiques de relocalisation ou de logement dans lesquelles la composition des groupes est malléable.

Notre étude offre également une perspective nouvelle sur l'héritage de ce programme de relocalisation controversé. Alors que les décideurs politiques considéraient la Transmigration comme un outil de construction nationale, les critiques accusaient le gouvernement d'impérialisme javanais dans les îles extérieures (Hoshour, 1997). Même aujourd'hui, les récits populaires restent teintés de cas flagrants d'intégration ratée (voir, par exemple, Fearon & Laitin, 2011, Pisani, 2014). Cependant, Barter & Cote (2015) fournissent des preuves ethnographiques contre cette opinion populaire, en affirmant que les communautés de Transmigration parrainées par l'État n'étaient pas associées à la violence ethnique qui a éclaté dans les îles extérieures dans les années 1990. En fin de compte, nos résultats offrent un soutien à cette vision plus optimiste du programme.

Bien que certains villages aient atteint une intégration limitée sur le long terme, ce n'était que l'un des résultats possibles. Pour beaucoup d'autres, nous constatons une intégration nationale similaire à celle que l'on ne voit que dans les villes les plus diverses et les plus vibrantes d'Indonésie. Le fait que de tels résultats puissent également être réalisés dans des zones rurales éloignées et sous-développées est un témoignage de l'importance du contact intergroupes dans le processus de construction nationale.

Références

- Alesina, A. et B. Reich (2015), « Nation Building », manuscrit non publié.
- , J. Harnoss, et H. Rapoport (2016), « Birthplace Diversity and Economic Prosperity », *Journal of Economic Growth*, 21 (2), 101-138.
- Alisjahbana, S. T. (1962), *Indonesian language and literature : Two essays*, Yale University, Southeast Asia Studies.
- Allport, G.W. (1954), *The nature of prejudice*, Cambridge, UK : Cambridge University Press.
- Anderson, B. (1983), *Imagined Communities*, Verso.
- Ashraf, Q. et O. Galor (2013), « The “Out of Africa” Hypothesis, Human Genetic Diversity, and Comparative Economic Development », *The American Economic Review*, 103 (1), 1-46.
- Barbour, S. et C. Carmichael (2000), *Language and nationalism in Europe*, OUP Oxford.
- Barter, S. J. et I. Côté (2015), « Strife of the soil ? Unsettling transmigrant conflicts in Indonesia », *Journal of Southeast Asian Studies*, 46 (1), 60-85.
- Bazzi, S., A. Gaduh, A. Rothenberg et M. Wong (2016), « Skill Transferability, Migration, and Development : Evidence from Population Resettlement in Indonesia », *American Economic Review*, 106 (9), 2658-2698.
- Bazzi, S., A. Gaduh, A. Rothenberg et M. Wong (2019), « Unity in Diversity ? How Intergroup Contact Can Foster Nation Building », *American Economic Review*, 109 (11), 3978-4025.

- Blumer, H. (1958), « Race prejudice as a sense of group position », *Pacific Sociological Review*, 1 (1), 3-7.
- Borjas, G. (2016), *We Wanted Workers : Unraveling the Immigration Narrative*, W.W. Norton & Company.
- Clots-Figueras, I. et P. Masella (2013), « Education, Language and Identity », *The Economic Journal*, 123(570), F332-F357.
- Darity Jr., W. A., P. L. Mason, et J. B. Stewart (2006), « The economics of identity : The origin and persistence of racial identity norms », *Journal of Economic Behavior & Organization*, July, 60 (3), 283-305.
- Esteban, J. et D. Ray (2008), « Polarization, fractionalization and conflict », *Journal of Peace Research*, 45 (2), 163-182.
- et —, (2011), « Linking conflict to inequality and polarization », *American Economic Review*, 101 (4), 1345-1374.
- , L. Mayoral, et D. Ray (2012), « Ethnicity and Conflict : An Empirical Study », *American Economic Review*, 102 (4), 1310-1342.
- Fearon, J. D. et D. D. Laitin (2011), « Sons of the soil, migrants, and civil war », *World Development*, 39, 199-211.
- Fouka, V. (2020), « Backlash : The Unintended Effects of Language Prohibition in US Schools after World War I », *Review of Economic Studies*, 87(1) : 204-239.
- Gordon, M. M. (1964), *Assimilation in American life : The role of race, religion, and national origins*, New York : Oxford University Press.
- Ginsburgh, V. et S. Weber (2018), « The economics of language ».
- Hoshour, C. A. (1997), « Resettlement and the Politicization of Ethnicity in Indonesia », *Bijdragen tot de Taal-Land-en Volkenkunde*, (4de Afl), 557-576.
- Huntington, S. P. (2004), *Who are We ? : America's Great Debate*, Free Press.
- Kebschull, D. (1986), *Transmigration in Indonesia : An Empirical Analysis of Motivation, Expectations and Experiences*, Hamburg, Germany : Transaction Publishers.
- Kramsch, C. et H. G. Widdowson (1998), *Language and Culture*, Oxford University Press.
- Lazear, E. (1999), « Culture and Language », *Journal of Political Economy*, 107, s95-s126.
- Laitin, D. D. (2007), *Language repertoires and state construction in Africa*, Cambridge University Press.
- et R. Ramachandran (2015), « Linguistic Diversity, Official Language Choice and Nation Building : Theory and Evidence », manuscrit non publié.
- Liu, A. H. (2015), *Standardizing diversity : the political economy of language regimes*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- Lowe, M. (2021), « Types of Contact : A Field Experiment on Collaborative and Adversarial Caste Integration », *American Economic Review*, 111(6) : 1807-44.
- Pew Research Center (2017), « What It Takes to Truly Be “One of Us” », Washington : Pew Research Center, February 2017.
- Pisani, E. (2014), *Indonesia, Etc. : Exploring the Improbable Nation*, WWNorton & Company.
- Putnam, R. D. (2007), « *E Pluribus Unum* : Diversity and Community in the Twenty-first Century The 2006 Johan Skyttte Prize Lecture », *Scandinavian Political Studies*, 30 (2), 137-174.

42 *La fabrique d'une nation*

Schelling, T. C. (1971), « Dynamic models of segregation », *Journal of Mathematical Sociology*, 1 (2), 143-186.

Simpson, A. (2007), « Indonesia », in *Language and national identity in Asia*.

— (2008), *Language and national identity in Africa*, Oxford University Press.

Weber, E. (1976), *Peasants into Frenchmen : the modernization of rural France, 1870-1914*, Stanford University Press.

CHAPITRE 3



Définir la culture nationale en opposition à un groupe interne exclu : l'identité dans l'empire russe

Irena GROSFELD, *Paris School of Economics*

Ekaterina ZHURAVSKAYA, *Paris School of Economics, CEPR*

L'une des idées les plus fortes de la psychologie sociale relative à la construction nationale est la théorie de l'identité sociale (Tajfel et Turner 1979, 1986). Selon cette théorie, les gens se définissent en fonction des caractéristiques les plus visibles des groupes sociaux auxquels ils appartiennent et de ceux auxquels ils n'appartiennent pas. En particulier, la vision du monde est divisée en : groupe interne et groupe externe. Les caractéristiques de ces groupes sociaux sont basées sur des stéréotypes (par exemple, Bordalo *et al.* 2016), ce qui signifie que les gens ont tendance à exagérer à la fois les différences entre le groupe interne et le groupe externe et les similitudes au sein de chacun de ces groupes. De plus, pour renforcer leur propre image positive, les gens développent une vision négative des traits distinctifs stéréotypés du groupe externe. Certaines de ces caractéristiques de groupe ne sont pas des variables choisies, telles que le phénotype des membres, d'autres, telles que les professions ou les normes culturelles, peuvent être choisies par les individus pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Pour ces caractéristiques stéréotypées des groupes qui peuvent être modifiées par des choix individuels, la théorie de l'identité sociale implique que les gens feront des choix pour se distancier du groupe externe, car cela les fera se sentir mieux vis-à-vis d'eux-mêmes. En conséquence, un stigmate social du groupe interne pour certaines professions ou normes culturelles peut émerger simplement parce que ces caractéristiques sont stéréotypées du groupe externe.

L'on pourrait émettre l'hypothèse que l'identité nationale, définie comme l'identité commune du groupe majoritaire d'un pays, suit la logique de la théorie de l'identité sociale. Tester cette hypothèse est difficile. Il faut une variation exogène dans la compo-

sition de la population qui entraînerait une capacité variable à définir les caractéristiques du groupe externe. Comme les gens ont le choix, normalement, de leur lieu de résidence, une telle exogénéité n'est pas atteignable. C'est pourquoi la littérature s'est tournée vers des expériences historiques extraordinaires pour étudier les racines des identités partagées. Le chapitre 2 de cet ouvrage numérique, basé sur Bazzi *et al.* (2016), dépeint une expérience radicale de ce type : le déplacement massif de la population en Indonésie, qui a abouti à des établissements avec des degrés variables de diversité mesurés par la fractionnalisation ethnique et la polarisation ethnique. Conformément à la théorie de l'identité sociale, ils constatent qu'un degré élevé de polarisation, qui est maximisé lorsqu'il y a deux groupes ethniques de taille égale, ce qui rend la compétition entre groupes et les comparaisons sociales particulièrement saillantes, a entraîné une adhésion plus faible à l'identité nationale pan-indonésienne, mesurée par l'utilisation de la langue indonésienne plutôt que la langue ethnique à la maison. En revanche, les personnes vivant dans des établissements très fractionnés avec de nombreux groupes ethniques étaient plus susceptibles d'adopter cette langue et de coopérer, surtout lorsque ces établissements n'étaient pas ségrégués, comme Allport (1954) l'avait postulé dans ses hypothèses de contact.

L'histoire de la Russie fournit également de nombreuses sources exogènes de variation dans le contact interethnique (voir l'enquête JEL de Zhuravskaya, Guriev et Markevich [à paraître] pour un récapitulatif de la recherche utilisant des expériences historiques menées dans l'empire russe et en Europe de l'Est après l'effondrement des empires européens). De nombreux événements historiques et politiques dramatiques, tels que les multiples redécoupages de la carte de l'Europe après chacune des deux guerres mondiales (par exemple, Charnysh, 2019, Becker *et al.* 2020) ou les déportations d'ethnies entières par Staline (par exemple, Milo *et al.* 2022) ont affecté le mélange ethnique et religieux local et, par conséquent, les attitudes des gens les uns envers les autres et leur propre auto-identification.

Pour tester la théorie de l'identité sociale, il est utile non seulement d'avoir une variation exogène dans la composition des groupes, mais aussi une division claire dans les caractéristiques stéréotypées de chacun des groupes. Un exemple d'expérience historique particulièrement adapté pour tester la théorie de l'identité sociale est l'institution de la Zone de résidence – une grande zone située dans la partie occidentale de l'Empire russe en dehors de laquelle les Juifs n'étaient pas autorisés à vivre (voir la Figure 1 pour la carte). La Zone de résidence a été instituée à la fin du XVIII^e siècle, après que l'Empire russe ait acquis un vaste territoire de la Pologne-Lituanie, où les Juifs vivaient depuis le XIV^e siècle. Afin de maintenir les Juifs à l'écart des provinces centrales de la Russie, principalement orthodoxes, Catherine la Grande a dressé une liste des provinces occidentales (gubernii) de l'Empire (appelées ultérieurement la Zone), n'autorisant la résidence des Juifs que dans des foyers urbains et quasi-urbains, et seulement dans ces territoires. Les sources historiques soulignent que la frontière de la Zone à l'intérieur de l'Empire russe était arbitraire, contraignante et imposée (voir par exemple, Klier 1986) malgré le fait que la plupart des zones à l'intérieur de la Zone de peuplement étaient des aires de présence juive historique de longue date. La raison pour laquelle cette politique est un cadre idéal pour étudier la théorie de l'identité sociale se trouve dans la discontinuité exogène

importante qu'a générée la Zone de peuplement, à savoir la présence d'une minorité visible et distincte – les Juifs – au sein de localités qui, sinon, étaient très similaires.



Figure 1 – Carte de la Zone de peuplement.

À l'intérieur de la Zone de résidence, les Juifs étaient une minorité représentant plus de 30 % de la population non rurale et 11 % de la population totale selon le recensement de 1897 de l'Empire russe. En revanche, en dehors de la Zone, dans l'Empire russe, les Juifs étaient essentiellement absents. Surtout, il y avait des différences professionnelles significatives entre la majorité slave et la minorité juive à l'intérieur de la Zone : les Juifs dominaient les professions intermédiaires de marché, « middleman ». Ils représentaient 84 % de tous les commerçants de produits agricoles et non agricoles, 92 % de tous les négociants en grain et 37 % de tous les prêteurs sur gage.

Bien qu'une part substantiellement plus importante de la population juive soit engagée dans des activités artisanales à petite échelle, par exemple de fabrication de chaussures et de vêtements, de forgeron, de production alimentaire, ainsi que des services liés à la nourriture et aux auberges, les professions d'intermédiaire de marché étaient, par stéréotypes, les plus associées à la minorité juive. Cela est dû au fait que les représentants de la majorité n'étaient pas engagés dans ces activités. Au lieu de cela, la majorité dominait le secteur agricole à l'intérieur de la Zone de résidence, tant en nombre absolu qu'en proportion par rapport aux Juifs, qui n'étaient pas du tout engagés dans l'agriculture. Ainsi, le stéréotype du paysan était celui attribué à la majorité.

Il y a deux raisons principales à ces différences d'engagement dans ces professions entre la majorité non juive et la minorité juive. Premièrement, les Juifs avaient un

avantage comparatif dans les professions intermédiaires en raison de leur taux d'alphabétisation traditionnellement élevé qui leur permettait de tenir des livres de comptes et d'écrire des contrats (voir par exemple, Botticini et Eckstein, 2012). Cela contrastait avec une majorité largement analphabète¹. Deuxièmement, les Juifs n'étaient pas autorisés à posséder des terres ou à y travailler, ce qui les empêchait directement de se livrer à des professions agricoles (à l'exception des colonies agricoles de Novorossiia).

Une telle différence marquée dans l'image stéréotypée de la majorité et de la minorité crée un cadre particulièrement adapté pour tester la théorie de l'identité sociale, car si les comparaisons sociales sont importantes pour l'identité de groupe, on devrait s'attendre à ce que la majorité se définisse par opposition à l'image stéréotypée de la minorité à l'intérieur de la Zone de peuplement. De plus, la majorité pourrait créer des normes selon lesquelles le comportement des représentants de la majorité qui maximise les différences entre les groupes est socialement récompensé, tandis que celui qui réduit l'écart entre les groupes est mal vu.

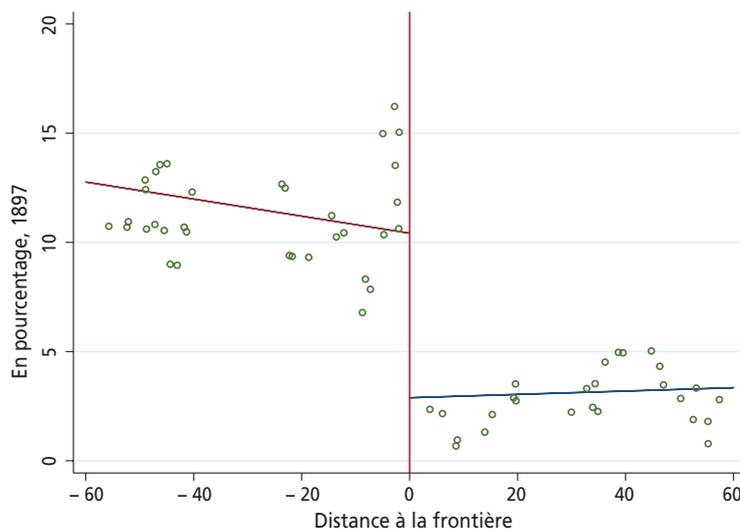
L'étude de Grosfeld *et al.* (2013) que nous présentons documente les effets à long terme de la présence juive dans la Zone de peuplement. Il pourrait être interprété comme un test de ces prédictions. En particulier, dans ce papier, nous examinons une discontinuité dans les attitudes contemporaines, les modèles de vote et les résultats économiques des deux côtés de la frontière de la Zone de peuplement. Puisque la Zone a défini le modèle de résidence juive pendant plus d'un siècle, qui a largement persisté après la révolution de 1917, lorsque les restrictions liées à ladite Zone ont été levées, la nature arbitraire et contraignante de la frontière de cette dernière aide à identifier l'effet à long terme de la présence passée de Juifs d'un côté de la frontière sur l'auto-identification du groupe majoritaire. La figure 2 illustre la discontinuité dans la présence juive passée à la frontière de la Zone de peuplement : elle présente la part de Juifs dans la population des comtés sur le graphique de gauche (A) et des établissements urbains sur le graphique de droite (B) des deux côtés de la frontière de la Zone en 1897.

Après la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste, au cours duquel ont été exterminés 5,6 à 6 millions de Juifs, dont la plupart vivaient dans la Zone de résidence, la composition ethnique et religieuse de la population des deux côtés de la frontière de la Zone est devenue indiscernable. Ainsi, les effets discontinus de la frontière de la Zone aujourd'hui ne peuvent pas être attribués aux différences dans le mélange ethnique ou religieux de la population. Ils ne peuvent pas non plus être causés par d'autres facteurs économiques, politiques ou géographiques, car ces facteurs sont uniformes à la frontière de la Zone, ce que nous vérifions formellement.

Nous constatons des discontinuités substantielles à la frontière de la Zone de résidence, qui sont cohérentes avec la population non juive de la Zone développant un ensemble de normes comportementales en opposition à la représentation stéréotypée d'un membre de la minorité juive aux yeux de la majorité.

1. Du côté de la frontière est de la Zone de peuplement, la majorité de la population était composée de Biélorusses, de Russes et d'Ukrainiens. Dans les parties occidentales de la Zone, les Polonais constituaient la majorité, et, en moyenne, avaient des taux d'alphabétisation plus élevés que les Biélorusses, les Russes et les Ukrainiens, mais inférieurs à ceux des Juifs.

A) Proportion de Juifs dans les comtés



B) Proportion de Juifs dans les zones urbaines

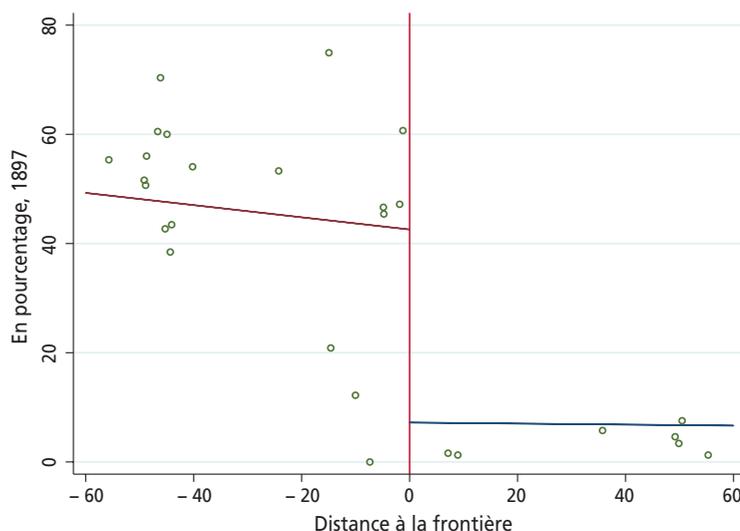


Figure 2 – La part des Juifs en 1897 des deux côtés de la frontière de la Zone de peuplement.

A) La part de Juifs dans les comtés. B) La part de Juifs dans les zones urbaines.

Note : Chaque observation est la correspondance d'un comté ou d'une agglomération urbaine avec l'unité d'échantillonnage primaire (la localité) de l'enquête sur la vie en transition. Les observations à gauche de la ligne verticale sont à l'intérieur de la Zone de peuplement, celles à droite – à l'extérieur de la Zone de peuplement. Les axes horizontaux montrent la distance à la frontière de la Zone.

Nous constatons que les résidents actuels de la Zone de peuplement, comparés à leurs homologues à l'extérieur de la Zone, en Lettonie, Russie et Ukraine (les trois pays contemporains traversés par les frontières historiques de la Zone de peuplement), sont beaucoup plus sceptiques quant à l'économie de marché, et sont moins entrepreneuriaux.

L'ampleur de ce constat est substantielle. Passer la frontière de la Zone de l'extérieur vers l'intérieur conduit à une baisse de 18 points de pourcentage du soutien envers le marché et à une baisse de 30 points de pourcentage du soutien envers la démocratie. La taille de l'écart au passage de la frontière équivaut à environ 0,4 et 0,6 des écarts types de ces variables dans l'échantillon considéré, respectivement. La figure 3 illustre cette discontinuité à la frontière de la Zone de résidence.

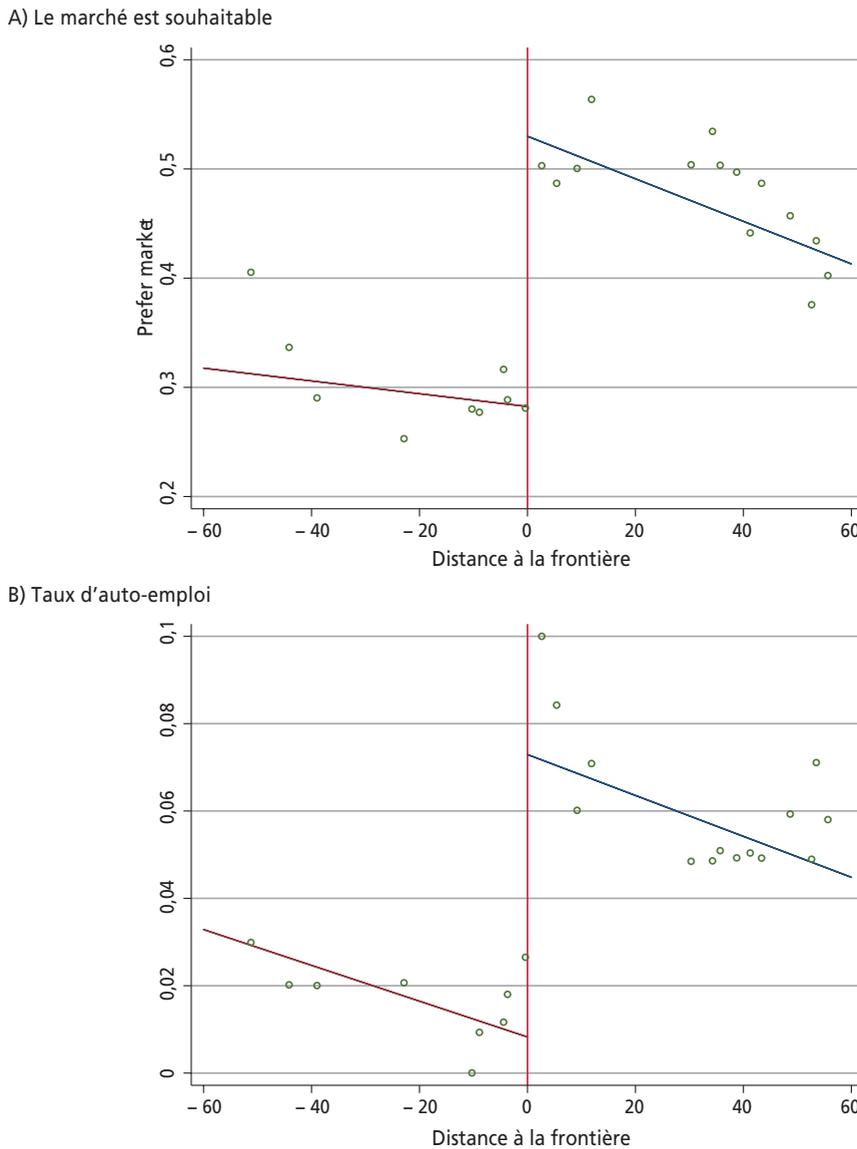


Figure 3 – Attitude envers le marché et l'auto-entrepreneuriat mesurée des deux côtés de la frontière de la Zone de peuplement.

A) Le marché est souhaitable. B) taux d'auto-emploi.

Remarque : Chaque observation est la moyenne du résultat respectif dans l'unité d'échantillonnage principale (localité) de l'enquête sur la vie en transition. Les observations à gauche de la ligne

verticale sont à l'intérieur de la Zone de résidence obligatoire, celles à droite sont à l'extérieur de la Zone de résidence obligatoire. Les axes horizontaux montrent la distance à la frontière de la Zone de résidence obligatoire.

La probabilité qu'un résident des zones urbaines soit travailleur indépendant est également significativement plus faible dans les établissements urbains à l'intérieur de la Zone de résidence par rapport aux établissements similaires à l'extérieur de la Zone. De plus, les résidents de la Zone de résidence votent moins, et de manière significative, pour les partis politiques ayant une idéologie libérale pro-marché et davantage pour des partis anti-marché ayant une idéologie socialiste ou communiste. De plus, ils sont moins satisfaits de l'état de l'économie et de son évolution pendant la transition post-communiste. Cependant, il n'y a absolument aucune preuve de discontinuité à la frontière de la Zone de peuplement pour les résultats économiques tels que la consommation, le revenu relatif, le chômage, l'éducation des répondants ou les mesures de la taille de la classe moyenne. Cela suggère que les racines de ces différences ne se trouvent pas dans le développement économique.

Contrairement à tous les autres résultats qui semblent nuire au développement du marché à l'intérieur de la Zone de peuplement, la confiance (c'est-à-dire la réponse à la question de savoir si les gens en général peuvent être de confiance ou s'il faut être trop prudent dans les relations avec les gens) est significativement plus élevée dans les établissements urbains à l'intérieur de la zone pâle par rapport aux établissements similaires à l'extérieur de la zone pâle. La confiance, mesurée de cette manière, est généralement considérée comme favorable au développement du marché (Putnam 1993). Lorsque l'on franchit les frontières de la Zone de peuplement, l'on constate une augmentation de 25 points de pourcentage de la part de la population qui fait confiance aux autres (environ la moitié de son écart-type). La figure 4 présente ce résultat. Nous reviendrons sur l'interprétation de ce résultat apparemment surprenant ci-dessous.

La confiance envers les autres

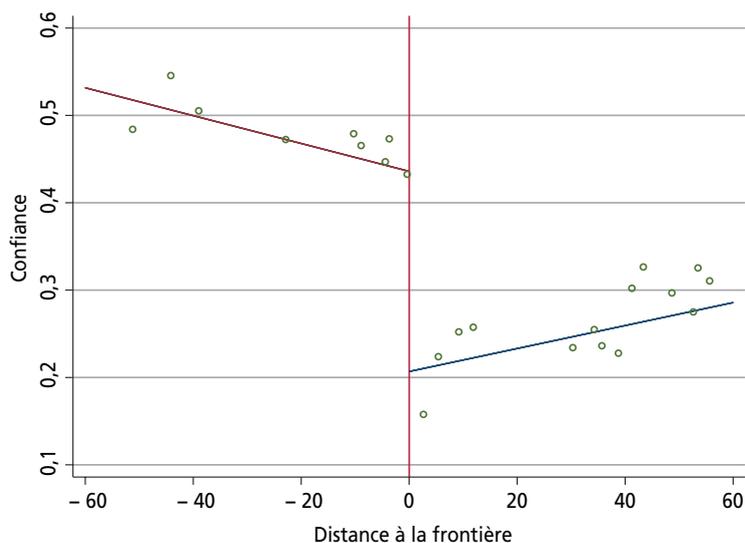


Figure 4 – Niveau de confiance des deux côtés de la Zone de peuplement.

Remarque : Chaque observation est la moyenne du résultat respectif dans l'unité d'échantillonnage primaire (localité) de l'enquête Life in Transition. Les observations à gauche de la ligne verticale sont à l'intérieur de la Zone de peuplement, celles à droite – à l'extérieur de la Zone de peuplement. Les axes horizontaux montrent la distance jusqu'à la frontière de la Zone.

Toutes les discontinuités que nous trouvons à la frontière de la Zone de résidence sont présentes uniquement dans les zones urbaines. Il n'y a pas de différences dans les attitudes ou le comportement dans les zones rurales de part et d'autre de la frontière de la Zone de résidence. Comme les Juifs ne vivaient pas dans les zones rurales des deux côtés de la frontière de la Zone de résidence, on peut considérer l'effet de la Zone de résidence dans les zones rurales comme un traitement placebo. Si nos résultats étaient causés par une variation spatiale omise plutôt que par le fait que la Zone de résidence définissait la présence juive dans l'Empire russe, nous aurions obtenu des résultats similaires pour les zones rurales et urbaines.

Après avoir établi les discontinuités à la frontière de la Zone de résidence, nous testons les deux canaux possibles de l'effet à long terme de l'existence de la Zone de résidence : elle peut avoir un effet à long terme, soit parce que les Juifs y vivaient avant la Seconde Guerre mondiale – notre hypothèse principale – soit parce qu'il y a eu un afflux de nouveaux migrants dans les zones où les Juifs vivaient auparavant pour combler l'espace (et les maisons) vidés après la Seconde Guerre mondiale. Nous testons l'effet du renouvellement de la population comme canal potentiel et le rejetons en montrant que les habitants des zones qui ont connu un renouvellement important de la population causé par une émigration massive de non-Juifs après la Seconde Guerre mondiale n'ont pas des attitudes, des préférences politiques ou une pénétration de l'emploi indépendant similaires à ceux des habitants dont originaires de la Zone de résidence. Nous concluons donc que prendre la Zone de résidence comme ère d'études réside dans le fait que les Juifs y vivaient.

Comment peut-on interpréter ces effets ? La théorie de l'identité sociale aide à les comprendre. Nous soutenons que la population non juive a développé une culture anti-marché particulière et une confiance à l'intérieur du groupe à l'époque où Juifs et non-Juifs vivaient côte à côte dans les villes et les shtetls à l'intérieur de la Zone. La majorité se définissait par des comparaisons sociales avec les Juifs. Cela a eu deux conséquences importantes pour la population non juive à l'intérieur de la Zone. Premièrement, puisque les Juifs en tant que groupe représentaient une force libérale pro-marché en raison de leurs occupations traditionnelles stéréotypées distinctes, la comparaison sociale de la majorité avec les Juifs a déclenché le développement d'une culture anti-marché parmi la population non juive, car le sentiment anti-marché était assimilé à une position aussi éloignée que possible de l'exogroupe, c'est-à-dire les Juifs. Deuxièmement, l'antagonisme ethnique entre les deux groupes a conduit au développement de la solidarité et de la confiance à l'intérieur du groupe. Comme ce type de confiance s'est développé en opposition au groupe rival, il est souvent appelé « le lien » (limitée aux groupes homogènes) par opposition au capital social « pont » (à travers des groupes sociaux diversifiés) (voir par exemple, Putnam 2000), ou une moralité « limitée » par opposition à une moralité « généralisée » (Tabellini 2008). La culture anti-marché et les liens à l'intérieur du groupe ont persisté parmi les descendants de la population non juive jusqu'à nos jours.

La confiance dans ce lien se manifeste par un pourcentage plus élevé de personnes qui font confiance aux autres, car l'exogroupe a péri dans l'Holocauste, tandis que la culture anti-marché se manifeste par le soutien politique aux partis communistes, l'opposition au marché et une moindre activité entrepreneuriale à l'intérieur de la Zone. Nous apportons également des preuves que la confiance observée à l'intérieur de la Zone relève des liens directs entre les gens, car l'adhésion à des organisations civiques non politiques et non gouvernementales est plus faible à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Zone, et qu'il n'y a pas de différence entre la confiance accordée à de telles institutions et celle accordée aux banques et aux investisseurs étrangers.

Ce mécanisme d'identité sociale implique que la culture anti-marché et la confiance dans le lien devraient être plus prononcées dans les endroits qui connaissent une animosité ethnique plus élevée pour une composition de la population donnée, car les comparaisons sociales ne sont importantes qu'en ce qui concerne les aspects saillants. Le contrôle de la composition du groupe explique la formation endogène de l'animosité de groupe. Il y a de nombreuses explications de la variation de l'intensité de l'antisémitisme, telles que, par exemple, le degré variable de propagande impériale dans différentes provinces de la Zone de peuplement. Des sentiments antisémites plus forts de la majorité dans certaines zones ont créé une boucle de rétroaction en rendant les différences entre Juifs et non-Juifs particulièrement saillantes. Comme il est raisonnable de croire que l'étendue de l'antisémitisme était positivement corrélée à l'occurrence de pogroms au cours des trois vagues de pogroms dans l'Empire russe, étant donné la part de la population juive, cette prédiction est vérifiable. Nous testons cette prédiction en utilisant des données historiques sur l'emplacement des pogroms anti-juifs perpétrés par la population non juive locale entre 1821 et 1946. Conformément au mécanisme hypothétique, nous constatons que la proximité des lieux où ont eu lieu les pogroms est significativement, positivement liée, à l'époque contemporaine, à un sentiment anti-marché et à la confiance dans le lien au sein de la population locale contemporaine.

Dans un article connexe, Grosfeld *et al.* (2020) examinent les conditions dans lesquelles des pogroms se sont produits dans l'Empire russe et montrent que, lorsque des chocs économiques coïncidaient avec des troubles politiques, les pogroms se produisaient principalement dans des endroits où les Juifs étaient très présents dans les professions intermédiaires, c'est-à-dire le prêt d'argent et le commerce de grains, relativement à la part des Juifs dans la population et, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, malgré le fait que les Juifs qui exerçaient des professions intermédiaires étaient une minorité parmi la population juive. Ce résultat met en évidence le fait que la stigmatisation était plus facile dans les localités où les Juifs occupaient cette niche spécifique².

2. Comme nous le montrons dans Grosfeld *et al.* (2020), la recherche de boucs émissaires chez le groupe extérieur en période de difficultés économiques n'est pas suffisante pour expliquer l'apparition des pogroms. Les Juifs et les non-Juifs à l'intérieur de la Zone de peuplement étaient économiquement intégrés car la majorité non juive dépendait des services de courtage fournis par les Juifs, qui servaient de fournisseurs d'assurance contre les échecs de récolte. Pourtant, l'ensemble des résultats dessinent une image cohérente selon laquelle les comparaisons sociales avec les Juifs ont conduit à la formation de l'identité sociale de la majorité non juive.

CONCLUSIONS

Dans l'ensemble, la formation d'une culture anti-marché et *de facto* anti-juive parmi les non-juifs dans des endroits où les deux groupes coexistaient étroitement soulève la question générale de la formation d'une identité de groupe partagée. Nos résultats fournissent un soutien empirique à la théorie de l'identité sociale selon laquelle l'auto-identification d'un groupe majoritaire et la cohésion parmi ses membres peuvent dépendre de la coexistence avec un autre groupe minoritaire (rival). Ce phénomène présente des parallèles importants avec d'autres exemples d'identités sociales, tels que l'émergence de la stigmatisation sociale contre « l'acting white » parmi la population noire américaine (Tyson *et al.* 2005), la polarisation des opinions politiques de la population blanche dans le sud des États-Unis en conséquence de la fragmentation raciale (par exemple, V.O. Key 1984, pp. 5-6), ou l'émergence d'une coutume hindoue Kaala-pani (eau noire) pour ostraciser les Hindous qui choisissaient de naviguer à l'étranger à partir des ports médiévaux d'Asie du Sud, car c'était l'activité principale de la minorité musulmane (Jha 2013).

Notre analyse débouche sur des implications plus larges. La coexistence de groupes ethniques et religieux hostiles en situation d'étroite proximité n'influence pas seulement les attitudes des représentants de ces groupes les uns envers les autres, mais a également un effet important sur la cohésion au sein des groupes, car l'auto-identification des représentants de groupe est affectée par les traits stéréotypés distinctifs d'un groupe extérieur. En particulier, un groupe intérieur peut se définir en opposition au groupe extérieur et développer un ensemble de normes comportementales qui distingue ses membres du groupe extérieur. La cohésion sociale et les interactions sociales au sein de chacun de ces groupes peuvent également être affectées par la présence de l'autre groupe, car les membres du groupe développent une loyauté interne face à la menace perçue de l'autre groupe. De telles attitudes et croyances, lorsqu'elles sont formées dans le passé lointain par une série d'accidents historiques, peuvent persister à long terme et avoir un impact important sur les choix politiques et l'identité nationale plusieurs décennies plus tard.

Références

Allport, G.W. (1954), *The Nature of Prejudice*, Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Bazzi, S., A. Gaduh, A. Rothenberg et M. Wong (2016). « Skill Transferability, Migration, and Development : Evidence from Population Resettlement in Indonesia », *American Economic Review*, 106 (9), 2658-2698.

Becker, Sascha O., Irena Grosfeld, Pauline Grosjean, Nico Voigtländer et Ekaterina Zhuravskaya (2020), « Forced migration and human capital : Evidence from post-WWII population transfers », *American Economic Review* 110 (5) : 1430-1463.

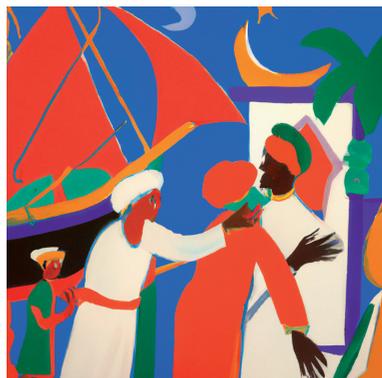
Bordalo, Pedro, Katherine Coffman, Nicola Gennaioli et Andrei Shleifer (2016), « Stereotypes », *Quarterly Journal of Economics*, 131 (4) : 1753-1794.

Botticini, Maristella et Zvi Eckstein (2012), *The Chosen Few : How Education Shaped Jewish History*, Princeton : Princeton University Press.

Charnysh, Volha (2019), *American Political Science Review*, Volume 113 , Issue 2, mai, pp. 423-441.

- Grosfeld, Irena, Alexander Rodnyansky et Ekaterina Zhuravskaya (2013), « Persistent Antimarket Culture : A Legacy of the Pale of Settlement after the Holocaust », *American Economic Journal : Economic Policy*, 5 (3) : 189-226.
- Grosfeld, Irena, Seyhun Orcan Sakalli, Ekaterina Zhuravskaya (2020), « Middleman Minorities and Ethnic Violence : Anti-Jewish Pogroms in the Russian Empire », *Review of Economic Studies*, vol. 87, Issue 1, janv., pp. 289-342.
- Jha, Saumitra (2013), « Trade, Institutions and Ethnic Tolerance : Evidence from South Asia », *American Political Science Review*, nov., 107 (4), 806-832.
- Key, Valdimer Orlando Jr. (1984), *Southern Politics in State and Nation*. Knoxville, Tennessee : University of Tennessee Press.
- Miho, Antonela, Alexandra Jarotchkin et Ekaterina Zhuravskaya (2022), « Diffusion of Gender Norms : Evidence from Stalin's Ethnic Deportations », Paris School of Economics, mimeo.
- Putnam, Robert (1993), *Making Democracy Work*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Putnam, Robert (2000), *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon and Schuster.
- Tabellini, Guido (2008), « The Scope of Cooperation », *Quarterly Journal of Economics*, 123 : 905-950.
- Tajfel, Henri et John C. Turner (1979), « An Integrative Theory of Intergroup Conflict », *The Social Psychology of Intergroup Relations*, 33 : 47.
- Tajfel, Henri et John C. Turner (1986), *The Social Identity Theory of Inter-Group Behavior*. Chicago : Nelson-Hall.
- Tyson, Karolyn, William Darity Jr. et Domini R. Castellino (2005), « It's not a "Black Thing" » *American Sociological Review*, 70 (4), 582-605.
- Zhuravskaya, Ekaterina, Sergei Guriev, Andrei Markevich (à paraître), « New Russian Economic History », *Journal of Economic Literature*.

CHAPITRE 4



Bâtir une paix interethnique résiliente : Hindous et Musulmans en Asie du Sud

Saumitra JHA, *Stanford Graduate School of Business et Freeman-Spogli Institute for International Affairs.*

Le défi clé que de nombreux pays doivent relever au xxi^e siècle est de construire des sociétés capables non seulement d'accueillir pacifiquement une diversité ethnique croissante, mais aussi de tirer parti de ses avantages potentiels. Cela n'est pas une tâche simple. Les communautés ethniquement diverses ont tendance à fournir moins de biens publics à leurs citoyens (voir par exemple, Alesina, Baqir et Hoxby 2004, Alesina et La Ferrara 2005), et sont moins susceptibles d'exprimer des priorités communes (voir par exemple, Ban, Jha et Rao 2012). Étant donné que les identités ethniques coordonnent souvent la concurrence politique, il n'est peut-être pas surprenant que les conflits violents soient plus fréquents dans les pays et les régions polarisés sur le plan ethnique (voir par exemple, Montalvo et Reynal-Querol 2005, Esteban, Mayoral et Ray 2012, Jha 2023 et Figure 1 ci-dessous). Avec 82,1 millions de personnes dans le monde déplacées de force en raison de la persécution et des conflits en 2020¹, et une migration économique généralisée, le défi consistant à bâtir une paix interethnique résiliente est un défi auquel sont confrontées non seulement les sociétés ayant historiquement une diversité, mais aussi celles ayant peu d'expérience de la diversité.

Que peuvent nous dire la théorie économique et les expériences historiques de ces communautés sur les conditions nécessaires à une paix interethnique résiliente, et sur la manière de les encourager ?

1. Source : United Nations High Commissioner for Refugees www.unhcr.org , consulté le 22/02/2022.

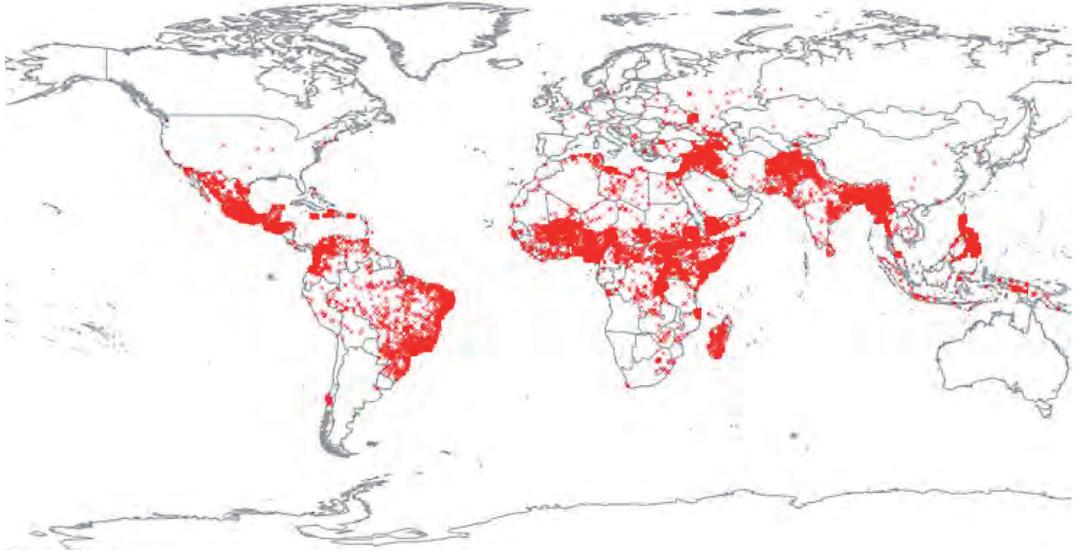


Figure 1 – Affrontements violents entre deux groupes armés, 2018-2020.

Source : Armed Conflict Location and Event Data (ACLED), et Jha 2023.

Le simple fait de déménager dans un endroit mixte signifie que les individus de différents horizons ethniques, bien qu'ils vivent maintenant côte à côte, apportent souvent avec eux des dotations différentes – connaissances, réseaux ou autres ressources – qui peuvent influencer à la fois leur mobilité relative et façonner leurs opportunités économiques. Il est vrai que les identités ethniques coordonnent souvent la concurrence économique et politique, et que cette concurrence rend souvent les identités ethniques plus saillantes (voir par exemple Olzak 1992, Posner 2004, Jha 2014). Mais les membres de différents groupes ethniques peuvent également mettre leurs compétences et leurs dotations complémentaires sur la table. Quand est-ce que cet échange inter-ethnique peut fournir un chemin vers une paix résiliente, et quand ce processus échoue-t-il ?

LES CONDITIONS POUR UNE PAIX INTERETHNIQUE RÉSILIENTE

Dans une série d'articles, j'apporte des preuves d'un modèle simple pour comprendre les conditions qui peuvent favoriser la paix interethnique sur une longue période, même lorsque l'un des groupes est initialement très vulnérable à la violence et ne dispose pas de ressources pour se défendre par la force physique². Je fais la distinction entre les cas de groupes locaux (autochtones) vulnérables et de groupes non locaux (immigrants), qui diffèrent par leur mobilité relative. Par exemple, les groupes autochtones, avec leurs connaissances, leurs compétences et leurs réseaux concentrés localement, peuvent trouver plus coûteux de quitter un lieu que les groupes d'immigrants, qui ont peut-être conservé des dotations et des liens dans d'autres endroits. Je considère un environnement où, à chaque période, les individus de chaque groupe peuvent choisir de partir, produire

2. Voir Jha 2007, Jha 2013, Jha 2018, Diaz-Cayeros et Jha 2017, Diaz-Cayeros, Espinosa-Balbuena et Jha 2022, et Jha 2023.

et échanger des biens s'ils restent, puis décider ou non de recourir à la violence contre l'autre groupe. La violence est coûteuse et risquée, mais elle peut être utilisée pour saisir les profits du groupe cible ou pour punir des actions.

Je montre que même lorsque l'un des groupes est extrêmement vulnérable à la violence, une coexistence pacifique est possible sur une longue période³. Toutefois cela nécessite trois conditions. Premièrement, les membres des groupes ethniques doivent être en mesure de produire des biens et des services qui se complètent plutôt que se concurrencent. Deuxièmement, la source de la complémentarité interethnique doit être coûteuse à simplement saisir ou copier. Enfin, avec le temps, le groupe vulnérable doit avoir suffisamment de bonnes options externes ou travailler dans une activité difficile à surveiller avec attention, de sorte qu'il puisse avancer la menace crédible d'un départ ou celle de cesser la production s'il est ciblé par la violence.

Pour comprendre pourquoi, supposons que les groupes ethniques en question se livrent à une compétition plutôt qu'à une production complémentaire. Dans ce cas, les plus forts auront non seulement une inclination à voler les profits des plus faibles, mais aussi à les pousser à arrêter de produire ou à partir, réduisant ainsi la concurrence future qu'ils auront à affronter. Notons que le simple contact inter-ethnique entre ceux qui vivent côte-à-côte ne résout pas ce problème à long terme : en fait, plus les forts s'attendent à ce que les faibles restent, plus les gains à se débarrasser de leur concurrence future sont importants.

Deuxièmement, la source de la complémentarité inter-ethnique doit être difficile à voler ou à reproduire. Si elle provient de terres, de richesses, de machines ou d'autres ressources faciles à saisir, les individus forts auront des incitations à le faire. Les compétences et le savoir-faire, étant intangibles, sont naturellement impossibles à voler, mais peuvent potentiellement être reproduits au fil du temps. Cela est particulièrement vrai pour les activités peu qualifiées pour lesquelles l'entrée sur le marché est facile.

En revanche, les réseaux commerciaux sont intangibles, donc impossibles à voler, et lorsqu'ils deviennent importants, ils sont difficiles à reproduire. De même, comme je l'illustre ci-dessous, d'autres types de compétences spécialisées et d'organisations développées par certains groupes ethniques peuvent également être difficiles à copier par d'autres. Celles-ci peuvent fournir des sources robustes de complémentarité.

Pourtant, même avec une telle complémentarité, il peut y avoir des incitations à la violence : au lieu que les forts cherchent à exproprier, reproduire et ensuite se débarrasser des concurrents vulnérables, ils peuvent adopter une attitude consistant à contraindre les groupes vulnérables à produire le bien complémentaire précieux, et si la niche qu'ils occupent devient trop lucrative, les cibler avec violence pour s'emparer de la richesse résultante. En effet, les histoires de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique subsaharienne, en particulier, contiennent de nombreux exemples où le nouvel accès au commerce a conduit à ce que les groupes indigènes vulnérables soient confrontés à la

3. Formellement, par un équilibre de coexistence pacifique, j'entends un équilibre de Nash parfait en sous-jeu où il existe des populations mixtes, personne n'a d'incitation à partir, tout le monde produit et il n'y a pas d'incitations à la violence.

violence et au travail forcé⁴. Ailleurs, les minorités commerciales non locales, plutôt que de bénéficier d'une paix solide, ont souvent été la cible de violences et d'expropriations. Cela est particulièrement vrai dans les périodes d'instabilité politique où les dictateurs locaux et d'autres pour qui la violence est bon marché se préoccupent davantage de l'extraction de revenus que des pertes potentielles de commerce⁵.

Ainsi, les membres des groupes vulnérables doivent être en mesure de menacer de manière crédible de retenir leur production complémentaire afin de dissuader les tentatives de les contraindre par la menace de la violence. À mesure que leur mobilité s'améliore, comme c'est le cas pour les minorités commerciales dont les réseaux s'étendent ou dont les barrières à l'immigration ailleurs tombent, les groupes vulnérables non locaux peuvent dissuader les tentatives de les contraindre par la menace de la violence en menaçant eux-mêmes de partir de manière crédible, emportant avec eux les gains communs du commerce. Cependant, pour les groupes moins mobiles, y compris de nombreuses communautés indigènes, partir est une option moins souvent envisagée et il est donc plus difficile de dissuader la violence coercitive. Il reste une possibilité, qui est de fournir des biens complémentaires dont la production est difficile à surveiller et donc à contraindre (Diaz-Cayeros et Jha 2017, Jha 2018).

Les conditions ci-dessus garantissent non seulement des gains potentiels robustes du commerce interethnique, mais aussi une préférence des forts pour coopérer avec les faibles, plutôt que de les contraindre. De plus, de telles conditions non seulement atténuent les incitations à la violence, mais elles génèrent également des incitations pour les membres des groupes forts et vulnérables à investir mutuellement dans des institutions complémentaires pour renforcer les incitations à la paix au fil du temps.

Bien qu'elles partagent une logique commune, ces institutions ont historiquement pris plusieurs formes, toutes fournissant des indices utiles pour les politiques contemporaines. Un ensemble de soutiens souvent crucial pour ces institutions sont ceux qui facilitent les moyens non violents de partager les gains du commerce et de la paix entre et au sein des groupes. Ce rôle a été joué dans certains endroits par la prise de décisions politiques conjointes, dans d'autres par des entreprises qui internalisent les gains de la paix, et dans d'autres encore par des organisations explicitement religieuses. D'autres organisations complémentaires assurent contre les chocs négatifs et coordonnent le développement de normes et de croyances soutenant la confiance, la fiabilité et la complémentarité continue dans de nouveaux domaines. Ces institutions peuvent persister et soutenir une paix interethnique résiliente même si la source initiale de complémentarité interethnique, par exemple dans le commerce outre-mer, a été affaiblie au fil du temps⁶.

4. Voir e.g. Nunn 2008, Dell 2010, Bobonis et Morrow 2014, Diaz-Cayeros, Espinosa-Balbuena et Jha 2022.

5. Voir e.g. Chua 2003 et Grosfeld, Sakalli et Zhuravskaya 2019.

6. Voir e.g. Milgrom et Roberts 1990, Milgrom, Qian et Roberts 1991 et Jha 2013. Sur les institutions en tant qu'ensemble de croyances, de normes et d'organisations qui induisent des régularités de comportement et évoluent avec le temps, voir Greif 2005 et Greif et Laitin 2004.

LA MISE À L'ÉPREUVE DE CES CONDITIONS : LE CAS DES HINDOUS ET DES MUSULMANS EN ASIE DU SUD

L'histoire des relations entre hindous et musulmans en Asie du Sud est un environnement intéressant pour tester l'importance de ces conditions. L'Asie du Sud a une riche histoire de diversité culturelle et abrite la plus grande population de musulmans au monde, bien que les musulmans restent minoritaires dans l'ensemble. Cette histoire a été ponctuée de vagues de terribles violences religieuses, notamment au XXI^e siècle. En février 2002, lorsqu'un wagon de chemin de fer transportant des activistes hindous a pris feu dans la ville de Godhra, dans l'État indien prospère de l'ouest du Gujarat, plus de 58 personnes ont été tuées. Cela a conduit à une vague d'émeutes hindoues-musulmanes dans cet État, faisant près d'un millier de morts et contraignant 98 000 personnes à fuir leur domicile (Jha 2014).

Pourtant, le Gujarat est l'État natal de Mahatma Gandhi, et a vu naître aussi des longues traditions d'ahimsa ou de non-violence. Il y a eu des émeutes religieuses généralisées dans d'anciennes capitales médiévales, des villes de la monnaie et d'autres endroits où, historiquement, les hindous et les musulmans ont compétitionné pour le patronage politique et économique (Jha 2014). En revanche, dans les ports médiévaux du Gujarat, comme Surat et la ville natale de Gandhi, Porbandar, où les hindous et les musulmans ont bénéficié de siècles de complémentarité interethnique robuste dans le commerce outre-mer, la violence était beaucoup plus atténuée et ils sont restés des « oasis de paix » malgré la présence de minorités musulmanes souvent plus importantes (voir Figure 2A). Des élections d'État anticipées ont été organisées par le gouvernement de l'État du parti Bharatiya Janata (BJP) juste trois mois après la fin des émeutes. Le BJP a remporté 10 sièges avec, pour ses votes, une augmentation de 4,84 points de pourcentage de vote dans tout l'État, malgré – aux yeux de certains – son échec à endiguer la violence ethnique. En revanche, dans les ports médiévaux, les électeurs se sont détournés du BJP de 6,28 points de pourcentage, malgré le fait que le BJP avait précédemment remporté la majorité dans bon nombre de ces circonscriptions aux élections de 1998 (Jha 2014, voir également Figure 2B).

Pourquoi Porbandar, Surat et d'autres villes portuaires médiévales du Gujarat étaient-elles différentes ? Il s'avère qu'elles, ainsi que d'autres ports médiévaux dans l'océan Indien, répondaient aux trois conditions d'une paix interethnique résiliente entre les musulmans et les non-musulmans décrites ci-dessus. Le commerce médiéval outre-mer dans l'océan Indien était largement coordonné via les routes de pèlerinage musulmanes, en particulier le Hajj, ce qui signifie qu'un mois par an, pendant près de mille ans, La Mecque est devenue l'un des plus grands marchés du monde. Or il fallait être musulman pour aller à La Mecque. Cela a créé un avantage spécifique aux musulmans dans le commerce outre-mer, qui était hautement complémentaire à la production locale. En tant que réseau commercial, il était naturellement intangible, donc impossible à saisir, et étant donné l'échelle immense du Hajj, il était très difficile à reproduire par d'autres. Ces commerçants musulmans étaient très mobiles et ont dominé le commerce outre-mer dans l'océan Indien à l'époque médiévale, avec des postes commerciaux non seulement le long de toutes les côtes de l'Asie du Sud, mais aussi de l'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud-Est, poussant jusqu'en Chine (Jha 2013).

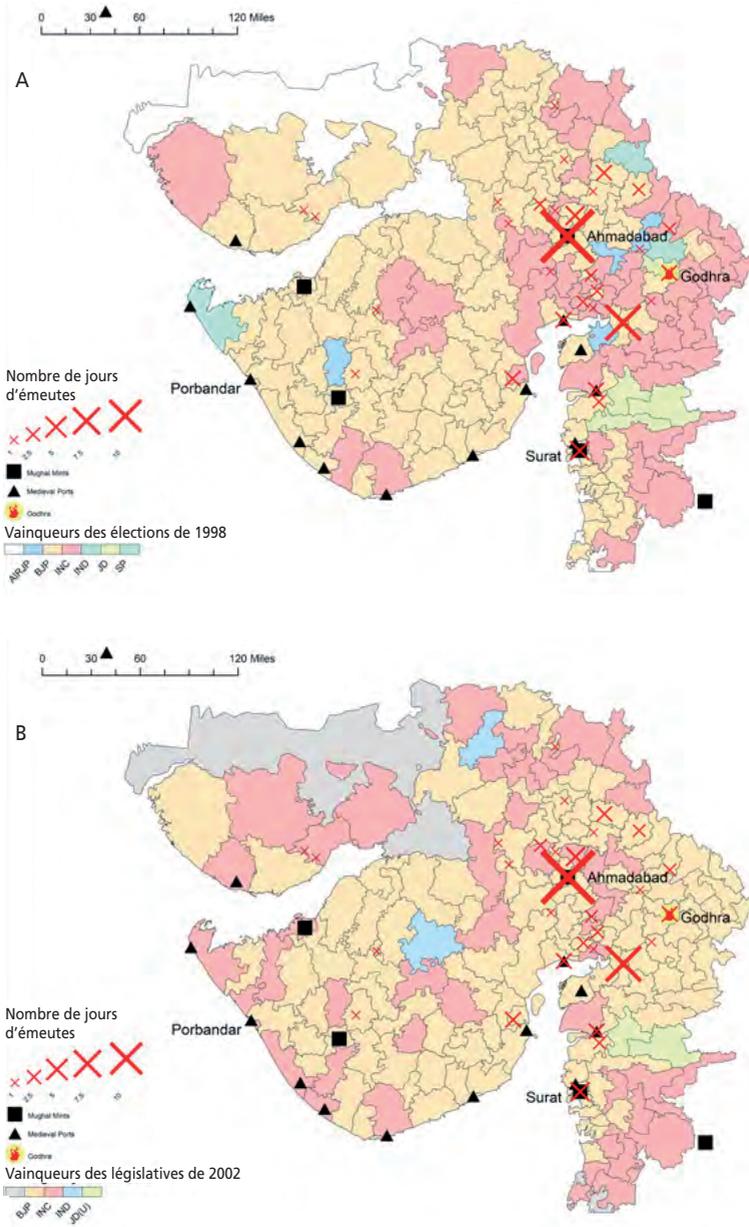


Figure 2 – Émeutes hindoues-musulmanes dans le Gujarat, février-avril 2002, et vainqueurs des sièges aux élections législatives, avant (1998) et après les émeutes (juillet 2002).

Source : Jha 2014.

Ils ont également bénéficié d'un moyen décentralisé de partager les gains du commerce. Contrairement à de nombreux réseaux commerciaux ethniques, qui sont difficiles à intégrer pour les non-membres, l'entrée dans le commerce était relativement facile pour n'importe quel musulman, simplement en suivant les routes de pèlerinage, et chaque fois que les prix étaient élevés pour les biens et services du Moyen-Orient, la

conversion et l'immigration ont généré une concurrence suffisante au sein des groupes musulmans pour que les gains du commerce soient partagés relativement équitablement avec les populations locales également. Les contemporains, tels que Sheikh Zayn-al-din al Malibari, qui écrit en 1528, ont noté à la fois la présence de la complémentarité interethnique dans le commerce, et la nature « remarquable » de la tolérance envers les musulmans dans ces ports⁷.

En raison de l'intense activité cyclonique, les criques qui pouvaient offrir des ports naturels abrités aux navires à voile étaient fortement privilégiées comme emplacements pour ces ports médiévaux, et de tels ports naturels sont entrés en concurrence pour attirer les commerçants musulmans très mobiles (voir Figure 3A). Les pluies de la mousson entraînent également de grandes quantités de limon dans l'embouchure de ces criques. Certains ports, comme Mahad, nommé d'après « le Grand Marché » qui y existait autrefois, et même le principal port de pèlerinage moghol – Surat lui-même – se sont ensablés et ont cessé d'être directement accessibles au commerce outre-mer (Figure 3B). Les avantages commerciaux des musulmans ont encore diminué avec la colonisation européenne, avec des efforts concertés des Portugais, des Néerlandais et des Anglais pour détourner le commerce à partir du xvi^e siècle. Cependant, les croyances, les normes et les organisations soutenant la tolérance ont continué à persister dans les villes portuaires médiévales (voir Jha 2013)⁸.

Par exemple, Gandhi racontait que son enfance dans le port médiéval de Porbandar avait exercé une influence importante sur ses croyances non violentes, citant en particulier le temple de sa mère. Celle-ci était membre de la secte Pranami, fondée dans le port médiéval de Jamnagar. Cette secte était connue pour garder des Corans dans ses temples et pour favoriser des discussions actives sur les points communs entre les religions.

Des normes sont également apparues pour renforcer les incitations au commerce interethnique, en particulier à mesure que les avantages des musulmans ont commencé à s'éroder. Les hindous des ports médiévaux ont adopté une coutume appelée Kaalapani (eau noire) : tout hindou qui naviguait en mer (c'est-à-dire en concurrence avec les musulmans) perdait sa caste et était susceptible d'être ostracisé par d'autres hindous.

7. Dans Tohfath-ul-Mujahideen (« Cadeau au Saint Guerrier » – comme son nom l'indique, ce n'est pas un traité sur la paix), Malibari 1528 écrit : « Maintenant, dans tous ces ports de Malabari, la population a beaucoup augmenté et le nombre de bâtiments agrandi, grâce au commerce exercé par les Mahométans, envers qui les chefs de ces endroits se sont abstenus de toute oppression ; et, bien que ces dirigeants et leurs troupes soient tous des païens, ils ont beaucoup respecté leurs préjugés et coutumes, et ont évité tout acte d'agression envers les Mahométans, sauf en cas de provocation extraordinaire ; ce bon rapport étant d'autant plus remarquable que les Mahométans ne formaient pas un dixième de la population... (al Malibari 1528, 17). »

8. Par exemple, écrivant sur le port médiéval de Calicut, le facteur de la Compagnie des Indes orientales John Fryer a écrit à la fin du xvii^e siècle : « Ce qui reste de Calicut ne correspond pas à ce que l'on pourrait attendre du glanage de tant d'âges de trafic... Car la ville qui se dressait sur des pilotis a été renversée, elle est tombée ; et le temple, dont les piliers de marbre osaient rivaliser avec ceux de l'Agrippa dans le Panthéon romain, est sens dessus dessous... Les citoyens sont urbains, formés au commerce, mais le commerce est parti à Goa, avec les Portugais... (Dasgupta 2004) »

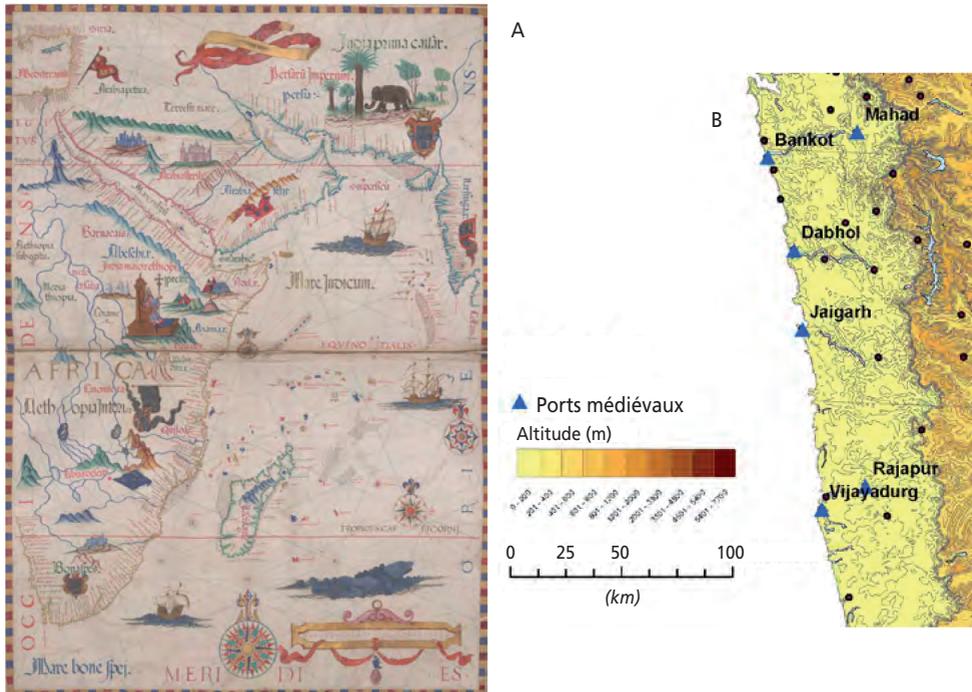


Figure 3 – (A) Une carte de navigation (portulan) du cartographe portugais Diogo Homem, vers 1559, met en évidence les ports naturels reliés par les routes commerciales et de pèlerinage dans l’océan Indien. (B) Des ports médiévaux concurrents sont apparus dans ces criques abritées sur les côtes de l’Inde et ailleurs pour exploiter à la fois le commerce côtier et transocéanique. Certains d’entre eux, comme Mahad (le « Grand Marché »), se sont ensablés plus tard en raison des pluies de mousson et sont devenus inaccessibles au commerce moderne.

Des organisations sont également apparues pour partager les gains du commerce et se prémunir contre les chocs. Les membres des communautés de commerçants musulmans se sont engagés dans des œuvres philanthropiques locales, notamment en créant des dispensaires et en parrainant des efforts de secours en réponse aux cyclones. Sur la côte de Coromandel, les musulmans ont même doté des temples hindous. Des comités de paix locaux et des délégations politiques communes se sont également formés dans d’autres ports en temps de crise (Varshney 2002, Jha 2013). À ce jour, dans certaines communautés, comme les Daudi Bohras et les Ismaéliens, les autorités religieuses encouragent et aident à faciliter les membres souhaitant entrer dans les entreprises et créer des joint-ventures avec les habitants dans de nouveaux domaines complémentaires (Penrad 2000, Blank 2001, Jha 2013).

Ces héritages institutionnels ont eu des effets mesurables et importants sur la paix. Dans Jha 2013, j’ai mesuré les effets causaux de complémentarités interethniques historiques robustes sur la violence ethnique contemporaine en utilisant de petits ports naturels de l’époque médiévale qui se sont ensablés par la suite comme expérience naturelle : un facteur exogène qui a stimulé l’emplacement de complémentarités interethniques robustes dans le commerce spécifique à la période médiévale. Je montre que les ports

médiévaux ont connu en moyenne cinq fois moins d'émeutes entre 1850 et 1950 (Jha 2013, voir également Figure 3A). Cependant, les ports médiévaux étaient en moyenne plus pauvres et avaient une population plus mixte : ce sont des facteurs généralement associés à plus de violence ethnique plutôt que moins.

De plus, et en contraste, les villes monétaires médiévales, bien qu'également riches historiquement, mais où des artisans hindous et musulmans compétents se disputaient le patronage, ont connu deux fois plus d'émeutes que les villes similaires dans la période coloniale. Les ports de l'époque coloniale, fondés après que les avantages musulmans eurent disparu, et les villes situées sur les routes commerciales internes, qui pouvaient être reproduites, n'ont pas non plus bénéficié d'une plus grande tolérance.

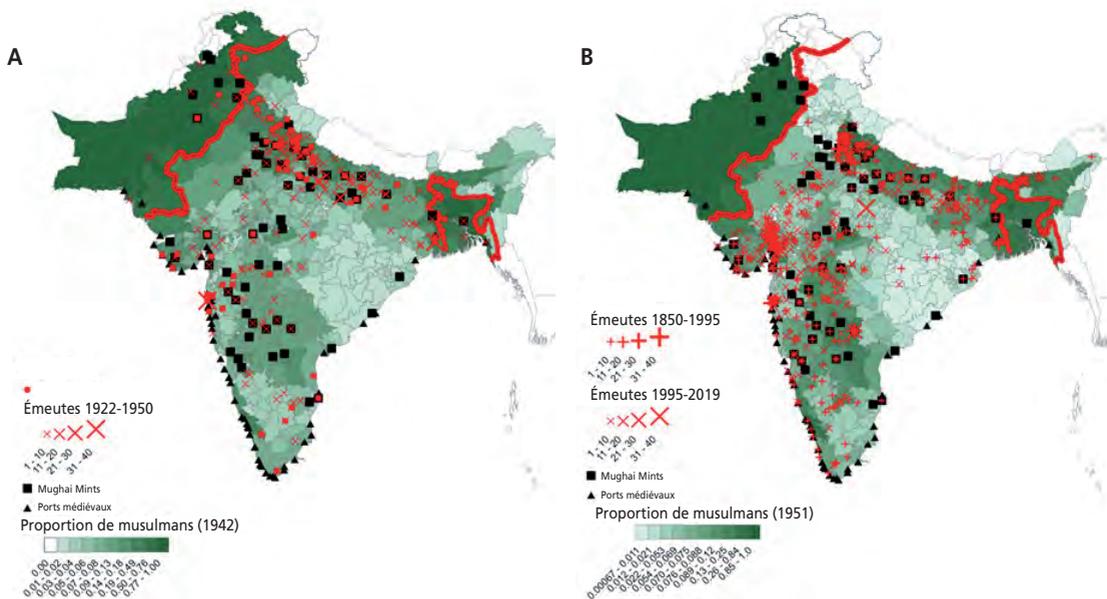


Figure 4 – (A) Villes médiévales et émeutes hindo-musulmanes de l'époque coloniale avant (1850-1920) et après le mouvement Khilafat/Non-Coopération (1922-1950) et (B) Émeutes en Inde indépendante, 1950-1995 et 1995-2019.

Sources : Wilkinson 2004, Varshney et Wilkinson 2004, Jha 2013 et Ahmed, Jha, Rohner, Saia et Zhuravskaya 2022.

Ces différences de paix et de conflit ont également été résilientes : la coexistence pacifique dans les ports médiévaux a en grande partie survécu à la vague d'émeutes hindo-musulmanes qui a suivi l'échec du premier grand mouvement politique de masse en Asie du Sud (le mouvement Khilafat / Mouvement de Non-Coopération de 1919-1922, Figure 4A) qui a vu une première rupture de la tolérance dans d'autres villes (Figure 5, voir également Bhavnani et Jha 2022). Les districts avec des ports médiévaux étaient également moins susceptibles d'être le théâtre de nettoyages ethniques de leurs minorités religieuses pendant la partition de l'Asie du Sud, l'une des plus grandes migrations forcées de l'histoire mondiale (Figure 4B et Jha et Wilkinson 2012).

Depuis l'indépendance, ces différences ont persisté au fil du temps, bien que certains ports médiévaux aient succombé à leur première rupture de coexistence pacifique (Figure 4B et 5). Cela semble s'être accéléré après les chocs pétroliers des années 1970, qui ont été suivis par une affluence de ressources pour des institutions moins autochtones, en provenance du Moyen-Orient. Cependant, les émeutes sont restées moins fréquentes et moins intenses dans les villes portuaires médiévales. En outre, au XXI^e siècle, les enquêtes auprès des ménages montrent que, par rapport aux autres musulmans citadins, ceux des ports médiévaux sont moins susceptibles de signaler des violences dans leurs communautés, connaissent des écarts de richesse plus faibles avec les hindous, et continuent d'être plus spécialisés dans les relations commerciales. Contrairement aux autres musulmans citadins, ils étaient aussi susceptibles que les hindous de faire vacciner leurs fils contre la polio, un indicateur de confiance marquant dans un environnement où les vaccinations ont souvent été perçues avec crainte (Jha 2013).

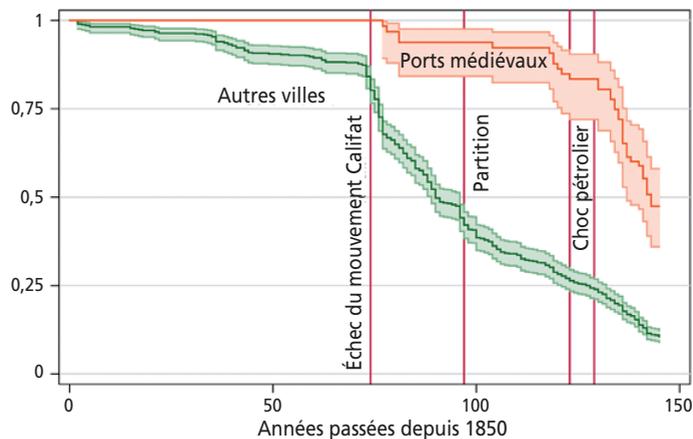


Figure 5 – La survie de la tolérance ethnique : graphiques de Kaplan-Meier montrant les proportions de ports médiévaux et d'autres villes d'Asie du Sud ayant survécu sans aucune émeute hindoue-musulmane entre 1850 et 1995.

Source : Jha 2013.

AUTRES PARAMÈTRES

Les complémentarités interethniques semblent avoir eu des effets historiquement similaires dans l'atténuation des pogroms et des violences subies par d'autres minorités vulnérables, notamment les Juifs à Salonique et ailleurs en Europe (Benbassa et Rodrigue 2000, Mazower 2005, Jha 2018, Becker et Pascali 2019, Grosfeld, Sakalli et Zhuravskaya 2020). Au Mexique, les communautés indigènes produisant la cochenille, un insecte domestiqué d'une certaine manière par les indigènes, très fragile, et qui était la meilleure source connue de colorant rouge pendant des siècles, étaient 5 fois plus susceptibles de survivre aux années qui ont suivi la conquête européenne dévastatrice du Mexique (Diaz-Cayeros, Espinosa-Balbuena et Jha 2022) et continuent de bénéficier de meilleurs résultats de développement à ce jour (Diaz-Cayeros et Jha 2017). Les communautés productrices de cochenille satisfaisaient également nos conditions : la cochenille était le

produit transformé le plus valorisé en Nouvelle-Espagne, sa fragilité rendait difficile sa transplantation, et elle nécessitait une attention et une compétence particulières difficiles à contrôler (Diaz-Cayeros et Jha 2017). En revanche, parmi les communautés pastorales et cultivatrices d’Afrique subsaharienne, les complémentarités historiques dans la synchronisation des modèles de pâturage sont maintenant perturbées par le changement climatique, entraînant une augmentation des conflits (McGuirk et Nunn 2021).

CONCLUSION

La construction d’une paix interethnique résiliente n’est pas facile. Cependant, tout au long de l’histoire, des organisations ont été créées pour soutenir la tolérance et peuvent fournir des idées précieuses sur la façon dont cela peut encore être réalisé. Outre les approches de partage de pouvoir (voir Mueller et Rohner, 2018), d’autres méthodes qui ont été utilisées comprennent la création de mécanismes institutionnalisés pour faciliter le partage non violent des gains de l’échange pacifique et la promotion d’organisations commerciales conjointes basées sur les compétences et les opportunités complémentaires existantes des groupes.

Un certain nombre de ces approches peuvent être fructueuses en ce qui concerne la tolérance ethnique, en particulier lorsqu’elles sont combinées avec les technologies du XXI^e siècle. Par exemple, si elles sont conçues pour aligner les incitations et encourager l’apprentissage, les approches financières modernes peuvent être efficaces pour autonomiser les citoyens tout en partageant les gains de la paix et en mobilisant un soutien pour celle-ci (Jha 2012, Jha et Shayo 2017, 2021, Jha, Mitchener et Takashima, en cours). Les organisations qui mettent en relation des membres de différentes communautés possédant des compétences complémentaires dans la création de projets d’entreprise conjoints peuvent également être efficaces pour améliorer les relations ethniques⁹. Le défi de la construction d’une paix interethnique résiliente remonte loin dans l’histoire, mais il existe également des solutions potentielles.

Références

- Ahmed, Resuf, Saumitra Jha, Dominic Rohner, Alessandro Saia et Ekaterina Zhuravskaya (2022), « A New Dataset on Hindu-Muslim Violence, 1950 to 2019 », mimeo.
- Alesina, Alberto et Eliana La Ferrara (2005), « Ethnic diversity and economic performance », *Journal of Economic Literature*, 43 (3), 762-800.
- Alesina, Alberto, Reza Baqir et Caroline Hoxby (2004), « Political jurisdictions in heterogeneous communities », *Journal of Political Economy*, 112 (2), 348-395.
- Al-Malibari, Zayn-al Din [1833], *Tohfat-ul-Mujahideen*, translated by M.J. Rowlandson, 1528.
- Becker, Sascha O. et Luigi Pascali (2019), « Religion, Division of Labor, and Conflict : Antisemitism in Germany over 600 Years », *American Economic Review*, mai, 109 (5), 1764-1804.

9. Voir, par exemple, Penrad 2000 pour les Services de promotion industrielle ismaéliens en Afrique et Jha 2018 pour une description des activités de Business Alternatives of Peace and Reconciliation, une ONG fondée par Vivek Garg, ancien élève de Stanford Sloan Fellow, pour exploiter les designs artisanaux de groupes en conflit dans le Manipur, dans le nord-est de l’Inde.

- Benbassa, Esther et Aron Rodrigue, (2000) *Sephardi Jewry : a history of the Judeo-Spanish community, 14th-20th centuries*, Berkeley : University of California Press.
- Bhavnani, Rikhil et Saumitra Jha (2022), « Broken Bridges : The Effects of India's First Nonviolent Struggle on Mass Ethnic Violence », mimeo, Stanford.
- Bobonis, Gustavo J. et Peter M. Morrow (2014), « Labor coercion and the accumulation of human capital », *Journal of Development Economics*, 108, 32-53.
- Ban, Radu, Saumitra Jha et Vijayendra Rao (2012), « Who Has Voice in a Deliberative Democracy ? Evidence from Transcripts of Village Parliaments in South India », *Journal of Development Economics*, 99 : 428-438.
- Blank, Jonah (2001), *Mullahs on the Mainframe : Islam and Modernity Among the Daudi Bohras*, London : University of Chicago Press.
- Chua, Amy (2003), *World on Fire : How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability*, Doubleday : New York.
- Dasgupta, Ashin (2004), *India and the Indian Ocean World : Trade and Politics*, Oxford, UK : Oxford University Press.
- Dell, Melissa (2010), « The Persistent Effects of Peru's Mining Mita », *Econometrica*, 78 (6), 1863-1903.
- Diaz-Cayeros, Alberto et Saumitra Jha (2017), « Conquered but not Vanquished : Complementarities and Indigenous Entrepreneurs in the Shadow of Violence », mimeo, Stanford.
- Diaz-Cayeros, Alberto, Juan Espinosa-Balbuena et Saumitra Jha (2022), « Pandemic Spikes and Broken Spears : Indigenous Resilience after the Conquest of Mexico », *Journal of Historical Political Economy*, 2 (1), 89-133.
- Esteban, Joan, Laura Mayoral et Debraj Ray (2012), « Ethnicity and Conflict : An Empirical Study », *American Economic Review*, juin, 102 (4), 1310-1342.
- Greif, Avner (2005), *Institutions and the path to the modern economy : lessons from medieval trade*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Greif, Avner et David D. Laitin (2004), « A theory of endogenous institutional change », *American Political Science Review*, 98 (4), 633-52.
- Grosfeld, Irena, Seyhun Orcan Sakalli et Ekaterina Zhuravskaya (2020), « Middleman Minorities and Ethnic Violence : Anti-Jewish Pogroms in the Russian Empire », *The Review of Economic Studies*, 01 2020, 87 (1), 289-342.
- Jha, Saumitra (2007), « Maintaining peace across ethnic lines : new lessons from the past », *Economics of Peace and Security Journal*, juil., 2 (2), 89-93.
- Jha, Saumitra (2012), « Sharing the Future : Financial Innovation and Innovators in Solving the Political Economy Challenges of Development », chapter 7 in Masahiko Aoki, Gerard Roland, Timur Kuran eds., *Institutions and Comparative Economic Development*, Proceedings of the 16th World Congress of the International Economic Association, Palgrave Macmillan.
- Jha, Saumitra (2013), « Trade, Institutions and Ethnic Tolerance : Evidence from South Asia », *American Political Science Review*, nov., 107 (4), 806-832.
- Jha, Saumitra (2014), « Unfinished Business : Historic Complementarities, Political Competition and Ethnic Violence in Gujarat », *Journal of Economic Behaviour and Organisation*, août, 104, 18-36.
- Jha, Saumitra (2018), « Trading for Peace », *Economic Policy*, July, pp. 485-526.

- Jha, Saumitra (2023), « Civil and Ethnic Conflict in Historical Political Economy », à paraître dans *Oxford Handbook of Historical Political Economy*.
- Jha, Saumitra et Moses Shayo (2019), « Valuing Peace : The Effects of Financial Market Exposure on Votes and Political Attitudes », *Econometrica*, 86(5), 1561-1588.
- Jha, Saumitra et Moses Shayo (2021), « Trading Stocks Builds Financial Confidence and Compresses the Gender Gap », *Stanford GSB working paper*, 3673.
- Jha, Saumitra et Steven Wilkinson (2012), « Does Combat Experience Foster Organizational Skill ? Evidence from Ethnic Cleansing during the Partition of South Asia », *American Political Science Review*, 106 (4), 883-907.
- Jha, Saumitra, Kris Mitchener et Masanori Takashima, « Swords into Bank Shares : Finance, Conflict and Political Reform in Meiji Japan », in progress.
- Mazower, Mark (2005), *Salonica, City of Ghosts*, New York : Alfred A. Knopf.
- McGuirk, Eoin et Nathan Nunn (2021), « Transhumant Pastoralism, Climate Change and Conflict in Africa », *NBER working paper 28243*, mai 2021.
- Milgrom, Paul et John Roberts (1990), « The Economics of Modern Manufacturing : Technology, Strategy and Organization », *American Economic Review*, 80 (3), 511-28.
- Milgrom, Paul, Yingyi Qian et John Roberts (1991), « Complementarities, momentum and the evolution of modern manufacturing », *American Economic Review : Papers and Proceedings*, mai, 81 (2), 84-88.
- Montalvo, Jose G. et Marta Reynal-Querol (2005), « Ethnic polarization, potential conflict and civil wars », *American Economic Review*, juin, 95 (3), 796-816.
- Mueller, Hannes et Dominic Rohner (2018), « Can power-sharing foster peace ? Evidence from Northern Ireland », *Economic Policy*, 33 (95), 447-484.
- Nunn, Nathan (2008), « The Long Term Effects of Africa's Slave Trades », *Quarterly Journal of Economics*, févr., 123 (1), 139-176.
- Olzak, Susan (1992), *The dynamics of ethnic competition and conflict*, Stanford, CA : Stanford University Press.
- Penrad, Jean-Claude (2000), « The Ismaili Presence in East Africa : A Note on its Commercial History and Community Organization », chap. 17 in D. Lombard et A. Aubin eds., *Asian Merchants and Businessmen in the Indian Ocean and the China Sea*, New Delhi : Oxford University Press.
- Posner, Daniel (2004), « The Political Salience of Cultural Difference : Why Chewas and Tumbukas Are Allies in Zambia and Adversaries in Malawi », *American Political Science Review*, 98 (4), 529-545.
- Varshney, Ashutosh (2002), *Ethnic Conflict and Civic Life : Hindus and Muslims in India*, New Haven : Yale University Press.
- Varshney, Ashutosh et Steven I. Wilkinson (2004), « Varshney Wilkinson Dataset on Hindu-Muslim Violence in India, Version 2 », oct., Inter-university Consortium for Political and Social Research.
- Wilkinson, Steven I. (2004), *Votes and Violence : Electoral Competition and Ethnic Riots in India*, Cambridge : Cambridge University Press.

CHAPITRE 5



Créer de la confiance, pas des bombes : les micro-fondements de la théorie du contact

Dominic ROHNER, *Department of Economics, University of Lausanne and CEPR*

Mathias THOENIG, *Department of Economics, University of Lausanne and CEPR*

Fabrizio ZILIBOTTI, *Department of Economics, Yale University and CEPR*

INTRODUCTION

La réussite de la construction nationale nécessite la création d'une confiance et d'une tolérance entre différents groupes et communautés, ainsi qu'une identité commune. Une hypothèse clé en sciences sociales est que les interactions sociales peuvent favoriser la tolérance et ainsi contribuer aux fondements de la construction nationale. Cette hypothèse a été formulée dès les années 1950 par Gordon Allport (voir par exemple Allport *et al.* (1954)) et a été appelée « hypothèse du contact » en psychologie. Une définition succincte sur le site web de l'American Psychological Association indique que selon cette hypothèse « le contact entre deux groupes peut favoriser la tolérance et l'acceptation, mais seulement dans certaines conditions, telles que l'égalité de statut entre les groupes et des objectifs communs »¹. Pettigrew et Tropp (2006) ont réalisé une méta-analyse, en s'appuyant sur 713 échantillons indépendants provenant de 515 études, et ont constaté que le contact entre les groupes diminue en moyenne les préjugés intergroupes.

Dans ce qui suit, nous offrirons une synthèse de notre récent modèle de théorie des jeux fournissant des micro-fondements pour l'« hypothèse du contact » et le reliant aux facteurs de la persistance des conflits et des pièges de guerre (section 2). La section 3

1. Voir <https://www.apa.org/monitor/nov01/contact>.

confronte ensuite ces connaissances aux résultats empiriques récents en économie, tandis que la section 4 conclut notre développement.

LA THÉORIE

Dans cette section, nous fournissons une description concise de Rohner *et al.* (2013b). Dans notre théorie, l'information asymétrique et le manque de confiance inter-groupes sont les coupables du déclenchement des guerres civiles. Le canal des liens bidirectionnels entre la confiance et le conflit (et vice versa) est le commerce inter-groupes. D'une part, le conflit nuit aux relations commerciales entre les factions rivales. Ainsi, les relations commerciales florissantes entre deux groupes préviennent le conflit en augmentant son coût d'opportunité. D'autre part, la confiance est une condition préalable à l'engagement dans des affaires inter-groupes, car les partenariats économiques dépassent souvent les transactions ponctuelles, et il n'est pas possible de couvrir toutes les éventualités futures dans des contrats globaux. Ainsi, des niveaux plus élevés de confiance réduisent le risque de guerre en favorisant le commerce inter-groupes.

Ces idées sont formalisées dans un modèle dynamique où les individus appartiennent à deux groupes opposés. Les gens sont mis en relation de manière bilatérale et aléatoire avec des membres de l'autre groupe, avec la possibilité de s'engager dans le commerce. Les propensions à coopérer sont hétérogènes d'un individu à l'autre et d'un groupe à l'autre ; même au sein d'une relation, elles sont imparfaitement observées. Les agents utilisent des informations publiques liées à l'histoire de la violence pour mettre à jour leurs croyances sur la volonté attendue de négocier et la fiabilité de leur partenaire commercial potentiel. Ces informations sont transmises de génération en génération.

Finalement, les groupes peuvent se livrer à des conflits les uns contre les autres. Cela entraîne une perturbation immédiate du commerce.

En outre, il y a également un coût réputationnel persistant à perpétrer une agression : la guerre sème les graines de la méfiance future ! Mener une guerre aujourd'hui compromet la confiance future du groupe victime, qui perçoit l'attaque comme un signal indiquant que l'agresseur a une faible propension à coopérer pour faire des affaires. En épuisant la confiance future, la guerre d'aujourd'hui rend la guerre de demain plus probable.

Ce cadre conduit à une série de prédictions importantes et testables pour les situations réelles. Tout d'abord, les guerres civiles sont persistantes et chaque éruption de conflit alimente le risque de guerre dans les périodes futures. De plus, la théorie prédit une corrélation négative entre la confiance et le conflit, avec une causalité dans les deux sens. Les croyances deviennent plus pessimistes après une agression et le manque de confiance entrave les relations commerciales. À son tour, cela réduit le coût d'opportunité de l'agression, rendant la guerre plus probable. La dépendance du chemin joue un rôle clé dans notre cadre (comme dans Acemoglu et Zilibotti, 1997). Nous permettons aux « guerres accidentelles » déclenchées par des chocs négatifs (éventuellement irrationnels) de se produire occasionnellement, même lorsque les fondamentaux des relations inter-groupes sont « bons », à savoir que les groupes ont une propension intrinsèquement élevée à coopérer (et coopéreraient sous une information parfaite).

Cependant, le processus endogène de mise à jour des croyances peut conduire à tellement de « pessimisme » que la paix se brise de manière irréversible. Nous appelons une telle situation un « piège de guerre ». En termes mathématiques, les pièges de guerre sont des états absorbants. En termes simples, à mesure que les relations inter-groupes tombent dans la zone de piège de guerre, la guerre est endémique et les relations commerciales inter-groupes sont médiocres même en temps de paix².

En termes d'implications politiques, notre théorie fournit des fondements à l'hypothèse du contact. Dans la mesure où les conditions d'interaction sont largement favorables, une plus grande collaboration commerciale (et non commerciale) a le potentiel de renforcer la confiance, favoriser le commerce et ainsi atténuer les risques futurs de conflit. De plus, les politiques favorisant les échanges commerciaux intergroupes peuvent entraîner des « cycles vertueux ». Plus précisément, la promotion de la connaissance de plusieurs langues nationales peut encourager les contacts et les échanges intergroupes. De telles politiques entraînent un « double dividende » en favorisant à la fois la prospérité et la paix (voir par exemple Rohner et Thoenig, 2021). En lien avec cela, l'État de droit, les institutions démocratiques et la gouvernance inclusive réduisent les incitations à la « tricherie » et à l'engagement dans des conflits, ce qui peut favoriser une mise à jour rationnelle des croyances vers une plus grande confiance intergroupes³.

Il est important de souligner que pour être durable et efficace à long terme, les politiques de pacification doivent entraîner une mise à jour des croyances vers une vision plus positive des autres groupes. Bien que les interventions de maintien de la paix qui maintiennent les groupes à distance puissent sauver de nombreuses vies à court terme (voir l'étude de Rohner, 2022), « souder » le pays ensemble à long terme nécessite un certain niveau d'interaction, afin que la confiance intergroupe puisse être renforcée. À cet égard, les politiques visant à promouvoir la tolérance et l'empathie intergroupes et les croyances « positives » sur l'autre groupe peuvent être utiles. Cela peut inclure la diffusion de « success stories » d'interactions / relations commerciales intergroupes réussies et pacifiques. De même, les lois interdisant les discours haineux peuvent être productives.

Dans ce qui suit, nous allons confronter les principales caractéristiques, implications et prédictions de ce modèle aux preuves empiriques existantes.

DONNÉES EMPIRIQUES

Comme discuté précédemment, notre théorie prédit que des dynamiques malheureuses peuvent amener les relations inter-groupes dans le piège de la guerre où les conflits sont courants et persistants. Cette prédiction est en accord avec une littérature empirique bien établie soulignant des risques substantiels de récurrence des conflits et de rivalités durables (voir, par exemple, Collier et Hoeffler, 2004 ; DeRouen Jr et Bercovitch, 2008).

2. Dans une extension de notre modèle, des cycles de guerre, alternant des guerres récurrentes et des périodes de paix, peuvent se produire. Pour en savoir plus sur les cycles de guerre, voir également l'article connexe d'Acemoglu et Wolitzky (2014).

3. Voir les travaux récents mettant en évidence l'impact pacificateur de la démocratie (Laurent-Lucchetti *et al.*, 2019) ; Marcucci *et al.*, 2020).

En ce qui concerne l'association négative entre conflit et confiance, la littérature est moins tranchée. Une série d'articles ont souligné que, dans certains contextes, l'exposition à la guerre peut favoriser l'engagement civique et le capital social (voir, par exemple, Bellows et Miguel (2009) pour la Sierra Leone, Blattman (2009) pour l'Ouganda, Voors *et al.* (2012) pour le Burundi, ainsi que l'enquête de Bauer *et al.* (2016)). Certains des résultats ne sont pas faciles à interpréter, car lorsque la variation individuelle est exploitée, un biais de sélection peut être un problème, et des variables de résultat telles que la participation politique peuvent être interprétées comme un capital social général plus élevé, tandis qu'une participation politique plus élevée dans des contextes de politique ethniquement polarisée peut également refléter une plus grande divisivité. Contrairement aux résultats ci-dessus, plusieurs études récentes ont constaté que la confiance intergroupe ou la confiance généralisée diminue à la suite d'un conflit (voir, par exemple, Rohner *et al.* (2013a) pour l'Ouganda, Cassar *et al.* (2013) pour le Tadjikistan, De Juan et Pierskalla (2016) pour le Népal, Kijewski et Freitag (2018) pour le Kosovo, Conzo et Salustri (2019) pour la Seconde Guerre mondiale)⁴. Certains d'entre eux partagent les problèmes méthodologiques mis en évidence ci-dessus, tandis que d'autres exploitent une variation vraisemblablement exogène dans l'exposition et sont capables de s'appuyer sur des données mesurant des formes spécifiques de confiance au sein des groupes et entre les groupes.

Une autre littérature empirique pertinente étudie le lien entre le commerce et le conflit. Conformément à notre modèle, il existe des preuves que, au moins pour les liens commerciaux bilatéraux, un commerce accru est associé à une réduction du risque de conflit (Polachek, 1980) ; Martin *et al.*, 2008 ; Gallea and Rohner, 2021).

Enfin, il existe une littérature croissante qui utilise des essais contrôlés aléatoires pour manipuler les schémas de contact inter-groupes. Entre autres, Cilliers *et al.* (2016) montrent que les cérémonies de réconciliation peuvent favoriser la confiance intergroupes, tandis que Mousa (2020) constate que les équipes de soccer mixtes peuvent construire des « ponts » interreligieux.

Bien que dans l'ensemble le modèle corresponde assez bien aux faits idéalisés, certaines réserves sont de mise. Premièrement, une interaction accrue peut se retourner contre les personnes en cas de manipulation de croyances négatives ou de discours de haine. Par exemple, DellaVigna *et al.* (2014), présenté dans le chapitre 17 de ce livre électronique, ont constaté que la radio transfrontalière nationaliste-si tant est qu'elle exerce une influence quelconque-exacerbait les tensions. Deuxièmement, la proximité géographique ne favorise pas seulement l'interaction, mais peut également présenter des risques militaires en cas de déclenchement de conflits. Comme l'ont constaté Mueller *et al.* (2022), une plus grande proximité spatiale des groupes ethniques est associée à plus de violence.

4. Kibris et Gerling (2021) constatent des effets hétérogènes, en fonction des expériences de combat individuelles.

CONCLUSION

Dans cette courte contribution, nous avons mis en évidence une théorie qui fournit des micro-fondements de l'hypothèse du contact, qui est significative. La simple proximité géographique ne suffit pas en soi à construire la confiance et les partenariats commerciaux entre les groupes. La construction de liens intergroupes est un processus subtil nourri par des interactions passées florissantes et pacifiques. Compte tenu de son rôle capital dans la construction nationale réussie, la compréhension du processus de construction de la confiance est essentielle. Il est important de souligner que des décisions politiques avisées peuvent aider. Lorsque la règle de droit et les institutions démocratiques efficaces rendent les comportements conflictuels et la « tricherie » moins attractifs, des croyances rationnelles filtreront pour réduire la probabilité de « mauvais fondamentaux », c'est-à-dire qu'une propension générale déplorable à la coopération sera considérée comme moins probable. De même, renforcer les investissements dans le capital humain, par exemple en favorisant la connaissance de plusieurs langues nationales, peut contribuer à promouvoir une interaction intergroupes pacifique, ce qui conduit finalement à des cycles vertueux de confiance accrue, de commerce et de paix.

Références

- Acemoglu, D. et Wolitzky, A. (2014), « Cycles of conflict : An economic model. *American Economic Review* », 104 (4) : 1350-67.
- Acemoglu, D. et Zilibotti, F. (1997), « Was Prometheus unbound by chance ? Risk, diversification, and growth », *Journal of political economy*, 105 (4) : 709-751.
- Allport, G. W., Clark, K., et Pettigrew, T. (1954), *The nature of prejudice*, Addison-Wesley.
- Bauer, M., Blattman, C., Chytilová, J., Henrich, J., Miguel, E., et Mitts, T. (2016), « Can war foster cooperation ? », *Journal of Economic Perspectives*, 30 (3) : 249-74.
- Bellows, J. et Miguel, E. (2009), « War and local collective action in Sierra Leone », *Journal of public Economics*, 93 (11-12) : 1144-1157.
- Blattman, C. (2009), « From violence to voting : War and political participation in Uganda », *American political Science review*, 103 (2) : 231-247.
- Cassar, A., Grosjean, P., et Whitt, S. (2013), « Legacies of violence : trust and market development », *Journal of Economic Growth*, 18 (3) : 285-318.
- Cilliers, J., Dube, O., et Siddiqi, B. (2016), « Reconciling after civil conflict increases social capital but decreases individual well-being », *Science*, 352 (6287) : 787-794.
- Collier, P. et Hoeffler, A. (2004), « Greed and grievance in civil war », *Oxford economic papers*, 56 (4) : 563-595.
- Conzo, P. et Salustri, F. (2019), « A war is forever : The long-run effects of early exposure to world war II on trust », *European Economic Review*, 120 : 103313.
- De Juan, A. et Pierskalla, J. H. (2016), « Civil war violence and political trust : Microlevel evidence from Nepal », *Conflict Management and Peace Science*, 33 (1) : 67-88.
- DellaVigna, S., Enikolopov, R., Mironova, V., Petrova, M., et Zhuravskaya, E. (2014), « Cross-border media and nationalism : Evidence from serbian radio in Croatia », *American Economic Journal : Applied Economics*, 6 (3) : 103-32.

- DeRouen Jr, K. R. et Bercovitch, J. (2008), « Enduring internal rivalries : A new framework for the study of civil war », *Journal of Peace Research*, 45 (1) : 55-74.
- Gallea, Q. et Rohner, D. (2021), « Globalization mitigates the risk of conflict caused by strategic territory », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 118 (39) : e2105624118.
- Kibris, A. et Gerling, L. (2021), « Armed conflict exposure and trust : Evidence from a natural experiment in Turkey », HiCN Working Paper Series, 2021 (363).
- Kijewski, S. et Freitag, M. (2018), « Civil war and the formation of social trust in Kosovo : Post-traumatic growth or war-related distress ? », *Journal of conflict resolution*, 62 (4) : 717-742.
- Laurent-Lucchetti, J., Rohner, D., et Thoenig, M. (2019), « Ethnic conflicts and the informational dividend of democracy », disponible sur SSRN 3504611.
- Marcucci, A., Rohner, D., et Saia, A. (2020), « Ballot or bullet : The impact of UK's representation of the people act on peace and prosperity », *The Economic Journal*, ueac092.
- Martin, P., Mayer, T., et Thoenig, M. (2008), « Make trade not war ? », *The Review of Economic Studies*, 75 (3) : 865-900.
- Mousa, S. (2020), « Building social cohesion between christians and muslims through soccer in post-Isis Iraq », *Science*, 369 (6505) : 866-870.
- Mueller, H., Rohner, D., et Schönholzer, D. (2022), « Ethnic violence across space », *The Economic Journal*, 132 (642) : 709-740.
- Pettigrew, T. F. et Tropp, L. R. (2006), « A meta-analytic test of intergroup contact theory », *Journal of personality and social psychology*, 90 (5) : 751.
- Polachek, S. W. (1980), « Conflict and trade », *Journal of conflict resolution*, 24 (1) : 55-78.
- Rohner, D. (2022), « Mediation, military and money : The promises and pitfalls of outside interventions to end armed conflicts », *Journal of Economic Literature*.
- Rohner, D. et Thoenig, M. (2021), « The elusive peace dividend of development policy : From war traps to macro-complementarities », *Annual Review of Economics*, 13 : 111-131.
- Rohner, D., Thoenig, M., et Zilibotti, F. (2013a), « Seeds of distrust : Conflict in Uganda », *Journal of Economic Growth*, 18 (3) : 217-252.
- Rohner, D., Thoenig, M., et Zilibotti, F. (2013b), « War signals : A theory of trade, trust, and conflict », *Review of Economic Studies*, 80 (3) : 1114-1147.
- Voors, M. J., Nillesen, E. E., Verwimp, P., Bulte, E. H., Lensink, R., et Van Soest, D. P. (2012), « Violent conflict and behavior : a field experiment in Burundi », *American Economic Review*, 102 (2) : 941-64.

CHAPITRE 6



La construction des nations par la mobilité interne : le cas des conscrits espagnols

Julio CÁCERES-DELPINO, *Department of Economics, Universidad Carlos III de Madrid*

Antoni-Italo DE MORAGAS, *Department of Economics, CUNEF*

Gabriel FACCHINI, *Department of Applied Economics, Universitat Autònoma de Barcelona*

Ignacio GONZÁLEZ, *Department of Economics, American University*

INTRODUCTION

Selon Anderson (1983), les nations sont des communautés imaginées car elles se caractérisent par un sentiment de communion entre des personnes qui ne se connaissent pas mais qui se voient comme membres d'une même collectivité. Ce sentiment d'appartenance vient de la croyance mutuelle qu'il existe une histoire distincte ainsi qu'un ensemble de traits et d'attitudes qui aident à former une communauté reconnaissable avec des intérêts et des objectifs similaires, indépendamment des distances spatiales et sociales entre ses membres.

Les facteurs qui ont contribué au développement historique des sentiments nationaux ont été largement étudiés dans différentes disciplines. Anderson lui-même a souligné l'importance croissante de la littérature vernaculaire de masse et l'émergence de l'imprimerie à la fin du XVIII^e siècle, qui ont permis aux gens de développer la conscience collective que les nations modernes allaient exiger. De manière similaire, d'autres institutions et certains événements peuvent contribuer à acquérir ce type de conscience, comme l'a montré la littérature récente pour le cas de la scolarisation obligatoire (Bandiera *et al.*, 2018 présenté dans le chapitre 9 de cet ouvrage numérique), les politiques linguistiques

(Aspachs-Bracons *et al.*, 2008 présenté dans le chapitre 10) et les expériences qui conduisent à l'exaltation nationale (voir le chapitre 20 sur Depetris-Chauvin, Durante et Campante, 2020).

L'entreprise de construction et de maintien d'un sentiment d'appartenance nationale devient plus difficile lorsque des clivages ethnolinguistiques et régionaux persistants sont présents (Desmet, Ortuño-Ortin et Wacziarg, 2012), lorsque la mobilité géographique interne diminue (Basso et Peri, 2020) ou lorsque la diversité ethnique augmente en raison des flux migratoires (Putnam, 2007). De nombreuses sociétés sont confrontées à différentes versions de ces phénomènes, pour lesquels le type d'institutions et de politiques décrits ci-dessus pourrait être insuffisant ou inapproprié. La réaction indigène et le conflit politique récemment vécus par des pays dotés d'institutions nationales solides illustrent la complexité de ce défi (Gidron et Hall, 2017 ; Rodrik, 2021). Cela ouvre la voie à l'étude de déterminants alternatifs de la construction communautaire.

Un déterminant potentiel est l'existence de contextes qui permettent aux personnes ayant des caractéristiques ou des origines différentes de mieux se connaître. En effet, l'identité d'un individu est constituée de différentes expériences personnelles, qui peuvent inclure un contact pertinent avec des membres du groupe extérieur, façonnant potentiellement la perception que l'individu a des communautés du groupe intérieur et du groupe extérieur, ainsi que les frontières entre eux.

Si le contact entre les groupes réduit les préjugés, comme le postule l'hypothèse du contact (Allport, 1954), le contact entre différents groupes peut contribuer à la tolérance intergroupe, à la compréhension mutuelle et même favoriser la formation d'identités nationales partagées, cette dernière étant particulièrement importante dans les contextes où des clivages régionaux ou des sentiments ethniques conflictuels existent. Nos recherches récentes montrent que cela pourrait bien être le cas (Cáceres-Delpiano *et al.*, 2021), ce qui positionne le contact intergroupe comme un principe potentiel pour guider de nouvelles stratégies de construction de communautés dans les sociétés où les liens nationaux se fragilisent.

CONTACT INTERGROUPE ET IDENTITÉ NATIONALE

L'hypothèse du contact suggère que l'interaction entre des individus de différents horizons réduira les préjugés et les attitudes de stéréotypage négatives, contribuant à effacer la conscience de la différence entre eux (Allport, 1954). Formulée de cette manière, l'hypothèse du contact semble tout à fait plausible. Cependant, certains théoriciens estiment que le contact entre les groupes peut également engendrer du mépris et renforcer la méfiance, exacerbant potentiellement la conscience de la différence entre eux (Blumer, 1958).

Étant donné cette indétermination théorique, la littérature empirique récente s'est concentrée sur les effets du contact dans des contextes caractérisés par différentes relations entre groupes d'appartenance. Une branche importante de la littérature a étudié l'effet du contact dans le contexte des relations raciales, trouvant des résultats qui sont cohérents avec l'hypothèse du contact. Par exemple, des travaux récents ont montré que les personnes en contact avec des minorités raciales sont plus enclines à développer des interactions interraciales futures et à avoir des attitudes plus tolérantes envers les mino-

rités (Boisjoly *et al.*, 2006 ; Merlino, Steinhardt et Wren-Lewis, 2017 ; Carrell, Hoekstra et West, 2019 ; Bursztyn *et al.*, 2022). En revanche, notre travail se concentre sur le contact et la formation des identités nationales, rejoignant une littérature émergente qui étudie comment l'exposition interethnique contribue à la construction nationale (chapitre 7 sur Okunogbe, 2018 ; chapitre 14 sur Bazzi *et al.*, 2019). Contrairement à ces travaux, nous exploitons le contact induit par le service militaire. Compte tenu de la mobilité interne qu'il déclenche généralement, l'armée est particulièrement bien adaptée pour étudier le contact et la formation de l'identité¹.

Conscient de l'ambiguïté théorique du contact entre groupes, Allport (1954) a soutenu que l'hypothèse du contact serait plutôt valable sous quatre facteurs qualifiants : i) l'égalité de statut dans le contexte de l'interaction, ii) l'existence d'objectifs communs, iii) la réalisation de ces objectifs par un comportement coopératif, et iv) le soutien de l'environnement institutionnel. Dans de telles conditions, selon Allport, un contact significatif serait possible et les barrières préjudiciables tomberaient. Étant donné que les conscrits du service militaire ont le même statut, effectuent des tâches communes et opèrent dans un environnement fortement organisé, l'armée offrait un cadre excellent pour tester la formulation d'Allport de l'hypothèse du contact.

Le service militaire est également adapté à l'étude de la formation de l'identité. C'est parce que le service militaire se produit pendant la période de la vie d'un individu connue sous le nom d'années impressionnables (Krosnick et Alwin, 1989). C'est la période du début de l'âge adulte où les individus sont suffisamment âgés pour remettre en question et réfléchir à des choses tandis que leurs expériences sont encore des contacts récents (Mannheim et Kecskemeti, 1936). Le service militaire oblige les jeunes individus à quitter leur groupe social et à rejoindre un nouveau, généralement pour la première fois de leur vie, ce qui contribue à faire du service militaire l'une de leurs expériences les plus mémorables. Ces circonstances expliquent pourquoi tout facteur affectant l'identité d'un individu pendant ces années pourrait avoir des effets significativement persistants. Comme nous le montrons ci-dessous, cela est cohérent avec nos résultats.

DONNÉES PROVENANT D'UNE EXPÉRIENCE NATURELLE EN ESPAGNE

Le plus grand défi pour identifier l'effet causal du contact intergroupe est que le contact est généralement endogène : une personne sans préjugé envers d'autres groupes est également plus encline à avoir des contacts avec eux. Par conséquent, les différences observées dans les attitudes politiques entre les individus qui ont établi un contact et ceux qui n'en ont pas eu pourraient ne pas être liées au contact lui-même. Nous relevons ce défi en utilisant une source de variation quasi-expérimentale à l'échelle nationale qui a obligé les personnes de différentes régions à vivre ensemble pendant un an : le service militaire en Espagne.

1. Pour ce qu'il en est des travaux contemporains, Bagues et Roth (à paraître) exploitent également l'affectation de conscrits dans le service militaire espagnol pour étudier l'effet de l'exposition intergroupe sur un ensemble de résultats, y compris l'identité, trouvant des résultats cohérents avec les nôtres.

Le service militaire espagnol offre un scénario idéal pour étudier les effets du contact intergroupe sur la construction nationale pour deux raisons. Premièrement, l'Espagne est un pays multilingue avec des clivages ethnolinguistiques historiquement significatifs. Environ vingt pour cent de la population parle une langue différente de l'espagnol à la maison (Pew Research Center, 2019). De plus, l'existence de mouvements nationalistes régionaux et périphériques a façonné le paysage politique en Espagne depuis des décennies. Sans surprise, l'Espagne est l'un des pays avec la plus forte part de vote régionaliste (Desmet, 2021). La part la plus importante de ce soutien provient de quatre régions seulement : la Catalogne, le Pays basque, la Navarre et la Galice. Ces régions ont également des langues officielles autres que l'espagnol (catalan, basque et galicien), en plus d'une part substantielle de la population qui déclare des sentiments forts d'identité régionale, définis en opposition à l'identité espagnole. Dans Cáceres-Delpiano *et al.* (2021), nous appelons ces régions des régions à faible identité espagnole. Elles sont au cœur de notre analyse car ce sont les régions où l'entreprise de construction nationale espagnole a été menacée.

Deuxièmement, la mise en place du service militaire nous permet de contourner le problème de l'endogénéité potentielle dans la relation entre le contact et les préférences politiques. De 1987 à 1991, une loterie nationale déterminait où les conscrits devaient effectuer leur service militaire obligatoire. En pratique, cela signifiait que des individus de la même province se retrouvaient au hasard à faire leur service militaire dans des destinations différentes. L'allocation des conscrits dans différentes zones militaires était conçue de telle sorte que la plupart des conscrits feraient leur service militaire dans leur propre région. Par conséquent, les conscrits qui ont effectué leur service militaire en dehors de leur région ont également été plus au contact de collègues d'autres régions.

Notre stratégie empirique repose sur la comparaison de l'identité nationale et du comportement politique rapportés par des individus ayant une probabilité différente de terminer leur service militaire dans une région autre que la leur. Nous avons rassemblé les résultats de la loterie à partir des journaux espagnols et les données d'enquête individuelles des trois vagues (2013, 2015 et 2017) de l'Enquête sociale générale espagnole (ESGE) menée par le Centre de recherches sociologiques (CIS) espagnol. Il s'agit de la seule enquête publique qui contient des préférences autodéclarées sur l'identité nationale, le comportement politique et la formation d'amitié, ainsi que suffisamment d'informations pour déduire la destination du service militaire².

Un aspect important des résultats que nous présentons ci-dessous est qu'ils sont basés sur des individus qui ont été interrogés environ vingt-cinq ans après avoir terminé leur service militaire. Cela implique que tous les résultats que nous présentons doivent être interprétés comme des effets à long terme du contact intergroupe.

2. Voir l'article pour les détails sur la façon dont nous exploitons les caractéristiques de l'enquête ESGE conjointement avec les résultats de la loterie que nous avons recueillis à partir des journaux pour déduire la destination du service militaire de chaque conscrit.

LES EFFETS À LONG TERME DU CONTACT INTERGROUPE

La manière dont le service militaire est conçu garantit que les personnes servant dans une région différente de la leur ont eu plus de contacts avec des gens d'autres régions du pays. Tout d'abord, cela s'est produit parce que, pendant leur service ou leur temps libre, les conscrits ont eu l'occasion de rencontrer des habitants locaux. Il existe de nombreux témoignages d'anecdotes montrant comment les conscrits fréquentaient les cafés et les clubs locaux, ou comment ils partageaient des appartements dans les zones urbaines pour passer les week-ends hors des casernes³. Deuxièmement, et comme expliqué ci-dessus, les règles d'allocation territoriale des conscrits impliquaient que ceux qui effectuaient le service militaire en dehors de leur région étaient plus exposés aux gens d'autres régions. En fait, nous constatons que l'augmentation du contact a duré bien au-delà du service militaire. Dans nos données, nous observons que les individus qui ont effectué leur service militaire dans une région différente de la leur sont plus susceptibles d'avoir des gens qui viennent d'ailleurs au sein de leur cercle social intime. Cela peut se produire parce qu'ils ont rencontré des gens d'autres régions pendant leur service militaire, ou parce que le contact pendant le service a augmenté leur disposition à les rencontrer.

Quel est le résultat de ce contact sur l'identité nationale et les comportements politiques associés ? Nous constatons que les résultats sur la formation de l'identité et le vote dépendent étroitement de la région d'origine des conscrits. Les conscrits originaires de régions ayant une faible identité espagnole et qui ont été affectés à un camp en dehors de leur région renforcent leur identité espagnole autodéclarée d'environ dix-sept points de pourcentage. En revanche, nous ne constatons aucun effet pour ceux provenant des autres régions (c'est-à-dire celles caractérisées par une forte identité espagnole).

Cette hétérogénéité contribue à la construction de la nation pour deux raisons. Premièrement, l'identité espagnole est affectée positivement précisément dans ces régions où les identités régionales compromettent la construction nationale espagnole. Deuxièmement, cela n'exacerbe pas le nationalisme dans les régions qui ont déjà des niveaux élevés d'identité espagnole, ce qui implique que l'identité globale est moins polarisée entre les régions ayant une identité espagnole faible et celles où cette identité est forte.

Enfin, nous constatons que le changement d'identité nationale a des implications électorales. Premièrement, les personnes affectées à servir en dehors de leur région ont quatorze points de pourcentage de moins de chances de voter pour un parti régionaliste que celles qui ont été affectées à leur région d'origine. Cela est particulièrement utile pour la construction nationale, car la plupart des partis régionalistes sont ouvertement sécessionnistes. Deuxièmement, ces personnes sont également plus susceptibles, de dix-huit points de pourcentage, de participer aux élections nationales, ce que nous interprétons comme un signe d'un engagement plus important dans les affaires espagnoles.

3. Pour plus d'anecdotes similaires, voir par exemple LaVozdelSur (2021)

REMARQUES CONCLUSIVES

Nos résultats dans Cáceres-Delpiano *et al.* (2021) montrent que la répartition des conscrits à travers l'Espagne a créé des liens personnels entre des personnes issues de différentes régions et a contribué à la formation d'une identité nationale partagée en Espagne. Il est important de noter que ces effets ne sont pas directement liés au service militaire en soi, ce qui nous amène à penser que des résultats similaires pourraient être obtenus avec d'autres politiques non liées à l'armée, tant qu'elles impliquent une mobilité géographique des jeunes.

Le modèle naturel pour ce type de politiques sont les programmes d'échanges éducatifs. Depuis 1987, plus de 12 millions de jeunes Européens ont utilisé le programme Erasmus pour vivre et étudier dans d'autres pays européens. Bien qu'il y ait un certain consensus selon lequel le programme Erasmus a réussi à favoriser l'identité européenne, il n'y a pas d'études évaluant son impact causal, en partie en raison de la difficulté de traiter le problème d'endogénéité inhérent à l'analyse de tout programme volontaire. Cependant, si les décideurs européens sont prêts à favoriser l'identité européenne, nos résultats indiquent que des politiques touchant des publics plus larges, comme des bourses de voyage et de subsistance plus généreuses pour les étudiants, seraient efficaces pour atteindre cet objectif.

En général, nos résultats montrent que les politiques qui permettent aux gens de mieux se connaître pourraient en effet fonctionner pour créer des identités partagées. Cela est particulièrement important étant donné la préoccupation croissante suivant laquelle certaines sociétés pourraient souffrir de l'essor de nouvelles divisions régionales et identitaires (Klein, 2021).

Références

- Allport, Gordon W. (1954), *The Nature of Prejudice*, Cambridge University Press.
- Anderson, Benedict (1983), *Imagined communities : Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso books.
- Aspachs-Bracons, Oriol, Irma Clots-Figueras, Joan Costa-Font et Paolo Masella (2008), « Compulsory Language Educational Policies and Identity Formation », *Journal of the European Economic Association*, 6(2-3) :434-444. URL : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1162/JEEA.2008.6.2-3.434>.
- Bagues, Manuel and Christopher Roth (à paraître). « Interregional Contact and the Formation of a Shared Identity », *American Economic Journal : Economic Policy*.
- Bandiera, Oriana, Myra Mohnen, Imran Rasul et Martina Viarengo (2018), « Nationbuilding Through Compulsory Schooling during the Age of Mass Migration », *The Economic Journal*, 129 (n/a) : 62-109.
- Basso, Gaetano et Giovanni Peri (2020), « Internal mobility : The greater responsiveness of foreign-born to economic conditions », *Journal of Economic Perspectives*, 34 (3) : 77-98.
- Bazzi, Samuel, Arya Gaduh, Alexander D Rothenberg et Maisy Wong (2019), « Unity in Diversity ? How Intergroup Contact Can Foster Nation Building », *NBER Working Paper*, n° 25683 .

- Blumer, Herbert (1958), « Race prejudice as a sense of group position », *Pacific Sociological Review*, 1 (1) : 3-7.
- Boisjoly, Johanne, Greg J. Duncan, Michael Kremer, Dan M. Levy et Jacque Eccles (2006), « Empathy or Antipathy ? The Impact of Diversity », *The American Economic Review*, 96 (5) : 1890-1905. URL : <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.96.5.1890>.
- Bursztyn, L., T. Chaney, T.A. Hassan et A. Rao (2022), « The Immigrant Next Door : Long-Term Contact, Generosity, and Prejudice », *NBER Working Paper*, n° 28448.
- Cáceres-Delpiano, Julio, Antoni-Italo De Moragas, Gabriel Facchini et Ignacio Gonzalez (2021), « Intergroup contact and nation building : Evidence from military service in Spain », *Journal of Public Economics*, 201 : 104477.
- Carrell, Scott E., Mark Hoekstra et James E. West (2019), « The Impact of College Diversity on Behavior toward Minorities », *American Economic Journal : Economic Policy*, 11 (4) : 159-182. URL : <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.20170069>.
- Depetris-Chauvin, Emilio, Ruben Durante et Filipe R Campante (2020), « Building nations through shared experiences : Evidence from African football », *The American Economic Review*, 110 (5) : 1572-1602.
- Desmet, Klaus (2021), « The Instability of Nations : A Global Analysis of 3 000 Subnational Regions ».
- Desmet, Klaus, Ignacio Ortuño-Ortín et Romain Wacziarg (2012), « The political economy of linguistic cleavages », *Journal of Development Economics*, 97 (3) : 322-338.
- Gidron, Noam and Peter A Hall (2017), « The politics of social status : Economic and cultural roots of the populist right », *The British journal of sociology*, 68 : S57-S84.
- Klein, Ezra (2021), *Why we're polarized*. Avid Reader Press/Simon & Schuster.
- Krosnick, Jon A and Duane F Alwin (1989), « Aging and susceptibility to attitude change », *Journal of personality and social psychology*, 57 (3) : 416.
- LaVozdelSur (2021), « Te acuerdas del servicio militar ? ». URL : <https://www.lavozdelsur.es/opinion/ciudadano-saborido/te-acuerdas-servicio-militar258554102.html>
- Mannheim, K. et P. Kecskemeti (1936), *Essays on the Sociology of Knowledge*, Routledge.
- Merlino, Luca Paolo, Max Friedrich Steinhardt et Liam Wren-Lewis (2017), « More than Just Friends ? School Peers and Adult Interracial Relationships », *Journal of Labor Economics*, 37 (2).
- Okunogbe, Oyebola (2018), « Does Exposure to Other Ethnic Regions Promote National Integration ? : Evidence from Nigeria », *Policy Research Working Papers*, The World Bank. URL : <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/1813-9450-8606>.
- Pew Research Center (2019), « Spring 2019 Global Attitudes Survey ».
- Putnam, Robert D. (2007), « *E pluribus unum* : Diversity and community in the twenty-first century the 2006 Johan Skytte Prize Lecture », *Scandinavian political studies*, 30 (2) : 137-174.
- Rodrik, Dani (2021), « Why Does Globalization Fuel Populism ? Economics, Culture, and the Rise of Right-Wing Populism », *Annual Review of Economics*, 13 (1) : 133-170. URL : <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-070220-032416>.

CHAPITRE 7



Promouvoir l'intégration nationale grâce aux programmes de service national : les enseignements tirés de l'étude du cas du National Youth Service Corps du Nigeria

Oyebola OKUNOGBE, *Banque mondiale*

INTRODUCTION

Les programmes de service national sont une politique gouvernementale populaire visant à promouvoir les valeurs nationales et à développer un sentiment partagé d'identité nationale parmi les jeunes, tout en déployant leurs compétences pour atteindre les objectifs de développement national. McBride, Benitez et Sherraden (2003) fournissent des informations sur 73 programmes de service national non militaires dans le monde, tandis que Bodley-Bond et Cronin (2013) en identifient 18 en Afrique. Bien que ces programmes diffèrent en termes de durée, de volontariat et de focus des activités, ils ont presque toujours pour objectif explicite de promouvoir l'unité, la citoyenneté et la coopération¹. Dans de nombreux cas, ces programmes impliquent le déplacement physique des participants au service d'une région du pays à une autre. Utilisant des données provenant

1. Au Nigeria, le National Youth Service Corps poursuit « l'encouragement et le développement adéquats des liens communs entre les jeunes du Nigeria et la promotion de l'unité nationale (National Youth Service Corps, 2015) ». Le programme de service de la Malaisie vise à « développer et renforcer l'esprit de patriotisme parmi les jeunes et encourager l'intégration nationale et l'unité raciale » (Département de formation au service national de la Malaisie, 2015). De même, l'un des objectifs du National Service Scheme au Ghana est de « promouvoir l'unité nationale et renforcer les liens de la citoyenneté commune parmi les Ghanéens » (National Service Scheme Ghana, 2015). Au Kenya, le National Youth Service cherche à promouvoir chez ses participants « les valeurs de discipline, de démocratie, de citoyenneté et de coopération » (National Youth Service Kenya, 2015).

du National Youth Service Corps (NYSC) du Nigeria, ce chapitre discute des principales conclusions de Okunogbe (à venir) sur l'impact qu'a le fait de vivre pendant un an dans une région ethniquement différente lors du service national sur les actions et attitudes des participants, qui sont importantes pour la construction nationale. Il compare les participants assignés de manière aléatoire pour servir dans leur région ethnique à ceux assignés pour servir dans une région ethnique différente.

Différentes caractéristiques des programmes de service national peuvent avoir un impact sur la construction nationale. Tout d'abord, en permettant à des jeunes de milieux différents de vivre, de travailler et de servir ensemble, ces programmes favorisent les contacts interpersonnels positifs entre les participants de différents groupes, ce qui peut réduire les préjugés et augmenter la tolérance (Allport, Clark et Pettigrew, 1954 ; Brown et Hewstone, 2005). Au-delà de leur cohorte, les participants sont également exposés aux membres de la communauté locale de leur lieu de service. S'ils servent dans une région différente, cela engendre une exposition supplémentaire à d'autres groupes. Deuxièmement, le fait de se déplacer dans une région différente, de voir l'étendue du pays de leurs propres yeux et d'expérimenter différentes cultures peut élargir l'identité des participants au-delà de leur groupe ethnique ou religieux et les amener à adopter une identité nationale. Troisièmement, la migration temporaire vers une autre partie du pays peut augmenter la probabilité future des participants de migrer vers d'autres régions en réduisant les barrières mentales à la migration, telle que la peur de vivre dans des endroits inconnus. Cela peut également les rendre plus informés des opportunités dans d'autres parties du pays. Cette étude se concentre spécifiquement sur l'impact engendré par le fait de servir dans une région ethnique différente, et non sur l'effet global du service, ou les effets potentiels de l'exposition à une cohorte diverse.

MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Le National Youth Service Corps (NYSC) du Nigeria a été fondé en 1973 pour reconstruire, réconcilier et rebâtir le pays à la suite d'une guerre civile de trois ans qui s'est terminée en 1970. C'est un programme obligatoire d'un an pour tous les diplômés d'universités et autres établissements d'enseignement supérieur²³. Bien que le programme ne dure qu'un an, il peut avoir des effets persistants car il intervient à un moment critique de la vie de ces jeunes. Les membres du corps sont généralement affectés à l'enseignement dans les écoles, mais peuvent également être affectés à travailler dans des agences gouvernementales ou des organisations privées. À partir d'une cohorte initiale de 2 364 membres du corps, le programme est passé à plus de 250 000 par an, et est le plus grand de ces programmes en Afrique. Avec un budget annuel de 400 millions de dollars en 2020, il mobilise des ressources équivalentes au tiers du budget fédéral consacré à la santé dans le pays.

2. Les seules personnes exemptées sont celles qui ont plus de 30 ans au moment de l'obtention de leur diplôme, celles qui ont reçu des honneurs nationaux, ou celles qui ont servi dans la police, l'armée ou d'autres agences de sécurité.

3. Le gouvernement impose la participation en rendant illégal pour les employeurs du secteur privé ou public d'employer tout diplômé qui ne possède pas un certificat de fin de service ou d'exemption du NYSC.

Une caractéristique unique du NYSC est que les membres du corps sont affectés de manière aléatoire pour servir dans l'un des 37 États du pays, autre que leur État d'origine, avec pour objectif que la cohorte dans chaque État reflète la composition de la cohorte nationale⁴. La conception de la recherche dans Okunogbe (à paraître) exploite cette caractéristique du programme pour examiner l'impact de l'exposition temporaire des individus à une région ethnique différente sur leurs actions et attitudes qui sont importantes pour la construction nationale. L'étude examine l'impact sur les diplômés d'une université qui appartiennent à l'un des groupes ethniques dominants, les Yorubas, lorsqu'ils sont exposés à d'autres régions du pays pendant le NYSC. La figure 1 montre les différentes régions ethniques du Nigeria.

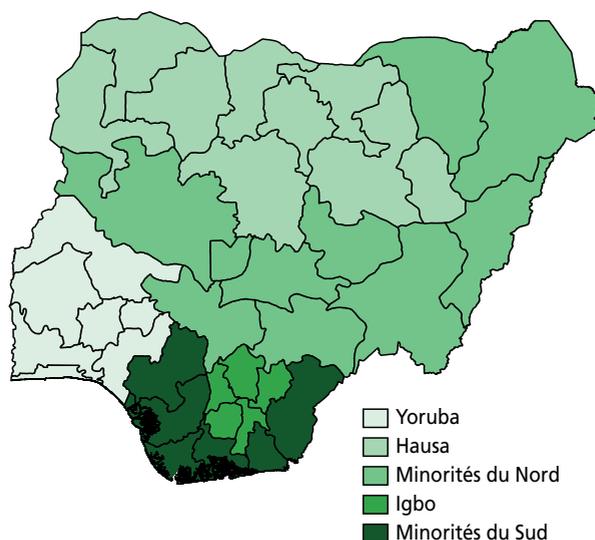


Figure 1 – Répartition des groupes ethniques majoritaires à travers les États du Nigeria.

Note : Cette figure indique le groupe ethnique majoritaire (plus de 50 % de la population) dans chaque État. Les États des « minorités du Sud » et des « minorités du Nord » n'ont aucun groupe ethnique représentant plus de 50 % de la population. Les proportions de groupes ethniques sont calculées à partir des données des enquêtes démographiques et sanitaires de 2008.

Étant donné les affectations aléatoires dans les États, les participants affectés à différents États sont dans la même situation concernant leurs attentes. En tant que telle, l'étude compare les résultats entre les participants affectés aux États majoritairement Yoruba (le « groupe témoin ») et ceux affectés aux États non-majoritairement Yoruba (le « groupe de traitement »). L'étude collecte notamment des résultats 7 ans plus tard, offrant une occasion d'observer des impacts durables après que les participants sont retirés du cadre institutionnel dans lequel l'exposition s'est produite.

4. La procédure d'affectation des diplômés à des États semble avoir changé au cours des dernières années car le NYSC demande les préférences de localisation des diplômés, mais ne garantit pas qu'ils seront affectés à l'un de leurs choix préférés.

Une autre conséquence importante de la randomisation est que, puisque chaque État reçoit un mélange d'étudiants de différents États du pays, chaque participant est exposé à une cohorte de pairs diversifiée. Tous les effets de l'exposition à des personnes d'autres groupes ethniques, tels que ceux prédits par la théorie du contact intergroupe qui se produit parmi les participants du NYSC, ne sera pas détecté par cette conception puisque tous les participants rencontrent cette situation. Cette étude se concentre plutôt sur la marge intensive d'exposition : quel est l'impact de vivre dans une région ethnique différente, comparé au fait de vivre et travailler aux côtés d'un mélange diversifié de pairs au sein de sa région ethnique ?

L'étude utilise trois ensembles de données. Tout d'abord, elle obtient des données administratives sur les publications d'étudiants et les coordonnées de contact à partir des dossiers d'anciens élèves d'une université partenaire située dans un État à majorité yoruba dans le sud-ouest du Nigeria. L'étude se concentre sur la cohorte de 2008 car c'est la première année pour laquelle il y a des informations de contact significatives pour les anciens élèves. Deuxièmement, en utilisant les informations de contact disponibles, elle contacte ces anciens élèves et mène une enquête téléphonique pour collecter des informations sur les résultats de préférence révélés observables, tels que la migration volontaire future vers d'autres régions, la connaissance des différentes parties du pays et les relations étroites avec des personnes d'autres groupes ethniques, ainsi que les attitudes déclarées envers le pays, leur groupe ethnique et d'autres groupes ethniques. Pour éviter de biaiser les répondants et de minimiser le biais de la demande expérimentale, l'enquête a été présentée comme une enquête d'anciens élèves et il n'a été fait mention du NYSC qu'à la dernière section de l'enquête. Sur les 1256 étudiants yorubas de la cohorte, l'équipe d'enquête a réalisé des entretiens avec 644 personnes, réparties également entre les groupes de traitement et de contrôle. Troisièmement, en utilisant divers ensembles de données, elle compile des informations sur les caractéristiques de l'État telles que la part de différentes religions et ethnies, les niveaux de pauvreté, la distance, la part rurale, l'alignement politique avec le gouvernement fédéral et le nombre d'événements violents sur la période d'étude⁵.

Okunogbe (à paraître) décrit en détail la procédure du NYSC qui utilise un algorithme informatique pour assigner aléatoirement les étudiants à différents États et utilise des données administratives et d'enquête pour effectuer des vérifications d'équilibre de

5. Les données sur la composition ethnique et religieuse des États proviennent de l'Enquête démographique et de santé du Nigéria (Commission nationale de la population NPC Nigeria et ICF Macro, 2009) ; les données sur la fractionnalisation ethnique proviennent de Gershman et Rivera (2018). Je calcule la distance géographique entre la ville universitaire et la capitale de chaque État à l'aide d'ArcGIS ; les données sur la pauvreté de chaque État proviennent du Rapport national sur le profil de la pauvreté 2010 du Bureau national des statistiques (Bureau national des statistiques, 2009). Je calcule la part rurale de chaque État à partir de la classification rurale/urbaine des gouvernements locaux du fichier de recensement 2006. Je mesure l'alignement politique du gouvernement de l'État avec le gouvernement fédéral en fonction de l'appartenance politique du gouverneur de l'État à l'époque, qui est du même parti politique que le président. Les données sur le nombre d'événements violents dans chaque État proviennent du projet de localisation et de données sur les événements de conflit armé (ACLED) (Raleigh *et al.*, 2010).

randomisation afin de confirmer que les caractéristiques des participants ne sont pas systématiquement corrélées avec l'affectation à un État non yoruba. L'étude examine également les deux principales façons dont les participants peuvent s'écarter de l'affectation aléatoire. Premièrement, environ 10 % des participants déclarent avoir influencé leur affectation initiale au NYSC (avant que les affectations ne soient connues). Ces personnes sont exclues des analyses car ces affectations ne sont pas aléatoires.

Deuxièmement, environ 13 % des personnes ne servent pas dans leur État assigné mais sont redéployées dans un autre État. Ces personnes sont maintenues dans l'échantillon. Pour traiter leur non-conformité à l'affectation de traitement, l'étude utilise la majorité ethnique de l'État assigné comme variable instrumentale pour estimer l'effet de la majorité ethnique de l'État dans lequel l'individu sert. Cela donne l'effet moyen local du traitement (EMTL) pour ceux pour qui l'affectation NYSC détermine leur État de service.

Les États du Nigeria diffèrent sur d'autres caractéristiques en plus de l'ethnicité. Pour examiner l'impact de l'exposition à une région ethnique différente en maintenant les autres variables constantes, une spécification alternative comprend comme variables de contrôle d'autres caractéristiques de l'État : distance jusqu'à la ville universitaire, part de la population rurale de l'État, part musulmane, taux de pauvreté, diversité ethnolinguistique, alignement politique avec le gouvernement fédéral et nombre d'événements violents sur la période d'étude. Les résultats sont très similaires à la spécification sans ces variables, ce qui suggère que les résultats sont principalement dus à l'exposition ethnique.

RÉSULTATS

Servir dans un État non yoruba augmente les interactions quotidiennes avec des non-yorubas et diminue les interactions avec des Yorubas pendant le NYSC. 53 % des participants qui ont servi dans un État yoruba ont eu plus de la moitié de leurs interactions régulières avec d'autres Yorubas, par rapport à 24 % de ceux qui ont servi dans des États non-yorubas. De même, 47 % (53) de ceux qui ont servi dans un État haoussa (igbo) ont eu la majorité de leurs interactions quotidiennes avec des Haoussas (Igbos).

Les résultats indiquent deux effets généraux de l'exposition à d'autres régions. Le premier ensemble de résultats montre que le fait de servir en dehors de sa région ethnique favorise l'intégration, comme en témoignent une plus grande migration interne, une meilleure connaissance des autres États et une plus grande volonté de migrer parmi les participants traités. Les participants traités ont également plus de fierté nationale et sont plus susceptibles d'avoir fréquenté quelqu'un d'une région ethnique différente. Le deuxième ensemble de résultats est que le fait de servir dans une région ethnique différente amène les participants à développer un attachement plus grand à leur groupe ethnique. Les participants qui vivent parmi d'autres groupes ethniques pendant le service national ont une plus grande fierté ethnique et des attitudes améliorées envers leur propre groupe. Ces résultats suggèrent que l'identité nationale et ethnique peuvent prospérer ensemble.

La migration interne est un aspect clé de l'intégration nationale. C'est une action tangible qui reflète l'ouverture des individus à s'installer dans d'autres régions du pays. Depuis sa création, le NYSC a cherché « à encourager les membres du corps de service à chercher, à la fin de leur service, un emploi dans tout le pays, favorisant ainsi

la libre circulation de la main-d'œuvre » (National Youth Service Corps, 2015). En effet, l'étude montre que, sept ans plus tard, les participants yorubas qui ont servi dans une région non yoruba sont cinq fois plus susceptibles de vivre dans une région non yoruba (Figure 2). Ce résultat est important car il ne se limite pas aux individus qui choisissent de rester dans l'État ou la région ethnique où ils ont servi, par exemple en raison de réseaux ou de canaux spécifiques à la culture tels que l'apprentissage de la langue locale. Au lieu de cela, les participants traités sont également plus susceptibles de vivre dans tout le pays.

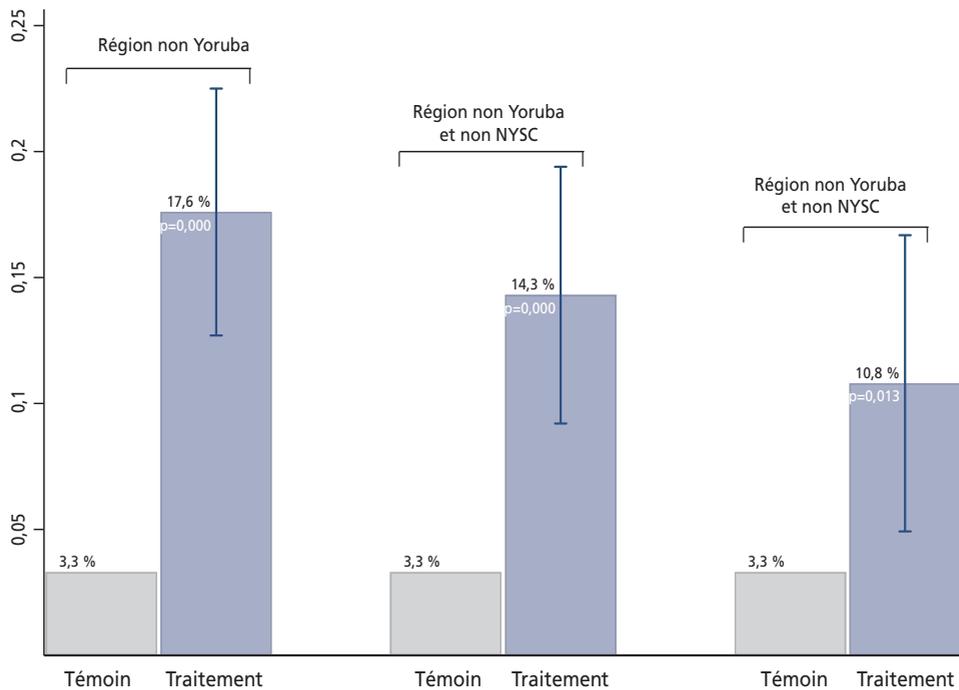


Figure 2 – Influence liée au service dans une région non Yoruba sur la migration interne.

Note : Les valeurs proviennent des coefficients d'une régression IV de la variable de résultat donnée sur une variable indicatrice indiquant si l'individu a servi dans un État non Yoruba (instrumentalisée avec une variable indicatrice indiquant si l'individu a été affecté à un État non Yoruba). Toutes les régressions incluent des contrôles pour les caractéristiques individuelles de base, ainsi que des effets fixes pour le cours étudié, l'État d'origine et l'intervieweur. Les erreurs standards sont regroupées par l'État de placement. La ligne verticale montre l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre le traitement et le contrôle. Les variables de résultat sont codées à partir de la réponse à la question : « Dans quel État habitez-vous actuellement ? », et excluent les 2 % des répondants vivant hors du Nigeria. $N = 573$

Une plus grande migration vers d'autres régions ethniques peut être due au fait que les participants exposés sont plus informés sur les opportunités dans d'autres parties du pays, ou parce qu'ils ont une plus grande volonté intrinsèque de migrer. L'étude fait état de données pour ces deux cas de figure. Les participants interrogés sont plus informés sur les autres régions ethniques, comme le montre un court quiz dans l'enquête qui demande aux participants de nommer les capitales et les gouverneurs d'un ensemble donné d'États

(Figure 3). Il n'y avait aucune différence dans la connaissance des États yorubas. Tout comme le résultat sur la migration, les participants ne deviennent pas seulement plus informés sur la région où ils ont été affectés. Ils deviennent également plus informés sur d'autres États non yorubas.

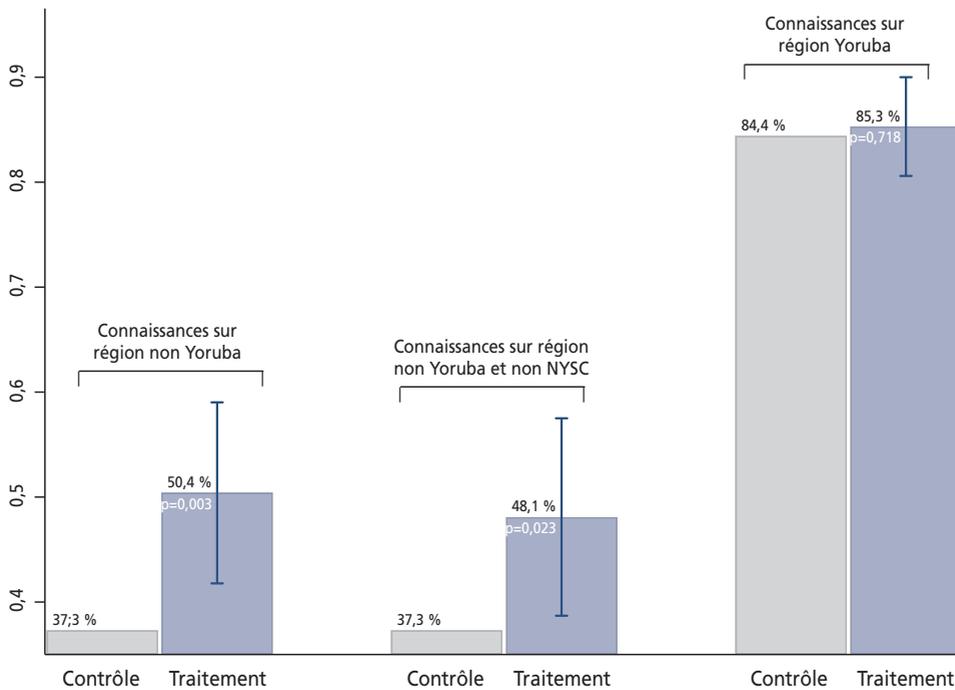


Figure 3 – L'impact lié au fait de servir dans une région non Yoruba sur la connaissance des autres régions.

Note : Les valeurs proviennent des coefficients d'une régression IV de la variable de résultat donnée sur une variable indicatrice indiquant si l'individu a servi dans un État non Yoruba (instrumentalisée avec une variable indicatrice indiquant si l'individu a été affecté à un État non Yoruba). Toutes les régressions incluent des contrôles pour les caractéristiques individuelles de base, ainsi que des effets fixes pour le cours étudié, l'État d'origine et l'intervieweur. Les erreurs standards sont regroupées par l'État de placement. La ligne verticale montre l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre le traitement et le contrôle. La variable de résultat est codée à partir de la part de bonnes réponses à la question : « Qui est le gouverneur actuel de [insérer l'État] ? » et « Quelle est la capitale de [insérer l'État] ? ». $N = 575$.

Pour ne pas prendre en compte les différences dans l'information sur les opportunités dans différents États, l'enquête demande également aux participants leur volonté de migrer vers différentes régions (Hausa, Igbo, Yoruba) pour accepter une offre d'emploi hypothétique avec une augmentation de salaire donnée (10 pour cent, 50 pour cent, 100 pour cent), ce qui donne un total de 9 résultats pour chaque participant. Les lignes en pointillé de la Figure 4 montrent que pour chaque lieu et niveau de revenu, les participants traités expriment une plus grande volonté de migrer. Ces résultats suggèrent qu'au-delà de l'augmentation des connaissances sur les opportunités, l'exposition préalable à des régions inconnues réduit les coûts psychologiques de la migration. À l'appui de cette

idée, les résultats des groupes de discussion avec les participants indiquent que « la peur de l'autre » est une barrière mentale importante que l'exposition réduit.

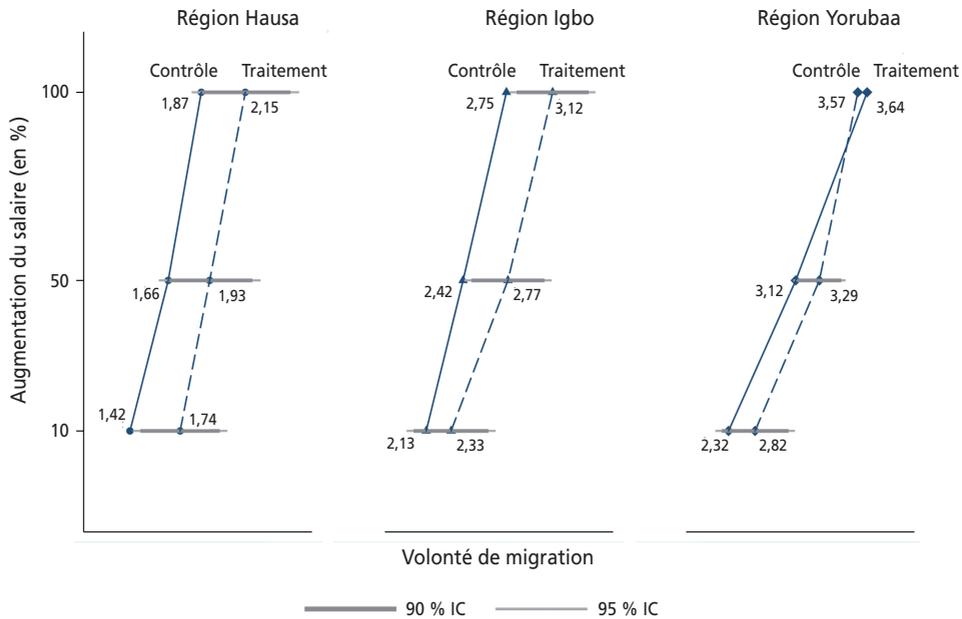


Figure 4 – L'influence de servir dans une région non Yoruba sur le désir d'émigrer.

Note : Cette figure affiche le décalage vers la droite de la volonté des répondants traités de migrer (ligne en pointillé) à différents niveaux d'augmentation salariale pour les États de différentes régions par rapport au groupe témoin (ligne pleine). Les valeurs sont obtenues à partir des coefficients d'une régression IV (avec des effets individuels fixes) de la volonté de migration d'un individu sur des variables indicatrices pour chacun des lieux et combinaisons de salaire, croisées avec la question de savoir si l'individu a servi dans une région non yoruba (instrumenté par la variable d'interaction des combinaisons de lieu de travail et de salaire et de savoir si l'individu a été affecté à une région non yoruba). Les erreurs types sont regroupées par individu. La ligne horizontale épaisse montre l'intervalle de confiance à 90 % de la différence entre le traitement et le groupe témoin. La ligne horizontale légère montre l'intervalle de confiance à 95 %. Les questions sont : « Si on vous proposait un emploi dans le même domaine de carrière dans [insérer les États haoussa, igbo, yoruba] avec une augmentation de salaire de [10 %, 50 %, 100 %], à quel point seriez-vous susceptible de l'accepter ? » où 1 correspond à « Très peu probable » et 4 correspond à « Très probable ». $N = 579$

Un autre aspect fondamental de la construction nationale est que les individus développent un sentiment d'identité nationale, en plus de leur identité ethnique. L'enquête demande aux participants d'indiquer sur une échelle de 1 à 7 à quel point ils sont fiers d'être Nigériens, ainsi que leur fierté d'être Yoruba. Elle leur demande également à quelle identité ils s'identifient le plus. Servir dans une région non Yoruba augmente à la fois la fierté nationale et ethnique de 0,5 points, ce qui équivaut à 0,3 écart-type (Figure 5). L'étude ne détecte pas d'impact statistiquement significatif sur le choix des répondants entre l'identité nationale et l'identité ethnique, et peut écarter une augmentation de 0,19 écart-type et une diminution de 0,45 écart-type de la préférence pour l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique.

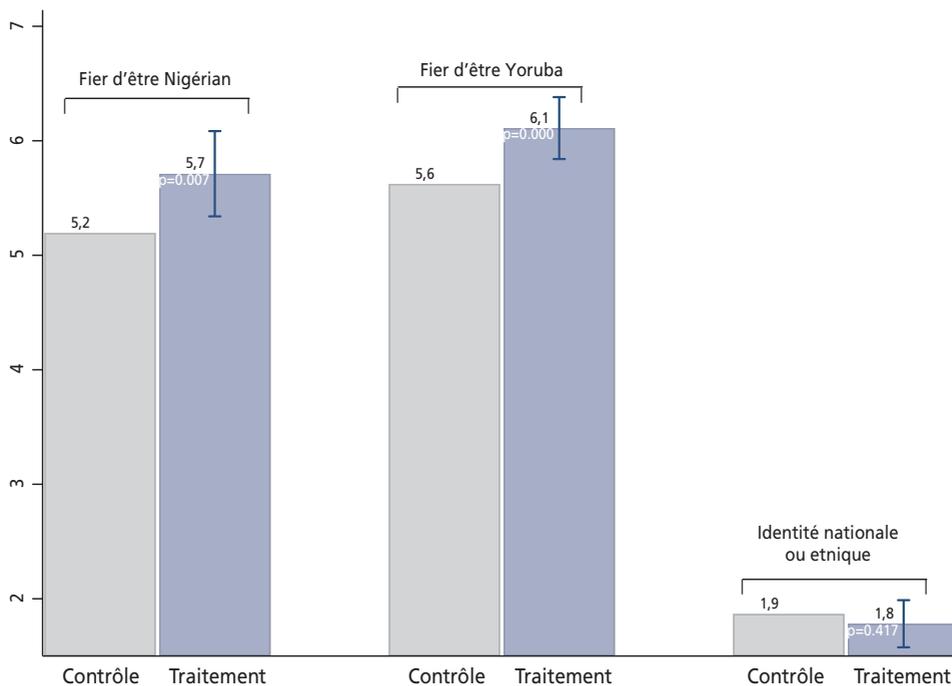


Figure 5 – L'influence de servir dans une région non Yoruba sur l'identité ethnique et sur l'identité nationale.

Note : Les valeurs sont issues des coefficients d'une régression IV de la variable de résultat donnée sur une variable indicatrice indiquant si l'individu a servi dans un État non Yoruba (instrumenté avec une variable indicatrice indiquant si l'individu a été affecté à un État non Yoruba). Toutes les régressions incluent des contrôles pour les caractéristiques individuelles de base, ainsi que des effets fixes pour le cours étudié, l'État d'origine et l'intervieweur. Les erreurs standards sont regroupées par État d'affectation. La ligne verticale montre l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre le traitement et le groupe témoin. Les variables de résultat proviennent des questions : « Dans quelle mesure êtes-vous fier d'être [Nigérian, Yoruba] ? » où 1 est « Pas du tout fier » et 7 est « Extrêmement fier ». Et « Si vous deviez choisir entre être un Nigérian et être un Yoruba, de ces deux groupes, auquel vous sentiriez-vous le plus attaché ? » où les options sont : « Se sentir seulement Yoruba (0), Se sentir plus Yoruba que Nigérian (1), Se sentir plus Nigérian que Yoruba (2) et Se sentir seulement Nigérian (3) ». $N = 582, 579, 566$ pour les trois résultats respectivement.

Les entretiens et les groupes de discussion fournissent une vision plus approfondie de ces résultats. Les participants ont décrit comment leur connaissance et leur appréciation du pays ont augmenté en voyant le magnifique paysage physique et la diversité culturelle du pays. Ces expériences les ont fait réaliser qu'ils appartiennent à quelque chose de plus grand que ce dont ils avaient conscience auparavant. En même temps, ils ont décrit comment le fait d'être étranger dans la communauté locale a fait ressortir de manière accrue leur identité ethnique. Ils ont également décrit des pratiques culturelles inhabituelles qu'ils ont rencontrées dans leur communauté d'accueil, et qu'ils compareraient généralement moins favorablement à leur propre culture.

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que la fierté nationale et ethnique ne sont pas mutuellement exclusives : non seulement elles peuvent coexister, mais elles peuvent également croître simultanément. Cette constatation est en accord avec les résultats de

la littérature sur la migration internationale montrant que les migrants peuvent afficher une forte association et un engagement envers leur culture d'origine ainsi que leur culture d'accueil (Constant, Gataullina et Zimmermann, 2009 ; Georgiadis et Manning, 2013).

Développer des attitudes et des relations positives avec des personnes d'autres horizons est un autre élément important de la construction nationale. L'enquête demande aux participants à quel point ils se sentent proches des Nigériens d'autres groupes ethniques (Haoussas, Igbos et Yorubas), combien ils leur font confiance et s'ils soutiendraient un proche parent qui souhaiterait épouser quelqu'un de ce groupe. L'analyse ne détecte pas d'impact statistiquement significatif du service dans un État non Yoruba sur un indice de ces attitudes envers les non-Yorubas (Figure 6). Elle peut exclure une augmentation de 0,27 écart-type et une diminution de 0,32 écart-type sur un indice d'attitudes envers les autres groupes. Au lieu de cela, conformément au résultat sur la fierté ethnique, les participants qui ont vécu dans des États non Yoruba pendant le NYSC développent une affinité accrue pour leurs concitoyens (Figure 6).

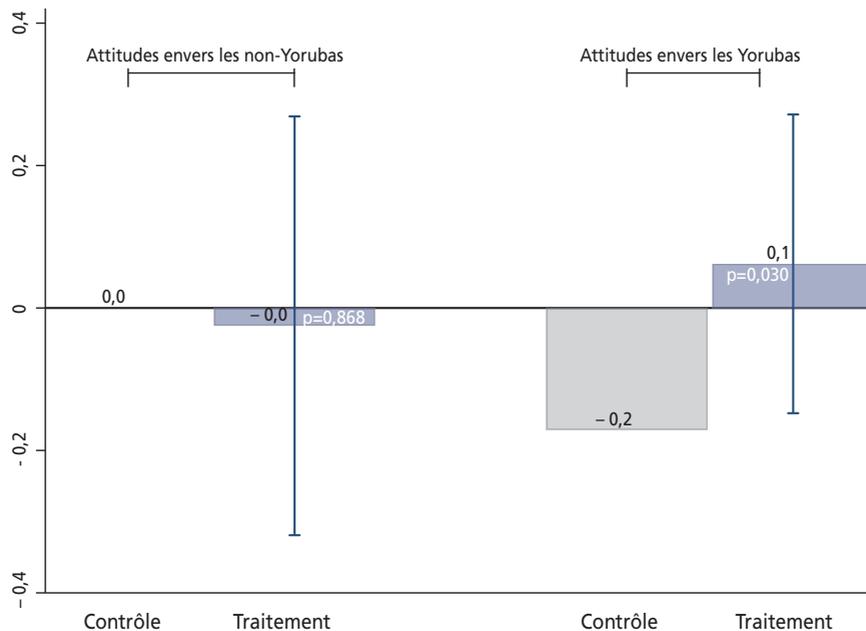


Figure 6 – Impact du service dans une région non Yoruba sur les attitudes interethniques.

Note : Les valeurs proviennent des coefficients d'une régression IV de la variable de résultat donnée sur une variable indicatrice indiquant si l'individu a servi dans un État non yoruba (instrumenté par une variable indicatrice indiquant si l'individu a été affecté à un État non yoruba). Toutes les régressions incluent des contrôles pour les caractéristiques individuelles de base, ainsi que des effets fixes pour le cours étudié, l'État d'origine et l'intervieweur. Les erreurs standards sont regroupées par État d'affectation. La ligne verticale montre l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre le traitement et le groupe témoin. Les résultats sont obtenus à partir des questions suivantes : « À quel point vous sentez-vous proche des [Hausas, Igbos, Yorubas] ? », où 1 signifie « Pas du tout proche » et 7 signifie « Extrêmement proche », « À quel point faites-vous confiance aux [Hausas, Igbos, Yorubas] ? », où 1 signifie « Pas du tout » et 7 signifie « Beaucoup », et « Supposons que l'un de vos proches parents épouse un [Hausa, Igbo, Yoruba], seriez-vous favorable ou opposé à ce que cela se produise ? », où 1 signifie « Fortement opposé » et 5 signifie « Fortement favorable ». $N = 582$.

Outre les attitudes, l'enquête interroge également les répondants sur leurs relations amoureuses. Les résultats révèlent que ceux qui ont servi dans une région non Yoruba ont 14 points de pourcentage de plus de chances d'avoir déjà fréquenté une personne non Yoruba (Figure 7). De plus, il y a un impact positif mais non statistiquement significatif sur le mariage avec une personne non Yoruba. De manière significative, les résultats sur les relations amoureuses se concentrent sur l'ethnie de l'État d'accueil auquel les participants ont été exposés, ce qui suggère que le mécanisme pertinent était une opportunité accrue de développer des relations conditionnelles au niveau d'affinité, plutôt qu'une affinité accrue pour le groupe.

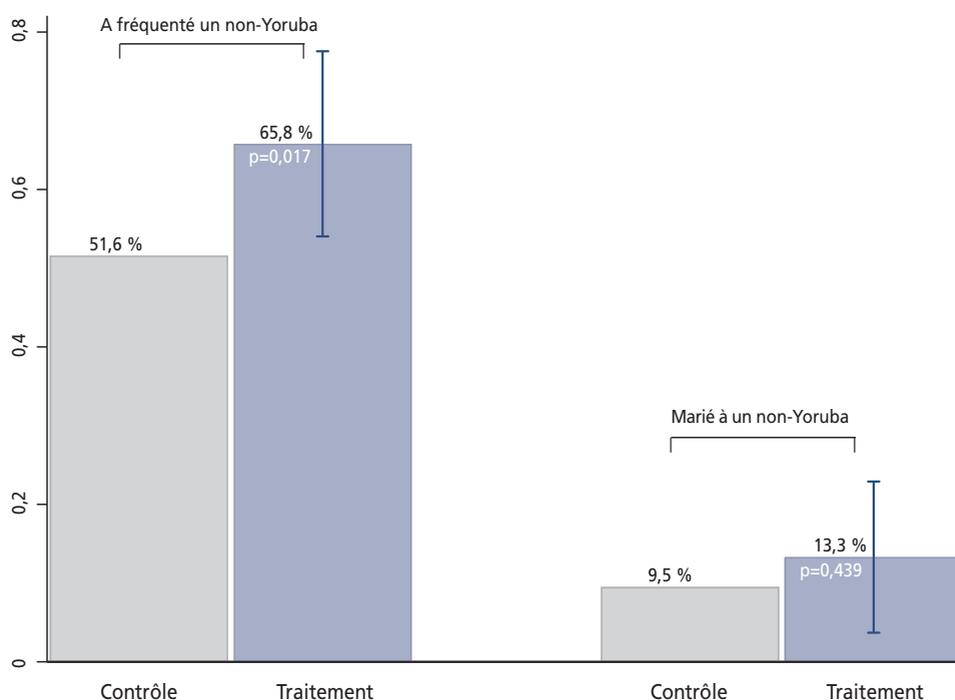


Figure 7 – Impact de l'affectation dans une région non Yoruba sur les relations interethniques.

Note : Les valeurs sont des coefficients d'une régression IV de la variable de résultat donnée sur une variable indicatrice indiquant si l'individu a servi dans un État non Yoruba (instrumenté avec une variable indicatrice indiquant si l'individu a été affecté à un État non Yoruba). Toutes les régressions incluent des contrôles pour les caractéristiques individuelles de base, ainsi que des effets fixes pour le cours étudié, l'État d'origine et l'intervieweur. Les erreurs types sont regroupées par État d'affectation. La ligne verticale montre l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre le traitement et le contrôle. Avoir déjà fréquenté un(e) Non Yoruba est codé à partir de la réponse à la question : « Avez-vous fréquenté ou été en relation sérieuse avec quelqu'un qui est d'un groupe ethnique [Hausa, Igbo, Yoruba, autre] ? ». Marié à un(e) Non Yoruba (parmi les personnes mariées) est codé à partir de la réponse à la question : « De quel groupe ethnique est votre conjoint ? ». $N = 581, 388$ pour les deux résultats respectivement.

Outre l'ethnicité, la religion est l'autre dimension la plus importante de l'identité au Nigeria. Contrairement à la région Haoussa majoritairement musulmane et à la région

Ibo majoritairement chrétienne, les États Yoruba ont une bonne représentation des deux religions. L'étude examine donc si les résultats de l'intégration nationale diffèrent lorsque le participant partage la religion de la communauté d'accueil. Alors que la même religion pourrait augmenter la confiance mutuelle, le fait d'avoir une religion différente peut présenter une couche supplémentaire d'exposition pour élargir la vision du monde des participants. L'étude ne trouve pas d'impacts statistiquement significatifs sur les principaux résultats, mais trouve des preuves suggestives que le résultat sur la migration vers une région non Yoruba est doublé pour ceux qui ont servi dans un État non Yoruba avec une religion différente.

IMPLICATIONS POLITIQUES

Les résultats de cette étude mettent en évidence l'impact durable de la caractéristique de relocalisation physique du NYSC. L'exposition des participants à une région ethnique différente accroît leur familiarité avec d'autres parties du pays et les rend plus susceptibles de migrer vers d'autres régions. Ils ont également une plus grande fierté nationale. De plus, le fait d'être exposé à plus de personnes de l'ethnie de l'État d'accueil augmente la probabilité de relations amoureuses avec elles. Ces résultats suggèrent que les programmes de service national peuvent jouer un rôle clé dans la construction de la nation.

Il est important de souligner que ces résultats ne sont pas motivés par une plus grande proximité ou confiance envers les non-Yorubas en raison de leur cohabitation. L'observation d'une plus grande mobilité physique en l'absence d'une plus grande cohésion intergroupe soulève la question de savoir dans quelle mesure l'intégration physique est souhaitable en soi si elle ne favorise pas une meilleure compréhension et une coopération accrue entre les groupes. Bien qu'il puisse y avoir d'importants avantages économiques pour les personnes qui poursuivent désormais librement des opportunités économiques dans différentes régions, les conséquences sociales ne sont pas claires. Kaufmann (1996) soutient que dans les pays ayant connu des conflits civils, la séparation physique des différents groupes dans différentes régions est le seul moyen d'empêcher les futurs conflits. Cependant, comme le souligne Laitin (2004) avec les exemples des Igbo au Nigeria qui sont retournés en grand nombre dans l'État haoussa de Kano après la guerre civile, le mélange ethnique volontaire se poursuit même après un conflit grave. Dans des cas comme celui-ci, lorsque l'intégration physique se produit indépendamment d'une plus grande cohésion sociale, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer l'impact sur un éventail de résultats tels que la violence, la prestation de biens publics, la croissance économique, la stabilité politique, entre autres.

Au moment où les participants deviennent plus attachés au pays, ils deviennent également plus attachés à leur propre groupe ethnique. Une explication possible est que les participants traités, qui dans ce cas sont issus d'un groupe majoritaire, deviennent une minorité lorsqu'ils passent dans un autre groupe. Ce changement de statut peut particulièrement rendre leur propre ethnicité plus saillante pour eux. Ainsi, la relocalisation physique des participants au service national peut avoir des effets différents sur différents types de participants.

Enfin, contrairement à l'idée communément admise selon laquelle les identités nationales et ethniques sont en conflit, ces résultats montrent que l'attachement aux deux identités peut croître en réponse à des interventions comme celle-ci. Cette constatation suggère que les programmes de service national n'ont pas besoin de diminuer l'identité ethnique des participants pour promouvoir une identité nationale.

Références

- Allport, Gordon Willard, Kenneth Clark et Thomas Pettigrew (1954), *The Nature of Prejudice*.
- Bodley-Bond, Carrie et Karena Cronin (2013), « Overview of the national youth service landscape in Sub-Saharan Africa », *Volunteer and Service Enquiry Southern Africa (VOSESA)*, Working paper series.
- Brown, Rupert et Miles Hewstone (2005), « An Integrative Theory of Intergroup Contact », *Advances in Experimental Social Psychology*, 37 : 255-343.
- Constant, Amelie F., Liliya Gataullina et Klaus F. Zimmermann (2009), « Ethnosing Immigrants », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 69 (3) : 274-287.
- Georgiadis, Andreas et Alan Manning (2013), « One Nation Under a Groove ? Understanding National Identity », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 93 : 166-185.
- Gershman, Boris et Diego Rivera (2018), « Subnational Diversity in Sub-Saharan Africa : Insights from a New Dataset », *Journal of Development Economics*, 133 : 231-263.
- Kaufmann, Chaim (1996), « Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars », *International Security*, 20 (4) : 136-175.
- Laitin, David D. (2004), « Ethnic Unmixing and Civil War », *Security Studies*, 13 (4) : 350-365.
- McBride, Amanda Moore, Carlos Benitez et Michael Sherraden (2003), « The forms and nature of civic service : A global assessment », Research Report. St. Louis : Center for Social Development, Washington University.
- National Bureau of Statistics (2009), « Nigeria Poverty Profile Report 2010 », *Harmonised Nigeria Living Standard Survey*, 2009.
- National Population Commission NPC Nigeria and ICF Macro (2009), « Nigeria Demographic and Health Survey 2008 », Abuja, Nigeria : National Population Commission and ICF Macro.
- National Service Scheme Ghana (2015), « About Us », Retrieved 2015/08/14 from <http://www.nss.gov.gh>.
- National Service Training Department Malaysia (2015), « Objective », Retrieved 2015/08/14 from <http://www.khidmatnegara.gov.my/en/plkn/objektif>.
- National Youth Service Corps (2015),. « NYSC Decree of 1973 », Retrieved 2015/08/14 from <http://www.nysc.gov.ng/downloads/nysc-decree.php>.
- National Youth Service Kenya (2015), « Core Values », Retrieved 2015/08/14 from <http://nysc.go.ke/public/index.php/content/item/43/Core-Values>.
- Okunogbe, Oyebola Motunrayo (à paraître), « Does Exposure to Other Ethnic Regions Promote National Integration ? : Evidence from Nigeria », *American Economic Journal : Applied Economics*.
- Raleigh, Clionadh, Andrew Linke, Havard Hegre et Joakim Karlsen. 2010. « Introducing ACLED : An Armed Conflict Location and Event Dataset : Special Data Feature », *Journal of Peace Research*, 47(5) : 651-660.

PARTIE II

CONSTRUCTION DES NATIONS ET ÉDUCATION

CHAPITRE 8



L'identité nationale française et les écoles primaires du XIX^e siècle

Guillaume BLANC, *Université de Manchester*
Masahiro KUBO, *Brown University*

INTRODUCTION

Pourquoi les Français parlent-ils français et qu'est-ce qui les rend français ? Ces questions semblent triviales, mais elles ne le sont pas. La construction d'une identité nationale dans une société fragmentée est un moteur important du développement économique et de la cohésion sociale. Pourtant, la réussite de la transformation d'un pays en nation, et le rôle de l'État dans ce processus, ne sont pas bien compris.

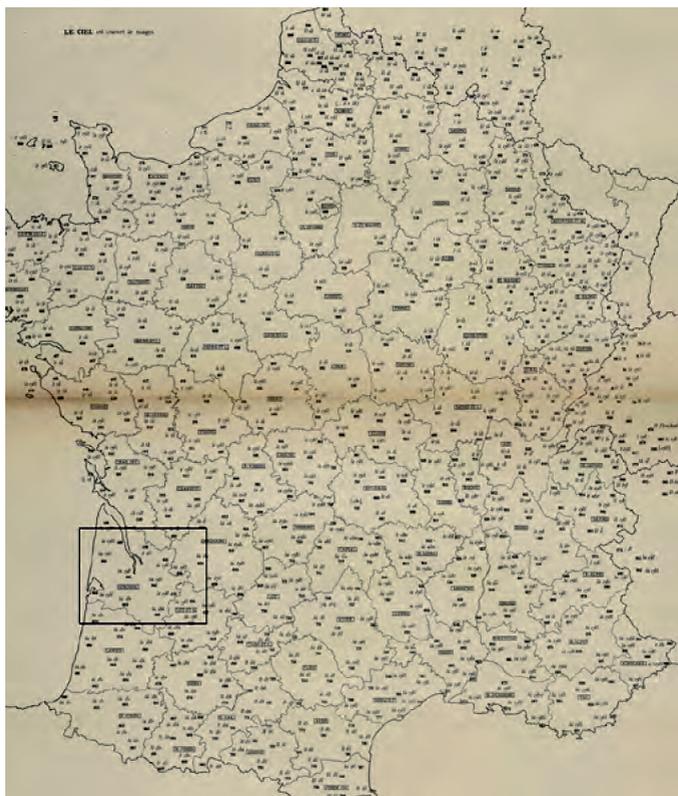
Pour comprendre cela, nous étudions la France, l'un des exemples canoniques de construction nationale (Blanc et Kubo, 2021). Il y a seulement 200 ans, le français était une langue étrangère pour la grande majorité de la population française, et la plupart des Français ne s'identifiaient pas comme français. Aujourd'hui, la France est un pays relativement homogène où le français est la langue commune. Eugen Weber (1976) et Eric Hobsbawm (1990) documentent cela dans *Les paysans dans les Français* et *Nations et nationalisme depuis 1780*, mais les données statistiques de ce changement leur font défaut.

En utilisant une expérience naturelle et en s'appuyant sur une enquête détaillée sur les langues parlées dans les municipalités en France, nous documentons le processus d'homogénéisation et de construction nationale, et établissons empiriquement que l'éducation de masse parrainée par l'État a joué un rôle substantiel dans l'adoption de la langue française et dans la formation d'une identité nationale en France.

CONTEXTE HISTORIQUE

« La France est la diversité », « le triomphe éblouissant de l'hétérogène » (p. 38) sont quelques-unes des phrases utilisées par l'historien Fernand Braudel pour décrire la France. Au début du XIX^e siècle, plus de quarante langues ou dialectes différents étaient

A. France



B. Zoom sur le sud de la France

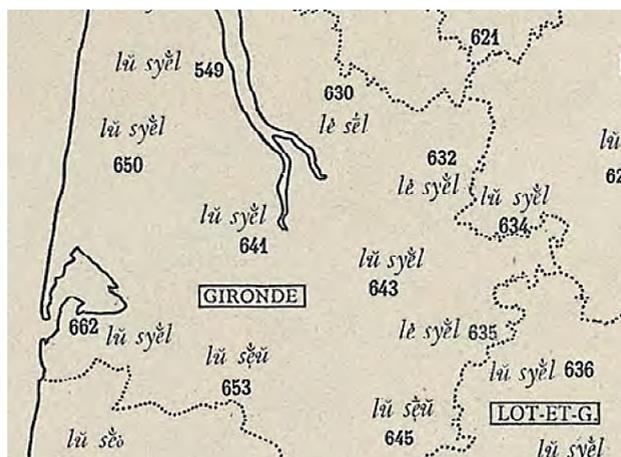


Figure 1 – Carte de ciel (sky).

A) France. B) Zoom sur le sud de la France.

Note : Cette figure montre une carte de l'*Atlas Linguistique de la France* (Gilliéron et Edmont, 1902-1910) indiquant la prononciation de ciel dans les municipalités en France (panneau A) et dans la partie sud de la France seulement (panneau B). La carte montre le ciel (« the sky »), mais nous n'avons numérisé que le mot « sky ».

parlés, en particulier les langues d'oc (occitan et ses dialectes) dans le sud, les langues d'oïl, dont la langue française, dans le nord, et d'autres langues régionales telles que le breton ou l'alsacien ailleurs. Concernant l'identité française, Weber (1976) rapporte qu'au milieu du XIX^e siècle, dans un village isolé du sud de la France, « pas un seul enfant ne pouvait répondre à des questions telles que “Êtes-vous anglais ou russe ?” ou “Dans quel pays se trouve le département de la Lozère ?” ». À cette époque, plus de 80 % de la population était rurale et le français n'était parlé que par les élites dans les villes et dans la région autour de Paris.

DONNÉES

Nous recueillons des données sur les langues parlées vers 1900 dans 577 municipalités à partir de l'*Atlas Linguistique de la France*. L'*Atlas* a été publié en neuf volumes de 1902 à 1910 et repose sur une enquête menée par le linguiste Jules Gilliéron pour étudier les langues romanes dans les zones rurales du pays.

Pendant quatre ans, l'assistant de Gilliéron, Edmond Edmont, a voyagé à travers le pays et a demandé aux habitants la prononciation standard et commune de 1 920 mots ou expressions dans leur municipalité. L'enquête capture la langue parlée, y compris le vocabulaire et la prononciation, et donne une image particulièrement détaillée des langues et des dialectes parlés par les gens ordinaires dans leur vie quotidienne à l'époque (voir Figure 1).

Il est important de souligner que l'*Atlas* a été réalisé pour capturer la langue commune parlée dans la municipalité étudiée et non la langue parlée par les individus interrogés. De plus, le moment de l'enquête est idéal pour étudier l'effet de l'éducation parrainée par l'État pendant la période Guizot, et pour se prémunir des facteurs de confusion potentiels résultant du Plan Freycinet et des lois Ferry, les deux autres facteurs importants d'homogénéisation à l'époque (Weber, 1976). La plupart des adultes en 1900, au moment de l'*Atlas*, n'avaient pas été affectés par les lois Jules Ferry de 1881 et 1882, qui rendaient l'éducation gratuite, universelle et laïque, ou par le Plan Freycinet de 1878, qui imposait la construction de chemins de fer, de canaux et de ports et qui n'a été achevé qu'en 1914.

Nous nous appuyons sur l'*Atlas* pour mesurer la distance linguistique par rapport au français. Nous utilisons un algorithme de distance de Levenshtein, défini comme le nombre minimal de modifications par insertion, suppression ou substitution entre les représentations phonétiques des mots, pour capturer la dissimilarité linguistique.

Afin de mesurer la distance linguistique, nous avons choisi la prononciation de cinquante mots représentatifs dans l'*Atlas* à partir d'une liste de mots qui existent dans la plupart des langues et cultures et correspondent à une « liste standardisée universelle de significations » (Ginsburgh et Weber, 2020, p. 367). Nous utilisons la liste compilée par Swadesh (1952), comprenant des mots tels que « chat », « chien », « boire », « fruit », « main », « bouche », « nuit », « pluie », « soleil », « arbres », et « eau » – et nous montrons la robustesse de nos résultats en utilisant d'autres métriques de distance sur l'ensemble du corpus de 1 681 mots de l'*Atlas*.

La Figure 2 (B) affiche la distribution spatiale de notre mesure de la distance linguistique par rapport au français en 1900. Les zones plus sombres indiquent une plus grande distance linguistique par rapport à la langue standard. Notre mesure suit de près les

STRATÉGIE EMPIRIQUE

Nous exploitons une variation quasi-exogène dans la fourniture de l'éducation parrainée par l'État pendant la Monarchie de Juillet, qui a jeté les bases de l'éducation primaire publique de masse et entrepris d'importants efforts de construction étatique avec la Loi Guizot du 28 juin 1833 et la loi municipale du 21 mars 1831.

Dans les communes de plus de cinq cents habitants, des écoles primaires pour garçons ont été construites (Furet et Ozouf, 1977) ; un programme national conçu par l'État a été suivi ; la langue nationale et l'histoire nationale ont été enseignées à l'aide de manuels créés et distribués par l'État ; les enseignants ont bénéficié d'une formation standardisée dispensée par l'État dans les écoles normales nouvellement créées ; un corps d'inspecteurs d'école recrutés au niveau national a supervisé les enseignants et appliqué la loi ; les conseils municipaux plus importants ont levé des taxes supplémentaires et ont considérablement augmenté la capacité de l'État à financer les dispositions de la loi (Montalbo, 2021) ; et les membres d'une même famille ne pouvaient pas appartenir au conseil municipal ensemble.

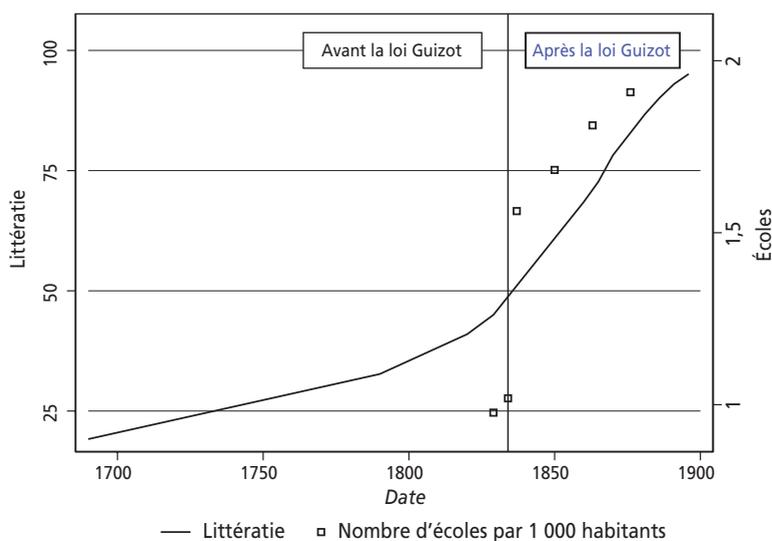


Figure 3 – Littératie et écoles.

La Figure 3 montre que le nombre d'écoles primaires a presque doublé en une décennie, passant d'une école pour mille habitants à une pour six cents, et que l'alphabétisation universelle a été atteinte à la suite de la loi.

Paul Lorain (1837), un proche conseiller de Guizot, soutenait à l'époque que « chaque école sera une colonie de langue française dans une terre conquise » (p. 29), tandis que Guizot (1833) écrivait que « par l'enseignement de la langue française, les écoles primaires instilleront et répandront l'esprit et l'unité de la nationalité partout » (p. 102).

En utilisant une méthode de discontinuité de régression exploitant le seuil de cinq cents habitants au moment de la loi Guizot, nous évaluons l'impact causal de l'éducation

parrainée par l'État sur l'adoption de la langue française et la formation d'une identité nationale dans les municipalités françaises.

L'ADOPTION DE LA LANGUE

Nous constatons que l'éducation parrainée par l'État a diminué de 10 points de pourcentage la distance linguistique par rapport au français au seuil, ce qui représente une diminution de 20 % par rapport à la moyenne contrefactuelle. L'effet est statistiquement significatif au niveau de 1 % et robuste sur une large gamme de spécifications alternatives et de placebo, suggérant que l'éducation parrainée par l'État a favorisé l'adoption de la langue française.

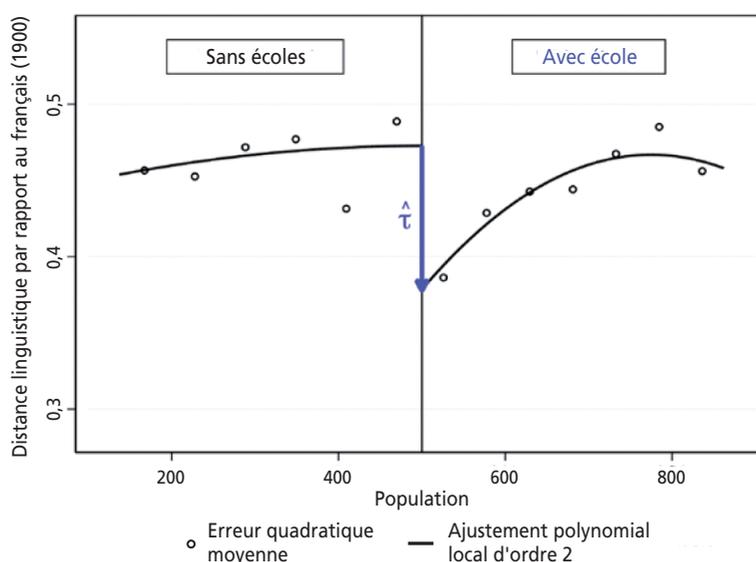


Figure 4 – Éducation parrainée par l'État et distance linguistique par rapport au français.

Note : Cette figure trace la distance linguistique par rapport au français en fonction de la population autour de la discontinuité au moment de la Loi Guizot. Chaque point représente la valeur moyenne dans un groupe, ajustée pour la distance de Paris, les effets fixes de la région administrative et de la région linguistique historique. La distance linguistique par rapport au français est définie comme la distance de Levenshtein à partir de Le Plessis-Robinson. Nous appliquons un ajustement polynomial local d'ordre 2 et une bande passante optimale de l'erreur quadratique moyenne pour l'estimation polynomiale locale. Les observations sont au niveau de la municipalité.

De plus, en nous appuyant sur le cadre de la régression par discontinuité, nous montrons que nous pouvons estimer une limite inférieure de la vitesse d'homogénéisation dans le temps à partir de nos données transversales.

La vitesse d'homogénéisation dans le temps est un paramètre inconnu d'intérêt dans la littérature. Bien que nos données nous permettent d'observer la distance linguistique par rapport au français en 1900, nous ne l'observons pas avant la Monarchie de Juillet. Cependant, nous nous attendons à ce qu'elle soit lisse au seuil. De plus, si la politique n'a

contribué qu'à une partie du changement total au fil du temps, c'est-à-dire si le changement total au fil du temps et l'effet du traitement sont de même signe, alors la vitesse de changement estimée à partir de la politique seule – le pourcentage de changement par rapport au contrefactuel – sera inférieure à la vitesse de changement totale – la vitesse d'homogénéisation. Ainsi, nos résultats suggèrent que la distance linguistique par rapport au français a diminué d'au moins 20 % entre 1833 et 1900 dans les municipalités situées au seuil.

LA FORMATION D'UNE IDENTITÉ NATIONALE

Nous explorons également les effets persistants de la politique sur l'importance de l'identité nationale et les préférences pour la centralisation de l'autorité politique. Nous utilisons des données sur un ensemble de résultats différents pour servir de proxy pour l'identité nationale et les préférences politiques, en particulier les données sur le lieu de naissance des héros de la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale et sur les votes contre la régionalisation de l'autorité politique en 1969.

Cette politique a significativement augmenté la probabilité que les individus nés dans les municipalités traitées soient des héros de la Résistance française qui ont été décorés de la Médaille de la Résistance pour des « actes remarquables de foi et de courage ayant contribué à la résistance du peuple français contre l'ennemi » (Figure 5, A).

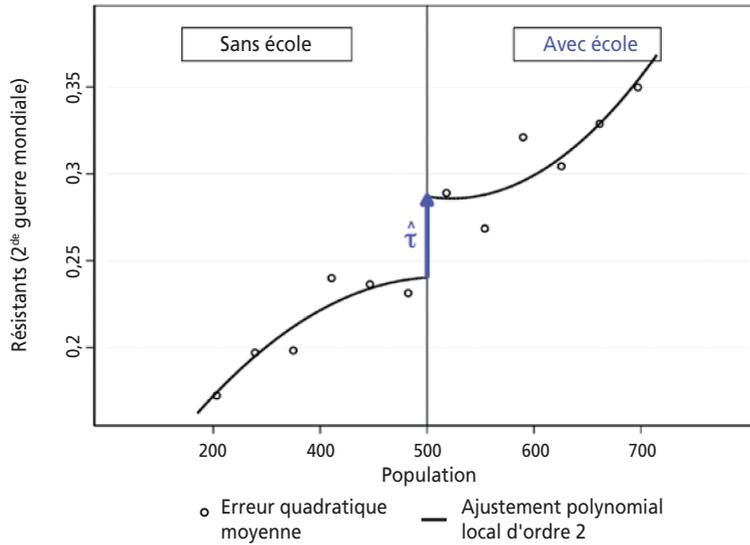
Ensuite, nous utilisons des données sur les votes contre la régionalisation de l'autorité politique lors du référendum de 1969, où Charles De Gaulle a proposé de renvoyer une partie importante du pouvoir et de l'autonomie aux autorités régionales. Le résultat du vote n'est pas facilement disponible au niveau des municipalités. Nous avons obtenu ces données dans la région de Lorraine à partir de Dehdari et Gehring (2022) discuté dans le chapitre 23 de ce livre électronique, et nous les avons numérisées en Provence à partir des archives d'un journal local, *Le Petit Varois*, qui a publié les résultats au niveau des municipalités le lendemain de l'élection.

En utilisant les données électorales au niveau des municipalités, nous montrons que l'éducation parrainée par l'État a réduit de manière significative la part de vote en faveur de la régionalisation de 2 à 6 points de pourcentage, un effet particulièrement important étant donné que le référendum a été rejeté par 52,4 % des électeurs. Le référendum aurait été adopté et la France ressemblerait davantage à l'Espagne aujourd'hui si la construction nationale ne s'était pas produite dans les années 1830.

INTERACTIONS SOCIALES

Enfin, nous utilisons des données sur les flux de migration entre les départements et les liens commerciaux entre les districts pour estimer la relation entre la proximité linguistique et l'échange d'idées et de biens. Malheureusement, il n'existe aucune donnée sur les flux de migration et de commerce entre les municipalités, ni historiquement ni à l'époque contemporaine, ce qui signifie que nous ne pouvons fournir que des preuves suggestives du rôle de la politique sur ces variables.

A. Héros de la Résistance (Seconde Guerre mondiale)



B. Référendum de 1969 sur la régionalisation

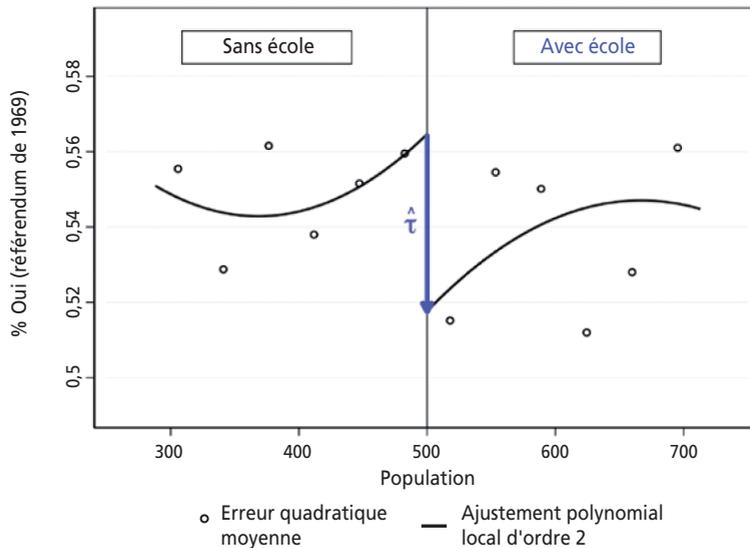


Figure 5 – Éducation soutenue par l’État et identité nationale.

A) Héros de la Résistance (WWII), B) Référendum de 1969 sur la régionalisation.

Note : Cette figure représente les mesures de la saillance de l’identité nationale en fonction de la population autour de la discontinuité à l’époque de la Loi Guizot. Chaque point représente la valeur moyenne dans une catégorie, partiellement en fonction de la distance par rapport à Paris, des effets fixes de département et de région linguistique historique. Dans (A), la résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale est définie comme une variable factice qui vaut 1 si au moins une personne née dans la commune a reçu la Médaille de la Résistance pour des « actes remarquables de foi et de courage ayant contribué à la résistance du peuple français contre l’ennemi ». Dans (B), les votes sur le référendum constitutionnel de 1969 sur la régionalisation sont définis comme la part des voix en faveur du référendum. Nous appliquons un ajustement polynomial local d’ordre 2

et une largeur de bande optimale pour l'estimation polynomiale locale en termes d'erreur quadratique moyenne. Les observations sont au niveau des municipalités.

Nous constatons qu'une augmentation d'un écart-type de la distance linguistique entre les municipalités est associée à une diminution des flux migratoires de plus de la moitié d'un écart-type et à une diminution du commerce d'un cinquième d'un écart-type. Les coefficients estimés restent statistiquement significatifs même après avoir tenu compte des forces de gravité. Nos résultats suggèrent que la langue façonne la migration et le commerce et que l'homogénéisation apportée par l'éducation parrainée par l'État a eu des impacts profonds et persistants.

POURQUOI LA CONSTRUCTION NATIONALE A-T-ELLE RÉUSSI ?

Pourquoi cette politique a-t-elle réussi ? Il existe de nombreux exemples d'initiatives étatiques visant à façonner l'idéologie et l'identité qui ont entraîné des réactions négatives (voir le chapitre 14 de ce livre électronique sur Bazzi, Hilmy et Marx 2021 ; le chapitre 13 sur Fouka 2020 ; et Carvalho et Koyama 2016). En examinant les effets hétérogènes de la politique, nous soutenons que la réponse se trouve dans plusieurs éléments.

Lorsque les rendements de l'éducation étaient élevés et que les écoles étaient vraiment nécessaires, la politique a réussi. Nous montrons également que les élites locales ont joué un rôle important dans la mise en œuvre et l'application de la politique, et que la politique a été plus réussie là où la construction de l'État allait de pair avec la construction nationale, dans les municipalités où la capacité de l'État était initialement faible. Enfin, un autre facteur important pourrait être que la population avait une longue histoire commune au sein de frontières nationales stables et établies depuis longtemps. Cela pourrait être une piste pour des recherches futures.

REMARQUES FINALES

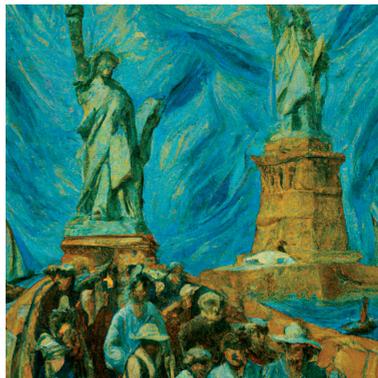
À l'aide d'un ensemble de données novateur et détaillé sur les langues parlées en France et d'une expérience naturelle, notre article documente l'adoption d'une langue commune et la formation d'une identité nationale dans le processus de construction nationale dans une société fragmentée.

Références

- Bazzi, Samuel, Masyhur Hilmy et Benjamin Marx (2021), « Islam and the State : Religious Education in the Age of Mass Schooling », Working paper.
- Blanc, Guillaume et Masahiro Kubo (2021), « Schools, Language, and Nations : Evidence from a Natural Experiment in France », Working paper.
- Braudel, Fernand (1986), *The identity of France : History and environment*, translated from the French by Sian Reynolds, vol. 1. 1990, ed., London : Collins.
- Carvalho, Jean-Paul et Mark Koyama (2016), « Resisting education », Working paper.
- Dehdari, Sirus H. et Kai Gehring (2022), « The Origins of Common Identity : Evidence from Alsace-Lorraine », *American Economic Journal : Applied Economics*, 14 (1) : 261-92.

- Fouka, Vasiliki (2020), « Backlash : The unintended effects of language prohibition in US schools after World War I », *The Review of Economic Studies*, 87(1) : 204-239.
- Furet, François et Jacques Ozouf (1977), *Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*. Paris : Les Editions de Minuit.
- Gilliéron, Jules et Edmond Edmont (1902-1910), *Atlas linguistique de la France*, vol. 1-9, Paris : Champion.
- Ginsburgh, Victor et Shlomo Weber (2020), « The Economics of Language », *Journal of Economic Literature*, 58 (2) : 348-404.
- Hobsbawm, E. J. (1990), *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Myth, Reality*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Guizot, François (1833), « 64. 2 janvier 1833. Exposé des motifs de la loi sur l'instruction primaire ».
- Lorain, Paul (1837), *Tableau de l'instruction primaire en France : d'après des documents authentiques, et notamment d'après les rapports adressés au ministre de l'instruction publique par le 490 inspecteurs chargés de visiter toutes les écoles de France, à la fin de 1833*, Paris : Hachette.
- Montalbo, Adrien (2021), « State intervention, education supply and economic growth in nineteenth-century France », Working paper.
- Swadesh, Morris (1952), « Lexico-statistic dating of prehistoric ethnic contacts : with special reference to North American Indians and Eskimos », *Proceedings of the American philosophical society*, 96 (4) : 452-463.
- Weber, Eugen (1976), *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford : Stanford University Press.

CHAPITRE 9



Le melting-pot américain : leçons tirées de l'ère de la migration de masse

Myra MOHNEN, *University of Ottawa and the Center for Economic Performance, London School of Economics*

Martina VIARENGO, *The Graduate Institute, Geneva, Center for International Development, Harvard University and CEPR*

La principale espérance d'une nation réside dans l'éducation adéquate de sa jeunesse

Érasme

La construction d'une nation vise à l'unification des peuples au sein de l'État afin qu'il reste politiquement stable et viable à long terme. Dans un essai important publié en 1882 et intitulé « Qu'est-ce qu'une nation ? », le philosophe français Ernest Renan a écrit sur les liens qui maintiennent une nation unie. Il a défini une nation comme une entité fondée sur des actes de libre volonté d'individus formant une identité collective. L'homogénéisation d'une population hétérogène est donc un élément clé de la construction nationale. Les récents flux importants d'immigrants et de réfugiés internationaux dans les démocraties occidentales, causés par des conflits, le changement climatique et des pressions démographiques, ont suscité un intérêt renouvelé pour la question fondamentale de la façon dont les sociétés peuvent intégrer différentes cultures tout en maintenant la cohésion sociale.

Les nations restent unies lorsque leurs citoyens partagent suffisamment de valeurs et de préférences, formant ainsi une identité collective. L'éducation joue un rôle central dans l'inculcation de ces valeurs partagées. Dans ce chapitre, nous examinons les États-Unis pendant l'ère de la migration de masse (1850-1930) pour apporter des éclairages sur le rôle de l'éducation dans la construction nationale. Au cours de cette période, les États-Unis ont connu l'un des plus grands flux de migration volontaire jamais

enregistrés dans l'histoire moderne avec l'arrivée de dizaines de millions d'Européens. Environ 40 % des Américains sont les descendants des 24 millions de personnes qui sont arrivées entre 1892 et 1924 (Bandiera *et al.*, 2013). En tant que nation, les États-Unis étaient donc confrontés à la question de savoir comment intégrer et assimiler ce groupe de migrants large et diversifié. L'éducation était une partie intégrante de l'effort de construction nationale et a joué un rôle important dans la transformation des immigrants en Américains partageant des valeurs communes de démocratie, de liberté et de responsabilité civique. Les Américains ont utilisé la scolarité obligatoire comme un outil pour inculquer ces valeurs chez les enfants migrants. Cela est corroboré par des archives historiques et soutenu par une analyse empirique utilisant des données historiques.

L'achèvement de la construction d'une identité collective peut également être atteint par d'autres moyens que l'éducation, comme cela a été documenté dans littérature sans cesse croissante et prolifique portant sur l'identité nationale et la cohésion sociale en économie. L'adoption d'une religion d'État s'est avérée un moyen de créer une identité collective (Kets et Sandroni, 2021). Les interactions entre groupes à travers la migration interne ou le service militaire contribuent à former une identité nationale (voir le chapitre 2 de Bazzi *et al.* 2019 et le chapitre 6 de Cáceres-Delpiano *et al.*, 2021). Les expériences partagées, qu'elles soient positives ou négatives, ont également fait leurs preuves dans le renforcement du lien entre individus et le renforcement de la cohésion nationale et l'attachement patriotique. Par exemple, les victoires des équipes nationales de football en Afrique subsaharienne ont conduit à une probabilité plus faible de s'identifier principalement vis-à-vis des ethnies et une probabilité plus élevée de faire confiance à d'autres groupes ethniques (voir le chapitre 20 de Depetris-Cahuvin *et al.*, 2020). De nombreux pays ont structuré leur histoire nationale autour des guerres qu'ils ont menées avec d'autres nations, ou des conflits internes. C'était le cas de l'identité nationale du Vietnam, qui a été renforcée à la suite des bombardements américains pendant la guerre du Vietnam (voir le chapitre 22 de Dell et Querubin, 2018). De même, l'identité régionale d'Alsace-Lorraine, par opposition à l'identité française ou allemande, est fortement associée à des expériences négatives avec les États-nations, notamment la guerre, l'occupation et la répression (voir le chapitre 23 qui résume les résultats de Dehdari et Gehring, 2022). Plus récemment, il a été constaté que l'invasion russe de l'Ukraine en 2014 a accru l'identité européenne dans les pays d'Europe de l'Est (voir le chapitre 23 qui présente également les résultats de Gehring, 2020). De plus, diverses politiques publiques ont été mises en œuvre dans le but de construire la nation. Les politiques d'infrastructure de l'Espagne de 1720 à 2010, notamment le chemin de fer, l'autoroute et le train à grande vitesse, ont été motivées par le désir de centraliser le transport autour de la capitale nationale, plutôt que pour des raisons commerciales (Bel, 2011). Les médias de masse, sous forme de propagande et de publicité directe de l'État, jouent un rôle dans la construction de la nation en tant que pont entre le gouvernement et le public. C'est un instrument efficace de socialisation politique, de modernisation et de développement (voir le chapitre 15 de Blouin et Mukand, 2019, ainsi que Kersting et Wolf, 2021, Tajuddin et Zulkepli, 2019).

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS LA CONSTRUCTION NATIONALE

Dans les pays occidentaux, l'expansion historique de la scolarisation primaire est considérée comme un moteur clé dans le processus de construction nationale. Les dirigeants européens ont pendant le XIX^e siècle compté sur l'enseignement primaire contrôlé par l'État pour enseigner à leurs sujets une langue commune, une identité partagée et un sens du devoir et de la loyauté envers le régime.

Une langue commune enseignée à l'école est fondamentale pour communiquer et se comprendre mutuellement. Blanc et Kubo (2021) démontrent que l'éducation parrainée par l'État a favorisé l'homogénéisation de la langue en France. Cela a eu un impact persistant sur l'identité nationale et les préférences pour la centralisation politique, avec une participation accrue à la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et des votes contre le référendum de 1969 sur la régionalisation. Clots-Figueras et Masella (2013) (décrits dans le chapitre 10) et You (2018) parviennent à une conclusion similaire pour la Catalogne et la Chine. Dans les deux cas, les auteurs constatent que la langue commune a contribué à l'identification nationale. La restriction de la langue dans l'éducation peut également se retourner contre le processus de construction nationale. Fouka (2019) constate que l'exclusion de la langue allemande des écoles dans plusieurs États américains après la Première Guerre mondiale a entraîné une réaction négative dans le processus de construction nationale : les personnes affectées étaient moins susceptibles de s'engager volontairement pendant la Seconde Guerre mondiale, mais plus susceptibles de se marier avec d'autres locuteurs allemands ou de donner des noms allemands à leurs enfants.

L'éducation façonne également l'idéologie et les valeurs civiques (Almond et Verba, 1963 ; Kamens, 1988 ; Brady *et al.*, 1995 ; Pritchett et Viarengo, 2015 ; Cantoni *et al.*, 2017). Les valeurs civiques sont généralement considérées comme un élément important de la construction de l'État car elles soutiennent les institutions démocratiques (Glaeser *et al.*, 2007). Il a été constaté que les personnes soumises à l'obligation scolaire sont plus susceptibles de s'inscrire sur les listes électorales, de voter, de participer à des discussions politiques avec d'autres personnes, de suivre les campagnes politiques, d'assister à des réunions politiques, ainsi que d'avoir des taux plus élevés de participation aux affaires de la communauté et de confiance envers le gouvernement (Dee, 2004 ; Milligan *et al.*, 2004). Les valeurs civiques affaiblissent non seulement la probabilité d'agitation sociale, mais réduisent également les coûts d'interaction sociale, de coordination et d'échange d'informations (Bowles et Gintis, 1976 ; Gradstein et Justman, 2002 ; Helliwell et Putnam, 2007). Elles rendent également les individus plus susceptibles de prendre des mesures pour améliorer le bien-être commun de leur communauté (comme décrit dans le chapitre 26 de ce livre électronique qui présente Alesina *et al.*, 2021).

UN APERÇU DES ÉTATS-UNIS PENDANT L'ÂGE DE LA MIGRATION DE MASSE

Au milieu du XIX^e siècle, les Américains étaient la population la plus instruite au monde : les investissements financiers dans l'éducation étaient importants et la fréquentation volontaire était élevée (Landes et Solomon, 1972 ; Black et Sokoloff, 2006 ; Goldin et Katz, 2008). La Figure 1 montre que les taux d'inscription aux États-Unis étaient supérieurs

à 50 %, en hausse, et divergeaient des autres pays à partir de 1850. C'est également à cette période que les États américains ont commencé à adopter des lois sur la scolarité obligatoire. Le Massachusetts a adopté les premières lois sur la scolarité obligatoire en 1852. New York a suivi l'année suivante, et d'ici 1929, tous les enfants américains devaient fréquenter au moins l'école primaire.

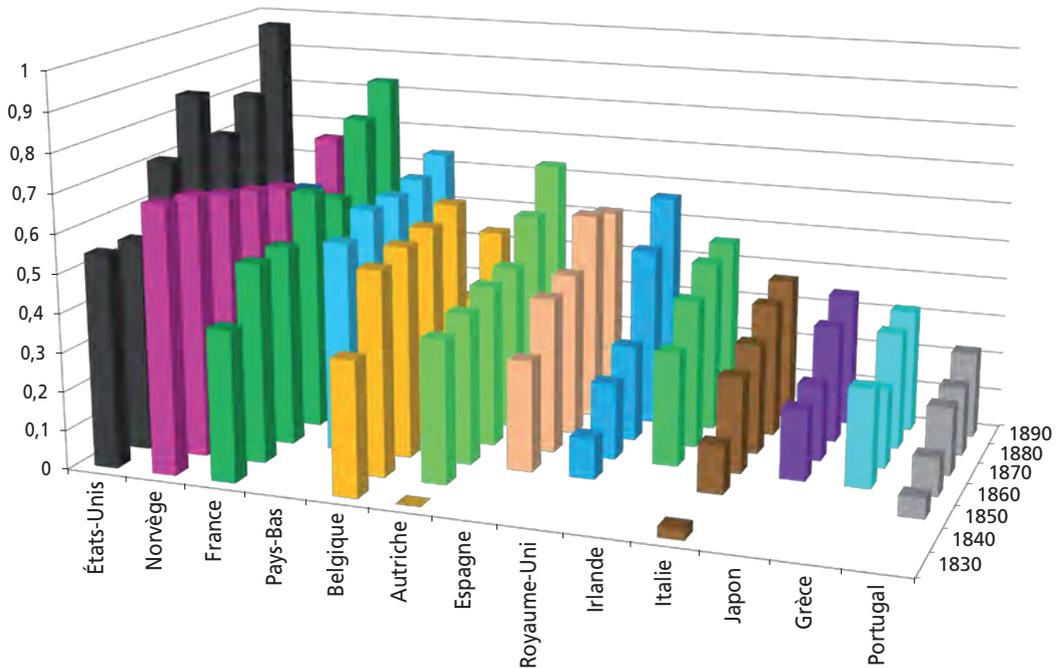


Figure 1 – Taux d'inscription entre 1830 et 1890.

Source : Bandiera *et al.* (2019).

La temporalité de ces lois est donc déconcertante car la fréquentation volontaire de l'école, les taux d'inscription et les niveaux de formation atteints étaient élevés et en augmentation (Goldin et Katz, 2003, 2008). De plus, ces lois ne visaient pas les Noirs, car les exceptions législatives les excluaient souvent des écoles même après l'obligation scolaire (Black et Sokoloff, 2006 ; Collins et Margo, 2006). Pourquoi les lois sur la scolarité obligatoire ont-elles été adoptées à cette époque ? Qui était visé par ces lois ? Dans Bandiera *et al.* (2019), nous soutenons que les lois sur la scolarité obligatoire visaient en fait les afflux importants et diversifiés de migrants. Par conséquent, la scolarité obligatoire a été utilisée comme instrument de construction nationale pour inculquer les valeurs civiques américaines aux enfants migrants.

Le rôle de l'éducation en tant que partie intégrante d'un effort de construction nationale est corroborée par les archives historiques. Les législateurs et les éducateurs américains de l'époque considéraient la scolarité obligatoire comme l'outil politique clé pour construire la nation en réponse à la migration de masse. Ils croyaient que le contact avec les écoles publiques américaines inculquerait les valeurs civiques souhaitées chez les

migrants, et qu'une telle transmission des valeurs pourrait se faire des enfants à leurs parents. E.C. Wines, un défenseur des écoles communes à Philadelphie, est peut-être celui qui a le mieux articulé le lien entre la scolarité obligatoire, l'immigration et la construction nationale : « Nous faisons référence à ce flot débordant d'immigration, qui déverse sur nos côtes chaque année des dizaines de milliers de la population la plus dégradée d'Europe – des hommes sans connaissance, sans vertu, sans patriotisme, et sans rien à perdre dans n'importe quelle élection. Ces personnes sont-elles des dépositaires aptes du pouvoir politique ? Le seul antidote praticable à cela, le seul moyen efficace de se prémunir contre les autres, le seul palladium sûr de nos libertés, est une éducation aussi approfondie de tous nos citoyens, natifs et étrangers, qui annulera l'élément dangereux de l'immigration » (Wines, 1851, pp. 742-3).

La relation entre le moment de l'adoption des lois sur la scolarité obligatoire par les États américains et les types de migrants renforce la notion du rôle de l'éducation dans la construction nationale. L'avantage d'enseigner des valeurs civiques à l'école aurait été plus élevé dans les États où il y avait une plus grande population qui manquait de telles valeurs. Cela aurait poussé les États américains à adopter des lois sur la scolarité obligatoire plus tôt. Un défi empirique est que les valeurs civiques réelles détenues par les migrants et les personnes nées aux États-Unis ne sont pas observées. Étant donné le corpus multidisciplinaire de travaux documentant les motifs de construction nationale pour le développement des systèmes d'éducation étatiques obligatoires en Europe (Weber, 1976 ; Holmes, 1979 ; Ramirez et Boli, 1987 ; Aghion *et al.*, 2012), l'exposition des Européens à de telles lois est le meilleur indicateur des valeurs civiques détenues par les Européens. À cette fin, nous (Bandiera *et al.* 2019) avons créé un nouveau jeu de données sur le moment de l'adoption des lois sur la scolarité obligatoire dans les pays européens et les États américains (voir Figure 2). Les migrants européens ayant historiquement été exposés aux lois sur la scolarité obligatoire étaient plus susceptibles d'avoir été instruits aux valeurs civiques que ceux provenant des pays où il n'existait pas une telle loi. On peut donc distinguer entre les migrants des pays européens qui avaient adopté des lois sur la scolarité obligatoire avant 1850, c'est-à-dire avant que le premier État américain n'ait adopté de telles lois, et ceux des pays européens qui l'ont adoptée plus tard.

La découverte empirique clé est que les lois sur la scolarité obligatoire ont été adoptées de manière significativement plus précoce dans les États américains avec une part plus importante de migrants en provenance de pays européens sans expérience historique de scolarité obligatoire d'État dans leur pays d'origine. En d'autres termes, la présence de migrants européens de pays qui n'ont pas d'expérience historique de scolarité obligatoire d'État à domicile avance considérablement dans le temps l'adoption de la scolarité obligatoire dans les États américains : une augmentation d'un écart-type dans la part de population de tels Européens (représentant environ 100 000 migrants) est associée à une probabilité 64 % plus élevée de l'adoption d'une loi sur la scolarité obligatoire dans cet État au cours de la prochaine décennie, sous réserve que la scolarité obligatoire n'ait pas été adoptée dans cet État jusqu'à ce moment-là. En revanche, la présence d'Européens

ayant une longue expérience de scolarité obligatoire à domicile n'a pas influencé le calendrier d'adoption des lois sur la scolarité obligatoire.

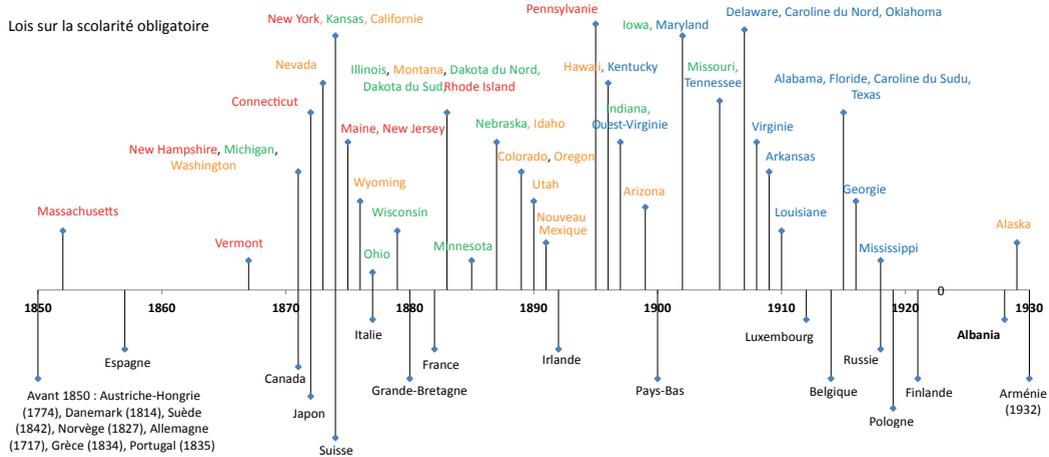


Figure 2 – Lois sur la scolarité obligatoire.

Source : Bandiera et al. (2019).

Naturellement, les migrants de différents pays diffèrent sur de nombreuses dimensions autres que les valeurs civiques. Cependant, cela n'influence pas ce résultat qui est robuste face à la prise en compte des taux d'alphabétisation des migrants adultes, des taux de fréquentation scolaire des enfants migrants dans une forme d'établissement scolaire, de la religion et de la maîtrise de la langue anglaise. De plus, les facteurs étatiques non observés qui rendent un lieu également attractif pour les deux groupes de migrants ne biaisent pas ce résultat. Enfin, ce résultat est robuste face à la prise en compte des choix de localisation endogènes des migrants. Il est également valable pour les régions des États-Unis, y compris les États du Sud et de l'Ouest.

Cibler les migrants ayant le plus besoin de développer leurs valeurs civiques en fonction de ce qui était enseigné aux enfants nés aux États-Unis n'aurait été nécessaire que si la demande pour l'éducation des migrants était suffisamment faible. En se basant sur les informations concernant les écoles américaines locales, on peut en déduire la demande relative d'éducation américaine parmi les migrants. Cela établit une comparaison hypothétique de l'exposition des migrants aux écoles américaines en l'absence de lois sur la scolarité obligatoire. Les migrants européens provenant de pays sans expérience historique de scolarisation étatique obligatoire dans leur pays d'origine avaient une demande significativement plus faible pour les écoles américaines, par rapport aux migrants européens provenant de pays ayant une expérience de la scolarisation obligatoire. De plus, il y a eu une convergence significative dans la demande d'éducation et dans la fréquentation scolaire entre les natifs et les deux groupes de migrants européens lors de l'introduction des lois de scolarisation obligatoire. Ainsi, la scolarisation obligatoire a conduit les migrants européens à être davantage exposés aux valeurs civiques enseignées dans

les écoles américaines, et cela a été particulièrement le cas pour les Européens provenant de pays sans expérience historique de scolarisation étatique obligatoire dans leur pays d'origine.

CONCLUSION

Les disparités économiques internationales, la pauvreté et la dégradation environnementale, combinées aux guerres et aux violations des droits de l'homme, sont autant de facteurs qui influencent la migration internationale. Aujourd'hui, on estime qu'il y a près de 200 millions de migrants vivant dans des pays où ils ne sont pas nés (Commission mondiale sur la migration internationale, 2005). Cela pose des défis en termes d'assimilation, d'intégration et d'identité nationale. L'histoire peut offrir des perspectives sur la façon de construire avec succès une nation. Les États-Unis sont souvent décrits comme un « creuset », dans lequel des cultures et des ethnicités diverses se rassemblent pour former le tissu de la nation. Pendant l'âge de la migration de masse (1850-1930), les États-Unis ont connu une vague de migration sans précédent. Les preuves qualitatives et quantitatives montrent que les Américains ont intentionnellement utilisé l'éducation pour homogénéiser le grand et divers groupes de migrants. De plus, les lois de scolarisation obligatoire ont efficacement modifié la demande des migrants pour l'éducation américaine, les rapprochant des Américains. Grâce aux lois de scolarisation obligatoire, les enfants migrants ont été enseignés aux mêmes valeurs civiques que les enfants américains.

Références

- Aghion, P., Jaravel, X., Persson, T. et Rouzet, D. (2019), « Education and military rivalry », *Journal of the European Economic Association*, 17 (2), pp.376-412.
- Alesina, Alberto, Paola Giuliano et Bryony Reich (2021), « Nation-Building and Education », *Economic Journal*, 131 (638) : 2273-2303.
- Almond, Gabriel A. et Sidney Verba (1963). *An approach to political culture*, Princeton University Press.
- Bandiera O. M. Mohnen, I. Rasul et M. Viarengo (2019), « Nation-Building through Compulsory Schooling during the Age of Mass Migration », *Economic Journal*, vol. 129, n° 617 (1), pp. 62-109.
- Bandiera O., I. Rasul et M. Viarengo (2013), « The Making of Modern America : Migratory Flows in the Age of Mass Migration », *Journal of Development Economics*, vol. 102, mai, pp. 23-47.
- Bazzi, Samuel, Arya Gaduh, Alexander D. Rothenberg et Maisy Wong (2019), « Unity in Diversity ? How Intergroup Contact Can Foster Nation Building », *American Economic Review*, 109 (11) : 3978-4025.
- Bel, Germà (2011), « Infrastructure and Nation Building : The Regulation and Financing of Network Transportation Infrastructures in Spain (1720-2010) », *Business History*, 53 (5) : 688-705.
- Black, S.E. et Sokoloff, K.L (2006), « Long-term trends in schooling : the rise and decline (?) of public education in the United States », in (E.A. Hanushek et F. Welch, eds.), *Handbook of the Economics of Education*, vol. 1, pp. 69-104, Amsterdam : North-Holland.

- Blanc, Guillaume et Masahiro Kubo (2021), « Schools , Language , and Nations : Evidence From a Natural Experiment in France », Brown University, mimeo.
- Blouin, Arthur et Sharun W. Mukand (2019), « Erasing Ethnicity ? Propaganda, Nation Building, and Identity in Rwanda », *Journal of Political Economy*, 127 (3) : 1008-62.
- Bowles S., Gintis H. (1976). *Schooling in Capitalist America : Educational Reform and the Contradictions of Capitalist Life*, New York, NY : Basic Books .
- Brady H., Verba S., Schlozman K.L. (1995), « Beyond SES : a resource model of political participation », *American Political Science Review*, vol. 89 (2), pp. 271-94.
- Cáceres-Delpiano, Julio, Antoni Italo de Moragas, Gabriel Facchini et Ignacio González (2021), « Intergroup Contact and Nation Building : Evidence from Military Service in Spain », *Journal of Public Economics*, 201.
- Cantoni D., Chen Y., Yang D. Y., Yuchtman N., Zhang Y. J. (2017). « Curriculum and ideology », *Journal of Political Economy*, vol. 125 (2), pp. 338-92.
- Clots-Figueras, Irma et Paolo Masella (2013), « Education, Language and Identity », *Economic Journal*, 123 (570) : 332-57.
- Collins, W.J. et Margo, R.A. (2006), « Historical perspectives on racial differences in schooling in the United States », *Handbook of the Economics of Education*, vol. 1, pp. 107-54.
- Dee T. (2004). « Are there civic returns to education ? », *Journal of Public Economics*, vol. 88 (9), pp. 1697-720.
- Dehdari, Sirus H. et Kai Gehring (2022), « The Origins of Common Identity : Evidence from Alsace-Lorraine », *American Economic Journal : Applied Economics*, 14 (1) : 261-92.
- Dell, Melissa et Pablo Querubin (2018), « Nation Building through Foreign Intervention : Evidence from Discontinuities in Military Strategies », *Quarterly Journal of Economics*, 133 (2) : 701-64.
- Depetris-Chauvin, Emilio, Ruben Durante et Filipe Campante (2020), « Building Nations through Shared Experiences : Evidence from African Football », *American Economic Review*, 110 (5) : 1572-1602.
- Fouka, Vasiliki (2019), « Backlash : The Unintended Effects of Language Prohibition in U.S. Schools after World War I », *American Historical Review*, 124 (2) : 204-39.
- Gehring, Kai (2020), « External Threat, Group Identity, and Support for Common Policies – The Effect of the Russian Invasion in Ukraine on European Union Identity », *Cesifo Working Papers*. Munich.
- Glaeser E., Ponzetto G., Shleifer A. (2007), « Why does democracy need education ? », *Journal of Economic Growth*, vol. 12 (2), pp. 77-99.
- Global Commission on International Migration (2005), « Migration in an Interconnected World : New Directions for Action » Geneva : Switzerland.
- Goldin, C. et Katz, L. (2003), « Mass secondary schooling and the state : the role of state compulsory schooling in the high school movement », *NBER Working Paper*, n° 10075.
- Goldin, C. et Katz, L. (2008), *The Race Between Education and Technology*, Cambridge, MA : Belknap Press for Harvard University Press.
- Gradstein M., Justman M. (2002), « Education, social cohesion, and economic growth », *American Economic Review*, vol. 92 (4), pp. 1192-204.
- Helliwell, J. and Putnam, R. (2007), « Education and social capital », *Eastern Economics Journal*, vol. 33 (1), pp. 1-19.

- Holmes B. (1979), *International Guide to Education Systems*, Paris : Unesco.
- Kamens, D.H. (1988), « Education and democracy : A comparative institutional analysis », *Sociology of education*, pp. 114-127.
- Kersting, Felix et Nikolaus Wolf (2021), « On the Origins of National Identity. German Nation-Building after Napoleon », *CEPR Discussion Papers*, London.
- Kets, Willemien et Alvaro Sandroni (2021), « A Theory of Strategic Uncertainty and Cultural Diversity », *Review of Economic Studies*, 88 (1) : 287-333.
- Landes W., Solomon I. (1972), « Compulsory schooling legislation : an economic analysis of law and social change in the nineteenth century », *Journal of Economic History*, vol. 32 (1), pp. 53-91.
- Milligan K., Moretti E., Oreopoulos P. (2004), « Does education improve citizenship ? Evidence from the United States and the United Kingdom », *Journal of Public Economics*, vol. 88 (9), pp. 1667-95.
- Pritchett Lant et Martina Viarengo (2015), « The State, Socialization and Private Schooling : When Will Governments Support Alternative Producers ? » *Journal of Development Studies*, vol. 51, n° 7, July, pp. 784-807
- Ramirez F.O., Boli J. (1987), « The political construction of mass schooling : European origins and worldwide institutionalization », *Sociology of Education*, vol. 60 (1), pp. 2-17
- E. Renan, *Was ist eine Nation ?... und andere politische Schriften*, 1995, 56 et seq. (58).
- Tajuddin, Siti Nor Amalina Ahmad et Noraini Zulkepli (2019), « An Investigation of the Use of Language, Social Identity and Multicultural Values for Nation-Building in Malaysian Outdoor Advertising », *Social Sciences*, 8 (1).
- Weber E. (1976), *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, CA : Stanford University Press.
- Wines E.C. (1851), *The Bibliotheca Sacra and American Biblical Repository*, vol. 8, Andover : W. F. Draper
- You, Y. (2018), « *Language unification, labor and ideology* », Working Paper.

CHAPITRE 10



Éducation, langue et identité nationale : le cas de la réforme de l'éducation en Catalogne

Irma CLOTS-FIGUERAS, *Université du Kent*

Paolo MASELLA, *Université de Bologne*

Tout au long de l'histoire, l'éducation de masse a souvent été considérée comme un outil puissant entre les mains des gouvernements pour homogénéiser la population d'un pays, inculquer des valeurs civiques et façonner les cœurs et les esprits des jeunes générations.

Ramirez et Boli (1987) discutent des origines politiques de l'éducation de masse en Europe entre les XVIII^e et XIX^e siècles. Les turbulences politiques internes et la perception de menaces externes ont souvent contribué à la pertinence de la question de l'éducation de masse au sein des agendas politiques des États européens. L'extension de la scolarisation à une plus grande part de la population était considérée comme un instrument de création d'un sentiment national au sein de l'État et de mobilisation du pays pour surmonter les obstacles internes et externes. En effet, on observe une augmentation du financement du système éducatif et/ou l'introduction de l'enseignement obligatoire en Prusse après les défaites contre Napoléon, en France après la défaite contre la Prusse en 1870, ou en Italie une fois l'unification politique (mais pas culturelle) achevée.

Plusieurs caractéristiques d'un système éducatif peuvent renforcer l'identité nationale au sein de la population scolaire. Tout d'abord, l'adoption de la langue nationale comme langue d'enseignement principal peut induire un sentiment d'appartenance plus fort à la nation, surtout dans les sociétés où la langue est historiquement un élément crucial de l'identification nationale. La diffusion d'une langue nationale commune peut également augmenter l'intensité de la communication entre les individus de différents groupes, ainsi qu'entre les citoyens et leur gouvernement, augmentant ainsi le niveau d'homogénéisation au sein d'un pays. Deuxièmement, l'éducation est susceptible d'affecter les identités par l'endoctrinement et les contenus des matières enseignées à l'école. Les programmes scolaires, les manuels scolaires et les enseignants sont choisis

par le gouvernement. L'enseignement de l'histoire nationale, par exemple, peut très bien influencer le sentiment national des élèves.

Les effets globaux de l'endoctrinement et d'une langue d'enseignement commune sur l'identification nationale des jeunes générations dépendent évidemment très probablement de la proportion d'enfants qui fréquentent l'école. Les politiques qui augmentent le nombre d'écoles dans les zones rurales, ou qui rendent la scolarité obligatoire pendant une certaine période, peuvent certainement amplifier les effets de l'endoctrinement et de l'introduction d'une langue nationale d'enseignement. L'étude de Bandiera *et al.* (2018), présentée dans le chapitre 9 de ce livre électronique, soutient que rendre l'éducation obligatoire a été utilisé comme outil de construction nationale aux États-Unis pendant la période de migration de masse.

ÉDUCATION, LANGUE ET IDENTITÉ NATIONALE EN CATALOGNE

Un courant de la littérature en sciences sociales a étudié la relation complexe entre l'éducation et les sentiments nationaux en cherchant à quantifier les effets des réformes spécifiques au pays du système éducatif sur l'identité des personnes. En 1983, la Catalogne (une région d'Espagne) a connu une réforme assez radicale du système éducatif. Jusqu'à cette année-là, l'espagnol était la langue officielle d'enseignement dans les écoles catalanes. Après la fin de la dictature de Franco, plus de compétences ont été attribuées aux régions et, dans un effort pour promouvoir la diffusion de la langue catalane, le gouvernement catalan a introduit le bilinguisme dans le système éducatif et les langues catalane et espagnole ont été adoptées comme langues principales d'enseignement.

La mise en œuvre d'une réforme aussi importante du système éducatif a également nécessité d'autres ajustements non négligeables. Les anciens manuels scolaires et les supports pédagogiques ont dû être traduits ou remplacés par de nouveaux manuels écrits en catalan par des locuteurs catalans. Les enseignants ont dû être formés à nouveau, et de nouveaux enseignants compétents en catalan ont dû être embauchés. Les programmes scolaires ont également changé : l'histoire, la culture et la géographie catalanes étaient censées avoir un rôle plus important.

En utilisant des données d'enquête fournies par le Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) sur les attitudes politiques et sociales des habitants de Catalogne et en comparant des cohortes qui ont été affectées différemment par la réforme, dans Clots-Figueras et Masella (2013), nous estimons l'effet global de la réforme sur l'identité nationale.

En 2001, les répondants ont été interrogés sur leur attachement national (en particulier à quelle des phrases suivantes ils s'identifiaient le plus : (1) Je me sens espagnol, (2) Je me sens plus espagnol que catalan, (3) Je me sens autant espagnol que catalan, (4) Je me sens plus catalan qu'espagnol, (5) Je me sens uniquement catalan), leur comportement politique et leurs préférences sur la façon dont l'État espagnol devrait être organisé et sur le degré d'indépendance que la région catalane devrait avoir.

Avec la réforme, les cohortes plus jeunes ont été exposées davantage à l'enseignement en catalan. En 1983, seul l'enseignement primaire était obligatoire en Espagne ; par conséquent, seuls les individus nés en 1970 ou après ont reçu au moins une année

d'enseignement obligatoire en catalan, tandis que les individus nés après 1976 ont reçu toute leur éducation primaire sous le nouveau régime.

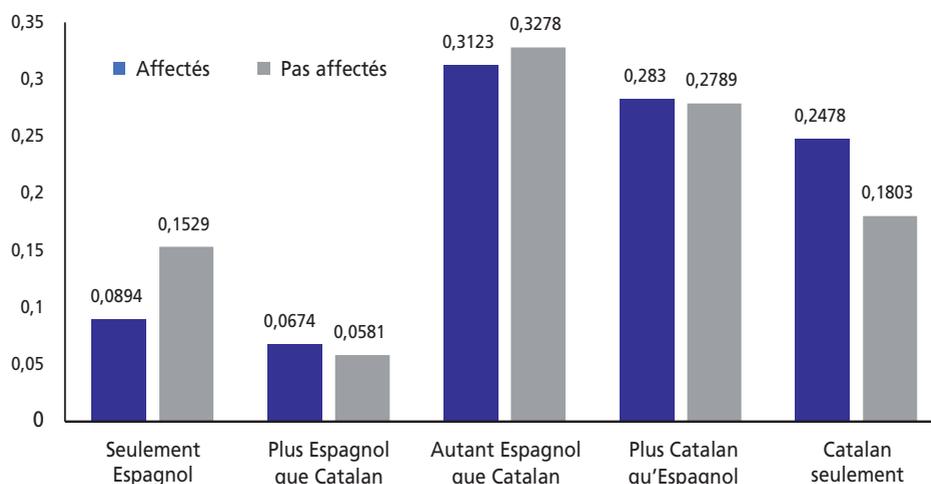


Figure 1 – Identité : individus affectés et non affectés par la réforme.

Nous fournissons des preuves solides que les individus en Catalogne qui ont connu une exposition plus grande au système éducatif après la réforme ont été plus susceptibles d'avoir une identité catalane plus forte. Dans la Figure 1, les réponses à la question d'identité pour deux groupes d'individus sont représentées : ceux qui ont eu au moins une année d'éducation obligatoire après la réforme, et donc qui ont été affectés par elle, et ceux qui n'en ont pas eu. Les différences sont notables et surtout aux extrêmes : la proportion d'individus répondant « Je me sens uniquement catalan » augmente de 6,75 points de pourcentage avec la réforme, tandis que la proportion d'individus répondant « Uniquement espagnol » diminue de 6,35 points de pourcentage. Les répondants des cohortes plus exposées au nouveau système éducatif catalan étaient également plus susceptibles de voter pour des partis catalans et d'avoir des attitudes séparatistes plus fortes.

Les résultats de la régression suggèrent qu'une année d'exposition à la réforme augmente la probabilité de se sentir uniquement catalan, plus catalan qu'espagnol ou aussi catalan qu'espagnol de plus de deux points de pourcentage.

Dans Aspachs-Bracons *et al.* (2008), nous comparons également les résultats des réformes en Catalogne et au Pays basque. Dans les deux régions, en 1983, le système éducatif est devenu bilingue. Mais il y avait une différence significative entre les réformes mises en œuvre dans ces deux régions espagnoles : alors que la réforme était obligatoire en Catalogne, les parents pouvaient choisir la langue dans laquelle éduquer leurs enfants au Pays basque. En utilisant des données d'enquête, nous étudions comment les choix parentaux et l'éducation interagissent et contribuent au développement de l'identité individuelle. Les résultats confirment un effet significatif de la politique linguistique obligatoire mise en place en Catalogne sur l'identité, contrairement aux résultats au Pays basque, où la politique linguistique non obligatoire n'a pas eu d'effet.

LITTÉRATURE CONNEXE

Langue d'enseignement et construction nationale

La langue d'enseignement a été changée à différentes époques de l'histoire dans d'autres pays. Par exemple, l'homogénéisation linguistique par le biais de l'éducation était l'objectif principal de la loi chinoise sur le pinyin de 1958-1960. Dans un pays avec une très forte diversité linguistique comme la Chine, le gouvernement a exigé que toutes les écoles aient le mandarin comme langue d'enseignement principale. Après la réforme, les enseignants devaient enseigner en mandarin et les élèves étaient fortement encouragés à communiquer en mandarin.

You (2018) discute de l'effet de la loi sur l'éducation sur divers résultats sociaux et économiques. En particulier, il étudie les changements dans les sentiments nationaux des cohortes affectées par la réforme et comment ces changements dépendent de la distance linguistique entre le mandarin et le dialecte communément parlé dans l'endroit où ils vivent. À la suite de l'introduction d'une langue commune dans l'éducation, You (2018) constate que les Chinois étaient plus susceptibles d'avoir un sentiment national plus fort ; en fait, ils étaient plus susceptibles d'être fiers d'être chinois et de s'identifier à l'ensemble du pays plutôt qu'à leur communauté locale. La réforme a également accru le soutien au gouvernement et, en général, au rôle plus fort du gouvernement dans l'économie. Les médias ont été identifiés comme l'un des canaux possibles, étant donné que la politique d'unification linguistique a accru l'accès aux programmes de radio diffusant des contenus promouvant les mérites du gouvernement national et du socialisme en général.

Les politiques d'assimilation forcée peuvent être efficaces, mais elles peuvent également se retourner contre ceux qui les mettent en place. Par exemple, elles peuvent être perçues comme visant à réprimer la culture d'une minorité spécifique. Comme l'a souligné Fouka (2019) (voir le chapitre 13 de ce livre électronique), avant la Première Guerre mondiale, les Américains d'origine allemande représentaient le plus grand groupe parmi les immigrants de première génération aux États-Unis et, compte tenu de la forte proportion de germanophones, l'éducation bilingue était souvent dispensée non seulement par des écoles privées, mais aussi par des écoles publiques dans les districts où la minorité allemande était plus répandue. Cependant, le climat politique a rapidement changé pendant la Première Guerre mondiale, lorsque des sentiments anti-allemands forts sont devenus prédominants, et la communauté allemande a été l'objet de nombreux épisodes de discrimination et de crimes haineux. L'utilisation de l'allemand a rapidement été mise en cause, et plusieurs restrictions ont été imposées pour limiter son utilisation dans les médias et les lieux publics. Entre 1917 et 1923, principalement en raison de la montée du sentiment anti-allemand, plusieurs États ont interdit l'utilisation de langues étrangères dans les écoles primaires. Cependant, la politique a eu un effet inverse : les enfants d'origine germano-américaine affectés par la politique étaient moins susceptibles de se porter volontaires pour l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, ils étaient plus susceptibles de se marier au sein de leur groupe et plus susceptibles de choisir des noms allemands pour leurs fils et leurs filles. L'effet était plus intense dans les comtés où la taille de la minorité allemande était

plus petite ou la force initiale de l'identification ethnique au sein de la communauté allemande était plus élevée.

Contenus éducatifs et construction nationale

Les changements dans les contenus éducatifs peuvent également affecter la construction nationale. Par exemple, *Cantoni et al. (2020)* présentés dans le chapitre 11 de ce livre électronique se concentrent sur les effets des contenus éducatifs sur le sentiment national et les attitudes envers le gouvernement en utilisant des données de Chine. Entre 2004 et 2010, le Parti communiste chinois a mis en œuvre la réforme des huit programmes d'études qui a introduit d'importants changements dans le programme des lycées et impliqué de profondes révisions des manuels scolaires. En analysant les documents gouvernementaux sur les objectifs de la réforme, les différences entre les anciens et les nouveaux manuels scolaires et entre les anciens et les nouveaux programmes d'études, les auteurs soutiennent que les objectifs du gouvernement étaient de souligner la légitimation institutionnelle du gouvernement chinois, les mérites d'une « démocratie socialiste », les avantages d'une « participation politique ordonnée » assurée par le Parti communiste, la supériorité de l'« économie de marché socialiste » par rapport aux institutions de marché occidentales, et l'importance d'un fort esprit national.

Cantoni et al. (2017) montrent que la réforme a globalement réussi à façonner les attitudes et les croyances des étudiants. Les étudiants exposés à la réforme ont en effet des sentiments plus positifs envers les fonctionnaires du gouvernement et les institutions chinoises en général et sont en revanche plus sceptiques envers les institutions économiques occidentales. Cependant, aucun changement détectable n'a été observé dans le sentiment national et la force de l'identité chinoise. De plus, aucun changement dans le comportement politique n'a été observé comme conséquence de la réforme.

Capacité étatique, éducation et construction nationale

L'étendue de l'impact de l'introduction d'une nouvelle langue d'enseignement ou de la révision des programmes d'études sur le sentiment national de la population dépend probablement de la diffusion des écoles à travers le territoire d'un pays ou plus généralement de la part des dépenses de l'État consacrées à l'éducation.

La loi Guizot (1983) a représenté une réforme majeure du système éducatif français qui a non seulement changé les contenus et la langue d'enseignement mais a également étendu la part de la population exposée à l'éducation publique. La loi a introduit une langue d'enseignement nationale unique et l'enseignement de l'histoire nationale. Elle a également centralisé le système de recrutement des enseignants et a conduit à une augmentation massive des bâtiments scolaires, car elle exigeait qu'une école soit présente dans chaque ville de plus de 500 habitants. *Blanc et Kubo (2021)*, dans le chapitre 8, discutent plusieurs effets possibles de la loi Guizot. En particulier, ils comparent les villes ayant une population légèrement inférieure à 500 habitants avant la mise en œuvre de la loi et les villes ayant une population légèrement supérieure. Ils observent une homogénéisation linguistique plus forte et une identité nationale plus forte (mesurée par la participation à la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale) dans ce dernier cas. Des

preuves de l'importance de la capacité de l'État à endoctriner efficacement les élèves sont également fournies par Belmonte (2020) dans le contexte du régime fasciste italien. De plus, Cinnirella et Schueler (2018), dans le chapitre 12, montrent une association positive entre les dépenses centrales en éducation et la part des votes obtenus par les partis nationalistes en Prusse dans la période entre 1886 et 1911.

CONCLUSIONS

Historiquement, l'éducation a souvent été perçue comme un outil pour façonner les cœurs et les esprits des jeunes générations. Des études analysant différents types de réformes éducatives dans différents pays à différents moments semblent suggérer que en effet, à la fois la langue d'enseignement et le contenu de l'éducation sont susceptibles d'être des déterminants importants de la diffusion d'un sentiment national chez les élèves. Cependant, pour avoir une compréhension plus précise des mécanismes et des facteurs par lesquels le processus éducatif affecte la construction de la nation, davantage de recherche est nécessaire.

Bien que les politiques de construction nationale dans l'éducation aient montré qu'elles affectent l'identité et les préférences nationales, cela n'implique pas nécessairement que ces types de politiques peuvent être utilisés pour favoriser l'intégration des immigrés.

Références

- Aspachs-Bracons, Oriol, Irma Clots-Figueras, Joan Costa-Font, Paolo Masella (2008), « Compulsory Language Educational Policies and Identity Formation », *Journal of the European Economic Association*, Volume 6, Issue 2-3, 1 May 2008, Pages 434-444, <https://doi.org/10.1162/JEEA.2008.6.2-3.434>.
- Bandiera, O., Mohnen, M., Rasul, I., Viarengo, M. (2019), « Nation-building through compulsory schooling during the age of mass migration », *Economic Journal*, 129, 62-109. <https://doi.org/10.1111/eoj.12624>.
- Belmonte, A. (2020), « State Capacity, Schooling, and Fascist Education : Evidence from the Reclamation of the Pontine Marshes », *CAGE Working Papers*.
- Blanc, G., Kubo, M. (2021), « Schools, Language, and Nations : Evidence From a Natural Experiment in France », Mimeo.
- Cantoni, D., Chen, Y., Yang, D.Y., Yuchtman, N., Zhang, Y.J. (2017), « Curriculum and Ideology », *Journal of Political Economy*, 125 (2).
- Cinnirella, F., Schueler, R. (2018), « Nation building : The role of central spending in education », *Explorations in Economic History*, 67, 18-39. <https://doi.org/10.1016/j.eeh.2017.08.002>
- Clots-Figueras, I., Masella, P. (2013), « Education, Language and Identity », *The Economic Journal*, 123, F332-F357. <https://doi.org/10.1111/eoj.12051>.
- Fouka, V. (2019), « Backlash : The Unintended Effects of Language Prohibition in U.S. Schools after World War I », *American Historical Review*, <https://doi.org/10.1093/restud/rdz024>.
- Ramirez, F.O., Boli, J. (1987), « The Political Construction of Mass Schooling : European Origins and Worldwide Institutionalization », *Sociology of Education*, 60, 2. <https://doi.org/10.2307/2112615>.
- You, Y. (2018), « Unified Language, Labor and Ideology », Mimeo.

CHAPITRE 11



Programme scolaire et idéologie : le cas de la Chine

Davide CANTONI, *Ludwig Maximilian University of Munich*

David Y. YANG, *Harvard University*

Noam YUCHTMAN, *London School of Economics*

L'éducation façonne les esprits des jeunes. Des chercheurs dans les sciences sociales ont longtemps soutenu que les écoles jouent un rôle important dans la formation des attitudes politiques et la création d'une identité nationale (Alesina *et al.*, 2021, présenté dans le chapitre 26 de ce livre électronique). Des exemples qui ont retenu l'attention des chercheurs comprennent : la formation d'une identité nationale française au XIX^e siècle (Weber 1976 ; Blanc et Kubo, 2021, présenté dans le chapitre 8) ; la création d'une identité russe englobant l'Ukraine (Plokhly, 2017) ; le développement d'une idéologie ultranationaliste nazie dans le Troisième Reich (Voigtlaender et Voth, 2015) ; et le développement de l'identité catalane (Clots-Figueras et Masella, 2013, décrit dans le chapitre 10). Les chercheurs ont également plaidé pour un rôle de l'éducation dans la formation d'une communauté politique. Par exemple, la formation de citoyens capables de participer au système démocratique américain aux XIX^e et XX^e siècles (Dewey 1916, Lipset 1958, Bandiera *et al.*, 2019, décrit dans le chapitre 9) ; ou la production de masses qui s'intègrent dans les systèmes capitalistes ou socialistes du XX^e siècle (pour le premier, voir Bowles et Gintis 1976 ; pour le second, voir Lott, Jr. 1991).

Les débats contemporains continuent de faire rage concernant la politique des réformes des programmes scolaires. Les exemples vont de l'enseignement de l'évolution dans les écoles américaines (Arold, 2022), au rôle des madrassas dans le monde islamique (Bazzi *et al.*, 2020), et à la couverture des atrocités de la guerre dans les manuels d'histoire japonais ou turcs (Dixon, 2018 ; <https://www.nytimes.com/2007/04/01/world/asia/01japan.html>, consulté le 28 novembre 2022). En 2012, une tentative d'introduire un programme scolaire chinois continental dans les écoles de Hong Kong a conduit

des dizaines de milliers de personnes à descendre dans la rue en signe de protestation (<https://www.nytimes.com/2012/09/04/world/asia/04iht-educbriefweb.html>, consulté le 28 11 2022). L'idée que l'éducation peut être utilisée pour modeler – de manière plus péjorative, « laver le cerveau » – les opinions des enfants sur leur environnement social, économique et politique est puissante ; elle résonne à travers le temps et l'espace.

Pourtant, malgré cette résonance et malgré les exemples historiques de changements scolaires associés à des changements idéologiques, il est extrêmement difficile de déterminer si l'éducation joue un rôle causal dans la formation des croyances. Considérons le cas de l'éducation nazie dans l'Allemagne des années 1930 : on pourrait être tenté d'étudier les effets de l'éducation nazie sur les attitudes des personnes en âge scolaire pendant le Troisième Reich, en les comparant à d'autres cohortes. Cependant, en observant des attitudes différentes parmi les individus qui ont étudié dans des écoles de l'ère nazie, on peut se demander si les écoles elles-mêmes ont façonné les croyances, ou si les jeunes gens à l'époque du Troisième Reich ont été affectés de manière différentielle par l'environnement qui les entourait, leurs parents, les médias, et ce qu'ils observaient dans leur vie quotidienne. Plus généralement, il est difficile de dissocier les effets du programme scolaire de ceux des autres changements sociaux, politiques ou économiques qui façonnent également les préférences.

UNE RÉFORME EN CHINE

À partir de 2004, la Chine a introduit une réforme nationale de son programme scolaire, comprenant des changements significatifs dans les manuels scolaires utilisés par les élèves du lycée (10^e à 12^e années). Cette réforme a été façonnée par une série de documents émis par le ministère de l'Éducation et le Conseil d'État (l'organe administratif le plus élevé du gouvernement chinois), qui révèlent l'importance attribuée par les responsables chinois aux manuels scolaires et à leur capacité à façonner les opinions des citoyens. L'un des auteurs des nouveaux manuels a écrit :

« Écrire le manuel de Politique est un acte au niveau de l'État, plutôt qu'une activité académique individuelle de l'auteur... Avec un grand lectorat, il influencera toute une génération de jeunes. »

Les nouveaux manuels ont été distribués de manière échelonnée dans les 29 provinces de la Chine entre 2004 et 2010. Dans différentes années et provinces, les cohortes d'élèves entrant au lycée ont commencé à étudier à partir des nouveaux manuels, se préparant pour un examen d'entrée à l'université (gaokao) qui serait basé sur les nouveaux matériaux. Les cohortes déjà au lycée ont continué à étudier les anciens manuels et ont été testées sur ceux-ci. La figure 1 montre les dates auxquelles le nouveau programme a été introduit dans chaque province.

Dans notre travail précédent (Cantoni *et al.*, 2017), nous avons tenté d'identifier les effets causaux de ce nouveau programme. L'introduction échelonnée nous permet de comparer les attitudes des cohortes adjacentes d'élèves qui ont été exposées à des programmes différents au sein d'une province particulière, tout en tenant compte des différences entre les cohortes, qui existaient même lorsque le programme était le même pour ces cohortes.

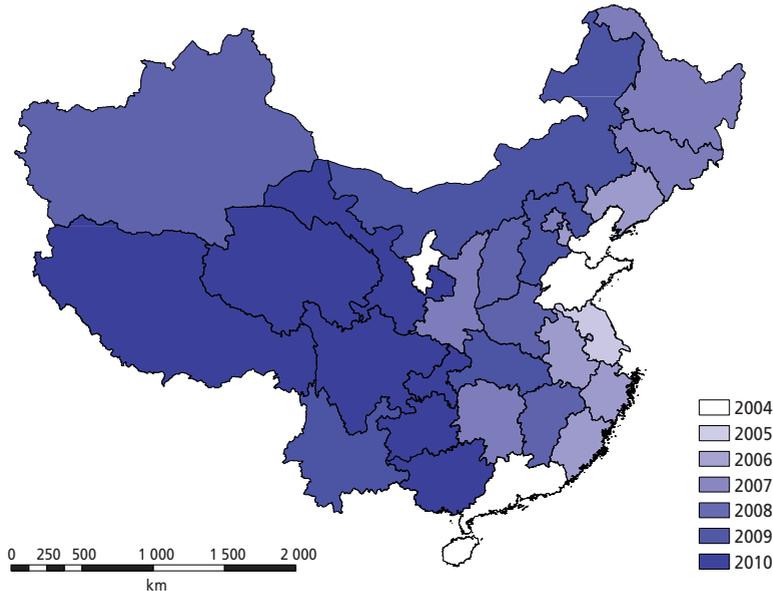


Figure 1 – Année d'introduction du nouveau programme scolaire.

LES OBJECTIFS DE LA RÉFORME

Nous avons comparé les objectifs de la réforme du programme articulés par le ministère de l'Éducation et le Conseil d'État dans des documents officiels aux changements dans le contenu des manuels scolaires, ainsi qu'aux changements dans les cadres structurant les examens gaokao à enjeux élevés. Nous avons identifié les attitudes suivantes comme étant des objectifs clés de la réforme :

1. Les opinions sur la gouvernance : enseigner aux élèves les institutions qui légitiment le gouvernement chinois et ses fonctionnaires, en particulier l'adhésion à l'État de droit.
2. Les opinions sur les institutions politiques chinoises : enseigner aux élèves la « démocratie socialiste ». Cette notion de démocratie est plus limitée que le concept occidental : elle implique la participation des citoyens tout en maintenant le statu quo politique de la règle d'un seul parti.
3. Les opinions sur les institutions économiques : mettre l'accent sur l'importance de l'« économie de marché socialiste » (par opposition à une économie de marché libre) pour le développement économique et social.
4. Les opinions sur l'identité chinoise : cultiver un « esprit national » englobant à la fois les Chinois Han majoritaires et les groupes ethniques minoritaires en Chine.
5. Les attitudes envers l'environnement : inculquer la conscience de l'environnement en tant que valeur.

En plus de notre analyse qualitative du contenu des manuels scolaires, nous avons effectué une analyse quantitative du texte dans les anciens et les nouveaux programmes de politique. Pour structurer notre analyse, nous avons recherché chaque mot contenu

dans le document du Conseil d'État chinois décrivant les objectifs du gouvernement pour la réforme. Pour chaque mot, nous avons calculé la fréquence de ce mot dans les anciens manuels scolaires de politique et les nouveaux. Nous avons également affiné notre recherche de mots, en identifiant manuellement 67 des 1166 mots du document du Conseil d'État qui correspondent à nos cinq grandes catégories d'intérêt. Pour comparaison, nous avons également cherché les 1166 mots les plus fréquents de la langue chinoise, tirés du dictionnaire de fréquence du chinois moderne, et avons à nouveau calculé la fréquence de chaque mot dans les anciens et les nouveaux manuels scolaires.

La Figure 2 présente les fonctions de distribution cumulatives du pourcentage de changement de la fréquence des mots à travers les programmes d'études pour trois ensembles de mots : l'ensemble complet des mots du document gouvernemental, le sous-ensemble des mots du document gouvernemental qui correspondent à nos cinq attitudes principales d'intérêt, et les mots du dictionnaire. On peut voir sur la figure que les mots présents dans le document gouvernemental augmentent systématiquement en fréquence plus que les mots du dictionnaire de comparaison. De plus, les mots liés à nos cinq grandes catégories d'intérêt montrent des augmentations de fréquence beaucoup plus importantes que les autres mots du document gouvernemental – cela est à nouveau visible dans l'ensemble de la distribution des mots.

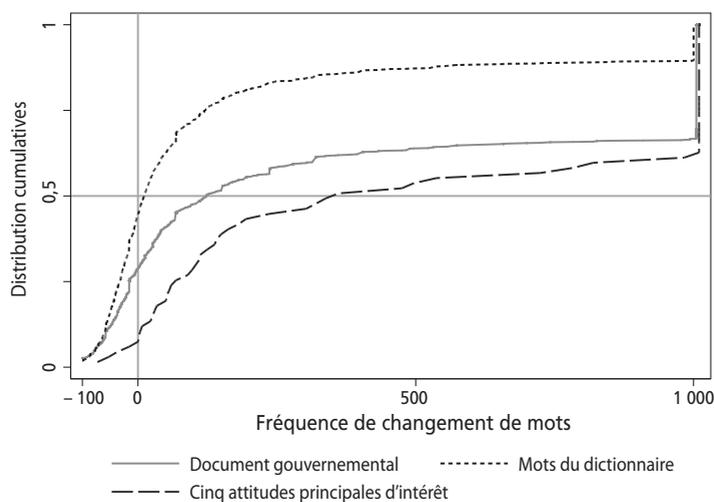


Figure 2 – Fréquence de changement de mots : contenu du programme par rapport aux mots courants.

ENQUÊTER AUPRÈS DES ÉTUDIANTS CHINOIS

Pour identifier l'impact du nouveau programme sur les attitudes qu'il était censé façonner, en 2013, nous avons mené une enquête novatrice auprès de près de 2 000 étudiants de premier cycle de l'Université de Pékin. L'enquête couvrait quatre cohortes d'étudiants universitaires d'élite chinois qui sont entrés au lycée entre 2006 et 2010, provenant de 29 provinces. Pour chacun des objectifs de la réforme des manuels scolaires énumérés

ci-dessus, nous avons conçu une série de questions d'enquête visant à identifier les changements d'attitudes pertinents.

Il est important de noter que nous avons spécifiquement posé des questions aux étudiants d'une manière qui ne ressemblait pas à une série de questions d'examen. De plus, les modèles de réponses ne ressemblent pas non plus à des réponses à des questions d'examen. Il y a beaucoup de variation ; en effet, la variation des réponses aux questions sur la confiance envers les fonctionnaires gouvernementaux est en fait plus grande au sein de notre échantillon que dans l'échantillon plus large, en termes d'individus, d'Asia-Barometer. Cela confirme également l'opinion générale selon laquelle les étudiants de l'Université de Pékin étaient relativement libéraux et francs à l'époque.

LE CONSTAT : UN ENDOCTRINEMENT RÉUSSI

Nous constatons que le nouveau programme a souvent réussi à changer les attitudes des étudiants sur des questions importantes, dans la direction voulue par le gouvernement chinois (voir Figure 3). En ce qui concerne la gouvernance, les étudiants exposés au nouveau programme ont une plus grande confiance dans les fonctionnaires du gouvernement, considèrent les fonctionnaires comme plus civiques et voient la corruption comme moins répandue et opérante. En ce qui concerne les institutions politiques, les étudiants exposés au nouveau programme considèrent la Chine comme plus démocratique et considèrent la participation politique des individus comme une caractéristique déterminante de la démocratie, mais sont plus sceptiques à l'égard de la démocratie sans contraintes. Enfin, les étudiants exposés au nouveau programme expriment des opinions plus sceptiques sur les marchés libres sans contraintes, ce qui correspond également au contenu

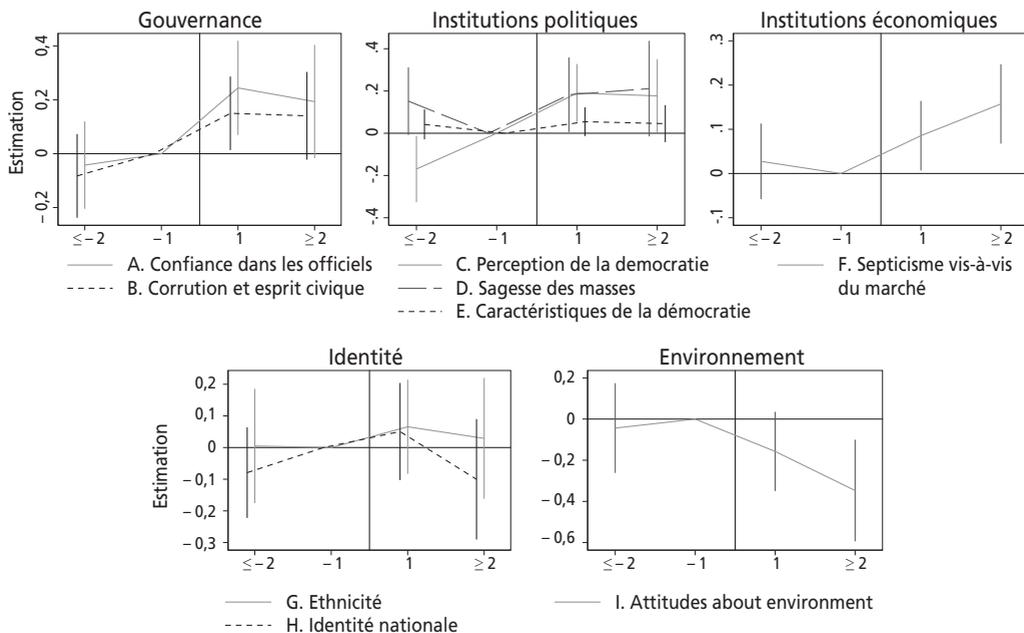


Figure 3 – Changements d'attitude par cohorte (relative) et sujet.

du nouveau programme et à l'objectif du gouvernement d'enseigner aux étudiants sur les institutions économiques chinoises (par opposition aux institutions économiques occidentales de marché libre).

D'autre part, nous ne trouvons pas d'effets statistiquement significatifs pour certaines des attitudes que nous examinons. Comme le souhaite le gouvernement, les étudiants expriment des opinions un peu plus « multiethniques » sur l'identité nationale chinoise, et ont également une plus forte sensation de leur propre identité nationale, bien que ces effets ne soient pas statistiquement significatifs. Le nouveau programme n'a pas incité les étudiants à favoriser des politiques de protection de l'environnement. En fait, les attitudes évoluent dans la direction opposée à celle souhaitée par le gouvernement, peut-être parce que la protection de l'environnement peut être perçue comme étant opposée à la croissance économique, une autre priorité élevée.

Notez que ces résultats tiennent compte des différences d'attitudes entre les provinces et les cohortes, et ne résultent pas de caractéristiques (socio-économiques) différentes des cohortes étudiant selon les anciens et les nouveaux programmes. En fait, les étudiants de notre échantillon qui ont étudié selon les anciens et les nouveaux programmes sont presque indiscernables selon toutes les dimensions observables. Cette similitude de caractéristiques démographiques entre les deux programmes suggère que nous sommes capables d'identifier un effet causal au sein de notre échantillon.

QUEL EST L'IMPACT DU NOUVEAU PROGRAMME ?

Les effets que nous observons sont substantiels. Nous estimons qu'environ 20 % des étudiants qui n'auraient pas adopté les vues souhaitées par le gouvernement en l'absence d'exposition au nouveau programme ont été convaincus par celui-ci. Cela fait des manuels scolaires un outil de persuasion bien plus efficace que d'autres moyens de transmission d'opinions obliques, tels que la publicité ou les médias de masse (voir DellaVigna et Gentzkow, 2010).

Nous pouvons également comparer l'effet du nouveau programme à l'association entre les attitudes et les caractéristiques socio-économiques ou démographiques des étudiants qui pourraient influencer leurs vues et attitudes. Nos estimations impliquent que l'étude sous le nouveau programme modifie la croyance sur la démocratie en Chine d'environ 25 % d'un écart type dans la direction souhaitée par le gouvernement. En comparaison, avoir des parents membres du Parti communiste n'a qu'un effet de 10 % d'un écart type.

DANS QUELLE MESURE LES LEÇONS DE CETTE RÉFORME SONT-ELLES GÉNÉRALES ?

Il est naturel de se demander ce que nos résultats impliquent par rapport aux tentatives de l'État de façonner les attitudes dans d'autres contextes culturels et sociaux, par exemple aux États-Unis ou en Europe occidentale. D'une part, on pourrait penser que nos résultats représentent la limite supérieure de ce que l'État peut réaliser avec une réforme de programme. En effet, nous avons étudié un projet d'un État chinois autoritaire et fort, et mesuré les résultats sur les étudiants chinois hyper-compétitifs qui ont obtenu des scores presque parfaits à leurs examens d'entrée à l'université pour être admis à l'Université

de Pékin. D'autre part, les étudiants de l'Université de Pékin au moment de notre étude étaient connus pour être particulièrement critiques envers leur État, et prêts à s'exprimer contre lui, ayant été au centre de mouvements pro-démocratiques, avec des discussions ouvertes sur les attitudes déviant de la ligne du Parti. Si les étudiants politiquement libéraux de l'Université de Pékin ont vu leurs opinions modifiées par leurs manuels scolaires du secondaire, il est raisonnable de supposer qu'une population moins critique pourrait être encore plus susceptible au pouvoir persuasif du contenu éducatif.

PROGRAMME SCOLAIRE ET IDÉOLOGIE AUJOURD'HUI

Les preuves, que nous avons mis en lumière, d'une réussite de l'endoctrinement étatique sont plus pertinentes que jamais compte tenu de la politisation croissante du contenu éducatif dans le monde aujourd'hui. L'on trouve des exemples autoritaires, comme les efforts du Parti communiste chinois pour endoctriner les populations de la Chine et de Hong Kong, et les campagnes d'« éducation patriotique » de la Russie. Même au sein des démocraties, la sensibilité à l'idéologie du contenu éducatif a augmenté à mesure que les sociétés sont devenues plus polarisées : par exemple, la question de savoir si l'éducation devrait tenter de corriger les injustices historiques fait l'objet d'un débat passionné aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Que réserve l'avenir ? De nombreuses recherches récentes suggèrent que même si les gouvernements cherchent à façonner les idéologies des étudiants, ils seront confrontés à des limites à ce qu'ils peuvent réaliser. Les parents s'opposeront naturellement à l'endoctrinement qu'ils rejettent (voir, par exemple, le chapitre 13 sur Fouka, 2020) ; les étudiants se mobiliseront contre l'éducation qu'ils perçoivent comme de la propagande (par exemple, à Hong Kong au début des années 2010) ; les organisations religieuses et de la société civile répondront en offrant leurs propres établissements éducatifs, lorsque l'État le permet (comme décrit dans le chapitre 14 mettant en vedette Bazzi *et al.*, 2022).

CONSÉQUENCES POLITIQUES

Nous voyons deux objectifs politiques importants pour les individus et les institutions ayant des vues libérales. Premièrement, la promotion de l'idéologie démocratique peut être renforcée dans les démocraties occidentales, mais seulement si les États mettent l'accent sur le terrain d'entente (en voie de disparition) au sein de leurs populations. Deuxièmement, la propagation de l'idéologie autoritaire peut être restreinte en renforçant les groupes de la société civile et les communautés d'opposition qui maintiendront et transmettront naturellement leurs valeurs en défiance de l'éducation autoritaire.

Références

- Alesina, Alberto, Paola Giuliano et Bryony Reich (2021), « Nation-building and education », *The Economic Journal*, 131, n° 638 : 2273-2303.
- Arold, Benjamin W. (2022), *Evolution vs. creationism in the classroom : The lasting effects of science education*, No. 379. ifo Working Paper.

- Bandiera, Oriana, Myra Mohnen, Imran Rasul et Martina Viarengo (2019), « Nation-building through compulsory schooling during the age of mass migration », *The Economic Journal*, 129, n° 617 : 62-109.
- Bazzi, Samuel, Masyhur Hilmy et Benjamin Marx (2022), *Islam and the state : Religious education in the age of mass schooling*. Working paper w27073, National Bureau of Economic Research.
- Bazzi, Samuel, Gabriel Koehler-Derrick et Benjamin Marx (2020), « The institutional foundations of religious politics : Evidence from Indonesia », *The Quarterly Journal of Economics*, 135, n° 2 : 845-911.
- Blanc, Guillaume et Masahiro Kubo (2021), « Schools, Language, and Nations : Evidence From a Natural Experiment in France », non publié, University of Manchester.
- Bowles, Samuel et Herbert Gintis (1976), *Schooling in Capitalist America : Educational Reform and the Contradictions of Economic Life*, New York, NY : Basic Books.
- Cantoni, Davide, Yuyu Chen, David Yufan Yang, Noam Yuchtman et Y. Jane Zhang (2017), « Curriculum and Ideology », *Journal of Political Economy*, 125, n° 2 (avril 2017) : pp. 338-392.
- Carvalho, Jean-Paul, Mark Koyama et Cole Williams (2022), « Resisting education », disponible sur SSRN 419511.
- Clots-Figueras, Irma et Paolo Masella (2013), « Education, language and identity », *The Economic Journal*, 123, n° 570 : F332-F357.
- DellaVigna, Stefano et Matthew A. Gentzkow (2010), « Persuasion : Empirical Evidence », *Annual Review of Economics*, 2(1), sept., 643-669.
- Dewey, John (1916), *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, NY : Macmillan.
- Dixon, Jennifer M. (2018), *Dark Pasts : Changing the State's Story in Turkey and Japan*, Cornell University Press.
- Fouka, Vasiliki (2020), « Backlash : The unintended effects of language prohibition in US schools after World War I », *The Review of Economic Studies*, 87, n° 1 : 204-239.
- Lipset, Seymour Martin (1958), « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy », *The American Political Science Review*, 1959, 53 (1), 69-105.
- Lott, Jr, John R (1999), « Public Schooling, Indoctrination, and Totalitarianism », *Journal of Political Economy*, déc., 107 (S6), S127-S157.
- Plokhy, Serhii (2017), *Lost kingdom : The quest for empire and the making of the Russian nation*, Hachette UK.
- Voigtländer, Nico et Hans-Joachim Voth (2015), « Nazi indoctrination and anti-Semitic beliefs in Germany », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 112, n° 26 : 7931-7936.
- Weber, Eugen (1976), *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, CA : Stanford University Press.

CHAPITRE 12



Leçons tirées de la politique de germanisation de Bismarck

Francesco CINNIRELLA, *Université de Bergame, CESifo et CEPR*
Ruth Maria SCHÜLER, *German Economic Institute*

INTRODUCTION

L'Empire allemand a été fondé en 1871, sous l'hégémonie étatique de la Prusse. Être germanophone et protestant est devenu la caractéristique ethnique et religieuse dominante de la nouvelle nation, la « norme » d'un citoyen. Partant de l'idée qu'un État-nation nécessite une homogénéité culturelle et linguistique, des politiques oppressives à l'encontre des minorités linguistiques et confessionnelles, principalement les citoyens polonophones et catholiques, ont été mises en place, renforçant les antagonismes germano-polonais et protestants-catholiques.

Le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont été marqués par des mouvements nationaux à travers toute l'Europe, amplifiés par les sentiments nationaux réveillés après la Première Guerre mondiale. En examinant les conséquences des politiques oppressives à l'encontre des minorités polonophones et catholiques en Prusse, juste après la fondation de l'Empire allemand, on constate que ces politiques ont renforcé l'identité du groupe minoritaire au lieu d'atteindre une homogénéisation linguistique et confessionnelle. Par conséquent, au lieu de créer une nation unifiée, cela a favorisé la ségrégation culturelle et confessionnelle, et un milieu polonais et un milieu catholique sont apparus. Cependant, la Prusse de la fin du XIX^e siècle offre également un exemple de politique alternative de construction nationale. Avec un changement dans les dépenses éducatives en faveur de l'État central, les électeurs des régions bénéficiant d'une plus grande part des dépenses centrales avaient tendance à accroître leur soutien aux partis nationalistes. En rassemblant ces éléments, les données montrent que les politiques répressives ont tendance à échouer dans l'atteinte de l'homogénéisation ou même de l'assimilation. Au lieu de cela,

des investissements plus importants au niveau central, en particulier dans le secteur de l'éducation visant à renforcer l'identité, peuvent orienter le soutien politique vers des acteurs politiques soutenant le système.

Dans ce chapitre, nous examinons d'abord les résultats des politiques de marginalisation à l'encontre de la population slavophone et catholique en Prusse (sections 2 et 3), puis nous nous intéressons aux dépenses éducatives centrales et à leurs effets sur les résultats électoraux (section 4), avant de conclure et de tirer des implications politiques (section 5).

LA POLITIQUE DE GERMANISATION RENFORCE L'IDENTITÉ POLONAISE

À la fin du XIX^e siècle, un tiers de la population prussienne appartenait autrefois à la Communauté polono-lituanienne (Alexander, 2008). Cela était dû à la conquête de la Poméranie et de la Silésie aux XVII^e et XVIII^e siècles, aux trois partages de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle, ainsi qu'au quatrième partage lors du Congrès de Vienne en 1815 (Hansen et Wenning, 2003). Les régions de la Communauté polono-lituanienne ont connu une immigration de colons allemands depuis le Moyen Âge, à la suite de l'expansion territoriale du Saint-Empire romain germanique et de l'Ordre teutonique. Par conséquent, les Allemands et les Polonais ont vécu côte à côte avant même que ces régions ne deviennent prussiennes (Zernack, 2008). Après le passage de ces régions sous domination prussienne, les autorités prussiennes ont encouragé les colons germanophones à s'installer dans le nouveau Grand-Duché de Posnanie, et surtout en Prusse occidentale, afin de peupler des territoires vacants et dévastés. Au début, ce sont principalement des colons germanophones qui sont arrivés. Lorsque les guerres et les épidémies ont entraîné une pénurie de colons germanophones, des Autrichiens luthériens (Salzbourgeois), des Polonais masuriens, des Lituanais et des huguenots français ont été invités à s'installer dans les parties orientales de la Prusse (Zbroschzyk, 2014). La migration d'Ouest en Est s'est finalement inversée lorsque des personnes, tant d'origine allemande que polonaise, ont commencé à se déplacer vers les régions industrialisées de la Rhénanie dans les années 1880 et 1890 (Wünsch, 2008).

Lorsque l'Empire allemand a été fondé en 1871, le chancelier impérial Otto von Bismarck a commencé à promouvoir une politique oppressive de germanisation à l'encontre des Polonais, initiant ainsi un antagonisme germano-polonais (Alexander, 2008). Les écoles primaires ont joué un rôle particulièrement important dans l'assimilation des élèves polonophones en Prusse à l'est de l'Elbe (Lamberti, 1989). Alors qu'une réglementation en 1842 avait prescrit que la langue d'enseignement devait être celle de la majorité des élèves, l'allemand s'est progressivement imposé comme la seule langue d'enseignement après 1871. Au-delà d'une politique linguistique oppressive, plus de la moitié du programme scolaire était consacrée à l'allemand et aux cours d'histoire visant à former des citoyens loyaux (Lundgreen, 1976), ce qui a conduit les groupes non germanophones à percevoir la politique d'éducation primaire comme une menace pour leur identité culturelle.

Selon le récit historique, la politique de germanisation n'a pas atteint son objectif de créer une nation allemande homogène parlant la même langue (Alexander, 2008). Au lieu de cela, les Polonais ont commencé à établir leur propre société parallèle en créant

leurs propres banques, en s'organisant en clubs et en transmettant un capital humain spécifique à la culture polonaise dans les cours de confirmation. En outre, la création de coopératives polonaises était un aspect central du mouvement national polonais (Suesse and Wolf, 2020).

Dans l'étude de Cinnirella et Schüler (2016), il est démontré comment l'antagonisme germano-polonais, suscité par les efforts de germanisation dans les écoles primaires prussiennes, a affecté les dépenses locales pour le système scolaire primaire. Dans les régions où la polarisation entre les Allemands et les Polonais était élevée, ils constatent que les dépenses locales pour les écoles primaires étaient plus faibles. Leur recherche retrace également empiriquement le récit historique d'une politique de germanisation infructueuse. Malgré la politique linguistique répressive, la part d'élèves polonophones a augmenté dans la province de Posnanie, qui était particulièrement visée par la politique de germanisation. Cependant, les auteurs ne peuvent pas déterminer avec certitude si cette augmentation était due aux schémas de migration des Prussiens germanophones et polonophones ou à une identification plus forte à la langue polonaise. Si la première hypothèse était vraie, la politique de germanisation a finalement conduit à la ségrégation avec une concentration de locuteurs polonais dans les anciennes régions de la Communauté polono-lituanienne, telles que la province de Posnanie.

SURVEILLANCE CENTRALISÉE, RÉSISTANCE ET RÉSULTATS DES RÉFORMES DANS LE CONTEXTE DU *KULTURKAMPF* : PROTESTANTS CONTRE CATHOLIQUES.

La fondation de l'Empire allemand a suscité un autre antagonisme culturel entre les croyants des deux principales confessions, les protestants et les catholiques. La population catholique constituait une minorité confessionnelle dans l'empire nouvellement fondé, dominé par l'hégémonie prussienne-protestante (par exemple, Landry, 2011). En 1870, juste un an avant la fondation de l'Empire allemand, l'Église catholique avait déclaré l'infailibilité pontificale, ce qui semblait ensuite incompatible avec la souveraineté de l'empereur allemand en tant que chef de l'État (Hatfield, 1981). Ces deux événements ont conduit à un conflit entre le gouvernement prussien et l'Église catholique, qui a caractérisé la relation entre protestants et catholiques tout au long de la première décennie de l'Empire nouvellement fondé et a été qualifié de *Kulturkampf*. En plus d'une série de lois visant à limiter l'influence de l'Église catholique, l'éducation primaire a été utilisée comme champ de bataille de ce conflit culturel. Comme décrit dans le cadre théorique de Lott (1990), l'État prussien mettait l'accent sur la fonction de socialisation du système éducatif, par opposition à sa fonction de transmission des connaissances.

En Prusse, l'éducation primaire était organisée localement, principalement au niveau municipal, ce qui faisait des églises un acteur important du fonctionnement du système éducatif. En particulier, la supervision scolaire était assurée par le clergé (Glück, 1979). Ces inspecteurs scolaires ecclésiastiques avaient pour tâche de veiller à ce que les élèves fréquentent régulièrement l'école et, en outre, ils devaient proposer des améliorations générales pour le système scolaire. Les inspecteurs scolaires ecclésiastiques exerçaient leur fonction gratuitement, en plus de leurs fonctions religieuses.

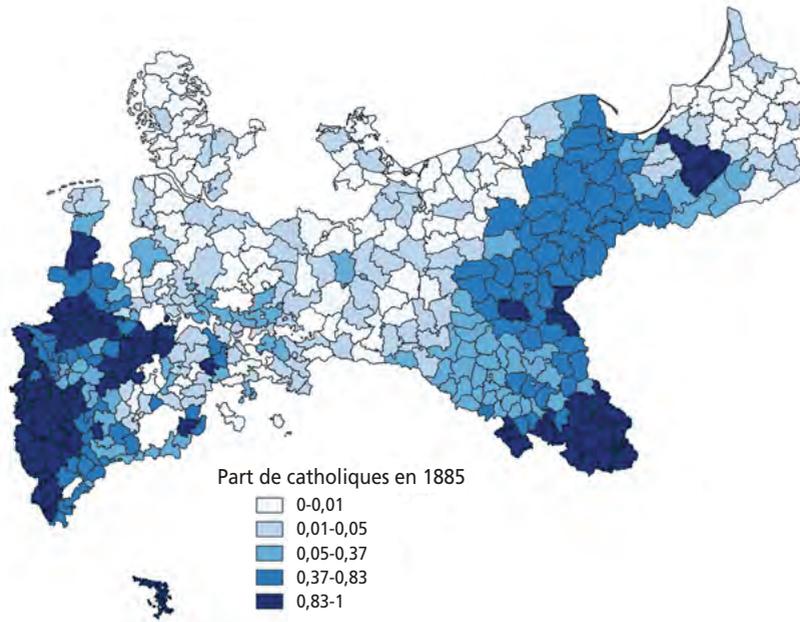


Figure 1 – La part de catholiques en 1885.

Remarque : La part des catholiques est calculée comme le nombre de catholiques sur la population totale en 1885. Le premier quartile comprend la part des catholiques de 0 à 1,32 % ; le deuxième quartile de plus de 1,32 % à 16,1 % ; le troisième quartile de plus de 16,1 % à 73,3 % ; le quatrième quartile de plus de 73,3 % à 100 %. Les frontières des comtés sont telles qu'en 1871.

Source : Base de données d'histoire économique prussienne de l'ifo (iPEHD), illustration personnelle.

Le ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Éducation, Adalbert Falk, fervent défenseur de la politique du *Kulturkampf*, a introduit la loi sur l'inspection scolaire en 1872 (Glück, 1979). L'objectif de cette loi était de professionnaliser l'inspection scolaire. Avec cette nouvelle loi, le gouvernement central sélectionnait, rémunérait et affectait les inspecteurs scolaires. Ces inspecteurs scolaires centraux étaient des fonctionnaires de l'État (Unruh, 1992) et recevaient un salaire fixe (Neugebauer, 1992). La loi était motivée par les lacunes scolaires dans les régions principalement catholiques et majoritairement polonophones de l'est de la Prusse. Ainsi, la loi visait à placer les écoles de cette région sous contrôle central, en retirant la supervision à l'Église catholique (Kuhlemann, 1991). Cependant, en raison de contraintes budgétaires, les inspecteurs scolaires centraux ne pouvaient être déployés que progressivement. Cela a conduit à ce que les inspecteurs scolaires centraux soient d'abord introduits dans la région polonophone à l'est de l'Elbe, qui avait autrefois appartenu au Commonwealth polono-lituanien, suivis par les comtés catholiques de l'ouest, notamment dans les provinces de Rhénanie et de Westphalie, qui étaient principalement peuplées de catholiques. Cela est illustré dans les Figures 1 et 2. Les inspecteurs scolaires envoyés dans l'est ignoraient la culture et l'histoire de la région et ne maîtrisaient pas la langue polonaise (Lamberti, 1989). Les inspecteurs scolaires centraux dans les provinces de l'ouest, quant à eux, étaient recrutés localement. Qu'ils soient recrutés localement ou dans d'autres parties de l'Empire, les inspecteurs scolaires

centraux étaient confrontés à la méfiance et à la résistance de la population locale, car la loi avait été introduite dans le cadre du Kulturkampf.

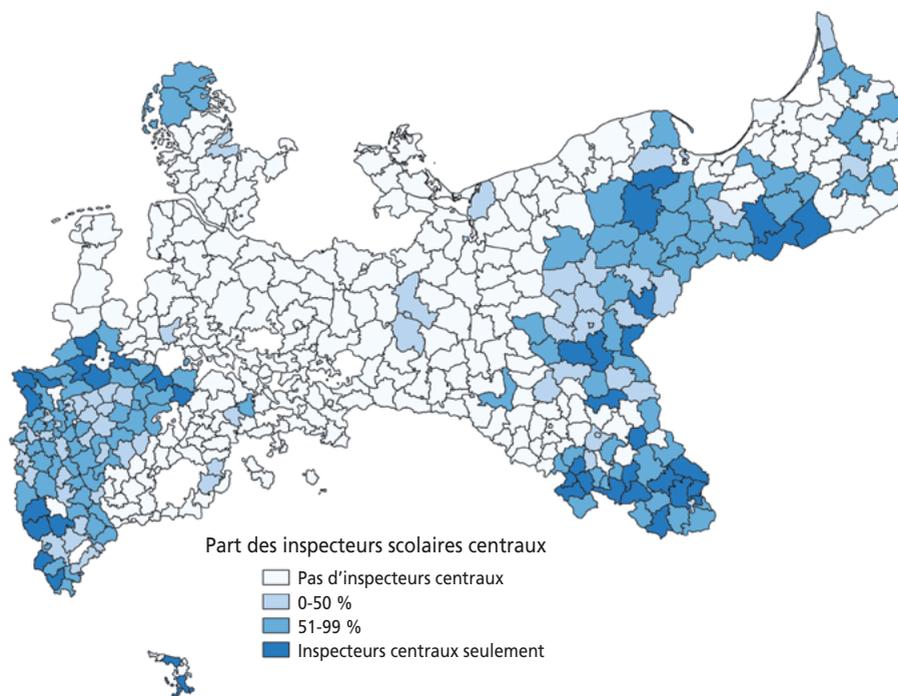


Figure 2 – La part de inspecteurs scolaires centraux, 1876-1886.

Remarque : La part des inspecteurs scolaires centraux représente la somme des fractions des inspecteurs scolaires centraux par rapport au nombre total d'inspecteurs scolaires pour chaque année respective entre 1876 et 1886.

Source : Base de données d'histoire économique prussienne de l'ifo (IPEHD), illustration personnelle.

Nous examinons également de manière empirique les effets de la loi sur l'inspection scolaire (Schüler, 2016). La réforme, qui visait à assurer une fréquentation scolaire universelle, a-t-elle été efficace dans un environnement où elle suscitait des conflits identitaires ? En comparant la fréquentation scolaire dans les régions où des inspecteurs scolaires centraux ont été installés avec les régions où des inspecteurs scolaires ecclésiastiques étaient en place avant et après la réforme, nous montrons que l'introduction d'inspecteurs scolaires centraux a entraîné une augmentation de l'inscription scolaire. Cependant, la réforme a été principalement efficace dans les régions à population confessionnelle mixte. Les comtés à l'ouest de l'Elbe, qui étaient principalement catholiques, se sont opposés à la réforme. En fait, le taux d'inscription scolaire n'a pas changé dans cette région et la part des élèves inscrits dans des écoles privées a augmenté. Les écoles privées étaient utilisées pour éviter les politiques culturelles répressives du gouvernement central.

Les principales conclusions sur l'impact de la loi sur l'inspection scolaire vont dans le sens du récit historique sur les effets globaux du Kulturkampf. Le Kulturkampf a renforcé

l'unité de l'Église catholique et établi une solidarité entre le clergé et la population catholique (Hatfield, 1981). En particulier en Westphalie, la résistance de la population catholique s'est traduite par des manifestations visant à afficher la solidarité catholique, ainsi que par des grèves des ouvriers industriels catholiques. La population catholique a boycotté les jours fériés nationaux tels que le jour de Sedan qui célébrait la victoire sur l'armée française en 1871 ou l'anniversaire de l'empereur. La résistance de la population catholique s'est également exprimée dans les écoles où les parents ont retiré leurs enfants des défilés militaires en l'honneur de l'empereur. La protestation était soutenue et alimentée également par la presse catholique. Finalement, le Kulturkampf a conduit à une division encore plus profonde et plus large entre la population protestante et la population catholique (Hatfield, 1981), qui s'est exprimée dans le milieu social catholique représenté politiquement par le parti du Centre (voir Lepsius dans Landry, 2011).

DÉPENSES ÉDUCATIVES ET RÉSULTATS ÉLECTORAUX

La Prusse historique constitue également une étude de cas intéressante pour analyser si la centralisation ou la décentralisation des dépenses publiques en matière d'éducation peuvent être pertinentes pour la construction d'une nation. Les recherches antérieures ont montré qu'il existe en effet une relation forte entre les dépenses publiques en éducation et la construction nationale (Bandiera *et al.* 2017 ; Weber 1976 ; Lipset 1959). En Prusse, la part des dépenses de l'État central dans l'éducation a augmenté de 10 % à plus de 40 % entre 1886 et 1911. Ce changement fait suite à une réforme visant à soulager le budget des municipalités locales en subventionnant principalement le salaire des enseignants. L'introduction successive d'un salaire minimum pour les enseignants et d'autres réformes scolaires ont contribué à centraliser davantage les dépenses publiques en éducation. Dans le même temps, comme mentionné précédemment, les autorités prussiennes utilisaient délibérément l'éducation primaire pour créer un État-nation homogène, en inculquant des idées et des valeurs culturelles conformes à l'idée d'un « citoyen loyal » (Lott, 1990). Le décret royal de Guillaume II en 1889 déclarait explicitement l'école comme un instrument de lutte contre la social-démocratie et de promotion des vertus prussiennes. Ces valeurs se manifestaient dans la participation électorale, le paiement des impôts, le service militaire, la fréquentation scolaire et le respect des autorités.

On peut supposer de manière plausible qu'un niveau plus élevé de centralisation dans les dépenses en éducation, augmentant ainsi le contrôle de l'État sur le système éducatif, a affecté la perception de l'État nationaliste par les gens et a également influencé les attitudes politiques des citoyens. Le contrôle de l'État sur le système éducatif prenait la forme du recrutement des enseignants. Les fonds de l'État étaient souvent accordés à condition de transférer le pouvoir décisionnel des autorités locales aux autorités centrales. Par exemple, dans les provinces de Prusse-Occidentale (situées dans la partie orientale de la Prusse) et de Posnanie, régions caractérisées par une importante population de langue polonaise, le recrutement des enseignants est passé des autorités locales aux autorités centrales, accompagné d'une très grande subvention pour les écoles primaires. Cela illustre comment la part des fonds centraux pour les dépenses en éducation peut refléter l'étendue du contrôle de l'État central sur le système éducatif. La figure 3 montre

l'évolution de la part des dépenses de l'État dans l'éducation en général, les dépenses de l'État pour les enseignants et les dépenses de l'État pour les bâtiments pour la période 1886-1911.

Dans l'étude de Cinnirella et Schueler (2018), on constate qu'une augmentation de la part des dépenses de l'État consacrée à l'éducation primaire est fortement liée à (i) une participation électorale plus élevée et (ii) une plus grande part de voix pour les partis nationalistes. En particulier, ils constatent un impact positif sur la part de voix du Parti national-libéral, des Conservateurs libéraux et des Conservateurs allemands, qui soutenaient l'État prussien et sa constitution. Ils interprètent ce résultat comme étant cohérent avec l'idée selon laquelle les investissements de l'État dans l'éducation peuvent avoir des effets « positifs » sur la construction nationale, dans le sens où ils contribuent à créer un consensus plus large autour du parti pro-nationaliste au pouvoir. Cependant, il est important de nuancer ce résultat. Les résultats de Cinnirella et Schueler (2018) suggèrent que l'intervention de l'État dans l'éducation gagne le soutien des électeurs marginaux, dans le cas des électeurs prussiens politiquement proches des positions pro-nationalistes. En revanche, les dépenses de l'État en éducation n'obtiennent pas le consensus de segments de la population qui s'opposaient au projet conservateur de construction nationale, tels que les travailleurs de la classe ouvrière.

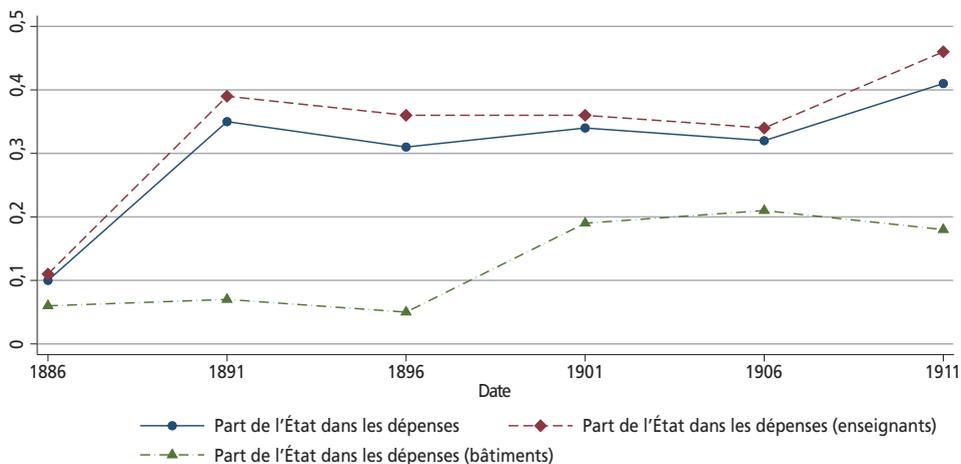


Figure 3 – La part des dépenses de l'État consacrée à l'éducation en général, aux enseignants et aux bâtiments en Prusse, de 1886 à 1911, est illustrée dans la figure suivante.

Source : Königliches Statistisches Bureau à Berlin. *Preussische Statistik*, Vol. 1-305. Berlin : Verlag des Königlichen Statistischen Bureau.

Une autre question importante, et liée à la précédente, est de savoir quelle destination des dépenses publiques permet de générer un consensus. Dans le contexte de l'éducation, les fonds publics sont principalement alloués à l'infrastructure (par exemple, les bâtiments scolaires) ou aux salaires des enseignants. Les enseignants formés, recrutés et rémunérés par l'État central ont pu contribuer à l'endoctrinement des élèves et de leurs familles respectives. En effet, les résultats de Cinnirella et Schueler (2018) suggèrent

qu'une part plus élevée des dépenses centrales consacrées aux enseignants a eu un impact plus important sur les votes pro-nationalistes que les dépenses liées aux bâtiments scolaires. De plus, nous constatons que la part des dépenses de l'État consacrée aux enseignants avec un retard de 15 ans a un impact important sur la part des votes conservateurs. Cette dernière constatation est cohérente avec l'interprétation selon laquelle les enseignants contrôlés par l'État endoctrinent les élèves des écoles primaires qui deviennent ultérieurement des membres de l'électorat.

CONCLUSION

L'utilisation de la Prusse après la fondation de l'Empire allemand en 1871 comme laboratoire pour évaluer les conséquences des politiques répressives à l'égard des minorités montre que la répression ciblée sous la forme de politiques linguistiques et culturelles tendait à renforcer l'identité des minorités au lieu de générer une nation homogène. En réaction à la répression de la langue polonaise à l'école et aux inspecteurs scolaires dirigés par l'État, l'identité polonaise s'est renforcée et un milieu catholique s'est développé. Cela conduit à la conclusion que la construction nationale par l'aliénation sociale n'est pas efficace et renforce plutôt l'identification des minorités à leur communauté respective. Dans le même temps, des investissements plus importants dans l'éducation primaire par le gouvernement central, avec un contrôle plus fort en conséquence, semblent avoir été relativement efficaces pour obtenir le soutien politique de l'électeur marginal en faveur du parti pro-nationaliste au pouvoir. Dans l'ensemble, le système éducatif se révèle être un domaine particulièrement sensible pour la formation des identités.

Malgré l'absence d'un contrefactuel historique, nos résultats suggèrent qu'une approche englobant les cultures et les langues des populations minoritaires, notamment dans le domaine de l'éducation, pourrait générer moins de clivages et de ségrégation, laissant ainsi en suspens la question de savoir comment l'histoire aurait évolué si les cultures polonaise et d'autres cultures slaves avaient été perçues comme une richesse plutôt qu'une menace.

Références

- Alexander, M. (2008), *Kleine Geschichte Polens*, Stuttgart : Reclam.
- Bandiera, O., Mohnen, M. Rasul, I., Viarengo, M. (2019), « Nation-building Through Compulsory Schooling during the Age of Mass Migration », *The Economic Journal*, 129, 62-109.
- Cinnirella, F. et R. M. Schüler (2016), « The Cost of Decentralisation : Linguistic Polarization and the Provision of Education », *CESifo Working Paper*, n° 5894.
- Cinnirella, F. et R. M. Schüler (2018), « Nation Building : The Role of Central Education Spending », *Explorations in Economic History*, 67, 18-39.
- Glück, H. (1979), *Die preußisch-polnische Sprachpolitik : eine Studie zur Theorie und Methodologie der Forschung über Sprachenpolitik, Sprachbewußtsein und Sozialgeschichte am Beispiel der preußisch-deutschen Politik gegenüber der polnischen Minderheit vor 1914*, Hamburg : Buske.
- Hansen, G. et Wenning, N. (2003), *Schulpolitik für andere Ethnien in Deutschland. Zwischen Autonomie und Unterdrückung*, Münster, New York, München, Berlin : Waxmann.

- Hatfield, D. (1981), « Kulturkampf: The Relationship of Church and State and the Failure of German Political Reform », *Journal of Church and State*, 23, 465-485.
- Kuhlemann, F.-M., (1991), « Schulen, Hochschulen, Lehrer », in C. Berg (Ed.), *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte, Band 4, 1870-1918 : von der Reichsgründung bis zum Ende des Ersten Weltkriegs* (pp. 179-370).
- Lamberti, M. (1989), *State, Society and the Elementary School in Imperial Germany*, New York, Oxford : Oxford University Press.
- Landry, S. M. (2011), « That All May Be One ? Church Unity and the German National Idea, 1886-1883 », *Church History*, 80, 281-301.
- Lipset, S.M. (1959), « Some social requisites of democracy : economic development and political legitimacy », *American Political Science Review*, 53, 69-105.
- Lott, J. R. (1990), « Public Schooling, Indoctrination, and Totalitarianism », *Journal of Political Economy*, 107, 127-157.
- Lundgreen, P. (1976), « Educational Expansion and Economic Growth in 19th-Century Germany. A Quantitative Study », in L. Stone (Ed.), *Schooling and Society. Studies in the History of Education*, pp. 20-66. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- Neugebauer, W. (1992), « Das Bildungswesen in Preußen seit der Mitte des 17. Jahrhunderts », in O. Büsch (Ed.), *Handbuch der Preußischen Geschichte, Band II, Das 19. Jahrhundert und Große Themen der Geschichte Preußens* (pp. 605-799), Berlin, New York : Walter de Gruyter.
- Schüler, R. M. (2016), « Centralized Monitoring, Resistance, and Reform Outcomes : Evidence from School Inspections in Prussia », Ifo Working Paper, n° 223.
- Suesse, M. et Wolf, N. (2020), « Rural Transformation, Inequality and the Origins of Micro-Finance », *Journal of Development Economics*, 143.
- Unruh, G.-C. von (1992), « Provinz (Großherzogtum) Posen », in G. Heinrich, F.-W. Henning et K. G. A. Jeserich (Eds.), *Verwaltungsgeschichte Ostdeutschlands 1815-1945. Organisation – Aufgaben – Leistungen der Verwaltung* (pp. 366-474), Stuttgart, Berlin, Köln : Verlag W. Kohlhammer.
- Weber, E. (1976), *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France 1870-1914*, Stanford University Press.
- Wünsch, T. (2008), *Deutsche und Slawen im Mittelalter : Beziehungen zu Tschechen, Polen, Südslawen und Russen*, München : Oldenbourg Verlag.
- Zbroschzyk, M. (2014), *Die preußische Peuplierungspolitik in den rheinischen Territorien Kleve, Geldern und Moers im Spannungsfeld von Theorie und räumlicher Umsetzung im 17.-18. Jahrhundert*, University of Bonn.
- Zernack, K. (2008), « The Middle Ages », in C. W. Ingrao et F. A. J. Szabo (Eds.), *The Germans and the East*, pp. 9-15, West Lafayette : Purdue University Press.

CHAPITRE 13



Les politiques linguistiques dans l'éducation et la possibilité de réactions identitaires négatives

Vasiliki Fouka, *Stanford University*

L'éducation est l'un des outils les plus puissants de construction nationale à la disposition des dirigeants et des gouvernements. Lors de la consolidation des États-nations européens modernes, l'éducation primaire de masse dans la langue nationale a été largement utilisée pour homogénéiser les populations et inculquer une conscience nationale (Tilly, 1975 ; Hobsbawm, 1990). À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, aux États-Unis, l'éducation obligatoire a été introduite pour intégrer les millions d'immigrants européens qui arrivaient après avoir été peu exposés aux valeurs civiques de leur pays d'origine (voir le chapitre 9 de ce livre électronique sur Bandiera *et al.*, 2019). En France, où a eu lieu ce qui est peut-être l'expérience la plus connue de construction nationale réussie, d'importants investissements dans les infrastructures scolaires, la conception des programmes et la formation des enseignants ont joué un rôle crucial dans la transformation de populations linguistiquement diverses en « Français » (Weber, 1976).

Mais l'homogénéisation par l'éducation réussit-elle toujours ? Ou est-ce que les politiques d'assimilation ciblant les populations d'élèves appartenant à des minorités se retournent parfois contre elles, renforçant les identités non nationales ?

Une étude de cas sur les effets des interdictions de langues étrangères dans les écoles primaires aux États-Unis pendant l'ère de la migration de masse fournit des preuves qu'une réaction négative est une réponse possible à l'assimilation forcée par le biais de l'éducation, et éclaire certains des mécanismes derrière cette réaction.

CONTEXTE

Au début des années 1900, les Allemands constituaient le plus grand groupe d'immigrants aux États-Unis. L'immigration allemande avait commencé au milieu du XIX^e siècle, et avait

atteint son apogée en 1890. Comparé aux arrivées ultérieures d'Européens de l'Est et du Sud, ce groupe était plus alphabétisé, possédait des compétences plus spécialisées sur le marché du travail et avait atteint des taux d'intégration socio-économique assez élevés. Sur le plan culturel, ils étaient considérés comme « l'un des groupes d'immigrants les plus assimilables et réputés... respectueux de la loi, rapidement assimilés et très patriotes » (Higham, 1998). Malgré ces perceptions, les Allemands, notamment dans des régions comme le Midwest, ont préservé leur langue et leur culture grâce à des réseaux d'écoles privées gérées par des églises et en utilisant la langue allemande dans les écoles publiques des districts où ils étaient présents en nombre important.

L'opinion publique s'est retournée contre les immigrants allemands pendant la Première Guerre mondiale, après l'entrée des États-Unis dans l'effort de guerre aux côtés des puissances alliées. Soupçonnés de déloyauté, les Allemands ont été confrontés à de multiples incidents isolés de harcèlement, et leur langue ainsi que leur culture sont devenues la cible d'interdictions étatiques et locales. En 1919, l'Indiana et l'Ohio, où résidait une importante population née en Allemagne, ont interdit l'allemand dans leurs programmes scolaires élémentaires, à la fois comme langue d'enseignement et comme matière d'instruction. La disposition s'appliquait à la fois aux écoles publiques et privées, y compris aux écoles paroissiales qui utilisaient jusqu'alors l'allemand pour enseigner des matières religieuses.

Cette configuration offre une excellente occasion d'étudier les effets du monolinguisme forcé sur l'assimilation d'un groupe minoritaire. Les interdictions de la langue allemande étaient motivées par un choc exogène de sentiment anti-allemand, dû à la Première Guerre mondiale, et non par un manque d'assimilation de la communauté allemande. L'objectif déclaré de ces interdictions était de réduire l'influence culturelle de l'Allemagne et d'inculquer le patriotisme aux élèves germano-américains. Étant donné que les Allemands étaient bien intégrés et culturellement et linguistiquement proches des Anglo-Saxons, on pourrait s'attendre à ce que ce soit le cas le plus probable pour constater que les politiques d'assimilation répriment avec succès l'identité des minorités.

CADRE EMPIRIQUE

Pour comprendre comment les interdictions linguistiques ont affecté l'identité allemande, j'étudie le degré d'assimilation à l'âge adulte chez les enfants de parents allemands qui étaient à l'école au moment de l'adoption des lois de l'Indiana et de l'Ohio (Fouka, 2020a). Je réalise une double comparaison : tout d'abord, je compare les résultats des enfants concernés à ceux des cohortes plus âgées d'enfants d'origine allemande dans l'Indiana et l'Ohio, qui avaient quitté l'école primaire avant l'adoption des interdictions de l'allemand. Étant donné que tout changement entre les cohortes plus jeunes et plus âgées peut refléter des tendances générales (probablement l'assimilation au fil du temps), je compare également ce changement au changement entre les cohortes plus âgées et plus jeunes dans les États voisins de l'Indiana et de l'Ohio, qui n'ont pas adopté d'interdictions en 1919. La différence entre ces différences devrait capturer l'effet des interdictions de langue sur l'assimilation des enfants exposés aux interdictions dans les deux États qui les ont mises en place. Pour rendre la comparaison entre les enfants touchés et non touchés encore plus

valide, je me concentre sur les enfants vivant dans les comtés à la frontière de l'Indiana et de l'Ohio ainsi que des États voisins au moment de l'adoption des lois. J'observe ces enfants dans le recensement de 1920 et les relie aux recensements ultérieurs en utilisant leur nom et leur année de naissance, en suivant les procédures couramment utilisées dans la littérature sur l'histoire économique (Abramitzky *et al.*, 2014). La figure 1 montre les emplacements de tous les enfants germano-américains qui vivaient dans les comtés frontaliers en 1920 et que j'ai retrouvés dans les recensements de 1930 et 1940.

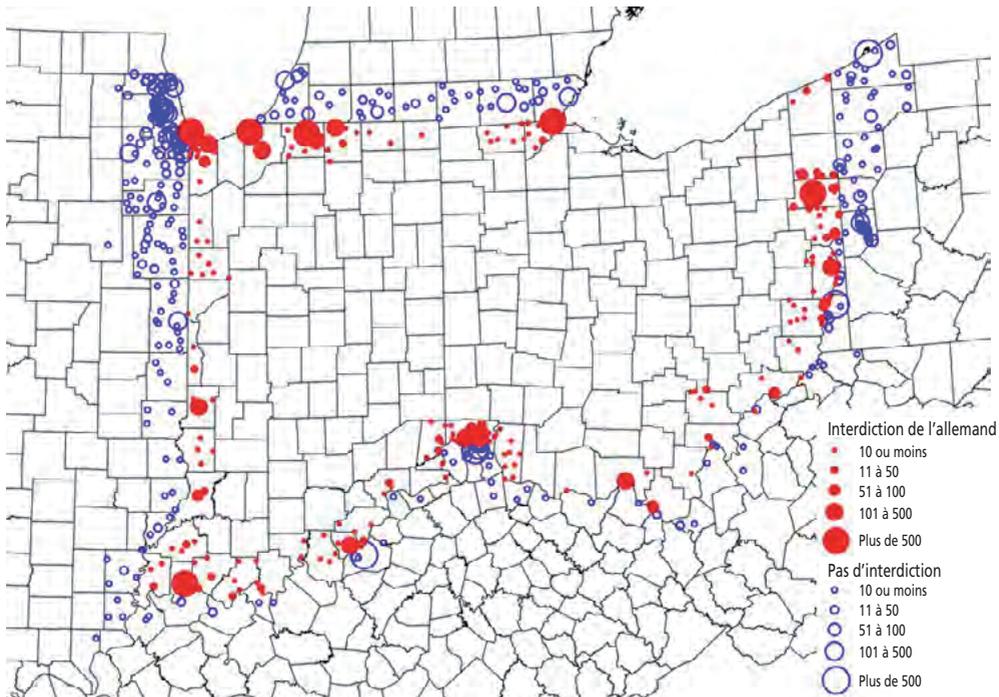


Figure 1 – Enfants de parents allemands qui vivaient dans les comtés à la frontière de l'Ohio et de l'Indiana en 1920.

Remarques : La carte montre l'emplacement de tous les enfants de sexe masculin de parents nés en Allemagne qui sont nés entre 1880 et 1916 et qui ont pu être reliés aux recensements de 1930 ou 1940.

J'examine trois indicateurs de l'identité à moyen terme : les mariages avec des conjoints allemands, les noms donnés aux enfants et la probabilité de s'engager volontairement dans l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Les mariages endogames reflètent en partie l'attachement culturel au groupe et les préférences pour socialiser les enfants dans la culture du groupe (Bisin, Topa et Verdier, 2004). Les pratiques de dénomination reflètent également les préférences des parents pour la préservation de la culture. Leur présence dans les recensements historiques en fait l'une des rares mesures systématiques pouvant être utilisées pour étudier l'assimilation culturelle au fil du temps (Abramitzky *et al.*, 2020). S'engager volontairement dans la Seconde Guerre mondiale est un signal fort et dichotomique de l'identité des personnes d'origine allemande, car cela impliquait de prendre explicitement parti pour les États-Unis

et contre le pays d'origine des parents. Pour saisir le contenu allemand des prénoms, je calcule un indice de spécificité allemande à partir de la distribution empirique des prénoms dans le recensement américain (Fryer et Levitt, 2004). J'identifie les volontaires de la Seconde Guerre mondiale en repérant tous les hommes nés en Indiana, dans l'Ohio et dans les États voisins dans l'univers des registres d'enrôlement de l'armée, et je les relie au recensement de 1930 pour obtenir des informations sur le lieu de naissance de leurs parents.

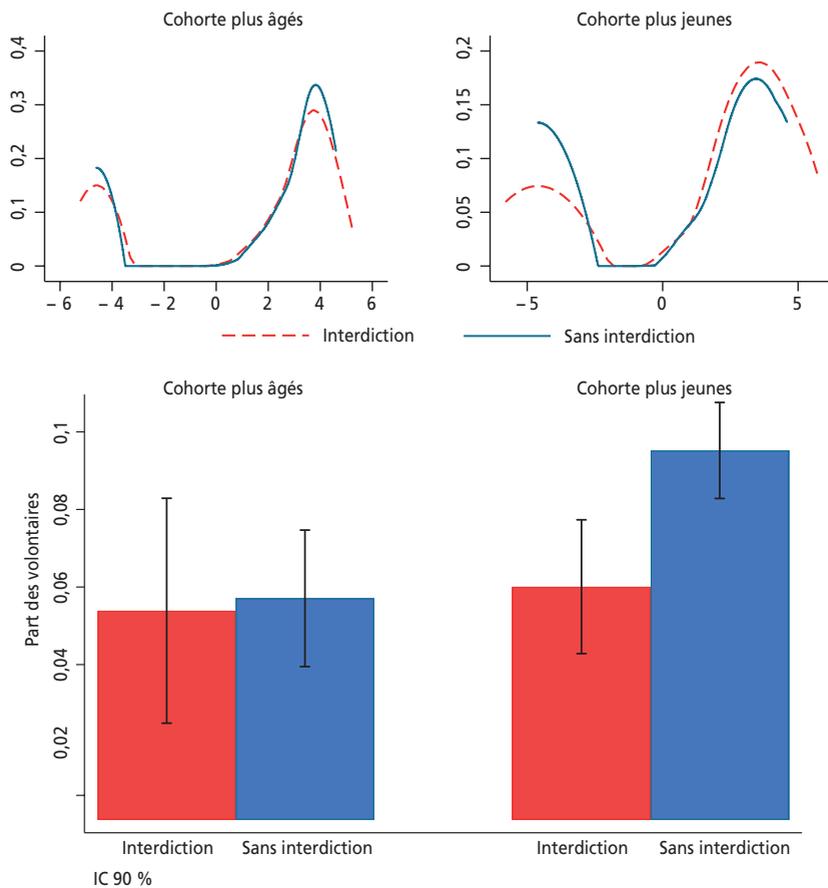


Figure 2 – Effet de l'interdiction de la langue allemande sur les prénoms des enfants et les taux d'engagement volontaire dans la Seconde Guerre mondiale.

Remarques : La sous-figure de gauche représente la densité de l'indice (logarithmique) de spécificité des prénoms allemands pour les premiers fils des Germano-Américains dans l'échantillon lié. Les valeurs plus élevées correspondent à des prénoms plus distinctement allemands. La sous-figure de droite représente la part des volontaires parmi les hommes d'origine allemande qui se sont enrôlés dans l'armée américaine entre 1940 et 1942 et qui sont nés en Indiana, dans l'Ohio ou dans les États voisins entre 1880 et 1916.

RÉSULTATS

Contrairement aux attentes et à l'objectif des interdictions, les Germano-Américains touchés par les lois linguistiques étaient moins assimilés culturellement à l'âge adulte. Comparés à la différence entre les cohortes plus âgées, et celles plus jeunes dans les États

sans interdictions, les cohortes exposées avaient 4 à 6 points de pourcentage de plus de chances d'être mariées à des conjoints allemands. Elles donnaient également à leurs enfants des noms nettement plus germaniques. L'effet estimé des interdictions montre des parents passant d'un prénom comme Daniel – tout aussi fréquent parmi les résidents américains d'origine allemande et non allemande – à un prénom distinctement allemand comme Franz ou Adolph.

Les taux d'engagement volontaire dans la Seconde Guerre mondiale parmi les enfants d'origine allemande touchés étaient également plus faibles. Les cohortes plus âgées qui ont quitté l'école avant l'adoption des lois linguistiques en Indiana et dans l'Ohio se sont engagées au même taux (faible) que des cohortes similaires dans les États voisins ; tandis que les taux d'engagement parmi les cohortes plus jeunes ont augmenté dans les États sans interdictions, ils ont à peine bougé dans l'Indiana et dans l'Ohio.

Ces tendances sont difficiles à expliquer par d'autres facteurs que l'effet des interdictions. Elles ne peuvent pas être expliquées par un sentiment anti-allemand plus fort en Indiana et dans l'Ohio, car un tel sentiment ne se limitait pas à cibler uniquement les cohortes en âge d'aller à l'école au moment de l'introduction des interdictions. Plusieurs tests suggèrent que le contrecoup identitaire estimé ne peut pas être expliqué par l'émigration sélective des familles allemandes hors de l'Indiana et de l'Ohio, ce qui, le cas échéant, laisserait derrière elles des Allemands ayant une identité allemande plus faible et donnerait des estimations plus faibles que l'effet réel des interdictions. J'ai également effectué des examens approfondis d'autres lois et réglementations introduites en Indiana, dans l'Ohio et dans les États voisins simultanément aux interdictions, et je n'ai trouvé aucune preuve qu'elles aient provoqué les effets que j'estime.

MÉCANISMES

Qu'est-ce qui explique ce contrecoup ? Les résultats sont cohérents avec la substitution entre le contenu de l'éducation et les investissements des parents dans l'identité culturelle de leurs enfants. Lorsque l'éducation a cessé de transmettre la langue et la culture allemandes, les parents ayant un fort attachement à l'identité allemande ont augmenté leurs investissements dans la transmission de l'identité à la maison. Cette réaction, amplifiée par les effets de groupe au sein des communautés ayant une forte identité allemande, pourrait théoriquement être suffisamment intense pour inverser les effets de la loi.

Trois éléments de preuve soutiennent cette explication. Premièrement, le contrecoup identitaire était plus fort pour les enfants ayant deux parents allemands, par rapport aux effets constatés sur les enfants nés de couples mixtes. Les couples endogames avaient probablement une préférence plus marquée pour la transmission de leur identité allemande à leur progéniture et disposaient d'une meilleure pratique de socialisation qui leur permettait de réagir plus efficacement aux interdictions linguistiques de l'État en intensifiant la transmission culturelle à domicile.

Deuxièmement, le contrecoup était plus prononcé dans les communautés ayant une identité allemande plus forte, qui investissaient davantage dans la transmission intergénérationnelle de l'identité. L'effet des interdictions sur les taux d'endogamie et les noms ethniques était plus important dans les comtés avec une part plus élevée de membres de

l'Église luthérienne. L'Église luthérienne était fortement dominée par les Allemands et était attachée à l'enseignement paroissial et à l'utilisation de l'allemand dans les salles de classe et les services religieux ; elle est donc un bon indicateur de l'identité allemande au niveau local. L'effet de contrecoup de l'interdiction était également plus fort dans les comtés avec une part plus faible de personnes d'origine allemande. Les modèles de transmission culturelle suggèrent que les parents appartenant à des minorités plus petites sont plus susceptibles d'investir dans la transmission de leurs traits culturels à leurs enfants, pour contrer la socialisation horizontale aux traits de la majorité. Les communautés plus petites peuvent donc avoir un sentiment plus fort d'identité ethnique et être plus enclines à réagir aux tentatives d'assimilation.

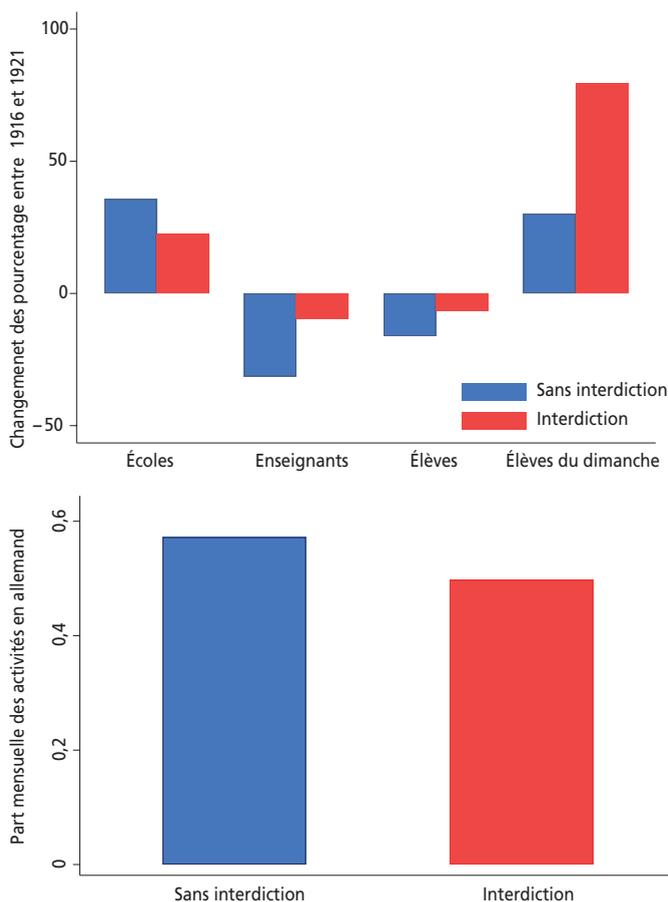


Figure 3 – Variation des activités de l'Église luthérienne-Missouri Synod entre 1916 et 1921. Notes : Les graphiques représentent les variations moyennes pour l'Indiana, l'Ohio et leurs États voisins. Les données proviennent des annuaires statistiques de l'Église luthérienne-Missouri Synod pour les années 1916 et 1921.

Enfin, j'utilise des informations issues des annuaires de l'Église luthérienne-Missouri Synod – l'un des plus grands synodes luthériens aux États-Unis avec une forte présence dans les communautés allemandes du Midwest – pour mesurer directement les efforts

de substitution des parents allemands. Je numérise les activités scolaires et religieuses du synode au niveau de l'État avant (1916) et après (1921) l'adoption des interdictions linguistiques. Les résultats sont cohérents avec une réaction des parents aux interdictions : l'Indiana et l'Ohio ont enregistré une augmentation plus élevée du nombre d'élèves le dimanche que les États témoins, ce qui indique une demande d'éducation religieuse, mais aussi culturellement allemande, dispensée par l'église. Il n'y a pas de preuve d'une réponse directe de l'église. Des preuves anecdotiques soutiennent également le rôle central des efforts de substitution des parents. En Ohio, les écoles supplémentaires (*Ergänzungsschulen*), qui fournissaient des cours de langue et d'instruction religieuse et n'étaient pas soumises aux interdictions linguistiques, ont augmenté dans la période après la Première Guerre mondiale.

Dans l'ensemble, ces schémas suggèrent que les politiques d'assimilation dans l'éducation peuvent se retourner contre leurs auteurs, que cet effet est causé par les efforts de socialisation des parents et qu'il est plus fort chez les individus et les communautés ayant une forte identité minoritaire.

RÉSULTATS DANS D'AUTRES CONTEXTES

Dans quelle mesure le cas des Germano-Américains pendant la Première Guerre mondiale est-il généralisable au regard la construction nationale par le biais de l'éducation ? Pour tirer des conclusions plus larges, il est intéressant de comparer les résultats de cette étude à d'autres contextes dans lesquels l'identité majoritaire a été promue par le biais de l'éducation.

Malgré la possibilité de réactions négatives, des travaux existants montrent également que l'éducation de masse dans une langue nationale peut renforcer l'identité nationale. Blanc et Kubo (2021), cités dans le chapitre 8 de ce livre électronique, fournissent des preuves quantitatives pour étayer les récits historiques de Weber (1976) en montrant que la construction scolaire, telle que prescrite par la loi Guizot de 1833, a favorisé l'homogénéisation linguistique en France. Ils exploitent le fait que la loi exigeait la construction d'écoles primaires pour les garçons dans les villes de plus de 500 habitants dans le cadre d'une conception de discontinuité de régression et utilisent des données provenant d'un atlas linguistique unique pour montrer que les écoles ont réduit la distance linguistique entre les dialectes parlés locaux et le français standard. Dans un autre contexte national, Clots-Figueras et Masella (2013), présentés dans le chapitre 10, montrent que l'introduction de l'éducation bilingue en catalan et en espagnol avec la Loi de normalisation linguistique de 1983 a renforcé l'identité catalane auto-déclarée chez les cohortes exposées d'étudiants catalans et d'origine espagnole.

D'autres contextes donnent des résultats plus mitigés. Les lois sur l'anglais uniquement promulguées aux États-Unis au début du xx^e siècle ont eu peu d'effet sur la maîtrise de l'anglais et les taux de naturalisation des immigrants européens (Lleras-Muney et Shertzer, 2015) et ont même entraîné une diminution des taux de mariages mixtes des immigrants ayant une plus grande distance linguistique par rapport à l'anglais (Fouka, 2020b). Dans les cas où l'éducation a été utilisée comme outil de construction nationale pour promouvoir des identités religieuses plutôt que linguistiques, les preuves de

réactions négatives sont moins ambiguës. Sakalli (2019) constate qu'une réforme de la laïcisation des années 1920 dans l'éducation primaire en Turquie a entraîné une baisse des résultats scolaires et une augmentation de la prévalence des prénoms religieux parmi les parents pieux. Dans le contexte inverse, Benzer (2022) montre que l'expansion des écoles islamiques en Turquie dans les années 1970 a amélioré les résultats scolaires et sur le marché du travail des femmes, en accommodant des identités religieuses plus conservatrices, ce qui a entraîné une augmentation des taux d'inscription des femmes parmi les familles religieuses.

QUAND EST-CE QUE LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ENTRAÎNENT DES RÉACTIONS IDENTITAIRES ?

Deux courants de la littérature théorique peuvent rendre compte de la réaction identitaire et contribuer à concilier ces résultats empiriques disparates. Le premier se concentre sur les incitations individuelles des étudiants à adopter des identités particulières, tandis que le second se penche sur la transmission intergénérationnelle des identités par le biais de la socialisation parentale et communautaire. Les deux explications sont complémentaires et permettent d'obtenir des éclairages clairs sur les politiques les plus susceptibles de provoquer une réaction identitaire.

Au niveau individuel, le cadre conceptuel de l'identité introduit par Akerlof et Kranton (2000) considère que l'éducation favorise certaines catégories sociales qui prescrivent certains comportements idéaux (Akerlof et Kranton, 2002). Les étudiants dont les caractéristiques s'écartent trop du type idéal ont davantage tendance à rejeter les identités promues par l'école et à réduire leurs efforts éducatifs. Ce cadre peut expliquer pourquoi les étudiants religieux rejettent l'éducation laïque ou pourquoi les immigrants et les minorités ayant des identités fortement enracinées rejettent les politiques d'assimilation culturelle telles que le monolinguisme forcé. Carvalho et Koyama (2016) illustrent cela de manière explicite dans une application directement pertinente pour la construction nationale : lorsque les écoles promeuvent une identité majoritaire avec des objectifs assimilationnistes, les étudiants issus de minorités peuvent se sous-investir dans l'éducation, comme une forme de résistance culturelle, à moins que les rendements de l'éducation ne soient suffisamment élevés.

Au passage, ce cadre théorique est conforme aux arguments des défenseurs de l'éducation bilingue et des programmes scolaires sensibles aux différences culturelles. Faciliter la conformisation des élèves issus de minorités aux prescriptions scolaires – en utilisant leur langue maternelle ou en proposant un contenu culturellement approprié – permet une transition plus aisée vers la culture majoritaire et peut faciliter l'assimilation plutôt que la freiner.

Au niveau familial et communautaire, un autre cadre conceptuel fondamental développé par Bisin et Verdier (2000, 2001) souligne que les parents souhaitent que leurs enfants héritent de leurs traits culturels et peuvent investir dans des efforts de socialisation à cette fin. Étant donné que les enfants peuvent être socialisés à la fois horizontalement par leurs pairs et verticalement par la famille, les parents issus de minorités peuvent avoir des incitations à exercer des efforts de socialisation plus intenses que les parents issus de la majorité, de peur que leurs enfants ne perdent leur culture en étant exposés à

des modèles issus de la majorité. Un tel cadre peut expliquer la réaction identitaire négative au sein de petites communautés « opposées » en réponse à des efforts d'assimilation intensifiés par la majorité (Bisin *et al.*, 2011). Ce mécanisme est directement étayé par les éléments de preuve dans le cas de la réaction identitaire chez les Germano-Américains en réponse aux interdictions linguistiques.

Ensemble, ces deux cadres conceptuels de l'identité suggèrent plusieurs leçons importantes pour la réussite de la construction nationale par le biais de l'éducation. Tout d'abord, des prescriptions plus atteignables peuvent être plus susceptibles d'assimiler les minorités que des politiques odieuses menaçant des identités enracinées, surtout lorsque ces identités sont fortes. Cela explique pourquoi le bilinguisme dans l'éducation catalane a peut-être été plus réussi que le monolinguisme imposé dans l'après-Première Guerre mondiale aux États-Unis ou la sécularisation forcée en Turquie. Cela est également cohérent avec le fait que la réaction à l'interdiction de la langue allemande était plus forte parmi les couples allemands homogames dans de petites communautés allemandes avec une forte présence de l'Église luthérienne. Deuxièmement, toutes choses égales par ailleurs, des rendements élevés de l'éducation et de l'assimilation par le biais de l'école favorisent le succès des politiques de construction nationale. L'homogénéisation linguistique en France au XIX^e siècle a été en grande partie réalisée car elle a été mise en œuvre dans un contexte de modernisation radicale, avec la construction de routes et de chemins de fer reliant les communautés au centre, et en augmentant les avantages d'apprendre le français par la migration et la mobilité ascendante. En revanche, les interdictions de langues étrangères aux États-Unis ont augmenté les coûts identitaires de l'éducation sans modifier les incitations à apprendre l'anglais. Enfin, la rigueur des sanctions associées à la construction nationale est également importante pour le succès des politiques. Les sanctions imposées aux élèves surpris en train de parler un dialecte local dans les écoles primaires françaises incluaient le déshonneur public et les châtiments corporels ; en revanche, l'application des lois sur la scolarité obligatoire aux États-Unis était souvent laxiste, laissant aux parents la possibilité de substituer l'école publique par l'école privée (Lleras-Muney et Shertzer, 2015 ; Mazumder, 2019).

En tenant compte de ces facteurs – prescriptions, force de l'identité minoritaire, rendements de l'éducation et incitations à respecter les politiques – à l'échelle mondiale, il est essentiel de comprendre quand la construction nationale par le biais de l'éducation fonctionne et de concevoir des politiques éducatives qui favorisent la cohésion sociale dans des sociétés diverses.

Références

- Abramitzky, R., L. P. Boustan et K. Eriksson (2014), « A Nation of Immigrants : Assimilation and Economic Outcomes in the Age of Mass Migration », *Journal of Political Economy*, 122 : 467-717.
- Abramitzky, R., L. P. Boustan et K. Eriksson (2020), « Do Immigrants Assimilate More Slowly Today than in the Past ? », *American Economic Review : Insights*, 2 (1) : 125-141.
- Akerlof, G. A. et R. E. Kranton (2000), « Economics and Identity », *The Quarterly Journal of Economics*, 115 : 715-753.

- Akerlof, G. A. et R. E. Kranton (2002), « Identity and Schooling : Some Lessons for the Economics of Education », *Journal of Economic Literature*, XL : 1167-1201.
- Bandiera, O., M. Mohnen, I. Rasul et M. Viarengo (2019), « Nation-Building through Compulsory Schooling during the Age of Mass Migration », *Economic Journal*, 129 : 62-109.
- Benzer, T. (2022), « Removing Cultural Barriers to Education : State-Run Islamic Schools and Girls' Education in Turkey », Mimeo.
- Bisin, A. et T. Verdier (2000), « Beyond the Melting Pot » : Cultural Transmission, Marriage, and the Evolution of Ethnic and Religious Traits », *Quarterly Journal of Economics*, 115 : 955-988.
- Bisin, A. et T. Verdier (2001), « The Economics of Cultural Transmission and the Dynamics of Preferences », *Journal of Economic Theory*, 97 : 298-319.
- Bisin, A., E. Patacchini, T. Verdier et Y. Zenou (2011), « Formation and Persistence of Oppositional Identities », *European Economic Review*, 55 : 1046-1071.
- Bisin, A., G. Topa et T. Verdier (2004), « Religious Inter-marriage and Socialization in the United States », *Journal of Political Economy*, 112 : 615-664.
- Blanc, G. et M. Kubo (2021), « Schools, Language, and Nations : Evidence From a Natural Experiment in France », Mimeo.
- Carvalho, J.-P. et M. Koyama (2016), « Resisting Education », *George Mason University Working Paper in Economics*, 13-18.
- Clots-Figueras, I. et P. Masella (2013), « Education, Language and Identity », *Economic Journal*, 123 : F332-F357.
- Fryer, R. G. et S. D. Levitt (2004), « The Causes and Consequences of Distinctively Black Names », *The Quarterly Journal of Economics*, 119 : 767-805.
- Fouka, V. (2020a), « Backlash : The Unintended Effects of Language Prohibition in US Schools after World War I », *The Review of Economic Studies* 87 (1) : 204-239.
- Fouka, V. (2020b), « What Works for Immigrant Integration ? Lessons from the Americanization Movement », Mimeo.
- Higham, J. (1998), *Strangers in the Land : Patterns of American Nativism, 1860-1925*, New Brunswick : Rutgers University Press.
- Hobsbawm, E. J. (1990), *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Myth, Reality*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Lleras-Muney, A. et A. Shertzer (2015), « Did the Americanization Movement Succeed ? An Evaluation of the Effect of English-Only and Compulsory Schooling Laws on Immigrants », *American Economic Journal : Economic Policy*, 7 : 258-90.
- Mazumder, S. (2019), « No Nation Left Behind ? Assessing the Impact of Compulsory Schooling Laws on Immigrant Assimilation », Mimeo.
- Sakalli, S. O. (2019), « Secularization and Religious Backlash : Evidence from Turkey », Mimeo.
- Tilly, C. (1975), « Reflections on the History of European State-Making », in *The Formation of National States in Western Europe*, C. Tilly, ed., Princeton : Princeton University Press.
- Weber, E. (1976), *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, CA : Stanford University Press.
- Wüstenbecker, K. (2007), *Deutsch-Amerikaner im Ersten Weltkrieg : US-Politik und Nationale Identitäten im Mittleren Westen*, Stuttgart : Steiner.

CHAPITRE 14



L'éducation pour les masses ou pour les pieux ? Écoles publiques et écoles islamiques en Indonésie

Samuel BAZZI, *UC San Diego*

Masyhur HILMY, *Boston University*

Benjamin MARX, *Sciences Po*

L'État n'est pas un expert en mathématiques, en sciences humaines ou en chimie. S'il se pré-occupe de l'embauche des enseignants, ce n'est pas pour diffuser des vérités scientifiques....

L'État offre une éducation pour maintenir une certaine morale de l'État, une certaine doctrine de l'État qui est essentielle à sa propre conservation.

Jules Ferry, discours devant la Chambre des députés française, 1879.

Parmi les pieux, l'éducation est perçue comme faisant partie d'un devoir collectif visant à islamiser la société.

Hefner, 2008.

INTRODUCTION

L'histoire offre de nombreux exemples de politiques d'instruction de masse visant à promouvoir la construction nationale. Ces politiques ont généralement eu lieu dans des contextes où d'autres organisations fournissaient une instruction de base aux communautés locales avant l'émergence d'un État centralisé. Pour réussir dans ces contextes, les politiques de scolarisation de masse devaient absorber, déplacer ou éliminer ces autres formes d'instruction, notamment l'éducation religieuse. Aujourd'hui, de nombreux États en développement rencontrent des difficultés pour établir leur contrôle sur les marchés de

l'éducation, car ils font généralement face à l'opposition de divers fournisseurs religieux locaux et informels¹.

En raison de ces fournisseurs alternatifs, l'adoption de réformes scolaires de masse a souvent été semée de difficultés historiquement. L'histoire de deux pays voisins, la Belgique et la France, montre comment différents niveaux de résistance des écoles religieuses peuvent déterminer le sort de telles réformes. En France, la mise en place de l'enseignement laïque et gratuit par Jules Ferry en 1882 reste l'un des changements de politique les plus célèbres adoptés à l'ère moderne. Aujourd'hui, l'enseignement religieux est fortement réglementé dans toutes les écoles, et l'État français exerce une grande surveillance sur les écoles catholiques (une tentative de réforme plus récente visant à réduire davantage l'influence de ces écoles en 1984 a rencontré une opposition considérable et a dû être abandonnée). L'importance historique de la loi de 1882 est largement reconnue, même si les écoles catholiques ont atténué les impacts de la politique sur les résultats scolaires en pratique (Squicciarini 2020). En Belgique, cependant, des réformes similaires de la sécularisation proposées par des gouvernements libéraux ont déclenché une série de crises connues sous le nom de « Guerres scolaires » entre 1879-1884 et 1950-1959, et n'ont pas réussi à être adoptées par le parlement. Cela s'est terminé par un compromis difficile entre l'Église et l'État et a permis la persistance d'un système d'éducation dual.

Les exemples belge et français ne sont pas isolés. Alesina, Giuliano et Reich (2021), citant Charles Tilly (1975), notent dans le chapitre 26 de ce livre électronique que « presque tous les gouvernements européens ont finalement pris des mesures visant à homogénéiser leurs populations », notamment « l'institution d'une langue nationale [et] l'organisation d'une instruction publique de masse ». Au-delà de l'Europe, différents pays des Amériques et de l'Asie ont cherché à homogénéiser leurs systèmes éducatifs au tournant du xx^e siècle. Un déterminant clé du succès de ces réformes était le degré d'opposition des écoles religieuses privées et dans quelle mesure l'État parvenait à les déloger ou à les coopter (Ansell et Lindvall 2013, chapitre 9 sur Bandiera *et al.* 2019, Paglayan 2021).

Dans l'ensemble des pays, il existe également une hétérogénéité considérable dans la religiosité des personnes ayant une éducation plus élevée. La sagesse populaire, et en effet une grande partie de la théorie de la modernisation, soutient que l'éducation conduit à une plus grande sécularisation. Cependant, la relation entre le niveau d'éducation individuel et la religiosité varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 1). Cette relation est positive dans des pays aussi divers que la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et la Suède, mais fortement négative aux États-Unis, en Iran, ainsi qu'en Turquie et en France – deux pays ayant une histoire célèbre de réformes de la laïcité dans l'éducation.

1. Les écoles religieuses répondent aux besoins d'une grande population d'élèves dans les pays à faible revenu. Une récente étude de la Banque mondiale a révélé que les écoles inspirées par la foi accueillaient 14 % des élèves du primaire dans 16 pays africains, une part comparable à celle des écoles privées (Wodon, 2014).

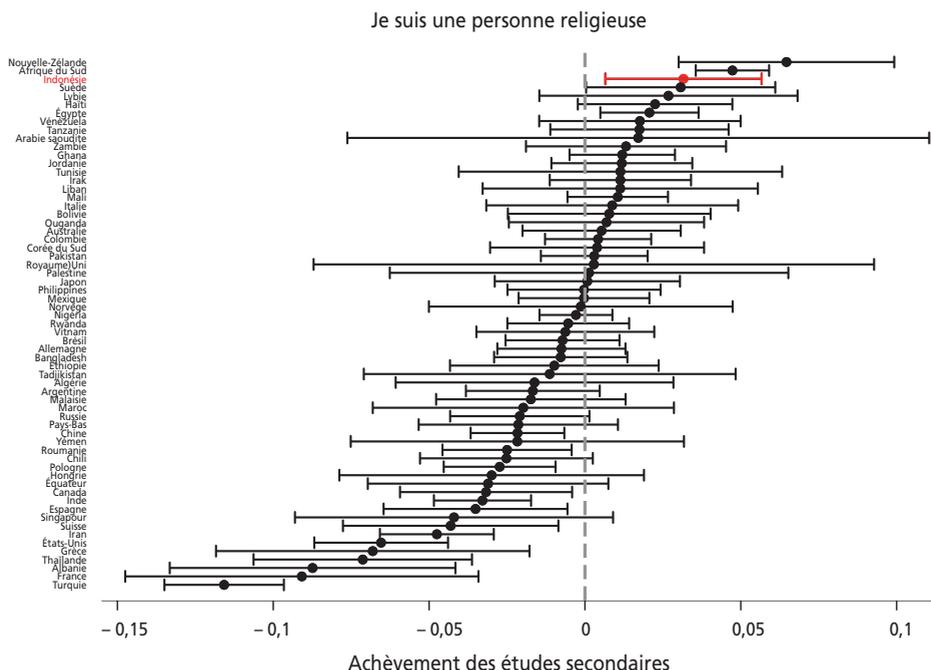


Figure 1 – Éducation et religiosité à travers les pays.

Remarques : Cette figure présente la corrélation basée sur la régression transversale entre l'éducation et la religiosité dans les données de l'Enquête sur les valeurs mondiales couvrant la période de 1981 à 2020, avec des années spécifiques d'énumération variant selon les pays. L'éducation est un indicateur de l'achèvement des études secondaires. La religiosité est mesurée en fonction de la question « À quel point êtes-vous religieux en tant que personne ? », avec des réponses étant « religieux », « non religieux » et « athée convaincu ». Notre résultat est un indicateur binaire indiquant si le répondant se considère comme « religieux ». Chaque estimation ponctuelle et intervalle de confiance à 95 % est basé sur une régression spécifique au pays regroupant l'ensemble des vagues d'enquête pour le pays donné. La régression tient compte des effets fixes de l'âge, du genre, de la dénomination religieuse et de l'année de l'enquête, et les erreurs standards sont robustes.

Source : Appendix Figure A.1 in Bazzi *et al.* (2022).

Comment pouvons-nous comprendre ces expériences nationales diverses dans l'adoption de politiques d'éducation de masse et leur impact sur l'identité religieuse et nationale ? Répondre à cette question nécessite une exploration rigoureuse de la concurrence idéologique sur les marchés de l'éducation ainsi que du rôle et des objectifs des fournisseurs religieux d'éducation. Autant que l'établissement de l'instruction de masse soit important pour la construction nationale, les écoles religieuses peuvent fournir un outil de socialisation essentiel pour préserver l'identité de certains groupes sociaux.²

Dans ce chapitre, nous présentons les recherches de Bazzi *et al.* (2022) abordant cet ensemble de questions dans la plus grande société à prédominance musulmane au

2. Aux États-Unis, il existe des preuves que l'émergence des écoles catholiques à la fin du XIX^e siècle est survenue en réponse à un système d'éducation publique qui promouvait des valeurs protestantes (par exemple, La Belle et Ward, 1994).

monde, l'Indonésie, où environ un cinquième des enfants en âge scolaire fréquentent une école islamique aujourd'hui. L'Indonésie offre un cadre particulièrement intéressant pour comprendre comment les écoles religieuses s'adaptent aux tentatives des politiques gouvernementales visant à diminuer leur influence. Comme nous le décrivons ci-dessous, plusieurs gouvernements indonésiens depuis 1945 ont essayé, sans succès, d'obtenir un monopole sur les marchés locaux de l'éducation au détriment des écoles islamiques. Notre analyse se concentre sur une politique d'instruction de masse mise en œuvre dans les années 1970 qui visait non seulement à étendre l'accès à l'enseignement primaire public, mais aussi à homogénéiser et à laïciser l'éducation.

CADRE CONCEPTUEL

Pour mieux comprendre les forces concurrentielles à l'œuvre sur les marchés de l'éducation pendant le processus de construction nationale, nous utilisons un modèle développé par Hotelling (1929) qui peut être généralement appliqué à d'autres épisodes d'instruction de masse. Ce modèle clarifie les conditions dans lesquelles les efforts d'instruction de masse peuvent conduire à une confrontation avec les fournisseurs traditionnels d'éducation, religieux ou autres.

Avant l'instruction de masse, les écoles publiques laïques et les écoles privées religieuses évitent de servir les mêmes marchés, préférant capturer des populations avec des préférences religieuses différentes. Chaque secteur souhaite maximiser les inscriptions, et les contraintes budgétaires donnent lieu à une segmentation du marché. Les écoles religieuses entrent sur des marchés plus religieux mal desservis par l'État ainsi que sur des marchés où l'État est intervenu mais où les préférences sont suffisamment hétérogènes pour soutenir les deux types d'écoles.

À mesure que l'État se modernise et que l'économie se développe, le budget de l'éducation s'élargit et l'instruction de masse devient réalisable, permettant à l'État d'intervenir sur de nombreux autres marchés. Cependant, en raison de la segmentation de longue date, l'expansion de l'instruction par l'État doit nécessairement cibler des marchés avec une densité plus élevée d'écoles religieuses. Cela crée une confrontation avec le secteur religieux, car de nouvelles écoles religieuses renforcent davantage la religiosité de leur programme pour attirer les étudiants conservateurs. De plus, comme le secteur religieux se nourrit également de la même base fiscale que l'État, ses ressources ont maintenant également augmenté, ce qui lui permet de continuer à pénétrer les marchés les plus religieux ainsi que les marchés moins religieux, plus diversifiés et plus importants qui peuvent accueillir les deux secteurs.

Bien que ces dynamiques caractérisent bien la concurrence entre les écoles primaires, les incitations à l'entrée changent également au niveau secondaire. Lorsque l'État donne d'abord la priorité aux écoles primaires, cela crée une opportunité pour les écoles religieuses de capter la demande croissante pour l'éducation secondaire. Ainsi, le secteur religieux ne cherche plus à éviter la concurrence des écoles publiques, mais peut plutôt donner la priorité aux marchés où la demande d'éducation secondaire est en croissance parmi les diplômés des écoles élémentaires publiques.

ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'ÉDUCATION EN INDONÉSIE

Nous explorons ces dynamiques dans le contexte d'une intervention d'instruction de masse mise en œuvre dans les années 1970 en Indonésie. Après plusieurs années de collaboration avec des organisations islamiques dans la lutte contre le communisme, le nouveau président Suharto a commencé à remettre en question la religion organisée au début des années 1970. Cela impliquait, entre autres actions, la répression des partis politiques islamiques et un effort majeur pour intégrer les écoles islamiques dans le cadre éducatif laïque de l'État.

Au cœur de ces efforts se trouvait la politique connue sous le nom de Sekolah Dasar Instruksi Presiden ou SD INPRES. Avec les revenus exceptionnels provenant de la hausse des prix du pétrole, le régime a lancé un vaste programme de construction d'écoles primaires, construisant plus de 60 000 écoles de 1973 à 1978.

En plus des objectifs de développement, l'État considérait ces écoles comme un moyen essentiel de construction nationale. Les planificateurs visaient à remplacer les matières islamiques par une éducation civique centrée sur l'idéologie inclusive du Pancasila du pays, et à imposer que toute l'instruction se déroule en bahasa Indonesia (la langue nationale, qui n'est pas la langue maternelle de la plupart des Indonésiens) plutôt qu'en langues locales ou en arabe. De nombreux leaders religieux ont considéré cette intervention comme une atteinte directe au statut des écoles religieuses.

Dans la pratique, l'État a largement suivi ses plans en allouant des écoles primaires proportionnellement à la population d'enfants en âge scolaire non inscrits dans les districts (voir Figure 1(a) dans Bazzi *et al.*, 2022). Cependant, comme notre modèle l'implique, cette stratégie a nécessairement conduit à la construction de plus d'écoles publiques sur des marchés précédemment desservis par des écoles élémentaires islamiques (voir Figure 1(b) dans Bazzi *et al.*, 2022).

Par la suite et encore aujourd'hui, les écoles publiques en Indonésie font concurrence à deux principaux types d'écoles islamiques : (i) les écoles de jour régulières appelées madrasa, qui suivent une trajectoire similaire au système public, et (ii) les pesantren, qui ont tendance à être plus conservatrices dans leur orientation et consacrent davantage de temps en classe à l'étude de l'Islam. Le système des madrasas enseigne des matières laïques et islamiques, ces dernières représentant en moyenne un quart du temps d'enseignement, contre seulement deux heures par semaine consacrées à la religion dans les écoles laïques. Toutes ces écoles religieuses fonctionnent dans un système décentralisé, avec des acteurs institutionnels et des établissements indépendants s'appuyant sur des ressources privées, souvent mobilisées par le biais de dotations caritatives islamiques appelées waqf (voir Bazzi *et al.*, 2020)³.

3. Bien que l'État, par l'intermédiaire du ministère des Affaires religieuses, finance certaines madrasas, les coûts d'entrée et les frais de fonctionnement sont largement supportés par des ressources privées collectées localement par des moyens informels.

CONFRONTATION AVEC L'ÉTAT : L'ARRIVÉE DES ÉCOLES ISLAMIKES ET DE LA DIFFÉRENCIATION

Face à SD INPRES, les organisations islamiques ont construit davantage d'écoles islamiques dans les zones où la construction d'écoles primaires publiques était plus importante. Nous observons cela à la fois au niveau du district, où les allocations politiques étaient déterminées, et au niveau du village, où les responsables locaux avaient plus de latitude pour décider quand et où construire de nouvelles écoles publiques. Notre principale analyse repose sur de nouvelles données administratives identifiant la date et le type d'établissement pour toutes les écoles en activité en 2019.

Nous identifions la réponse de l'offre du secteur islamique au niveau du district en utilisant des approches de différences en différences (DID). Nos résultats indiquent une réponse de l'offre dynamique importante pour les madrasas et les pesantren (voir Figure 2 dans Bazzi *et al.*, 2022). Ces estimations sont robustes même en tenant compte des tendances qui varient d'un district à l'autre selon les niveaux d'éducation islamique en 1960, et elles sont validées en détail dans Bazzi *et al.*, 2022.

Des dynamiques similaires sont observées à court terme au niveau du village, où nous estimons des spécifications générales de DID (Différence-différence) qui comparent l'entrée des écoles islamiques dans les villages ayant reçu des écoles publiques plus tôt par rapport à ceux qui les ont reçues plus tard dans les années 1970. Cette spécification plus détaillée nous donne un aperçu clair de la nature de la concurrence locale. Les écoles primaires islamiques ont été construites immédiatement après l'entrée des écoles primaires publiques, tandis que les écoles secondaires islamiques sont arrivées plus tard, atteignant leur point culminant environ six ans après l'entrée des écoles primaires publiques. Une telle synchronisation est cohérente avec un effort stratégique des dirigeants islamiques pour capter une partie des nouvelles cohortes d'élèves diplômés des écoles primaires publiques.⁴

Mécanismes de financement

Alors que l'État s'appuyait sur des revenus publics pour financer son effort de scolarisation de masse, le secteur islamique finançait ses nouvelles écoles grâce à des levées de fonds privées. Premièrement, les zones disposant d'une plus grande base de dotations waqf ont connu une plus grande entrée d'écoles islamiques. Deuxièmement, la réponse du secteur islamique a été plus importante dans les villages plus exposés à une forte hausse du prix du riz – la principale culture agricole en Indonésie – au milieu des années 1970. Notamment, l'entrée d'autres écoles privées non islamiques n'a pas été sensible à ces mêmes chocs financiers. Troisièmement, les données modernes indiquent des taux plus élevés de taxation informelle pour financer les écoles dans les villages avec plus d'écoles islamiques par rapport aux écoles publiques, ainsi qu'une plus grande allocation des dotations waqf aux écoles par rapport aux autres infrastructures religieuses. Dans l'ensemble,

4. Bien que l'État ait également construit des écoles secondaires, il l'a généralement fait dans des villages différents et d'une manière qui n'était pas proportionnelle à la réponse du secteur islamique. Notre analyse montre également que les écoles islamiques ont capté une part croissante du marché dans les districts où davantage d'écoles primaires publiques ont été construites dans les années 1970.

ces résultats sont cohérents avec les témoignages des fondateurs des écoles islamiques dans les années 1970, qui ont souligné le rôle crucial joué par les flux de revenus locaux dans l'accélération de la construction des écoles islamiques.⁵

Différenciation des programmes scolaires

Le secteur de l'éducation islamique n'a pas seulement construit de nouvelles écoles, mais a également différencié davantage le programme à l'intérieur de ces nouvelles écoles. En utilisant des données administratives sur les programmes scolaires, nous identifions une augmentation de l'enseignement religieux dans les écoles islamiques construites dans les districts sujets à une plus grande construction d'écoles primaires publiques. Ces programmes religieux couvrent des sujets tels que la loi islamique, la doctrine et l'éthique, ainsi que l'étude du Coran et de l'arabe. L'augmentation du temps consacré à ces matières se fait au détriment de l'éducation civique et de l'enseignement de la langue bahasa. Ce schéma de substitution est conforme à une prédiction clé de notre modèle : face à la concurrence des écoles publiques, les écoles islamiques différencient davantage leur programme pour attirer les enfants issus de milieux plus conservateurs.

Grâce à ce processus d'entrée et de différenciation, le secteur de l'éducation islamique a non seulement réussi à survivre face à une concurrence accrue de l'État, mais aussi à prospérer et même à attirer de nouvelles générations d'élèves. En plus de simplement construire plus d'écoles et d'offrir un contenu religieux plus étoffé, le secteur islamique a également entrepris des efforts de formalisation sur les marchés confrontés à une plus grande concurrence. Cela signifiait une construction accrue de madrasa formelles par rapport aux pesantren informels, car un tel changement offrait aux élèves une plus grande flexibilité : il est plus facile de passer d'une madrasa à une école publique que d'un pesantren à une école publique. Cette formalisation faisait partie de la réponse globale grâce à laquelle l'éducation islamique a perduré à long terme.

CHOIX DES ÉCOLES RELIGIEUSES

Ces réponses du côté de l'offre ont augmenté l'exposition à l'enseignement religieux. Nous identifions ces effets sur le choix des écoles en utilisant les données de l'Enquête nationale sur la situation socio-économique (Susenas) de 2012 à 2018 et une spécification DID basée sur les cohortes développées par Duflo (2001). Ces dernières rondes de l'enquête Susenas fournissent, pour la première fois, l'ensemble des variables et de la portée géographique nécessaires pour étudier les conséquences de SD INPRES sur le choix des écoles religieuses. En comparant les cohortes âgées de 12 à 17 ans (témoin) à celles âgées de 2 à 6 ans (exposées) au début de la scolarisation de masse, nous observons des changements marqués dans la probabilité de choisir une école islamique à différents niveaux d'instruction. Au niveau primaire, malgré une plus grande entrée des écoles islamiques, les cohortes exposées étaient moins susceptibles de fréquenter des établissements islamiques. Cependant, ces mêmes cohortes étaient plus susceptibles de fréquenter des écoles secondaires

5. Ces récits sont basés sur des histoires orales que nous avons recueillies auprès de près de 100 anciens directeurs d'écoles islamiques et enseignants à la fin de l'année 2021.

islamiques. Ces résultats sont valables que nous conditionnions ou non le nombre total d'années de scolarité. Dans le même temps, bon nombre de ceux qui sortaient des écoles primaires publiques ne parvenaient pas à trouver des écoles secondaires pour poursuivre leur éducation (laïque). La forte réponse de l'offre dans le secteur islamique à ce niveau a absorbé une partie de cette demande excédentaire. Ces schémas peuvent être observés à la fois dans les données brutes comparant les taux moyens d'enseignement islamique dans les régions de construction d'écoles primaires publiques au-dessus et en dessous de la médiane pour 1 000 enfants (Figure 5 *in Bazzi et al., 2022*) et dans les études d'événements qui estiment les effets spécifiques aux cohortes dans le DID de base (Figure 6 *in Bazzi et al., 2022*).

Malgré ces dynamiques contradictoires à différents niveaux d'éducation, les cohortes concernées étaient, en moyenne, plus susceptibles d'avoir fréquenté des écoles islamiques dans les districts plus exposés à SD INPRES. Chaque école primaire publique supplémentaire était associée à une augmentation de 5 % de la probabilité pour les cohortes exposées de fréquenter une école islamique par rapport aux cohortes témoins.

Malgré l'intervention massive de l'État sur de nouveaux marchés à travers le pays, le secteur islamique a réussi à maintenir son attrait pour les étudiants issus de différents milieux. Il l'a fait en concurrençant directement au niveau primaire, en entrant stratégiquement au niveau secondaire inférieur dans des endroits où l'État ne pouvait pas se permettre d'intervenir, en différenciant son programme d'études vers un contenu plus religieux et en formalisant son propre système scolaire pour garantir une reconnaissance appropriée des diplômés de ses diplômés.

Un autre élément important de la réponse stratégique du secteur islamique a été ses efforts pour attirer les filles issues de foyers religieusement conservateurs. Les filles des cohortes exposées étaient encore plus susceptibles que les garçons d'augmenter leur fréquentation des écoles islamiques dans les districts où la construction d'écoles primaires publiques était plus importante. Bien que SD INPRES ait permis aux garçons de bénéficier d'une scolarisation totale supérieure à celle des filles dans les cohortes exposées, les écoles religieuses ont offert aux filles une opportunité de rattrapage, notamment dans les communautés plus conservatrices. Nous trouvons même des preuves indiquant que les filles sont passées des écoles publiques aux écoles islamiques en réponse à l'interdiction par le gouvernement du port du hijab (foulard islamique féminin) dans les écoles publiques au début des années 1980.⁶

Ainsi, l'intervention de l'État indonésien en matière de scolarisation de masse a non seulement élargi l'accès à l'éducation publique, mais aussi exposé à l'éducation islamique. La durabilité du système scolaire islamique et son influence croissante sur les générations futures ne faisaient pas partie de la vision du régime pour la scolarisation publique de masse dans les années 1970. Et compte tenu de l'hostilité ouverte de l'État envers l'Islam organisé dans divers domaines publics, il peut être approprié de considérer la réponse concurrentielle du secteur islamique comme motivée, au moins en partie, par une réaction généralisée contre la poussée de la sécularisation par l'État modernisateur.

6. Ces résultats font écho aux conclusions tirées de l'observation d'autres pays musulmans tels que la Turquie (Meyersson, 2014), où les écoles religieuses ont offert de nouvelles opportunités aux filles d'être scolarisées pour la première fois sous le régime islamique.

MASSIFICATION DE L'ÉDUCATION, RÉACTION HOSTILE ET CONSTRUCTION NATIONALE

À mesure que davantage de communautés ont fait l'expérience de la concurrence entre les écoles islamiques et les écoles publiques, la vision laïque du régime en matière de construction nationale a été menacée. En effet, alors que la plupart des grandes initiatives de développement suscitent le soutien du régime en place, Suharto a constaté une baisse significative des perspectives électorales de son parti, le Golkar, dans les districts où l'État a construit plus d'écoles publiques. Les estimations de Bazzi *et al.* (2022) suggèrent qu'à chaque école primaire publique construite entre 1973 et 1978, la part des voix du parti de Suharto, le Golkar, a diminué de 2 à 4 points de pourcentage par rapport aux dernières élections, précédant la massification de l'éducation. Étant donné que ces changements se sont manifestés dès les élections de 1977, le déclin du soutien envers le Golkar a probablement été initié par ceux qui étaient déjà en âge d'être scolarisés lors de la mise en œuvre du SD INPRES.

Nous observons des schémas similaires du côté de l'offre politique en examinant les candidatures lors des élections législatives de 2019. Les personnes exposées plus intensément au SD INPRES dans leur jeunesse sont plus susceptibles, de manière significative, de se présenter comme candidats d'un parti islamique (PPP) que comme candidats du Golkar, ce qui suggère que certaines contestations des années 1970 ont persisté au sein des communautés concernées.

Au-delà des urnes, nous constatons des changements marqués vers une identité religieuse plus prononcée chez les cohortes exposées. Cela inclut une augmentation généralisée de la piété, en examinant toute une gamme de pratiques islamiques obligatoires et non obligatoires. Comme mentionné précédemment, ce résultat est en contradiction avec d'autres contextes historiques où la massification de l'éducation a accéléré la sécularisation. Cependant, ce schéma est cohérent avec les opportunités accrues d'éducation religieuse qui ont été créées en réponse au SD INPRES.

Une partie de cette augmentation de l'identité religieuse a peut-être réduit les investissements dans l'identité nationale. Premièrement, les cohortes exposées ont une meilleure maîtrise de l'arabe, mais pas d'autres langues. Cette réponse est plus marquée chez ceux qui ont été éduqués dans des écoles islamiques et est cohérente avec l'augmentation de l'enseignement de l'arabe dans les écoles islamiques construites en réponse au SD INPRES. Dans le même temps, les cohortes exposées à une plus grande construction d'écoles dans le cadre du SD INPRES ne sont pas plus susceptibles de parler la langue nationale à la maison et, en tout état de cause, les musulmans sont légèrement moins susceptibles de le faire. Le temps consacré à l'apprentissage de l'arabe aurait pu se faire au détriment de l'enseignement de la langue nationale.⁷

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent un contrebalancement de la massification laïque de l'éducation, qui, compte tenu de nos conclusions sur les dynamiques du côté de

7. Bien que presque tous les Indonésiens puissent parler la langue nationale, le bahasa Indonesia, moins de 20 % choisissent de la parler à la maison, préférant conserver leur langue ethnique d'origine. Comme dans de nombreux autres pays multilingues, le choix de la langue en Indonésie est une indication forte du choix d'identité (voir le chapitre 2 de ce livre électronique basé sur Bazzi *et al.*, 2019).

l'offre, est cohérent avec une réaction hostile aux objectifs de construction nationale de l'État à l'époque. D'autres résultats soutiennent une telle interprétation, notamment des preuves de (i) un soutien limité parmi les cohortes exposées à l'idéologie inclusive séculaire de l'État (Pancasila), (ii) moins d'attrait pour les thèmes de la construction nationale parmi les candidats aux législatives issus des cohortes exposées, et (iii) une transmission intergénérationnelle plus importante des valeurs religieuses, dans les cohortes exposées, aux enfants et aux membres de leur communauté.

CONCLUSION

Notre analyse délivre d'importantes leçons pour comprendre les conséquences idéologiques de l'éducation de masse au-delà du contexte indonésien. Parce qu'elles sont souvent conçues pour homogénéiser le contenu éducatif, les interventions de scolarisation de masse sont généralement susceptibles de générer des frictions politiques et économiques. Une multitude de fournisseurs alternatifs peuvent résister ou tenter de saper les efforts de l'État pour conquérir les marchés de l'éducation. La mesure dans laquelle les interventions de scolarisation de masse réussissent à promouvoir une langue ou une identité commune dépend en fin de compte de la nature des interactions stratégiques avec ces autres fournisseurs d'éducation.

En Indonésie, comme dans de nombreux autres pays, la résistance aux efforts de scolarisation de masse de l'État provenait principalement des écoles religieuses. Cela suggère que l'importance durable de la religion dans le monde, qui a intrigué les premiers défenseurs de la théorie de la modernisation, doit également être comprise dans le contexte des conflits sociaux liés à la fourniture de l'éducation. Le défi de la construction nationale peut s'avérer plus persistant dans les sociétés qui permettent à des systèmes d'éducation doubles de perdurer, si les fournisseurs alternatifs d'éducation promeuvent une vision de l'identité nationale qui va à l'encontre de celle de l'État. Parallèlement, la réponse stratégique du secteur islamique face à la scolarisation de masse en Indonésie a probablement contribué à répondre aux préférences hétérogènes en matière d'éducation et, ce faisant, a favorisé l'objectif de l'État d'étendre l'éducation de base. Les travaux futurs devraient chercher à éclairer ces considérations de bien-être associées à l'économie politique des politiques d'instruction de masse.

Références

- Alesina, A., P. Giuliano et B. Reich (2021), « Nation-Building and Education », *The Economic Journal*, 131 (638) : 2273-2303.
- Ansell, B. et J. Lindvall (2013), « The political origins of primary education systems : Ideology, institutions, and interdenominational conflict in an era of nation-building », *American Political Science Review*, 107 (3), 505-522.
- Bandiera, O., M. Mohnen, I. Rasul et M. Viarengo (2019), « Nation-building through compulsory schooling during the age of mass migration », *The Economic Journal*, 129 (617), 62-109.
- Bazzi, S., M. Hilmy et B. Marx (2022), « Islam and the State : Religious Education in the Age of Mass Schooling », NBER Working Paper 27073.

- , A. Gaduh, A. Rothenberg et M. Wong (2019), « Unity in Diversity ? How Intergroup Contact Can Foster Nation Building », *American Economic Review*, 109 (11), 3978-4025.
- , G. Koehler-Derrick et B. Marx (2020), « The Institutional Foundations of Religious Politics : Evidence from Indonesia », *Quarterly Journal of Economics*, 135 (2), 845-911.
- Becker, S. O., N. Nagler et L. Woessmann (2017), « Education and religious participation : city-level evidence from Germany's secularization period 1890-1930 », *Journal of Economic Growth*, 22, 273-311.
- Duflo, E. (2001), « Schooling and labor market consequences of school construction in Indonesia : Evidence from an unusual policy experiment », *American Economic Review*, 91 (4), 795-813.
- Gulesci, S. et E. Meyersson (2016), « “For the Love of the Republic” : Education, Secularism, and Empowerment », Working Paper.
- Hefner, R. (2008), *Making Modern Muslims : The Politics of Islamic Education in Southeast Asia*, University of Hawaii Press.
- Hotelling, H. (1929), « Stability in Competition », *The Economic Journal*, 39 (153) : 41-57.
- Hungerman, D. M. (2014), « The effect of education on religion : Evidence from compulsory schooling laws », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 104, 52-63.
- La Belle, T. J. et C. R. Ward (1994), *Multiculturalism and education : Diversity and its impact on schools and society*, Suny Press.
- Meyersson, E. (2014), « Islamic Rule and the Empowerment of the Poor and Pious », *Econometrica*, 82 (1) : 229-269.
- Paglayan, A. (2021), « The non-democratic roots of mass education : evidence from 200 years », *American Political Science Review*, 115 (1) : 179-198.
- Squicciarini, M. P. (2020), « Devotion and Development : Religiosity, Education, and Economic Progress in Nineteenth-Century France », *American Economic Review*, 110 (11), 3454-91.
- Tilly, C. (1975), « Reflections on the history of European state-making », in (C. Tilly, ed.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton NJ : Princeton University Press.
- Wodon, Q. (2014), « Education in Sub-Saharan Africa : comparing faith-inspired, private secular, and public schools », World Bank Working Paper.

PARTIE III

PROPAGANDE, LEADERSHIP ET EXPÉRIENCES CROISÉES

CHAPITRE 15



Leadership et propagande dans la construction nationale : le cas du Rwanda sous Kagame

Arthur BLOUIN, *Université de Toronto*

Sharun W. MUKAND, *Université de Warwick*

INTRODUCTION

Les pays qui sont diversifiés (que ce soit sur le plan ethnique, linguistique, religieux ou selon toute autre caractéristique) et polarisés sont sujets à davantage de conflits, une plus grande corruption, des institutions plus faibles et une croissance économique plus basse¹. Dans cette optique, un certain degré de construction nationale, qui aligne les préférences, renforce la confiance et la coopération entre les groupes, peut être important pour la viabilité politique du développement économique. Dans ce chapitre, nous examinons le rôle que peut jouer le leadership dans la construction nationale, en particulier dans les pays divisés et marqués par un passé conflictuel. Ce faisant, nous mettons en lumière non seulement le rôle des contraintes structurelles, mais aussi l'idéologie d'un dirigeant et les incitations auxquelles il est confronté en ce qui concerne la forme de la construction nationale, notamment en utilisant les médias. Plus précisément, nous nous demandons si un dirigeant politique peut utiliser la propagande comme un outil pour combler les divisions au sein d'une société et réaliser un certain degré de construction nationale.

La tentative d'un dirigeant politique de construire une nation peut revêtir différentes formes. Comme le soutiennent Alesina, Giuliano et Reich (2020), discutés dans le chapitre 26 de ce livre électronique, la forme précise de la construction nationale et la mesure dans laquelle elle est poursuivie dépend fondamentalement des incitations auxquelles est confronté le leadership politique. Par exemple, ils montrent que les démocraties sont plus enclines à poursuivre la construction nationale que les

1. Easterly and Levine (1997) ; Garcia-Montalvo and Reynal-Querol (2005) ; Blattman and Miguel (2010).

autocraties stables, mais les autocraties instables peuvent être les plus agressives dans leur construction nationale. Cependant, malgré l'argument selon lequel les incitations auxquelles sont confrontés les dirigeants politiques sont importantes, les convictions idéologiques du leadership politique peuvent également façonner la nature de la construction nationale. Par exemple, les dirigeants politiques croient-ils que l'identité fondamentale d'une nation et de son peuple est fixe et immuable dans le temps ? Une telle vision est associée au « primordialisme » et est courante parmi les dirigeants politiques ethno-nationalistes du monde entier – de la Turquie d'Erdogan et de l'Inde de Modi à Aung San Suu Kyi au Myanmar et à Victor Orban en Hongrie. Dans de tels cas, la construction nationale est moins une question de compromis et d'accommodation entre différents groupes. Au contraire, il s'agit d'imposer les croyances identitaires du groupe politiquement dominant (qu'il s'agisse d'une identité ethnique, religieuse ou autre) aux autres. Dans ce cas, la construction nationale est susceptible d'être beaucoup plus agressive, car elle peut nécessiter une assimilation forcée et l'adoption des pratiques culturelles et autres du groupe au pouvoir.

Cependant, indépendamment de la forme précise de la construction nationale, un outil crucial utilisé par presque tous les dirigeants au sein des institutions politiques est le déploiement de la propagande. Cette propagande peut être diffusée directement aux masses par le biais des médias d'État, de tracts, de discours et de rassemblements populaires. Mais elle peut également être réalisée à travers les médias privés tels que les journaux, les livres et l'endoctrinement éducatif. En effet, ce rôle crucial de la propagande par le biais de l'endoctrinement scolaire est corroboré par l'historien Hobsbawm (1992) qui soutient que, au cours des deux derniers siècles, « les États utiliseraient les moyens de communication de plus en plus puissants pour communiquer avec leurs habitants, en particulier les écoles primaires, afin de diffuser l'image et l'héritage de la "nation" et d'inculquer l'attachement à celle-ci ».

Dans la deuxième section, nous discutons des différentes manières dont la propagande peut être utilisée pour catalyser et consolider la construction nationale. Dans la troisième section, nous décrivons une étude empirique concrète qui a été utilisée pour étudier la construction nationale au Rwanda sous le régime autocratique de Paul Kagame. La quatrième section conclut par une discussion.

LEADERSHIP ET PROPAGANDE

Un aspect essentiel de la construction nationale est la création d'une identité nationale. De tels projets de construction nationale ont été adoptés dans une grande partie de l'Europe au XIX^e siècle. Dans des pays aussi divers que l'Italie, l'Irlande, la France et l'Allemagne, les dirigeants politiques ont cherché à construire un nouveau sentiment d'identité nationale. Comme l'a si bien décrit Massimo d'Aglezio de Sardaigne à la veille de l'unification italienne : « Nous avons fait l'Italie. Maintenant, nous devons faire les Italiens ». Ce projet de construction nationale impliquait souvent non seulement l'adoption de projets d'infrastructures nationales et la mise en place de programmes d'études communs dans l'éducation, ainsi que l'effacement progressif de la diversité linguistique, mais également l'utilisation de la propagande par le biais de divers moyens.

Nous définissons la propagande politique comme une forme de communication utilisée par un dirigeant pour persuader son public de promouvoir un programme politique particulier, y compris la construction nationale. Bien sûr, une telle communication peut impliquer la présentation sélective de faits et/ou la fourniture d'informations de manière à susciter des réactions émotionnelles chez le public et les amener à agir différemment de ce qu'ils auraient fait autrement (voir Stanley, 2016 pour une discussion). Ce rôle de la propagande est peut-être exprimé de manière plus incisive par le ministre de la Propagande du gouvernement nazi, Joseph Goebbels, qui affirmait que « les arguments doivent être grossiers, clairs et puissants et faire appel aux émotions et aux instincts, et non à l'intellect. La vérité est sans importance et entièrement subordonnée aux tactiques et à la psychologie » (voir Trevor-Roper et Trevor-Roper, 1978).

L'efficacité de la propagande, que ce soit pour exclure des individus de certaines catégories religieuses, linguistiques et ethniques ou pour construire une identité nationale inclusive, dépend de plusieurs facteurs². Ces facteurs dépendent à la fois de la demande d'informations et de son offre par le leadership politique. Ces deux dimensions de l'offre et de la demande qui contribuent à une propagande efficace sont bien illustrées dans une étude récente d'Adena *et al.* (2015). Du côté de l'offre, ils examinent la propagande pro-gouvernementale diffusée à la radio, utilisée à différentes époques par le leadership de la République de Weimar, puis par le Parti nazi. Du côté de la demande, ils étudient si les auditeurs de certaines régions étaient plus susceptibles d'être réceptifs à la propagande antisémite nazie, par exemple ceux qui ont grandi dans des régions avec un antisémitisme historique. Leurs résultats montrent que la propagande pro-gouvernementale a contribué à ralentir la propagation du Parti nazi. Par la suite, lorsque les nazis ont acquis le pouvoir politique, leur propagande radiophonique a aidé à consolider leur pouvoir en promouvant leur vision nationaliste qui excluait les Juifs allemands et aggravait l'antisémitisme³.

En effet, la propagande peut également avoir des effets secondaires involontaires, comme le montrent DellaVigna *et al.* (2014) (présenté dans le chapitre 17 de ce livre électronique), qui montrent comment la propagande nationaliste serbe a eu des effets transfrontaliers. En particulier, les Croates écoutant la radio serbe à des fins de divertissement étaient également exposés à la rhétorique nationaliste serbe et se sont fortement retournés contre les Serbes en réaction.

Cependant, le manque relatif d'études évaluant si un pays a mené une construction nationale inclusive (réussie ou non) nous oblige à nous appuyer sur un nombre limité d'études. C'est particulièrement le cas lors de l'évaluation d'études nous indiquant si une telle ingénierie sociale peut être réalisée, en particulier dans les pays pauvres ayant connu des conflits interethniques. Nous décrivons une de ces études dans la section suivante, en nous appuyant sur les travaux de Blouin et Mukand (2019).

2. Divers populistes, tels que Viktor Orbán en Hongrie, Narendra Modi en Inde et Boris Johnson au Royaume-Uni ont utilisé la propagande et la rhétorique excluante pour rallier le soutien populaire derrière leurs politiques et leur vision de la nation. Pour une étude récente sur le populisme, voir Guriev et Pappaïannou (2021).

3. Pour en savoir plus sur l'endoctrinement nazi, voir également Voigtlander et Voth (2015). Ils soutiennent que l'éducation nazie était probablement encore plus importante que la propagande diffusée à la radio ou au cinéma.

COMBLER LE FOSSÉ ? LA PROPAGANDE DANS LE RWANDA DE KAGAME

Surmonter une division ethnique est une tâche difficile, quel que soit le lieu. Le Rwanda présente un défi particulier, étant un pays qui a été témoin d'un des pires génocides de l'histoire. En 1994, des extrémistes appartenant à la majorité ethnique hutu ont massacré jusqu'à un million de Tutsis, représentant 70 % de la population totale des Tutsis. En plus de ce défi, le Rwanda est l'un des pays les plus pauvres du monde et n'a jamais été une démocratie libérale.

Le dirigeant autocratique du Rwanda est le président Paul Kagame, membre de la minorité tutsi. Sous son régime, le gouvernement a lancé un ambitieux programme de construction nationale visant à réunir les Hutus et les Tutsis. Y a-t-il eu de réels progrès dans la réconciliation ethnique, ou ce programme n'a-t-il été qu'un stratagème de propagande pour satisfaire les investisseurs étrangers et les agences d'aide ? Répondre à cette question s'avère difficile⁴.

Les résultats sur le terrain sont difficiles à évaluer car, sous la présidence de Kagame, le Rwanda est une autocratie où le gouvernement contrôle directement le narratif national sur la réconciliation. Les enquêtes indépendantes sur les attitudes interethniques ne sont pas autorisées. Même si elles étaient autorisées, les populations locales craignent souvent de donner des réponses honnêtes sur les relations entre Hutus et Tutsis. Le *New York Times* a récemment rapporté : « M. Kagame a créé une nation ordonnée mais répressive... Dans ce contexte, il est difficile de mesurer le sentiment quant à l'efficacité des efforts de réconciliation ».

Malgré ces défis, Blouin et Mukand (2019) étudient les efforts du gouvernement rwandais pour remodeler les attitudes ethniques à travers la propagande radiophonique. Au Rwanda, une grande partie de la population est analphabète et n'a pas accès à la télévision, de sorte que la radio est la forme la plus importante de médias de masse et souvent la seule source d'information et de divertissement. Bien que le Rwanda dispose maintenant de nombreuses stations de radio indépendantes, la diffusion des actualités et des informations est largement limitée à Radio Rwanda – la station de radio officielle où le gouvernement contrôle étroitement le message. Le message d'unité nationale revêt différentes formes, dont deux sont remarquables. L'une est la rhétorique de construction nationale qui encadre la présentation des nouvelles. L'autre concerne les pièces radiophoniques et les feuilletons qui mettent l'accent sur la réconciliation entre Hutus et Tutsis.

Nous avons cherché à comparer les attitudes ethniques et le comportement de ceux qui avaient été exposés à la propagande et aux informations de Radio Rwanda avec ceux qui ne l'étaient pas. Cela n'est pas simple. Pour illustrer le défi, les recherches aux États-Unis nous disent que les ménages qui choisissent de regarder Fox News peuvent avoir des croyances très différentes de ceux qui ne le font pas. Nous devons tenir compte de la possibilité d'une situation similaire au Rwanda. Les ménages qui possèdent des radios et écoutent Radio Rwanda pourraient déjà être très différents de ceux qui ne le font pas.

4. Par exemple, bien que le niveau de confiance entre les Hutus et les Tutsis soit élevé, Blouin et Mukand (2022) documentent qu'au Rwanda et au Burundi, il existe encore des sentiments de victimisation qui continuent à influencer les résultats des interactions interethniques.

Pour relever ce défi, nous avons utilisé une expérience naturelle. Le Rwanda est connu comme étant le pays aux mille collines. Sa topographie montagneuse crée une variation accidentelle de la couverture des émissions radio. Certains ménages, qui vivent par hasard dans des villages bien reliés à une tour de transmission radio, reçoivent de bonnes émissions de Radio Rwanda. D'autres, qui vivent par hasard hors de la ligne de mire des tours de radio, reçoivent une mauvaise réception radio et sont moins susceptibles d'avoir été exposés à la propagande gouvernementale via la radio.

En général, pour recevoir un signal radio audible, une force de signal d'environ 45dbu est requise. Nous pouvons donc comparer les personnes qui vivent dans des villages qui reçoivent un signal de cette force avec celles qui ne le reçoivent pas. De plus, nous pouvons prendre en compte d'autres « faux » seuils pour nous assurer que c'est bien la radio, et non un autre facteur, qui génère les différences d'attitudes que nous observons. Par exemple, si la force de signal de 45dbu qui définit la réception radio correspondait également aux plus grandes différences d'attitudes, cela constituerait une indication forte que la radio était responsable du changement d'attitudes. En revanche, s'il existait plusieurs seuils de force de signal radio générant de grandes différences, ou si les plus grandes différences se produisaient à un seuil bien différent, nous pourrions être beaucoup plus sceptiques quant à l'importance du facteur de la propagande radio dans la formation des opinions relatives à l'identité.

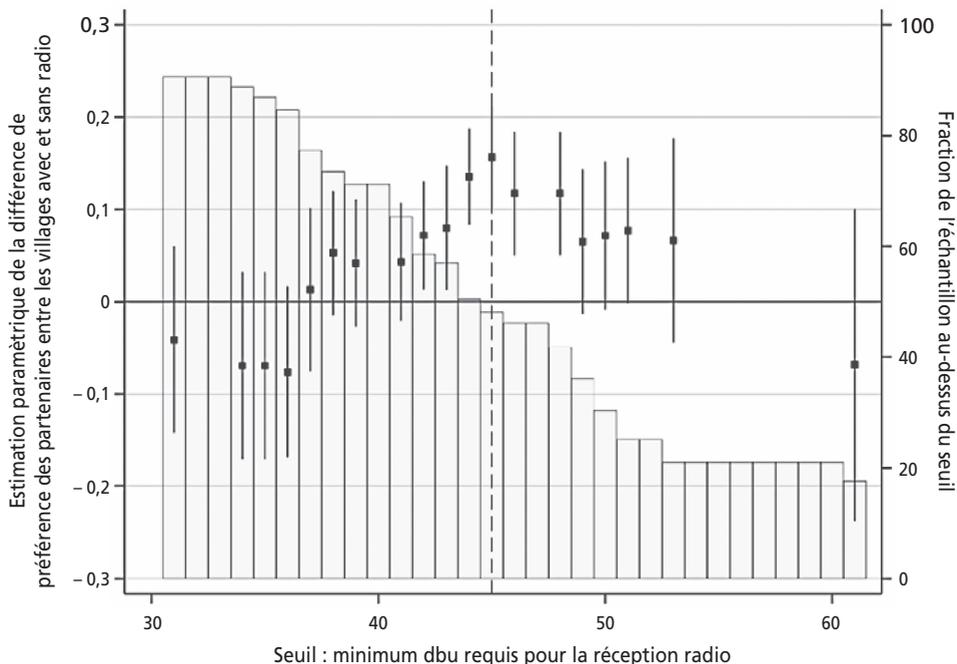


Figure 1

Nous avons réalisé une série d'expériences pour comparer les attitudes Hutu-Tutsi de ceux qui étaient exposés aux émissions de Radio Rwanda avec d'autres qui ne l'étaient pas. Les résultats ont été frappants et inattendus. Tout d'abord, ceux qui étaient exposés

aux émissions de Radio Rwanda se sont révélés beaucoup plus disposés à interagir en personne avec des membres de l'autre groupe ethnique. Nous avons demandé à tous les participants d'identifier 5 autres personnes présentes avec lesquelles ils souhaiteraient réaliser un exercice. S'ils accomplissaient l'exercice de manière productive, ils avaient la possibilité de gagner un peu d'argent supplémentaire. Nous avons examiné, sur les 5 personnes, la part qu'ils ont identifiée et qui ne faisait pas partie de leur groupe ethnique.

Il y avait de grandes différences dans l'inclusion de membres de l'autre groupe ethnique dans les listes de ceux qui ont reçu la propagande radio. De plus, lorsque nous examinons tous les seuils de force de signal radio possibles dans les données, celui qui a généré les plus grandes différences dans les préférences de partenaires interethniques était le seuil de 45dbu qui définit un signal radio audible.

Cela est clairement visible dans la figure 1, qui représente la différence estimée dans les préférences de partenaires sur l'axe des ordonnées, et différents seuils de dbu que l'on peut utiliser pour définir des groupes de comparaison sur l'axe des abscisses. La plus grande différence se produit précisément au seuil de 45dbu, avec des effets qui s'affaiblissent lorsque nous nous éloignons de ce seuil de chaque côté. C'est précisément la relation que nous devrions observer si le signal radio était la cause des différences dans les attitudes ethniques. Si c'était le signal radio qui générerait les différences, plus nous définissons incorrectement un signal radio audible (en nous éloignant du seuil de 45dbu), plus nous classons incorrectement les personnes qui reçoivent un signal comme ne le recevant pas, et vice versa. Aux seuils de signal qui ne fournissent aucune information sur la réception ou non de la propagande par le village (c'est-à-dire très à gauche ou à droite de l'axe des abscisses), nous ne devrions observer aucune différence dans les attitudes interethniques si la propagande radio est efficace. C'est précisément ce que nous constatons.

Nous avons demandé aux répondants de jouer à un jeu de confiance appelé le « trust game ». Dans ce jeu, deux personnes sont désignées aléatoirement, l'une en tant qu'expéditeur, l'autre en tant que destinataire. L'expéditeur reçoit une certaine somme d'argent au début du jeu, dans notre cas environ 1 \$. Ils doivent ensuite décider quelle partie de cette somme risquer et la partager avec le destinataire. L'aspect clé du jeu est que tout ce qui est partagé par l'expéditeur est assorti d'un montant équivalent par l'équipe de recherche. Le destinataire peut ensuite décider de retourner autant ou aussi peu que possible de ce qui a été partagé par l'expéditeur. Ainsi, si l'expéditeur fait confiance au destinataire pour le récompenser en risquant une grande partie de la somme initiale, il devrait risquer le maximum, car cela signifie que plus d'argent sera assorti et que tout le monde a la possibilité d'être mieux loti. En revanche, si l'expéditeur craint que le destinataire garde tout ce qui a été partagé pour lui-même, la démarche prudente consiste à ne rien partager, afin de s'assurer de repartir avec au moins sa somme initiale.

Tout comme dans l'exercice de préférence des partenaires, lorsque nous avons analysé les offres dans le jeu de confiance interethnique, il est immédiatement apparu que ceux exposés à la propagande radiophonique manifestaient des niveaux de confiance interethnique beaucoup plus élevés. En effet, nous observons des différences dans la confiance interethnique qui reflètent presque précisément les différences que nous avons observées

dans les préférences des partenaires. Les différences sont les plus importantes au seuil de signal radio de 45dbu, et elles diminuent de manière constante à mesure que nous nous éloignons de ce seuil (figure 2).

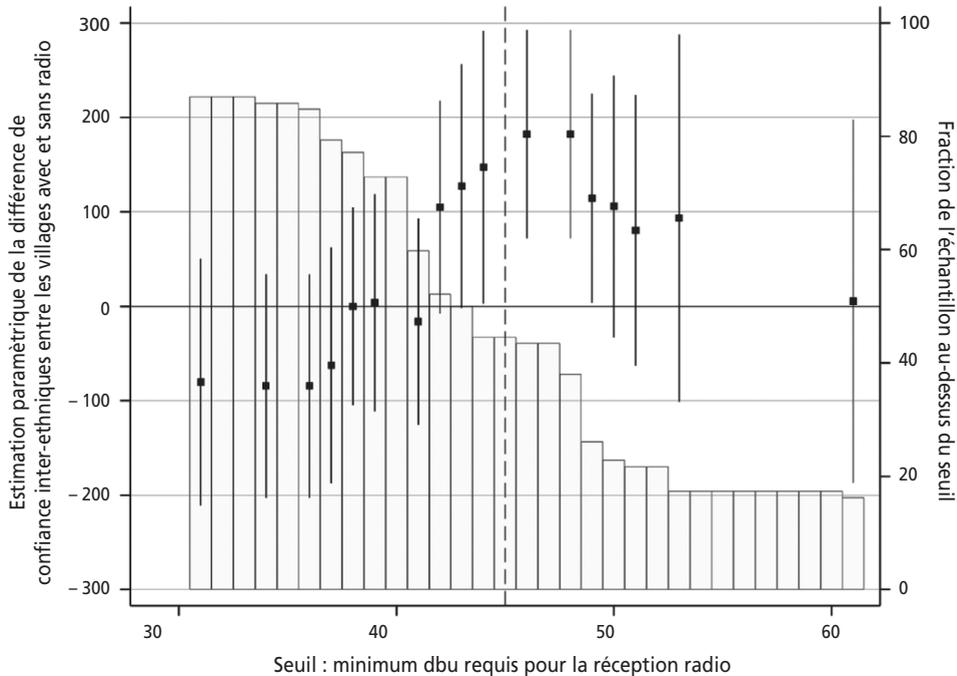


Figure 2

La découverte la plus remarquable concerne la saillance de l'identité ethnique. La saillance ethnique n'est pas un concept largement étudié par les économistes, nous avons donc adapté un outil de la psychologie cognitive pour essayer de la mesurer. Nous avons montré à chaque répondant huit images différentes. Certaines images représentaient de jeunes hommes hutus, d'autres de jeunes hommes tutsis. Quelques exemples sont présentés dans la figure 3. Après avoir montré chaque photo, notre équipe de recherche a lu à voix haute une déclaration sur la personne représentée. Chaque déclaration était anodine, et nous avons essayé d'éviter les déclarations qui pourraient être associées à des stéréotypes ethniques. Par exemple : « Cette personne aime les bananes mais n'aime pas la goyave ».

Après avoir montré toutes les huit photos et lu à voix haute les déclarations, et après une courte pause, il y a eu un questionnaire surprise. Tous les participants ont commis quelques erreurs dans le quiz, mais cela était attendu car ils ne s'étaient pas préparés à mémoriser les associations entre les déclarations et les photos. Néanmoins ce n'était pas le point essentiel. Le principal était plutôt de voir si, lorsqu'inévitablement ils faisaient des erreurs, ils confondaient systématiquement une photo d'hutu avec une autre photo d'hutu, ou un tutsi avec un autre tutsi. Si cela se produisait beaucoup plus fréquemment que si les choix des photos étaient effectués au hasard, nous pouvions en déduire qu'ils

utilisaient l'ethnicité comme un outil cognitif pour s'aider à catégoriser les photos. Pour ces personnes, nous disons que l'ethnicité est saillante. En revanche, si elles confondaient une photo d'hutu avec une autre photo d'hutu, ou un tutsi avec un autre tutsi, à peu près au même taux que celui auquel nous pourrions nous attendre par pur hasard, nous pouvions en déduire que, pour ces personnes, l'ethnicité n'était pas saillante.



Figure 3

Une fois de plus, nous avons constaté que l'exposition aux émissions de radio rendait les individus beaucoup moins enclins à catégoriser les autres en fonction de leur ethnie. L'importance du biais ethnique était beaucoup plus faible chez ceux exposés à la propagande radiophonique que chez ceux qui ne l'étaient pas, présentant encore une fois un schéma presque identique à la confiance interethnique et aux préférences de partenaires (figure 3). En d'autres termes, les individus pour lesquels l'ethnicité était cognitivement « effacée » étaient précisément ceux qui étaient beaucoup plus confiants et généreux envers ceux de l'autre ethnie.

Dans l'ensemble, ces données suggèrent quelque chose de très surprenant. Dans l'un des pays les plus pauvres au monde, et qui a récemment connu l'un des pires génocides de l'histoire humaine, un gouvernement a trouvé un moyen de combler le fossé ethnique entre les Hutus et les Tutsis. De plus, cela a été réalisé en un laps de temps relativement court, avec un peu plus de dix ans de propagande radiophonique.

En contraste frappant avec ce que nous avons vu ailleurs à travers le monde, les médias au Rwanda ont contribué à réduire les divisions ethniques.

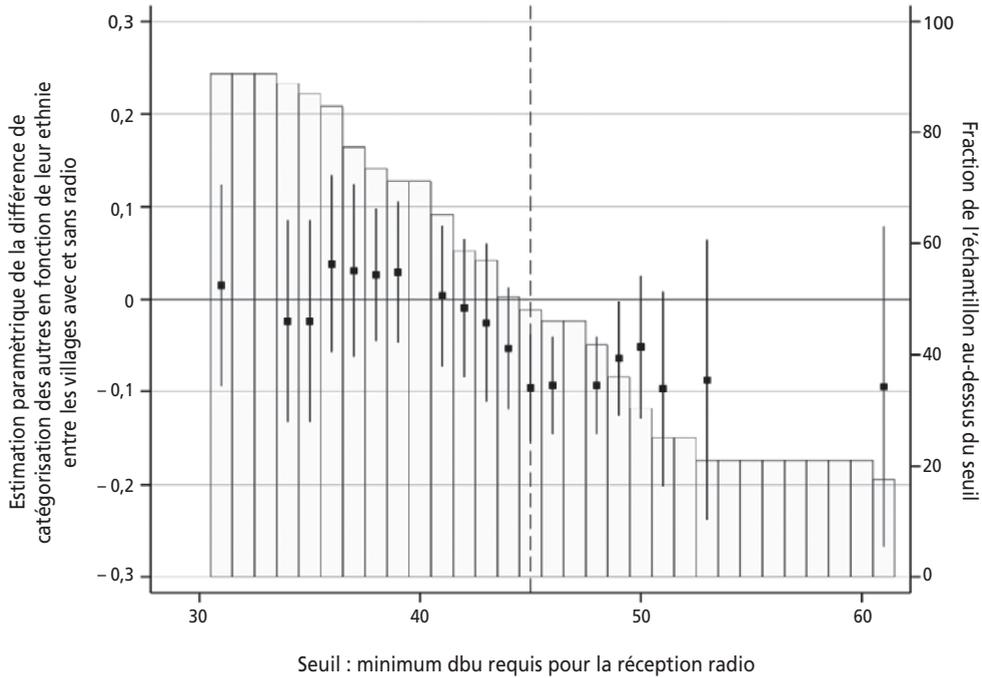


Figure 4

DISCUSSION

L'étude ci-dessus donne des raisons d'être optimiste en ce qui concerne la construction nationale inclusive. La propagande peut ne pas être utilisée dans le but de diviser et d'exclure des groupes. Au contraire, la propagande peut également contribuer à effacer les anciennes identités et créer une nouvelle identité qui les rassemble. Cependant, il y a aussi des raisons d'être prudent. Par exemple, les améliorations des relations interethniques au Rwanda peuvent-elles vraiment être inversées aussi facilement ? Malheureusement, nous n'avons aucune preuve de la durabilité de cette construction nationale relativement inclusive. Cela dépend en partie des caprices et des priorités changeantes du Président Kagame. L'histoire tourmentée du pays au cours des vingt-cinq dernières années suggère que les ondes ont un pouvoir considérable pour manipuler l'opinion publique de manière néfaste (Yanagizawa-Drott, 2014), ainsi que bénéfique – en alimentant la haine interethnique avant de favoriser la réconciliation interethnique.

Enfin, d'un point de vue plus pessimiste, l'environnement politique particulier du Rwanda rend difficile la généralisation de ses enseignements à d'autres sociétés. Les démocraties libérales peuvent-elles utiliser les médias pour réduire la polarisation ethnique de la même manière ? Il est troublant de constater que la réduction de la polarisation et la construction nationale inclusive à travers la propagande peuvent être plus faciles dans un pays autocratique sans réelle liberté médiatique comme le Rwanda que dans une démocratie effervescente et compétitive où les opinions divergentes sont considérées comme normales et exprimées librement.

Références

- Adena, M, R Enikolopov, M Petrova, V Santarosa et E Zhuravskaya (2015), « Radio and the Rise of the Nazis in Prewar Germany », *The Quarterly Journal of Economics*, 130 (4) : 1885-1939.
- Alesina, A., Giuliano, P. et Reich, B. (2021), « Nation-building and education », *The Economic Journal*, 131 (638), pp.2273-2303.
- Blattman, C. et Miguel, E. (2010), « Civil war », *Journal of Economic literature*, 48 (1), pp. 3-57.
- Blouin, A. et Mukand, S.W. (2019), « Erasing ethnicity ? Propaganda, nation building, and identity in Rwanda », *Journal of Political Economy*, 127 (3), pp.1 008-1062.
- Blouin, A. et Mukand, S.W. (2022), « Mistaking Noise for Bias : Victimhood and Hutu-Tutsi Reconciliation in East Africa », *Journal of Development Economics*.
- DellaVigna, S., Enikolopov, R., Mironova, V., Petrova, M. et Zhuravskaya, E. (2014), « Cross-border media and nationalism : Evidence from Serbian radio in Croatia », *American Economic Journal : Applied Economics*, 6 (3), pp. 103-32.
- Easterly, W. et Levine, R. (1997), « Africa's growth tragedy : policies and ethnic divisions », *The quarterly journal of economics*, pp. 1203-1250.
- Montalvo, José, G. et Marta Reynal-Querol (2005), « Ethnic Polarization, Potential Conflict, and Civil Wars », *American Economic Review*, 95 (3) : pp. 796-816.
- Guriev, Sergei et E. Pappaianou (2022), « The Political Economy of Populism », *Journal of Economic Literature*.
- Hobsbawm, E.J. (1992), *Nations and nationalism since 1780 : Programme, myth, reality*, Cambridge University Press.
- Stanley, J. (2015), *How Propaganda Works*, Princeton University Press.
- Trevor-Roper, H. et Trevor-Roper, H.R. eds. (1978), *Final Entries, 1945 : The Diaries of Joseph Goebbels*, Putnam.
- Voigtländer, N and H-J Voth (2015), « Nazi indoctrination and anti-Semitic beliefs in Germany », *PNAS*, 112 (26) : 7931-7936.
- Yanagizawa-Drott, David (2014), « Propaganda and Conflict : Evidence from the Rwandan Genocide », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, 4, nov., pp. 1947-1994.

CHAPITRE 16



Mémoire et construction nationale : les dangers du récit de l'ennemi commun

Elena ESPOSITO, *Université de Lausanne*

Tiziano ROTESI, *Université de Lausanne*

Alessandro SAIA, *Université de Bologne*

Mathias THOENIG, *CEPR*

Les pays sont le plus souvent construits sur des mythes communs – des récits partagés – sur le passé de la nation et/ou la mission du pays (Renan, 1882). La plupart du temps, ces récits mettent en avant une rhétorique de l'ennemi commun, c'est-à-dire qu'ils se concentrent sur une menace ou un ennemi commun que la nation doit combattre pour que la paix et l'unité du pays prévalent. Les exemples abondent. La Suisse, l'Italie et la République française après 1870 ont façonné leur identité en s'opposant à leurs ennemis extérieurs de longue date, représentés respectivement par le Saint-Empire romain germanique, l'Autriche et la Prusse. Dans le même ordre d'idées, Evrigenis (2007, page 14) note que « Plusieurs nations modernes, héritières d'empires tels que la Turquie et du colonialisme telle que l'Indonésie, se sont formées et ont consolidé leur identité en opposition à d'autres, voisins, antagonistes, ennemis et anciens despotes ».

De manière intéressante, dans certains cas, cette menace commune imaginaire concerne un ennemi interne, souvent un groupe minoritaire à l'intérieur du pays, comme dans le cas des Juifs et des Gitans en Allemagne nazie, des minorités lors de la révolution des Jeunes-Turcs au début du xx^e siècle, ou lors de la dissolution de l'ex-Yougoslavie. Dans tous ces cas, la focalisation sur des ennemis internes imaginaires vise à réconcilier la nation autour d'un intérêt commun que ces groupes minoritaires sont censés menacer. Comme l'histoire de ces pays le prouve, ces constructions rhétoriques peuvent entraîner des conséquences dramatiques pour le destin des groupes minoritaires ciblés. De plus, elles peuvent se révéler extrêmement fragiles, car favoriser l'unité ou l'accord au

détriment de la vérité peut engendrer de nouvelles divisions, entravant ainsi le processus de réconciliation à long terme.

LES DÉFIS MÉTHODOLOGIQUES POUR LES CHERCHEURS EN SCIENCES SOCIALES

L'invention d'une menace commune pour favoriser l'unité est un mécanisme qui a été étudié par de nombreuses disciplines différentes, allant de la sociologie à la biologie évolutive. Selon plusieurs penseurs en sociologie, y compris des théoriciens sociaux classiques tels que Georg Simmel, le conflit entre groupes accroît la cohésion et la coopération à l'intérieur du groupe (voir, par exemple, Simmel 1908 et Coser 1964, entre autres). Les biologistes évolutionnistes, sur des bases similaires, ont émis l'hypothèse que les menaces extérieures sont de puissants moteurs de l'altruisme restreint aux membres du groupe (Henrich et Boyd 2001 ; Richerson et Boyd 2001 ; Bowles 2006 ; Choi et Bowles 2007). La théorie de l'équilibre en psychologie cognitive et en analyse des réseaux sociaux offre une interprétation du mécanisme psychologique derrière la rhétorique de l'ennemi commun : lorsque deux individus partagent des attitudes négatives envers une troisième personne, le fait d'éprouver des attitudes négatives l'un envers l'autre engendre une dissonance cognitive et est déstabilisant (voir Hummon et Doreian 2003, pour une revue). En revanche, maintenir les mêmes attitudes négatives envers une troisième personne favorise la proximité, comme le dit le dicton : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

Malgré ces fondements théoriques et analytiques vastes et variés, les sciences sociales offrent encore très peu de preuves causales quantitatives sur le fonctionnement du récit de l'ennemi commun dans le but de la réconciliation des pays.¹ La principale raison du manque de preuves empiriques solides est une conséquence des nombreux défis empiriques que pose l'étude des récits de l'ennemi commun. Tout d'abord, observer les récits et cartographier leur diffusion est souvent impossible. De plus, dans des contextes historiques ou marqués par des conflits avec une disponibilité limitée d'enquêtes, il est difficile de surveiller les attitudes et les croyances afin d'étudier comment elles sont influencées par les récits. Enfin, évaluer l'effet causal des récits signifie s'appuyer sur des variations plausiblement exogènes qui sont difficiles à identifier dans des situations réelles. En raison de ces défis méthodologiques, bien que les anecdotes et les études de cas sur le rôle des récits pour la réconciliation des pays abondent, les preuves causales sont limitées. Les récits historiques changent-ils réellement les opinions et les comportements de manière significative ? Ou sont-ils plutôt des explications superficielles des processus économiques et politiques qui impliquent des enjeux plus profonds et des intérêts particuliers ?

RÉCONCILIATION APRÈS LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE : LE RÉCIT DE LA « CAUSE PERDUE » ET DE *THE BIRTH OF A NATION*

Dans un article récent (Esposito, Rotesi, Saia et Thoenig, 2021), nous étudions le rôle des récits de l'ennemi commun pour la réconciliation des pays, en explorant l'évolution des divisions Nord-Sud à la suite de la guerre civile américaine.

1. De Jaegher (2021) examine l'effet de l'ennemi commun dans la littérature sur la théorie des jeux et l'économie expérimentale, et présente des preuves principalement issues d'expériences en laboratoire.

La fin de la guerre civile américaine (1861-1865) – « le conflit le plus vaste et le plus destructeur dans le monde occidental entre la fin des guerres napoléoniennes en 1815 et le début de la Première Guerre mondiale en 1914 »² – a laissé une société profondément divisée, où les tensions régionalistes et la haine partisane ont pollué le débat politique pendant des décennies après le cessez-le-feu. À la suite de la guerre, un puissant récit connu sous le nom de « Cause Perdue » a émergé. Selon cette réinterprétation révisionniste de l'histoire américaine, le conflit n'était pas causé par l'esclavage. Au contraire, le Sud se battait simplement pour défendre ses libertés et aucun des deux camps n'était réellement dans l'erreur : la véritable menace pour le Nord et le Sud était représentée par l'autonomisation des personnes noires.

Un fervent défenseur du récit de la « Cause Perdue », responsable de sa popularisation dans tout le pays, était le film *The Birth of a Nation* (1915) réalisé par D.W. Griffith. Le film a été un énorme succès au box-office, avec un public cumulatif mondial de plus de 200 millions de personnes, ce qui en fait le premier grand succès hollywoodien et, selon certains critiques, l'un des films les plus influents de l'histoire du cinéma américain. Le film défend une version extrême du récit de la « Cause Perdue ». Avec une représentation raciste des Afro-Américains et de leur lutte pour l'émancipation, il glorifie la violence du Ku Klux Klan et plaide en faveur de la réunification nationale en défense de la suprématie blanche (voir les transcriptions du film dans la Figure 1).

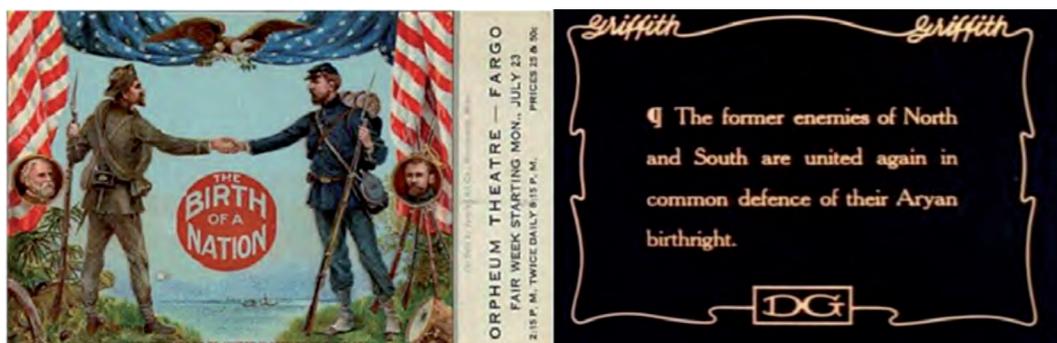


Figure 1 – Une publicité pour *The Birth of a Nation* au théâtre Orpheum (gauche) et un script issu de la genèse du film (droite).

Ce cadre empirique permet de relever bon nombre des défis empiriques rencontrés jusqu'à présent par les scientifiques sociaux. La diffusion du récit est suivie en observant la diffusion du film *The Birth of a Nation*, qui l'incarne fidèlement. De plus, pour mesurer les changements d'attitudes dans le temps et dans l'espace, les auteurs ont effectué une vaste collecte de données en utilisant des techniques de collecte automatisée de données sur les journaux historiques. Enfin, pour identifier l'effet causal de l'exposition au récit de réconciliation, l'étude exploite des sources de variation quasi-aléatoire dans la distribution géographique du film générées par la logistique de distribution des films.

2. American Battlefield Trust (<https://www.battlefields.org/learn/articles/brief-overview-american-civil-war>).

Les résultats de l'étude mettent en lumière l'efficacité du film pour pacifier les divisions Nord-Sud et, en même temps, comment le contenu de l'ennemi commun du récit a contribué à la recrudescence de la violence et de la discrimination à l'encontre des Afro-Américains (complétant les résultats d'Ang, 2020). Notre interprétation des résultats suggère que la discrimination contre les Afro-Américains servait à favoriser la réconciliation Nord-Sud, dans un cadre classique de type ennemi commun

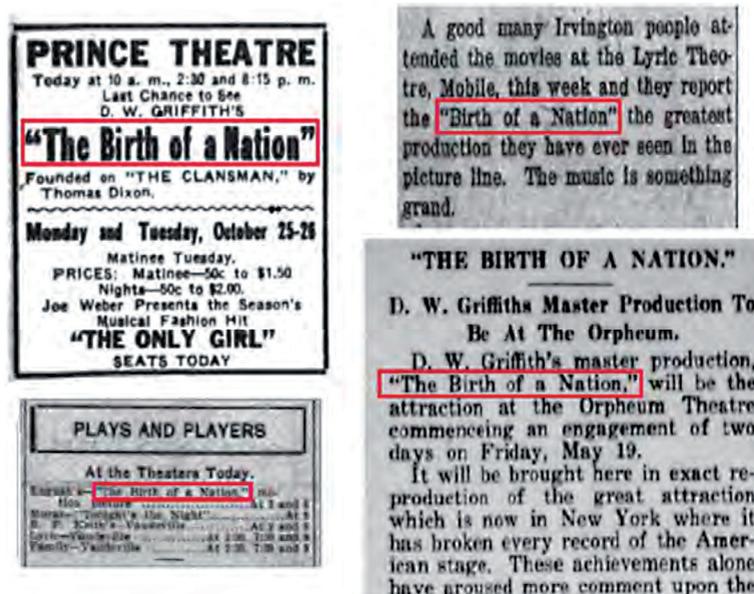


Figure 2 – Articles de journaux documentant la projection de *The Birth of a Nation*.

MÉTHODES

L'analyse empirique suit la distribution du film à travers les comtés américains. Nous nous appuyons sur un vaste exercice de collecte de données utilisant des informations sur les projections de films provenant de journaux locaux. À titre d'exemple, la Figure 2 présente des publicités et des articles de journaux documentant une projection locale du film à Houston (en haut à gauche), Indianapolis (en haut à droite), Mobile (en bas à gauche) et Lewisburg (en bas à droite), respectivement. Grâce à cette source détaillée d'informations sur les projections, nous pouvons suivre la diffusion du film mois par mois. En 1920, le film avait atteint environ la moitié des comtés de notre échantillon en 1920 (Figure 3).

De toute évidence, une préoccupation majeure réside dans le fait que la diffusion du film n'était pas aléatoire. Par exemple, les données montrent que les zones avec une part plus élevée d'habitants alphabétisés étaient plus susceptibles de projeter le film. Comme source de variations quasi-exogènes dans l'exposition au film, l'étude exploite une caractéristique de la logistique de distribution des films aux États-Unis au début du xx^e siècle : les films étaient projetés dans des endroits selon des schémas temporels et spatiaux récurrents. Nous utilisons donc un film précédemment sorti, dont le contenu est sans

rapport avec l'intrigue de *The Birth of a Nation*, pour prédire où et quand ce dernier était le plus susceptible d'être projeté.



Figure 3 – La cartographie de la diffusion de *The Birth of a Nation* en 1920.

Note : Carte des comtés de l'échantillon qui ont projeté *The Birth of a Nation* d'ici 1920. Les comtés en rouge ont été exposés au film et les comtés en blanc ne l'ont pas été.

Ensuite, l'étude examine comment la projection du film a contribué à transformer diverses attitudes envers la réconciliation, mesurées au niveau mensuel sur la période 1910-1920, en comparant les changements d'attitudes entre les comtés ayant projeté le film et ceux qui ne l'ont pas fait. L'analyse utilise différentes sources pour mesurer les changements d'attitudes et de comportements. La première mesure de l'unité nationale est obtenue à partir d'une analyse des textes issus d'un vaste ensemble de journaux locaux contenant plus de 25 millions de pages. L'analyse combine des méthodes d'apprentissage automatique et l'évaluation externe d'évaluateurs humains pour identifier des listes de mots à contenu patriotique et divisif. L'étude examine également deux variables de résultats liées aux changements de comportement : l'une mesure le patriotisme en examinant les changements d'inscription dans la marine américaine, tandis que l'autre analyse l'évolution des noms des nouveau-nés (ENI par la suite), en comparant les changements de prévalence des noms évoquant la Confédération et l'Union avant et après la projection de *The Birth of a Nation*. Enfin, en exploitant à nouveau les informations des journaux locaux, nous suivons l'évolution de l'idéologie suprémaciste blanche et des attitudes discriminatoires envers les Afro-Américains sur le marché du travail.

RÉSULTATS

Au regard des données, nous constatons que la projection de *The Birth of a Nation* a entraîné une augmentation immédiate et continue de la fréquence des termes patriotiques (par exemple, « drapeau américain », « hymne national », « Stars and Stripes », etc.). En revanche, les mots liés aux anciennes divisions Nord-Sud (par exemple, « Confédération », « sécession », « carpetbagger », etc.) ont tendance à être utilisés moins fréquemment. La figure 4 illustre ce changement. Dans les comtés atteints par le film, nous constatons un

impact progressif et cumulatif de la projection du film sur notre mesure de la réconciliation dans le discours public.

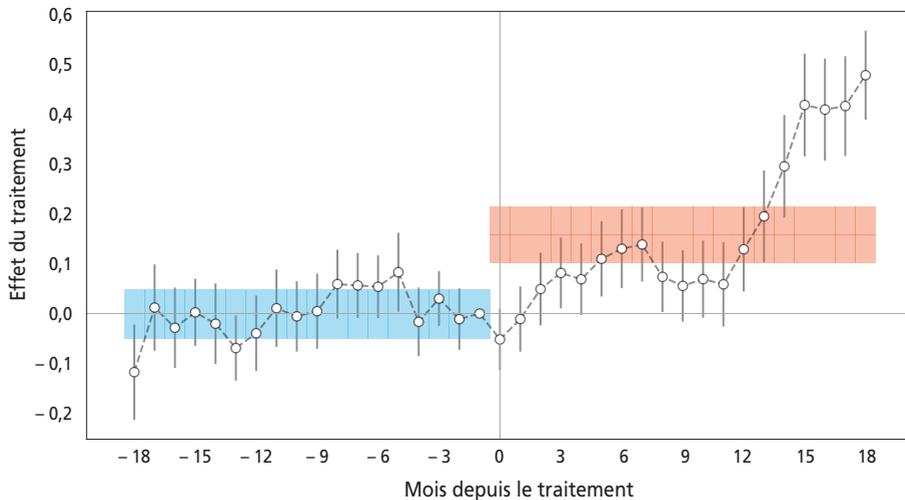


Figure 4 – Changements linguistiques engendrés par la projection de *The Birth of a Nation*.

Note : Le graphique représente les estimations de l'effet sur la variable « Réconciliation » (c,t) (basée sur la différence entre le premier composant principal de la fréquence relative des termes patriotiques et le premier composant principal de la fréquence des mots divisifs) avec un décalage de 18 mois en arrière et 18 mois en avant (incrément mensuels) de la variable « BON » (c,t). En bleu, nous montrons l'effet moyen pour les estimations placebo, tandis qu'en rouge, nous montrons l'effet moyen.

Au-delà des changements dans le langage, le film a également eu un impact sur les comportements. Nous montrons que les comtés exposés au film ont connu une montée du patriotisme, avec une augmentation du taux de volontariat pour l'armée américaine. En examinant les modèles de prénoms parmi les bébés nés dans les comtés où le film a été diffusé, nous constatons que le film a facilité la réconciliation culturelle entre le Nord et le Sud, avec une adoption accrue de prénoms associés traditionnellement à l'identité régionale de l'ancien ennemi.

Le coût du récit de réconciliation non inclusif véhiculé par le film, fondé sur un argument de l'ennemi commun, a été dramatique. En mesurant l'importance du suprémacisme blanc et de la discrimination raciale dans les journaux locaux, l'étude documente le changement parallèle des attitudes envers les Afro-Américains. Nous interprétons ces résultats comme une preuve que la réconciliation a été favorisée en déplaçant la colère et l'animosité de la division Nord-Sud vers la division Blancs-Noirs. Plus précisément, le récit de la Cause Perdue a forgé le mythe d'une menace commune pour tous les Américains blancs du Nord et du Sud : les Afro-Américains et leur lutte pour l'émancipation.

Nos estimations statistiques indiquent un effet quantitativement important du film sur une série d'attitudes vis-à-vis de la réconciliation nationale et de la discrimination raciale à l'égard des Afro-Américains. La figure 5 résume les estimations des coefficients

pour toutes les variables de résultat, y compris les coefficients pour l'ensemble des comtés et pour les anciens États confédérés et unionistes.

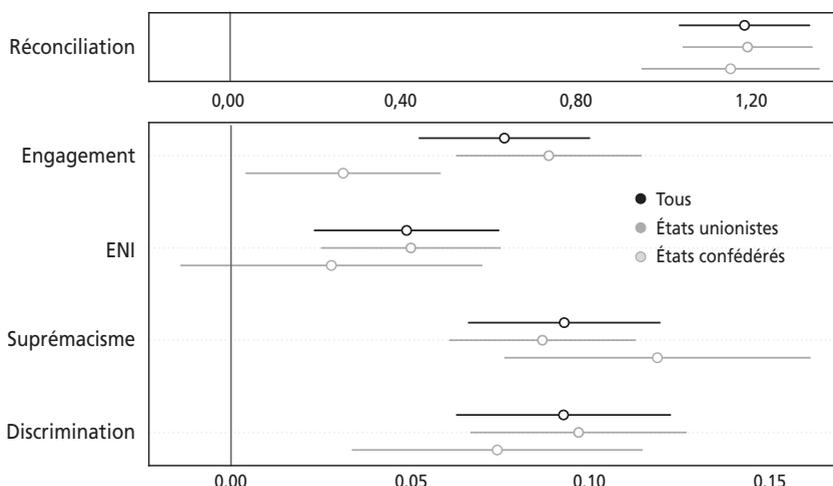


Figure 5 – Changements dans les attitudes et les comportements engendrés par la projection de *The Birth of a Nation*.

Note : Le graphique résume les estimations de régression des effets de l'exposition à *The Birth of a Nation* sur nos variables de résultat.

Nos résultats offrent une nouvelle interprétation du rôle de la Cause Perdue dans la formation des clivages internes qui restent au cœur du débat politique aujourd'hui. Plus largement, notre article remet en question la capacité de se réunir en une seule nation lorsque la réconciliation est basée sur l'exclusion de certains de ses membres.

Références

- Ang, D. (2020), « *The Birth of a Nation* : Media and Racial Hate », *HKS Working Paper*, n° RWP20-038.
- Bowles, S. (2006), « Group competition, reproductive leveling, and the evolution of human altruism », *Science*, 314 (5805), 1569-1572.
- Choi, J.-K. et S. Bowles (2007), « The coevolution of parochial altruism and war », *Science*, 318 (5850), 636-640.
- Coser, L. (1964), *Functions of Social Conflict*, Free press paperback, Free Press.
- De Jaegher, K. (2021), « Common-enemy effects : Multidisciplinary antecedents and economic perspectives », *Journal of Economic Surveys*, 35 (1), 3-33.
- Esposito, E., T. Rotesi, A. Saia, et M. Thoening (2021), « Reconciliation Narratives : *The Birth of a Nation* after the US Civil War », *CEPR Working Paper*, 15938.
- Evrigenis, I. D. (2007), *Fear of enemies and collective action*, Cambridge University Press.
- Henrich, J. et R. Boyd (2001), « Why people punish defectors : Weak conformist transmission can stabilize costly enforcement of norms in cooperative dilemmas », *Journal of theoretical biology*, 208 (1), 79-89.

184 *La fabrique d'une nation*

Hummon, N. P. et P. Doreian (2003), « Some dynamics of social balance processes : bringing heider back into balance theory », *Social Networks*, 25 (1), 17-49.

Simmel, G. (1908), *Conflict*, Glencoe : The Free Press.

Renan, Ernest (1882), *Qu'est-ce qu'une nation ?*

CHAPITRE 17



Les effets transfrontaliers involontaires des médias de construction nationale

Stefano DELLA VIGNA, *Université de Californie, Berkeley*

Ruben ENIKOLOPOV, *Pompeu Fabra University, CEPR*

Vera MIRONOVA, *Harvard University*

Maria PETROVA, *Pompeu Fabra University, CEPR*

Ekaterina ZHURAVSKAYA, *Paris School of Economic, CEPR*

Plusieurs études récentes suggèrent que les médias d'État et les médias privés peuvent jouer un rôle important dans la construction nationale et la réconciliation après un conflit (voir, par exemple, le chapitre 15 de ce livre électronique sur Blouin et Mukand, 2019). Parfois, une telle propagande de construction nationale visant à atteindre la réconciliation après un conflit civil est délibérément menée en diabolisant un ennemi commun interne ou externe (voir par exemple, l'effet du film américain de 1915 « Birth of a Nation », décrit dans Esposito *et al.* 2021 présenté dans le chapitre 16).

Quels sont les effets des médias de construction nationale dans l'après-conflit sur les audiences qui ne sont pas ciblées par ces médias ? Il arrive qu'ils atteignent de manière non intentionnelle une certaine audience, notamment dans le cas où, dans une zone frontalière, le média est capté des deux côtés de la frontière. L'effet de tels médias sur les audiences non ciblées n'est pas clair a priori. Cela est particulièrement vrai lorsque le contenu des médias de construction nationale ne diabolise pas l'ancien adversaire, mais cherche au contraire à dépasser le conflit et à se concentrer sur le développement interne. Il est tout à fait possible que l'impact transfrontalier des médias soit négligeable, en particulier si l'on s'attend à ce que les gens ignorent ces médias, par exemple parce que les individus choisissent des médias qui correspondent à leurs propres opinions (Sunstein, 2001 ; Durante et Knight, 2012). Il est également possible que l'exposition aux médias de l'ancien ennemi, dont la diffusion est destinée à la consommation interne, en particulier

en ce qui concerne le dépassement du conflit et le développement pacifique de la nation, réduise les asymétries informationnelles et atténue les tensions ethniques. Il est également possible que l'exposition à un tel contenu médiatique transfrontalier de construction nationale puisse susciter un sentiment d'animosité ethnique au sein de la population voisine en rappelant le conflit passé. Cela pourrait même augmenter la probabilité d'un futur conflit. Il semble pertinent de clarifier la manière dont les médias de construction nationale post-conflit influencent les sentiments des audiences qui ne sont pas ciblées pour comprendre les effets de la propagande de construction nationale.

Souvent, cette exposition médiatique traverse la frontière lorsque des groupes ethniques voisins partagent une même langue, ce qui est courant dans les pays qui appartenaient autrefois à une entité plus grande, tels que l'URSS, la Yougoslavie ou le Soudan. Cependant, l'exposition aux médias de construction nationale concurrents ne se limite pas aux vagues médiatiques qui traversent les frontières, car une exposition non intentionnelle aux médias peut également se produire à l'intérieur des pays lorsque des groupes ethniques, raciaux ou religieux rivaux parlent la même langue. On peut citer par exemple les musulmans et les hindous en Inde, les Basques et les Espagnols en Espagne, ou la population d'ascendance africaine et celle d'ascendance européenne en Amérique.

Dans notre étude (DellaVigna *et al.* 2014), nous documentons les effets de l'exposition aux médias destinés à renforcer l'identification nationale d'un groupe ethnique particulier sur les sentiments nationalistes et l'animosité envers un groupe rival. Nous examinons spécifiquement l'impact de l'exposition à la radio transfrontalière sur le sentiment nationaliste et le comportement dans le contexte d'un des conflits les plus meurtriers en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale et avant l'invasion à grande échelle de la Russie en Ukraine, à savoir le conflit serbo-croate dans les guerres yougoslaves de 1991 à 1995. Nous nous concentrons sur la région de la Croatie près de la frontière serbo-croate (officiellement appelée Slavonie orientale, Baranja et Srijem occidental). La carte de cette région est présentée dans la Figure 1. Elle a été le théâtre d'un conflit armé ouvert avec de violents combats entre Serbes et Croates en 1991 et était occupée par les Serbes jusqu'en 1995. Les opérations militaires du conflit serbo-croate ont pris fin en 1995. Slobodan Milošević, l'ancien président de la Serbie, a été renversé en 2000 et remis au Tribunal pénal international de La Haye. Les médias publics en Serbie ont continué à promouvoir le nationalisme serbe, mais après la fin du conflit, ils se sont concentrés sur les affaires internes. En particulier, les stations de radio publiques (c'est-à-dire les radios du groupe Radio-Télévision de Serbie, RTS, également connues sous le nom de Société de radio-diffusion serbe) ont fonctionné avec la mission officielle de renforcer l'identité nationale serbe (IREX 2010).

Le cas serbo-croate constitue un cadre presque idéal pour étudier les effets transfrontaliers des médias de construction nationale. Le signal de la radio publique serbe destiné à l'audience interne des Serbes à l'intérieur de la Serbie atteint certains villages de cette région de Croatie. Comme les Serbes et les Croates parlent la même langue, bien qu'avec des alphabets différents, les Croates peuvent comprendre parfaitement la radio serbe. On peut restreindre l'analyse des effets transfrontaliers des médias au seul contenu radiophonique, et ce pour deux raisons. Premièrement, la radio est la principale source

d'information dans cette région. Deuxièmement, en raison des différences d'alphabet, une part importante de la presse, voire de la télévision, qui diffuse souvent des programmes étrangers avec des sous-titres, ne se propage pas aussi facilement à travers la frontière.

Nous utilisons des informations détaillées au niveau des villages sur la réception des médias, le vote et d'autres comportements nationalistes pour répondre à deux questions clés : Les Croates écoutent-ils réellement la radio serbe lorsqu'elle est disponible ? Si c'est le cas, la radio serbe a-t-elle un effet sur leurs opinions politiques et leurs attitudes envers les Serbes ?

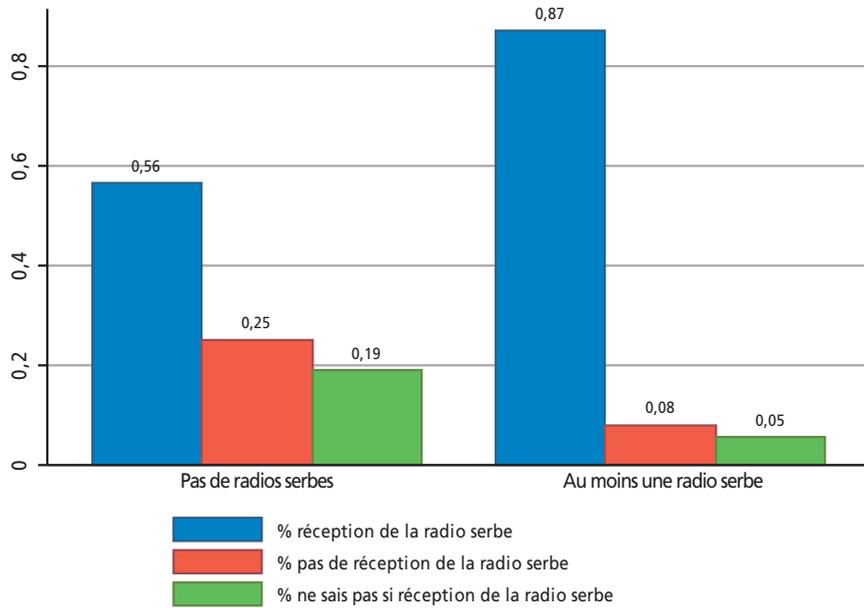
En utilisant une enquête de rue auprès des résidents des villages croates situés près de la frontière serbe, nous constatons que la réponse à la première question est positive. Comme le montre la Figure 1A, 87 % des personnes interrogées dans les villages que nous avons classés comme ayant au moins une radio serbe répondent affirmativement à la question, contre 56 % dans les villages que nous avons classés comme n'ayant aucune réception. Nous avons également demandé aux répondants à quelle fréquence ils écoutent la radio serbe. Comme le montre la Figure 1B, dans les villages ayant au moins une station de radio serbe (selon notre mesure collectée manuellement), seuls 26 % des répondants déclarent ne jamais écouter la radio serbe, tandis que 32 % déclarent l'écouter au moins une fois par semaine. En revanche, dans les villages que nous avons classés comme n'ayant pas de radio serbe, 62 % déclarent ne jamais écouter la radio serbe, et seuls 16 % déclarent le faire au moins une fois par semaine. Nous vérifions que la différence entre les deux types de villages quant à la probabilité d'écouter les radios serbes au moins quelques fois selon les réponses de l'enquête est statistiquement significative.

La Figure 2 indique un schéma similaire en utilisant la variable de puissance du signal. Les points représentant les villages dans l'enquête indiquent une relation positive entre la puissance du signal et la mesure de l'écoute de la radio serbe.

La part des auditeurs de la radio serbe dans les villages croates augmente avec la puissance du signal de la radio serbe, calculée à l'aide des informations sur l'emplacement des émetteurs. Le pourcentage élevé d'auditeurs de la radio serbe parmi les Croates s'oppose à une vision extrême de la polarisation politique selon laquelle les consommateurs n'écourent que des médias qui correspondent à leurs croyances politiques, et est cohérent avec des contacts plus modérées de polarisation dans les médias américains (Gentzkow et Shapiro, 2011). Les résultats de notre enquête et les témoignages recueillis auprès d'experts des médias croates suggèrent que les Croates écoutent la radio serbe pour deux raisons : d'abord, pour satisfaire leur demande d'informations alternatives, et ensuite, pour écouter les chanteurs serbes de l'époque de la Yougoslavie socialiste. Ce faisant, ils rencontrent également du contenu politique. Parfois, bien que de manière moins fréquente, les Croates écoutent la radio serbe pour connaître le point de vue de leur ancien rival, afin de mieux défendre leur propre point de vue.

La radio serbe déclenche-t-elle une animosité ethnique et des comportements nationalistes parmi les Croates qui y sont exposés ? Nous évaluons l'effet de la radio serbe sur la propension à voter pour des partis nationalistes extrémistes et à exprimer de la haine ethnique envers les Serbes. Notre stratégie d'identification repose sur la variation de la disponibilité de la radio serbe entre les différents villages de la région frontalière.

A) Réception signalée de la radio serbe à partir des réponses de l'enquête en fonction de la disponibilité de la radio serbe collectée manuellement dans le village.



B) Fréquence signalée d'écoute de la radio serbe (réponse de l'enquête) en fonction de la disponibilité de la radio serbe dans le village.

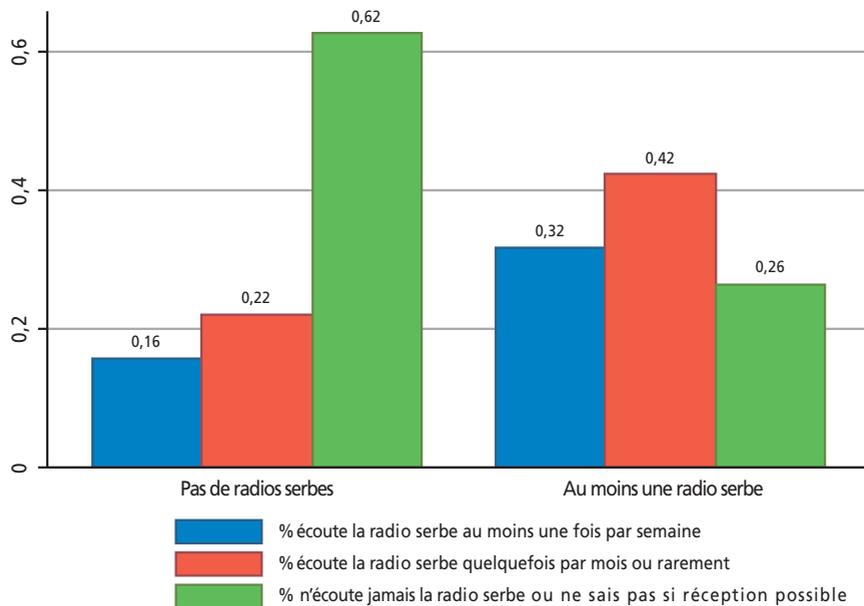


Figure 1 – Les Croates sont-ils exposés à la radio serbe axée sur la construction nationale ?

A) Réception signalée de la radio serbe à partir des réponses de l'enquête en fonction de la disponibilité de la radio serbe collectée manuellement dans le village.

B) Fréquence signalée d'écoute de la radio serbe (réponse de l'enquête) en fonction de la disponibilité de la radio serbe dans le village.

Remarques : La Figure 1 présente les réponses à deux questions d’une enquête en personne réalisée en décembre 2010 et janvier 2011 dans 9 des villages croates de l’échantillon de base. Nous rapportons les réponses moyennes séparément pour les 32 répondants des villages où nous avons codé l’absence de réception de la radio serbe, et pour les 38 répondants des villages où nous avons codé la réception d’au moins une radio serbe.

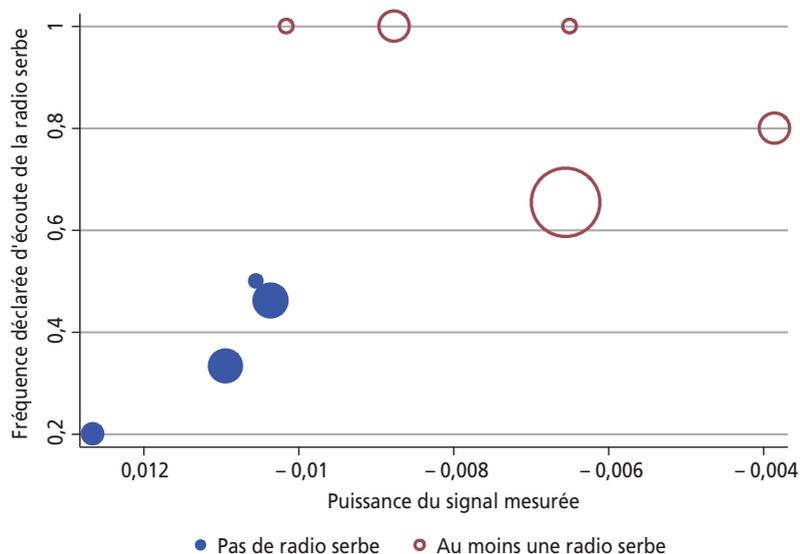


Figure 2 – Fréquence déclarée d’écoute de la radio serbe (selon les réponses à l’enquête) en fonction de la puissance du signal mesurée par l’ITM dans le village.

Remarques : La Figure 2 présente les réponses à une question sur la fréquence d’écoute de la radio serbe dans une enquête en personne réalisée en décembre 2010 et janvier 2011 dans 9 des villages croates de l’échantillon de base. Nous rapportons par des cercles pleins les réponses moyennes pour les 32 répondants des villages où nous avons codé l’absence de réception de la radio serbe, et par des cercles vides pour les 38 répondants des villages où nous avons codé la réception d’au moins une radio serbe. La taille des marqueurs est proportionnelle au nombre de répondants dans chaque village.

Comme première mesure, nous utilisons des données collectées manuellement sur la disponibilité réelle des radios serbes dans 139 villages de la région adjacente à la frontière serbe (notre échantillon de base), mesurée à l’aide d’un récepteur ordinaire. Comme deuxième mesure, nous calculons la puissance du signal des radios serbes en utilisant des informations sur les émetteurs serbes et la topographie de la région pour les 417 villages en Croatie situés dans un rayon de 75 kilomètres de la frontière serbo-croate (notre échantillon étendu). La Figure 3 présente la carte de la région, l’emplacement des villages croates dans les deux échantillons, et l’emplacement des deux émetteurs de radio serbes. Les deux mesures de disponibilité de la radio serbe, qui sont positivement corrélées, se complètent : la mesure collectée manuellement capture les variations fines de réception radio que les calculs de puissance du signal ne capturent pas, mais elle est affectée par des erreurs inévitables dans la mesure manuelle ; la puissance du signal est disponible pour un échantillon plus large, mais ne mesure pas l’impact des obstacles non topographiques tels que les forêts.

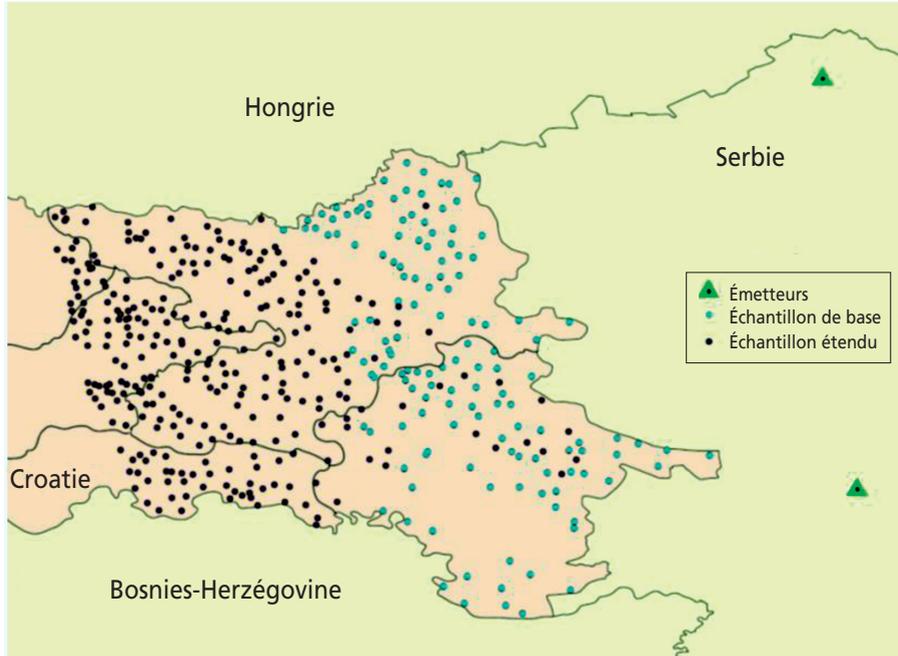


Figure 3 – Carte de la zone que nous étudions, indiquant les emplacements des émetteurs de radio serbe, l'échantillon de base des villages avec les signaux de réception de radio collectés manuellement, et l'échantillon étendu des villages avec signal radio prédit grâce au modèle de terrain irrégulier.

Ensuite, nous examinons l'effet de l'exposition à la radio serbe sur les résultats électoraux dans la région frontalière. Notre principal indicateur électoral est la part des votes au niveau des villages en faveur du parti politique ultra-nationaliste, le Parti croate des droits (HSP, *Hrvatska stranka prava*). Ce parti est assez populaire dans la région frontalière avec la Serbie. Il a obtenu 8 % des votes totaux dans la partie nord de la région frontalière et 5,2 % dans la partie sud ; par conséquent, il a remporté un siège au parlement croate en 2007. Ce parti est le principal parti nationaliste extrême en Croatie avec une idéologie soutenant « la Grande Croatie ». Malgré le fait que le HSP soit un parti relativement petit, on ne doit pas sous-estimer son impact potentiel sur les politiques. Même une représentation politique marginale de petits partis peut avoir un effet important sur les politiques, notamment en période de crise (par exemple, Folke 2011). De plus, de petits partis extrémistes nationalistes peuvent gagner une popularité inattendue en période de crise, avec des conséquences potentiellement désastreuses (comme dans le cas des nazis dans la République de Weimar).

Dans les échantillons de base, et ceux plus étendus, la disponibilité de la radio serbe (RTS) a augmenté de manière significative les votes en faveur de ce parti politique nationaliste extrémiste croate lors des élections parlementaires de 2007 (les plus récentes par rapport au moment où l'enquête a été menée). Nous illustrons cette relation dans la Figure 4 qui présente le graphique de dispersion résiduel des variables d'intérêt. L'effet est plus important lorsque la réception du signal radio est plus forte et il persiste avec

les deux mesures de disponibilité de la radio. Les estimations suggèrent qu'une partie substantielle des votes en faveur des partis ultra-nationalistes dans la région frontalière de Croatie s'explique par la réception de la radio serbe.

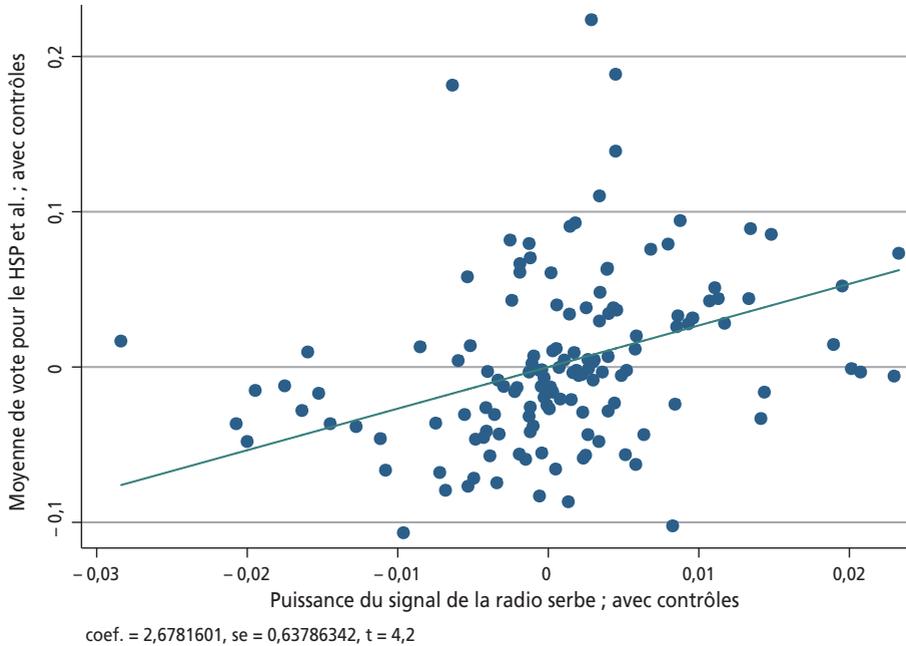


Figure 4 – Part des votes en faveur des partis extrêmement nationalistes en fonction de l'intensité du signal de la radio serbe (contrôles, échantillon de base).

Remarques : La figure montre la part des votes en faveur du HSP et autres partis nationalistes ainsi que la prédiction de l'intensité du signal de la radio serbe après avoir pris en compte les contrôles.

Comme les mesures de disponibilité de la radio serbe peuvent être corrélées avec d'autres déterminants du vote nationaliste et que cette corrélation pourrait générer des résultats erronés, nous réalisons plusieurs tests qui montrent que cela est extrêmement improbable. En particulier, la mesure de réception de la radio collectée manuellement est orthogonale à un large ensemble de variables observables, ce qui suggère que la variation est raisonnablement idiosyncratique. Le signal radio prédit est corrélé avec des variables telles que la distance par rapport à la frontière et la population du village. Cependant, nous montrons que l'ajout de contrôles géographiques et démographiques supplémentaires augmente généralement l'amplitude des estimations. Cela suggère que l'impact estimé de la radio serbe sur le nationalisme croate, le cas échéant, est susceptible d'être sous-estimé. De plus, nous utilisons la réception de la radio hongroise et de deux radios croates populaires comme variables de contrôle et constatons qu'elles n'affectent pas nos estimations, ce qui suggère que les résultats ne sont pas dus à des différences entre les villes ayant une meilleure réception radio générale.

Pour quantifier l'effet des médias, nous combinons les résultats des votes et les résultats de l'enquête de rue pour calculer un taux de persuasion, c'est-à-dire la fraction de Croates qui ont modifié leur comportement de vote en réponse à la radio serbe parmi

ceux qui y ont été exposés (DellaVigna et Gentzkow, 2010). Le taux de persuasion, estimé de 3 % à 4 %, est du côté inférieur des estimations des taux de persuasion des médias sur leurs destinataires prévus. Cependant, il s'agit d'un effet important compte tenu de l'extrémisme du résultat.

Qui sont les personnes qui sont persuadées de voter pour les ultra-nationalistes croates en raison de l'exposition à la radio serbe axée sur la construction nationale ? L'effet sur d'autres résultats électoraux éclaire cette question. La disponibilité de la radio serbe a un effet négatif sur la part des votes en faveur des partis nationalistes modérés (HDZ) et un effet positif sur la part des votes en faveur du parti social-démocrate (le principal parti sans idéologie nationaliste). Une interprétation de ce résultat est que l'exposition à la radio serbe a rendu les électeurs croates plus nationalistes à la marge, déplaçant certains électeurs du parti nationaliste modéré vers les partis nationalistes extrêmes, tout en polarisant l'électorat, ce qui conduit à une part de vote plus élevée pour le parti social-démocrate.

Comme mesure d'expression non politique du sentiment nationaliste, nous observons la présence de graffitis haineux offensants envers les Serbes dans les espaces publics du village. (Sur les 139 villages que nous avons visités, 36 présentaient des graffitis anti-serbes offensants sur le plan ethnique). Nous constatons que dans les villages avec une radio serbe, la probabilité de graffitis offensants sur le plan ethnique dans les rues est de 35 à 40 points de pourcentage plus élevée, soit environ le double par rapport aux villages sans radio serbe, une différence statistiquement significative. Ces résultats montrent que la radio publique serbe renforce l'expression du nationalisme croate au-delà des urnes électorales.

Pour fournir des résultats supplémentaires sur l'impact de l'exposition à la radio, nous avons réalisé une expérience en laboratoire. Nous avons fait écouter à 80 étudiants croates de l'Université de Vukovar différents remixes d'émissions de radio, puis nous leur avons posé des questions sur leurs attitudes envers différents groupes ethniques et partis politiques. Les étudiants ont été répartis au hasard en trois groupes : le groupe témoin a écouté un remix de radios croates ; le premier groupe de traitement a écouté un remix de radios croates et de radios publiques serbes axées sur la construction nationale (RTS) ; et le deuxième groupe de traitement a écouté un remix de radios croates et serbes privées (B92), qui ont un contenu plus neutre axé sur les actualités. Comparés au groupe témoin, les deux groupes exposés à la radio serbe manifestent une animosité significativement accrue envers les Serbes dans les questions d'attitude, et l'augmentation est plus importante pour le groupe exposé à la radio publique RTS axée sur la construction nationale. Nous illustrons ce résultat dans la Figure 5.

Il existe également des preuves moins solides selon lesquelles l'exposition à la radio serbe a augmenté la préférence déclarée pour les partis nationalistes. Comme prévu, aucun des traitements n'a modifié l'attitude des sujets envers d'autres groupes ethniques, tels que les Bosniaques ou les Hongrois. Étant donné que les sujets exposés à la radio publique serbe axée sur la construction nationale ont été plus affectés par l'expérience que ceux exposés à une radio serbe plus neutre, nous concluons que la majeure partie de l'effet estimé de la radio publique serbe provient du rappel aux Croates du nationalisme serbe actuel spécifiquement plutôt que du rappel que leur ancien ennemi se trouve juste de l'autre côté de la frontière.

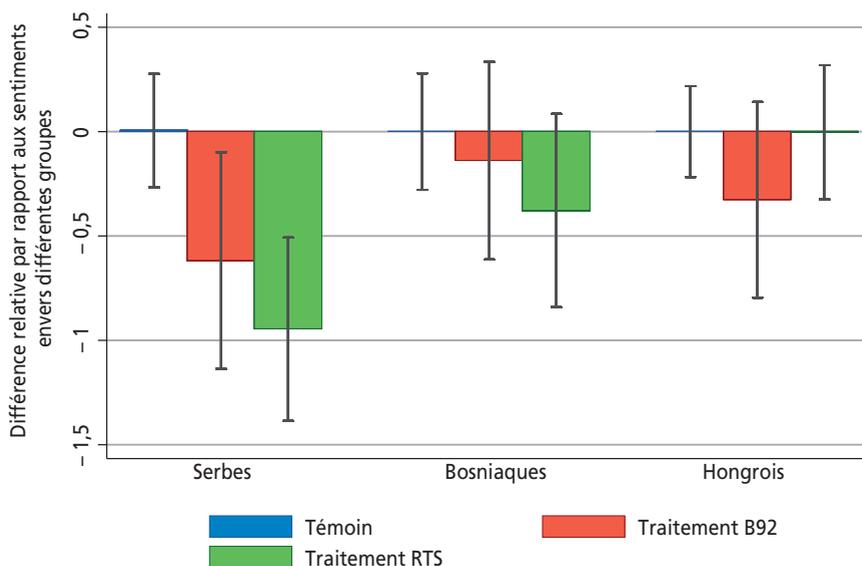


Figure 5 – Attitudes envers différents groupes ethniques (expérience en laboratoire).

Remarques : La différence relative aux sentiments envers les Serbes entre le groupe de contrôle et le traitement RTS est significative au niveau de 1 %, tandis que la différence entre le groupe de contrôle et le traitement B92 est significative au niveau de 5 %. Toutes les autres différences ne sont pas significatives.

CONCLUSION

Nos résultats suggèrent fortement que la radio publique serbe axée sur la construction nationale a eu un effet important et non intentionnel de l'autre côté de la frontière, entraînant une augmentation substantielle du sentiment nationaliste extrémiste anti-serbe parmi la population croate. Comme la propagande de construction nationale est souvent conçue pour favoriser un nouveau départ pour une nation après une guerre, son effet sur les nations voisines ne doit pas être négligé. En effet les efforts de construction nationale pourraient se retourner à long terme, alimentant l'animosité persistante entre des nations qui ont autrefois été prises dans un conflit armé.

Références

- Allport, G. W. (1954), *The Nature of Prejudice*, Cambridge, MA : Perseus Books.
- Blouin, A. et Mukand, S.W. (2019), « Erasing ethnicity ? Propaganda, nation building, and identity in Rwanda », *Journal of Political Economy*, 127 (3), 1008-1062.
- DellaVigna, S., R. Enikolopov, V. Mironova, M. Petrova et E. Zhuravskaya (2014), « Cross-Border Media and Nationalism : Evidence from Serbian Radio in Croatia », *American Economic Journal : Applied Economics*, 6 (3) : 103-132, <http://dx.doi.org/10.1257/app.6.3.103>.
- DellaVigna, S. et M. Gentzkow (2010), « Persuasion : Empirical Evidence », *Annual Review of Economics*, 2, 643-669.
- Durante, R. et B. Knight (2012), « Partisan Control, Media Bias, and Viewer Responses : Evidence from Berlusconi's Italy », *Journal of European Economic Association*, 10 (3) : 451-81.

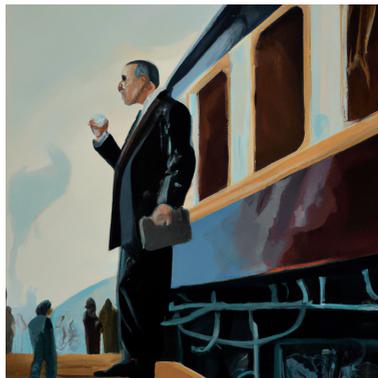
Esposito, E., T. Rotesi, A. Saia et M. Thoenig (2021), « Reconciliation Narratives : The Birth of a Nation after the US Civil War », *CEPR Working Paper*, 15938.

Folke, O. (2014), « Shades of Brown and Green : Party Effects in Proportional Election Systems », *Journal of the European Economic Association*, vol. 12, n° 5, 1361-1395.

Greenberg, R. D. (2004), *Language and Identity in the Balkans*, Oxford University Press.

Sunstein, C. R. (2001), *Republic.com*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

CHAPITRE 18



Leaders charismatiques et construction nationale : le cas de Mustafa Kemal, dit « Atatürk »

Lydia ASSOUD, *London School of Economics*

INTRODUCTION

Les leaders peuvent-ils contribuer à la construction nationale, au-delà de leurs choix politiques ? L'idée selon laquelle la personnalité du chef individuel est capable de façonner l'avenir de la nation est une hypothèse depuis longtemps étudiée dans les sciences sociales. On peut la retracer jusqu'à la « Théorie des Grands Hommes de l'Histoire » de Thomas Carlyle, selon laquelle « l'histoire du monde n'est que la biographie des grands hommes » (Carlyle 1841), ou à l'argument plus nuancé de Max Weber selon lequel certains leaders « charismatiques » sont capables de rallier les gens autour d'une vision commune et de légitimer de nouveaux ordres politiques (Weber 1947). La littérature économique prend cette hypothèse au sérieux : la capacité des leaders individuels à façonner l'identité, à coordonner des groupes, à persuader et à organiser des adeptes alimente une littérature théorique importante (Hermalin 1998, Akerlof et Holden 2016, Acemoglu et Jackson 2015, Verdier et Zenou 2018). Bien qu'il soit facile de trouver des exemples historiques d'individus qui ont créé des mouvements politiques visant à transformer leur nation pour le meilleur ou pour le pire¹, nous disposons encore de peu de preuves empiriques sur la manière dont ils ont eu un impact, en dehors de l'invocation de leur « charisme » pour expliquer leur succès *a posteriori*.

Ce chapitre résume les principales conclusions de mon article (Assouad 2021), dédié à l'étude des activités et l'héritage d'un leader historique, Mustafa Kemal Atatürk, le

1. Les exemples incluent Alexandre le Grand, George Washington, Napoléon, Sukarno, Lénine, et Mao.

fondateur de la Turquie moderne. Le contexte turc constitue un cadre historique parfait pour comprendre comment les leaders peuvent construire une nation. Après la défaite de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale, Atatürk a dirigé un groupe de soldats ottomans, sécurisé le territoire turc contre l'invasion européenne et créé l'État-nation turc en 1923. Atatürk a ensuite conçu et dirigé les réformes de construction nationale turques et est donc considéré comme un exemple de l'archétype du « leader charismatique », dont la biographie se confond souvent dans le récit de l'histoire moderne de la Turquie (Ibrahim et Wunsch 2012, Heper 1980, Zürcher 2012). Concrètement, lui et son gouvernement ont mis en œuvre des politiques classiques de construction nationale de manière autoritaire pour promouvoir une identité nationale commune basée sur l'ethnicité turque. Ils ont centralisé le système éducatif et imposé un nouveau curriculum national unique ; ils ont construit des chemins de fer pour homogénéiser le nouveau territoire et ils ont créé une langue nationale commune.

Au-delà de la conception de réformes, Atatürk a joué un rôle personnel dans le ralliement des citoyens autour de son programme et a visité un quart de toutes les villes turques, ce qui rend le cadre particulièrement propice à l'étude de son impact.



Figure 1 – Atatürk, le « Donneur de nom » et le « Premier enseignant » : Photos prises lors de ses visites.

Source : Assouad (2021).

LE CADRE : LA RÉFORME DE LA LANGUE TURQUE ET L'EFFORT DE CAMPAGNE MASSIF D'ATATÜRK

Je me concentre sur une politique de construction nationale, la réforme de la langue, pour analyser le rôle d'Atatürk. La réforme de la langue était un pilier de la révolution culturelle d'Atatürk et l'un de ses principaux héritages. Atatürk souhaitait créer une langue

turque commune à toutes les régions, religions, ethnies et classes sociales afin de favoriser une identité nationale commune (Türköz, 2018). La réforme, mise en œuvre officiellement en 1934, consistait à « purifier » le vocabulaire ottoman en éliminant les mots d'origine étrangère (arabe, persan, etc.) et en les remplaçant par des mots en « turc pur », soit inventés, soit trouvés dans la tradition orale et le folklore turcs (Lewis, 1999 ; Türköz, 2018 ; Aytürk, 2008 ; Caymaz et Szurek, 2007). En conséquence, un grand nombre de livrets et de dictionnaires répertoriant les anciens mots ottomans et leurs synonymes dans la nouvelle langue ont été publiés (Türköz, 2018).

Pour expliquer les politiques de construction nationale en cours, y compris la réforme de la langue, Atatürk a visité plus de 167 villes entre 1923 et 1938. Cet effort de campagne massif lui a valu les surnoms supplémentaires de « premier enseignant » et de « donneur de nom »². La figure 1 présente des photos prises lors de ses visites.

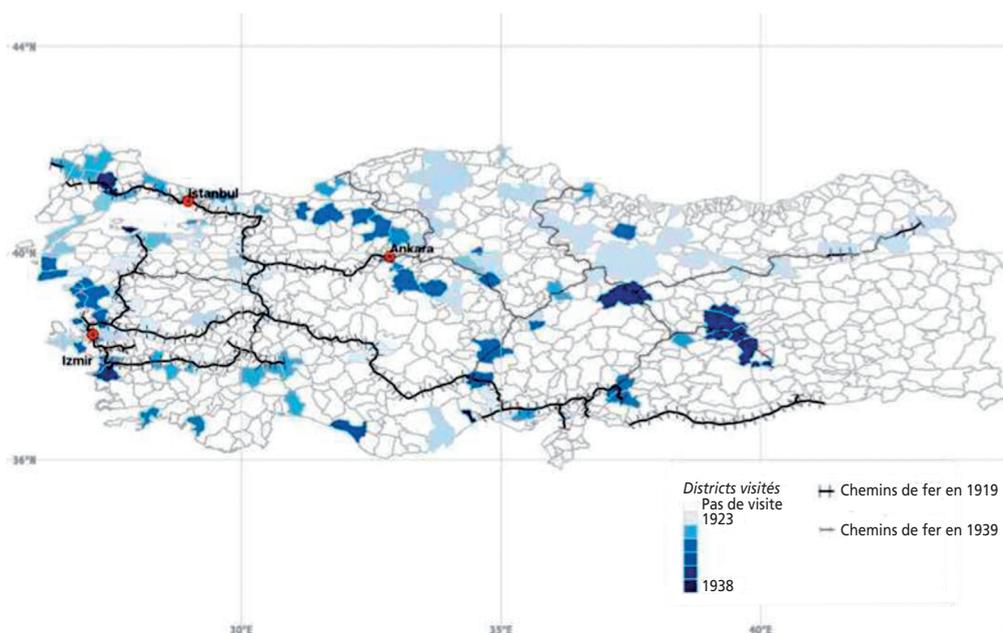


Figure 2 – Nombre de districts visités par Atatürk et chronologie des visites.

Source : Assouad (2021). Les districts en bleu sont ceux visités par Atatürk, et ceux en blancs sont ceux qui ne l'ont pas été. Les districts en bleu clair sont ceux qui ont été visités en premier, à partir de 1923. Les teintes plus sombres indiquent les districts visités plus tard, jusqu'en 1938.

J'ai constitué une base de données historique inédite et détaillée contenant des informations sur les lieux et les dates de toutes les visites d'Atatürk. La Figure 2 présente une carte des districts visités, ainsi que la chronologie des visites. Pour estimer l'impact de ces

2. Comme décrit dans (Türköz, 2018, p. 85), ce surnom de « donneur de nom » « commence par l'acte performatif de nommer le nouveau régime Cumhuriyet (République). Il donne ensuite le nom de famille İnönü à İsmet Paşa, pour sa bravoure sur le champ de bataille d'İnönü pendant la guerre d'indépendance ». Il a également renommé des lieux géographiques et des infrastructures lors de ses visites, et a conseillé aux personnes qu'il rencontrait de donner à leurs enfants des noms en turc pur.

visites de propagande sur la diffusion de la nouvelle langue au niveau local, j'ai collecté et numérisisé tous les livrets historiques et journaux publiés dans les années 1930 diffusant les nouveaux mots. La Figure 3 présente des exemples de ces sources, qui m'ont permis de créer une liste complète des nouveaux mots en « turc pur ». Enfin, j'ai également collecté une source historique unique : l'univers des actes de naissance des citoyens turcs nés entre 1920 et 1950, avec des informations sur leurs prénoms et lieux de naissance. Comme en Turquie, les prénoms sont des noms communs, je suis en mesure d'identifier les prénoms dans la nouvelle langue. J'utilise la part des nouveau-nés avec un prénom en turc pur dans un district et une année donnée comme indicateur de la diffusion réussie de l'identité nationale de l'État central en périphérie.

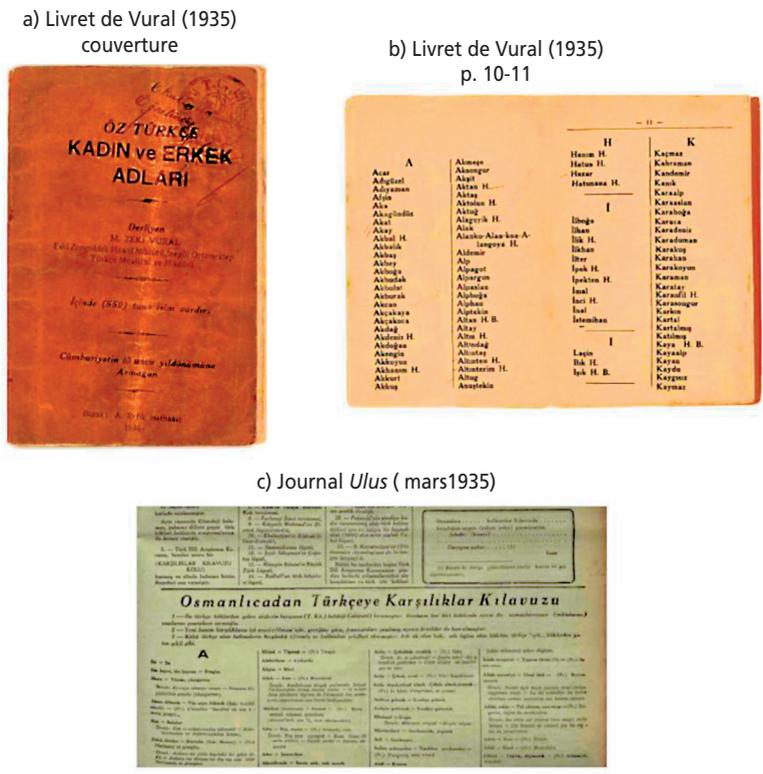


Figure 3 – Exemples de sources utilisées pour créer la liste des mots en « turc pur ». Source : Assouad (2021). Les figures (a) et (b) présentent des pages d'un livret publié par Vural, et la figure (c) est un extrait du journal *Ulus*.

Pour estimer l'impact causal des visites d'Atatürk sur la diffusion de la nouvelle langue localement, je compare les districts visités et non visités, avant et après les premières visites d'Atatürk, en contrôlant un grand nombre de variables. J'utilise également la grande quantité d'informations disponibles sur la planification de ses visites, ce qui me permet d'identifier les districts ciblés, c'est-à-dire tous les points d'origine et de destination qu'il prévoyait de visiter. J'ai restreint mon analyse aux districts qui ont été visités en raison de leur situation le long du parcours d'un itinéraire – le groupe de traitement.

Le groupe de contrôle est composé de districts voisins, traversés par l’itinéraire mais non visités. Comme le montre la Figure 4, les districts visités et non visités dans l’échantillon restreint semblent être très similaires pour un large ensemble de variables historiques et géographiques, et constituent un groupe de comparaison plausible par rapport aux districts visités sur le chemin d’Atatürk.

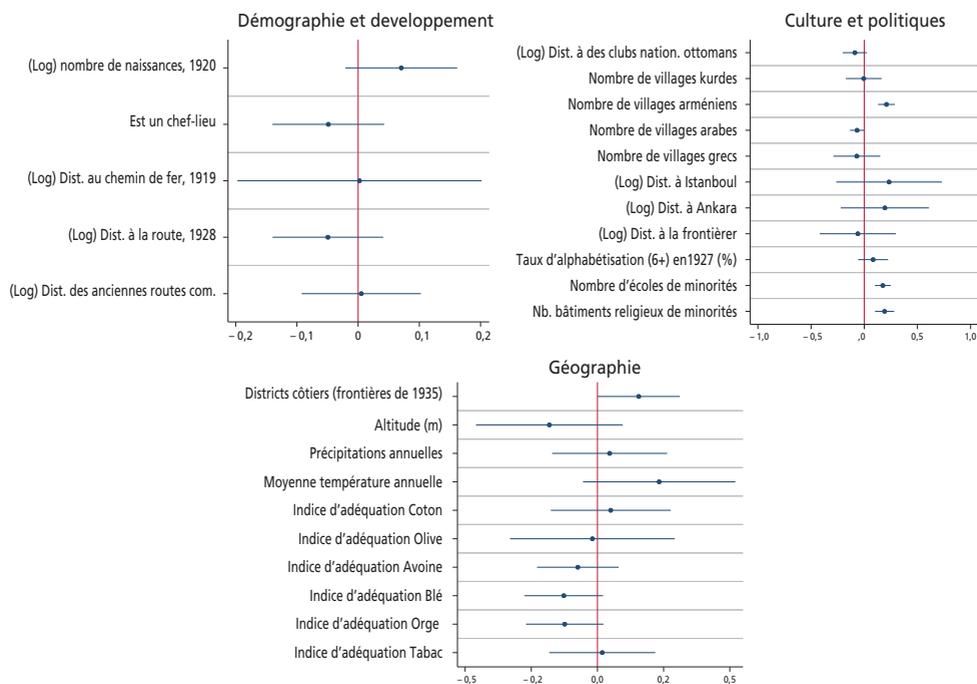


Figure 4 – Graphique d’équilibre entre les districts visités et non visités (échantillon restreint).
Source : Assouad (2021).

RÉSULTATS NOTABLES : LES VISITES D’ATATÜRK ONT AUGMENTÉ LA PART DES PRÉNOMS EN TURC PUR.

Je constate que les visites d’Atatürk ont entraîné une augmentation de 7 % de l’utilisation des prénoms en « turc pur », la nouvelle langue introduite par l’État dans le cadre de son effort d’homogénéisation. Après les visites, la part des prénoms en « turc pur » dans les districts visités augmente de manière significative par rapport à celle des districts témoins, comme le montre la Figure 5. L’effet persiste et sa magnitude augmente avec le temps, atteignant 1,5 point de pourcentage après quinze ans, ce qui représente une augmentation à moyen terme de plus de 20 pour cent. Ensuite, l’effet diminue et disparaît après vingt-cinq ans. Ce résultat est robuste à travers une large gamme de spécifications³.

3. L’effet estimé est robuste lorsqu’on utilise l’échantillon complet (y compris les districts d’arrivée et de départ) ou lorsqu’on utilise un échantillon comprenant uniquement les districts le long de la voie ferrée ; il est également robuste lorsqu’on n’inclut pas de variables de contrôle, lorsqu’on exclut les enfants dont les pères ne sont pas nés dans les mêmes districts (ce qui pourrait éventuellement inclure des parents migrants ayant choisi les districts visités).

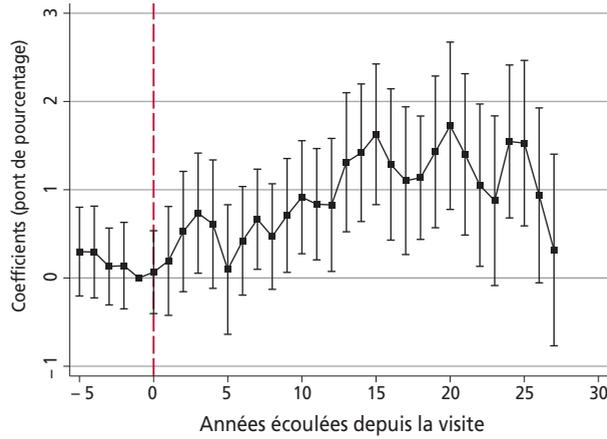
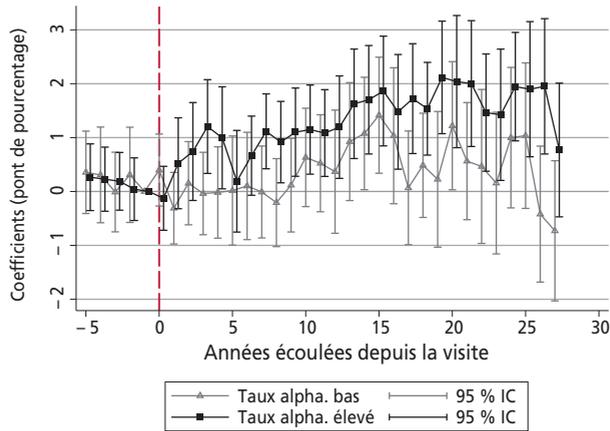


Figure 5 – Impact des visites d’Atatürk sur les prénoms en turc pur.
Source : Assouad (2021).

a) En fonction des taux d’alphabétisation



b) En fonction de la distance par rapport aux anciens clubs nationalistes ottomans

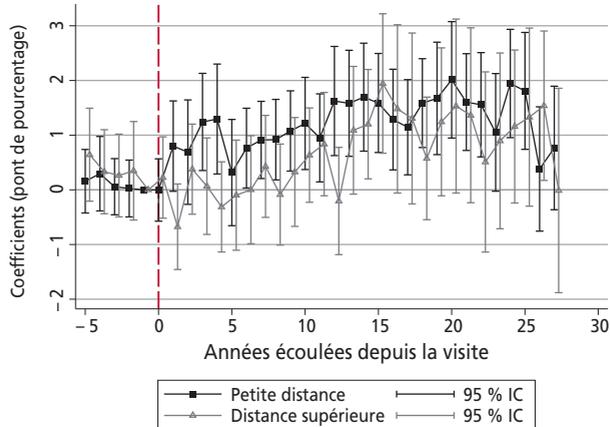


Figure 6 – Impact hétérogène des visites d’Atatürk sur la part des prénoms en turc pur.
Source : Assouad (2021).

MÉCANISMES POTENTIELS : MOBILISATION DES FOULES OU PERSUASION DESCENDANTE PAR L'ÉLITE ?

Cette découverte soulève une question théorique : est-ce qu'Atatürk a façonné l'identité en mobilisant les masses – les représentations des leaders charismatiques mettent souvent l'accent sur ce canal. Ou bien, l'effet d'Atatürk a-t-il fonctionné de manière descendante, en persuadant les élites influentes ?

Je constate que le mécanisme descendant semble avoir été prédominant. L'impact d'Atatürk était plus important dans les localités ayant des taux d'alphabétisation plus élevés, comme le montre la Figure 6a. Il était également plus important dans les districts ayant davantage d'associations nationalistes préexistantes, fondées sous les Ottomans par une élite éduquée modernisatrice (Figure 6b). Ce mécanisme est conforme à d'autres études qui ont montré que le capital social peut favoriser l'émergence et la diffusion d'une idéologie (Satyanath *et al.*, 2017).

J'étudie également l'hétérogénéité de l'effet en fonction des activités qu'Atatürk a menées localement. Je constate que l'effet est plus fort dans les endroits où Atatürk a rencontré les élites locales plutôt que là où il a tenu des rassemblements de masse, ce qui suggère que la cooptation de l'élite est un facteur clé de l'effet (Figure 7). Ce résultat est conforme à une vaste littérature historique qui conclut que le programme de construction de la nation d'Atatürk a surtout réussi parmi une classe supérieure et moyenne urbaine et éduquée, mais n'a pas atteint les masses et la campagne, où résidaient 80 % de la population (Tuna 2018).

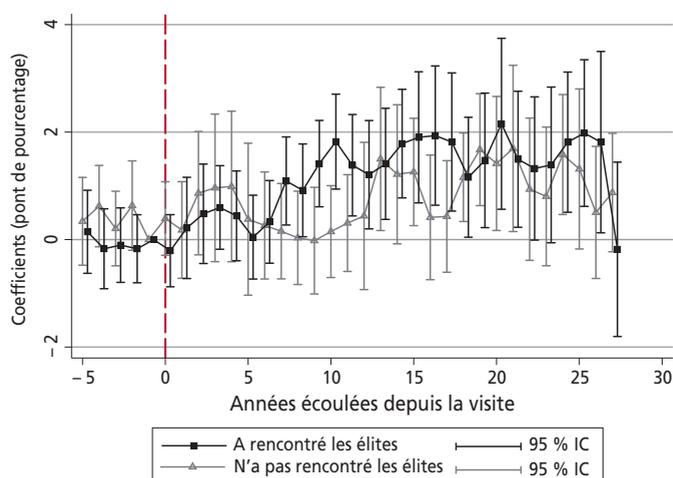


Figure 7 – Analyse de l'hétérogénéité, en fonction de la rencontre d'Atatürk avec les élites locales.

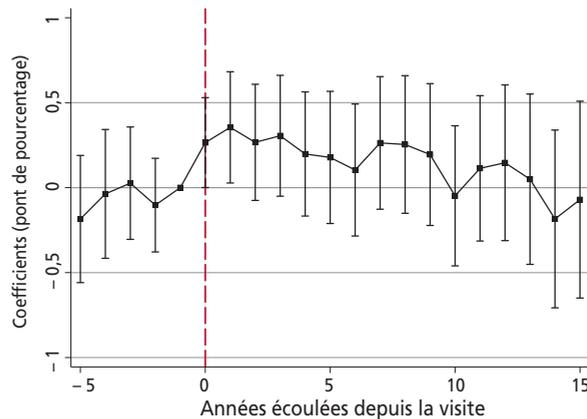
Source : Assouad (2021).

Le rôle de l'élite convaincue peut également être observé dans les institutions qu'elle soutient localement. Les visites d'Atatürk ont conduit à la création de sections du parti d'Atatürk, les « Maisons du Peuple » (Halk Evleri). Les Maisons du Peuple étaient des

centres communautaires ouverts et gérés par le CHP entre 1932 et 1944, ayant pour mission de « propager l'idéologie et les politiques du régime à la population grâce à la circulation, l'application et la mise en œuvre d'une variété de discours et d'activités » (Lamprou, 2015, p. 19). Pour comprendre si les visites ont posé les bases de changements institutionnels locaux, j'ai collecté de nouvelles données sur les lieux et les dates de création des Maisons. Je constate que les visites sont des signes avant-coureurs forts de l'ouverture d'une Maison du Peuple.

De plus, en utilisant l'établissement échelonné des Maisons et en comparant les localités avant et après l'ouverture d'une Maison, je montre qu'elles ont également un effet positif sur la diffusion des prénoms en « turc pur » (Figure 8a). L'effet est observé dans les endroits qui avaient déjà été visités par Atatürk (Figure 8b). Les Maisons semblent donc servir de complément aux actions individuelles du leader. Cela est cohérent avec la dynamique de l'effet principal, présentée dans la Figure 5, et avec le fait que l'effet du

a) Impact de l'ouverture d'une Maison du Peuple sur les prénoms en « turc pur »



b) Impact de l'ouverture d'une Maison du Peuple : hétérogénéité en fonction du statut de la visite.

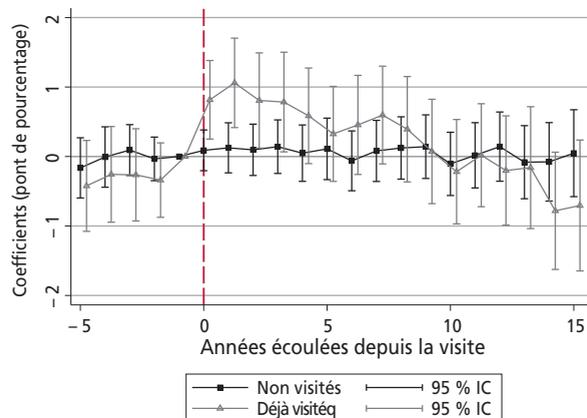


Figure 8 – Impact de l'ouverture d'une Maison du Peuple sur les prénoms en « turc pur » et hétérogénéité en fonction du statut de la visite.

Source : Assouad (2021).

passage d'Atatürk est significatif seulement après quelques années et atteint son apogée après dix ans. Plutôt que les visites elles-mêmes, c'est l'infrastructure et la construction institutionnelle qu'elles déclenchent qui expliquent la diffusion des prénoms en « turc pur », ce qui relativise la vision de l'homme providentiel.

Enfin, il est important de souligner que la propagation des prénoms en « turc pur » ne mesure pas nécessairement la diffusion de la nouvelle identité nationale turque. Étant donné la nature autoritaire et répressive du régime, en particulier à l'égard des minorités ethniques et religieuses, l'adoption d'un prénom en « turc pur » peut être interprétée de trois manières différentes (Kuran 1995). Premièrement, donner un prénom en « turc pur » pourrait être un signe d'adhésion sincère au programme de réforme et à la nouvelle identité. Deuxièmement, cela pourrait être un signe de conviction que le régime est solidement en place et durera : donner à son enfant un prénom en « turc pur » pourrait donc être une décision opportuniste, pour accéder à de nouvelles possibilités professionnelles par exemple. Enfin, cela pourrait être le résultat de la peur et de l'assimilation forcée, en particulier parmi les minorités non turques incitées à « turquifier » leur culture. Le fait que les localités avec d'anciennes associations nationalistes et des taux d'alphabétisation plus élevés suggère que l'adhésion sincère et l'opportunisme de l'élite expliquent l'effet principal. Je constate également que les régions kurdes, où vit le plus grand groupe minoritaire, adoptent davantage les nouveaux prénoms à court terme, ce qui suggère que la crainte de la répression et de l'assimilation forcée explique également les résultats. La diffusion des prénoms en « turc pur » localement doit donc être interprétée comme le signe d'une pénétration réussie de l'État central dans la périphérie.

Références

- Acemoglu, D. et Jackson, M. (2015), « History, Expectations, and Leadership in the Evolution of Social Norms », *Review of Economic Studies*, 82 (2) : 423-456.
- Akerlof, R. et Holden, R. (2016), « Movers and Shakers », *The Quarterly journal of economics*, 131 (4) : 1849.
- Anderson, B. (1983), *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso.
- Aytürk, I. (2008), « The First Episode of Language Reform in Republican Turkey : The Language Council from 1926 to 1931 », *Journal of the Royal Asiatic Society*, 18 (3) : 275-293.
- Carlyle, T. (1841), « The Hero as Divinity » in : *Heroes, Hero-Worship and the Heroic in History*, James Fraser.
- Caymaz, B. et Szurek, E. (2007), « La révolution au pied de la lettre. L'invention de "l'Alphabet turc" », (The revolution at face value. The invention of the « Turkish alphabet »), *European journal of Turkish studies*, 6 (6).
- Heper, M. (1980), « Transformation of Charisma into a Political Paradigm : "Atatürkism" in Turkey », *Journal of the American Institute for the Study of Middle Eastern Civilization*, 1 (1980), 65-82.
- Hermalin, B. E. (1998), « Toward an Economic Theory of Leadership : Leading by Example », *The American Economic Review*, 88 (5), 1188-1206.

- Ibrahim, V. et Wunsch Margit V. (2012), *Political Leadership, Nations and Charisma*. Abingdon, Oxon : Routledge.
- Kuran, T. (1995), *Private truths, public lies : the social consequences of preference falsification*. Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Lamprou, A. (2015), *Nation-Building in Modern Turkey : The « People's Houses », the State and the Citizen*. I. B. Tauris., London and New York.
- Lewis, G. (1999), *The Turkish language reform, a catastrophic success*, New York : Oxford University Press.
- Satyanath, S., Voigtländer, N. et Voth, H.-J. (2017), « Bowling for Fascism : Social Capital and the Rise of the Nazi Party », *Journal of Political Economy*, 125 (2) : 478-526.
- Tuna, M. (2018), « The Missing Turkish Revolution : Comparing Village-level Change and Continuity in Republic Turkey and Soviet Central Asia, 1920-50 », *International Journal of Middle East Studies*, 50 (1) : 23-43.
- Türköz, M. (2018), *Naming and Nation-building in Turkey : The 1934 Surname Law*, Palgrave Macmillan US, New York, NY, USA.
- Verdier, T. et Zénou, Y. (2018), « Cultural Leader and the Dynamics of Assimilation », *Journal of Economic Theory*, 175 (C) : 374-414.
- Weber, M. (1947), *Theory of Social and Economic Organization*, chapitre : « The Nature of Charismatic Authority and its Routinization » translated by A. R. Anderson and Talcott Parsons.
- Zürcher, E. J. (2012), « In the Name of the Father, the Teacher and the Hero : the Atatürk personality cult in Turkey », in *Political Leadership, Nations and Charisma*, edited by Vivian Ibrahim and Margit Wunsch, pp. 143-156, Routledge.
- Zürcher, E. J. (2017), *Turkey : A Modern History*, Library of modern Turkey, 27, I.B. Tauris & Co. Ltd, London, 4^e édition.

CHAPITRE 19



L'influence des réseaux de héros : la collaboration française avec les nazis

Julia CAGÉ, Sciences Po, CEPR

Pauline GROSJEAN, UNSW Sydney, CEPR

Saumitra JHA, Stanford University

« Si les fossoyeurs dévoués à la République ne comprennent pas que leur devoir est de disparaître, d'être oubliés et de céder la place aux jeunes et vrais travailleurs de la plus grande France, nous... mettrons la violence au service de la Justice. Nous installerons les guillotines aux quatre coins de Paris et nous couperons des têtes. Et nous veillerons à ne pas les montrer au peuple, car elles ne le méritent pas. »

Marcel Bucard, vétéran de Verdun et héros de guerre honoré pour sa valeur par Philippe Pétain en 1917, fondateur du parti « Francisme » des chemises bleues, dans son journal, janvier 1934¹.

Des groupes de droite comprenant plusieurs milliers de personnes marchèrent en direction de la chambre législative pour exercer une pression sur les représentants réunis à l'intérieur². Ils défilaient sous différentes insignes et bannières, y compris celles d'organisations d'extrême-droite ouvertement racistes³. Certains croyaient aux rapports diffusés par les médias de droite concernant un complot de l'État profond, tandis que d'autres cherchaient à démontrer leur force afin de renverser le gouvernement de gauche qui allait être mis en place. Ce qui rendait la manifestation encore plus propice à l'escalade, c'était la présence de membres de groupes de vétérans bien organisés. Parmi ces vétérans se

1. Cité dans Alain Deniel, p. 81.

2. Ce chapitre s'appuie sur certains passages verbatim, inclus avec permission, de notre précédent article VoxEU, « Héros et Vilains », janvier 2021.

3. Voir, e.g. Millington (2012).

trouvaient des héros décorés qui avaient beaucoup sacrifié au service de leur pays. Mais qu'en était-il de leur engagement envers les processus démocratiques et les valeurs lorsqu'ils étaient du côté perdant d'une élection ?

Il existe des parallèles évidents entre cette description et l'insurrection qui a eu lieu à Washington, D.C., le 6 janvier 2021. Cependant, le 6 février 1934, la réponse de la police française aux émeutes, place de la Concorde, sur la rive de la Seine faisant face à l'Assemblée Nationale, fut plus agressive que celle de la police du Capitole américain. La police a ouvert le feu, faisant 14 morts et 236 blessés parmi les manifestants. La gauche considérait ces événements comme une tentative de coup d'État, tandis que la droite y voyait un symbole de l'oppression gouvernementale qui avait créé des martyrs de la liberté. Ainsi débuta en France une « guerre civile », qui affaiblirait considérablement le pays face aux crises imminentes à venir (Jackson, 2001). À tel point que six ans plus tard, l'une des démocraties les plus durables au monde se suiciderait, ses représentants votant pour abandonner leur propre pouvoir à une dictature dirigée par « Le Maréchal », Philippe Pétain. Héros considéré comme le sauveur de la France lors de la mythique bataille de Verdun, pendant la Première Guerre mondiale, Pétain serait par la suite amené à diriger le régime de Vichy, autoritaire et raciste, qui collaborerait avec l'Allemagne nazie jusqu'à la Libération de la France en 1944.

La défaite militaire écrasante essuyée par la France en 1940 ne racontait qu'une partie de l'histoire. En réalité, il s'agissait en partie du symptôme d'un processus sous-jacent ayant conduit à la mise en danger des valeurs démocratiques. Contrairement à d'autres États démocratiques qui étaient tombés cette année-là aux mains des nazis, les représentants élus de la France en 1940 ont choisi de ne pas former un gouvernement légitime en exil. À la place, beaucoup semblaient convaincus que la dictature était un prix nécessaire à payer pour faciliter un « renouveau national » de la France.

Un ensemble toujours plus fourni de recherches met en évidence comment l'échec des jeunes démocraties, comme celle de l'Allemagne des années 1930, survient souvent lorsque les gardiens institutionnels permettent à des autoritaires en puissance d'accéder légalement au pouvoir au nom d'un opportunisme à court terme (Levitsky et Ziblatt, 2018). Cependant, les démocraties ont tendance à devenir plus résilientes à mesure qu'elles survivent. Certains chercheurs mettent l'accent sur le rôle clé de la diffusion des valeurs démocratiques parmi les citoyens dans cette résilience (Besley et Persson, 2019 ; Acemoglu *et al.*, 2022). Néanmoins l'on en sait beaucoup moins sur la manière dont le soutien aux valeurs démocratiques s'érode, même dans des démocraties autrefois solides. Nous soutenons que pour aider à prévenir l'érosion des valeurs démocratiques et réduire la polarisation politique, il est essentiel de comprendre l'importance de l'enracinement des individus ayant un potentiel d'influence politique au sein des réseaux sociaux et économiques. Tout au long de l'histoire, un environnement commun où de tels réseaux peuvent émerger est celui de l'héroïsme militaire partagé.

Notre article, Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022), exploite une expérience naturelle qui a engendrée la création d'un réseau exogène d'individus politiquement influents en France – un réseau hiérarchisé de héros de guerre, généré grâce à la rotation systématique des régiments français par le commandement direct de Pétain lors

de la mythique bataille de Verdun, en 1916. Nous associons ces données à celles de plus de 95 000 partisans d'extrême droite et collaborateurs individuels, rassemblées par les services de renseignement de l'armée française libre pendant la période du régime de Vichy dirigé par Pétain (1940-44). Nous complétons ces données avec celles recueillies par les services de renseignement américains sur les figures de premier plan de Vichy en 1944, les données sur les volontaires français cherchant à servir aux côtés de la Wehrmacht allemande sur le front de l'Est, les données sur la participation à la Résistance française, ainsi que les données administratives collectées manuellement sur les votes d'avant-guerre et de l'entre-deux-guerres dans chacune des trente-cinq mille municipalités françaises⁴.

UN RÉSEAU EXOGÈNE DE HÉROS : LA ROTATION DES RÉGIMENTS LORS DE LA BATAILLE DE VERDUN

La bataille de Verdun, la plus longue bataille de l'histoire mondiale, est devenue le symbole de la ténacité française et de sa volonté de résister (Jackson, 2001). 305 440 soldats des deux côtés ont été tués, soit presque un mort par minute, entre février et décembre 1916⁵. La signification profonde de la simple phrase « J'ai fait Verdun », largement adoptée par les vétérans, était comprise dans tout le pays (Ousby, 2007).

Après une préparation secrète, l'offensive allemande à Verdun a pris au dépourvu le haut commandement français, entraînant le limogeage de quatre généraux en cinq jours. Une décision « prise sur le vif », « prise à la hâte », a été prise pour confier le commandement à Philippe Pétain⁶. Au début de la Première Guerre mondiale, Pétain était un colonel de 58 ans sur le point de prendre sa retraite après une carrière sans éclat. Il a été affecté à Verdun simplement parce qu'il était disponible à ce moment-là. Avec le commandement d'une rotation arbitraire de régiments venant de toute la France (voir Figure 1), Pétain a renforcé la logistique et ralenti l'avancée allemande avant d'être promu et éloigné du commandement direct en mai 1916⁷. Au moment où la bataille a été déclarée terminée, 88,7 % des 34 947 municipalités françaises avaient levé un régiment ayant été envoyé à Verdun, 50,1 % de ces régiments ayant servi sous le commandement direct de Pétain (que nous désignerons plus tard par « municipalités Verdun-sous-Pétain »). Pétain lui-même était déjà acclamé en tant que héros de Verdun et a été ultérieurement nommé maréchal de France.

4. Certaines caractéristiques importantes du fichier sont résumées dans Lormier (2017). Puisque le fichier, bien qu'étant déclassifié, n'a pas été rendu public, nous sommes reconnaissants à Dominique Lormier de nous avoir accordé l'accès aux documents originaux.

5. Ces chiffres peuvent être comparés aux 405 399 décès militaires que les États-Unis ont subis pendant toute la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'aux 22 654 soldats tués des deux côtés lors de la bataille la plus sanglante de l'histoire des États-Unis, Antietam.

6. Voir e.g. Horne, 1962, p. 129 and Ousby, 2007, p.98.

7. L'interchangeabilité des régiments de ligne était également une caractéristique courante dans d'autres armées, y compris l'armée britannique (voir Jha et Wilkinson 2012)

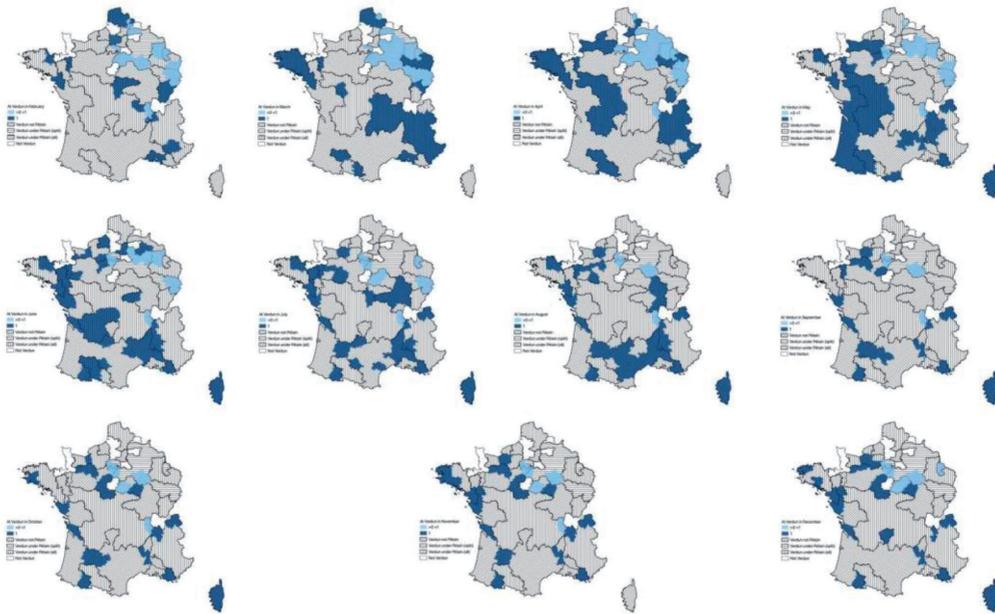


Figure 1 – Rotation des régiments vers Verdun, par mois, février-décembre 1916.

Notes : De gauche en haut (février) à droite en bas (décembre), différents régiments ont été envoyés à la bataille de Verdun. Pétain a commandé entre février et le 1er mai. La figure montre où tous les régiments (bleu foncé), certains régiments (bleu clair) ou aucun des régiments de ligne originellement tirés de chaque municipalité en 1914 ont été envoyés en rotation à Verdun chaque mois. Source : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha 2022.

LE SOUTIEN À LA COLLABORATION AVEC LES NAZIS ET ENVERS LES PARTIS D'EXTRÊME DROITE PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Dans l'espoir qu'il sauverait à nouveau la France de l'Allemagne, Pétain fut appelé à diriger la France après la défaite écrasante subie lors de la Seconde Guerre mondiale. Le 10 juillet 1940, les deux chambres législatives accordèrent au Cabinet le pouvoir d'élaborer une nouvelle constitution (Lacroix *et al.*, 2019). Peu de temps après, Pétain prit des pouvoirs plénipotentiaires en tant que chef de l'État. Après avoir pris le pouvoir, le régime de Pétain démantela rapidement les institutions libérales et adopta une voie autoritaire. En octobre 1940, la collaboration de Pétain prit un tournant explicite lorsqu'une photographie le montrant serrant la main d'Hitler fut largement diffusée. Le régime adopta rapidement un programme d'extrême droite raciste, qui devint encore plus répressif après l'occupation militaire complète de la France par l'Allemagne en novembre 1942, lorsque le régime de Vichy soutint la Milice pour traquer et tuer la Résistance française.

La Figure 2 cartographie la répartition des collaborateurs enregistrés dans le dossier déclassifié selon leur commune d'origine en 1945, superposée à leur expérience de combat au sein de leur régiment pendant la Première Guerre mondiale. Bien qu'il existe une variation régionale significative dans la proportion de collaborateurs, ces proportions sont plus élevées, et de manière disproportionnée, dans les municipalités de Verdun-sous-Pétain. Ces différences brutes sont fortes dans un cadre de régression : nous montrons que

l'exposition à Verdun-sous-Pétain augmente significativement les taux de collaboration de 7,4 % par rapport aux municipalités similaires dans le même département. Ces effets se manifestent dans l'ensemble du spectre de la collaboration, de l'adhésion à des organisations d'extrême droite à la collaboration économique approfondie, en passant par le volontariat au sein des paramilitaires de Vichy qui traquaient les Juifs et la Résistance, et même pour la Waffen SS se rendant sur le front de l'Est en 1944, alors qu'il était déjà clair que les nazis allaient perdre la guerre. Les municipalités de Verdun-sous-Pétain étaient également moins susceptibles de compter des membres civils de la Résistance française (Figure 3), avec une baisse de 8,45 %⁸.

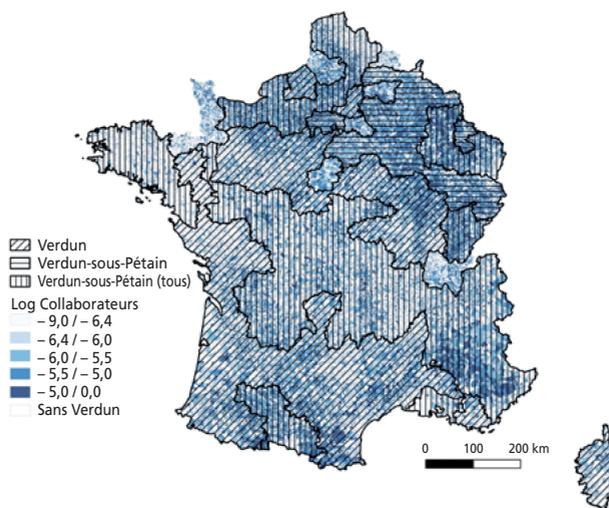


Figure 2 – Quintiles de la répartition des collaborateurs nazis par habitant, superposés à la rotation à Verdun.

Notes : La carte montre les quintiles de la distribution du logarithme des collaborateurs nazis par habitant dans les municipalités en 1944/1945, superposés à l'affectation des régiments de ligne levés dans une municipalité à la bataille de Verdun sous le commandement général de Philippe Pétain. Cette carte présente des informations sur 85 389 collaborateurs répartis dans les 34 947 municipalités à l'intérieur des frontières de la France en 1914.

Source : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022).

Pourquoi certains des plus grands héros de la France sont-ils devenus les pires ennemis de celle-ci ? Nous avons collecté manuellement des données administratives sur les votes pour montrer que ces actes extrêmes trouvaient leur origine dans des choix politiques de plus en plus marqués qui ont émergé dans la période suivant la Première Guerre mondiale, et qui ont suivi les opinions personnelles de Pétain. Connue comme un anti-communiste, avec des sympathies de plus en plus autoritaires, les discours de Pétain, initialement adressés aux groupes de vétérans, ont pris une tonalité politique plus explicite lors des élections de 1936.

8. Voir notre article associé, Cagé, Grosjean et Jha (2020).

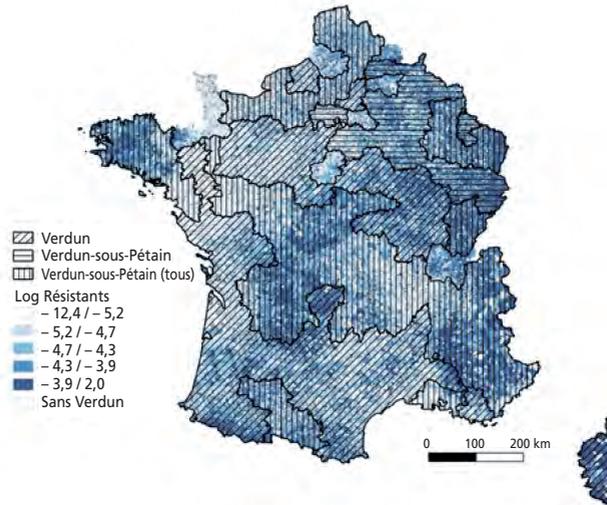


Figure 3 – Quintiles de la répartition des membres de la Résistance française par habitant superposés à la rotation à Verdun.

Notes : La carte montre les quintiles de la distribution du logarithme des résistants par habitant dans les municipalités en 1944/1945, superposés à l'affectation des régiments de ligne levés dans une municipalité à la bataille de Verdun sous le commandement général de Philippe Pétain. Cette carte présente des informations sur 85 389 collaborateurs répartis dans les 34 947 municipalités à l'intérieur des frontières de la France en 1914. *Source* : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022).

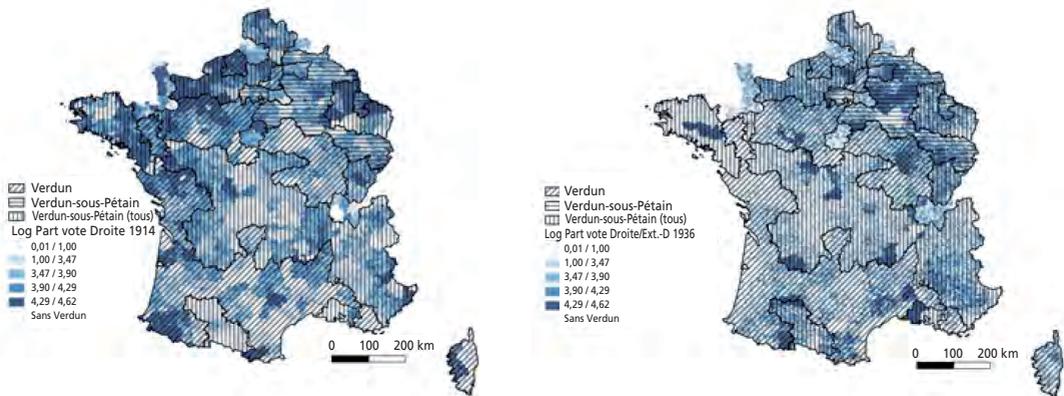


Figure 4 – Part de vote pour la droite au premier tour des élections législatives françaises en 1914 et en 1936 dans les municipalités d'origine des régiments de ligne ayant servi sous Pétain à Verdun.

Notes : La carte montre les quintiles de la distribution de la part de vote (logarithme) pour la droite en 1914 (panneau de gauche ; aucun parti d'extrême droite ne s'est présenté aux élections de 1914) et pour la droite et l'extrême droite en 1936 (panneau de droite) dans les municipalités, superposées à l'affectation des régiments de ligne levés dans une municipalité pour la bataille de Verdun sous le commandement de Philippe Pétain. Cette carte présente des informations pour 33 709 municipalités situées dans les frontières de la France en 1914, pour lesquelles des données de 1914 sont disponibles, et pour 34 211 municipalités, pour lesquelles des données sur les élections de 1936 sont disponibles. *Source* : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022).

Nous montrons que les municipalités où les hommes ont servi sous Pétain à Verdun, bien que politiquement similaires à d'autres municipalités en 1914 (Figure 4a), commencent à diverger après la Première Guerre mondiale, bien avant l'accession de Pétain au pouvoir. Elles le font dans un sens qui tend à adopter les propres opinions de Pétain : initialement anti-communistes, puis de plus en plus favorables à la droite. De plus, à mesure que des partis fascistes d'extrême droite ont émergé dans les années 1930, qui ont été le théâtre d'une forte polarisation, ils ont également trouvé un terrain plus fertile dans ces mêmes endroits. Fondé par Marcel Bucard, un vétéran de Verdun et héros de guerre honoré pour sa bravoure par Pétain lui-même, les chemises bleues du Parti fasciste ont obtenu une part de vote supérieure de 2,6 % au premier tour des élections de 1936 dans les municipalités où les hommes ont servi à Verdun sous Pétain, par rapport aux autres municipalités situées dans le même département (Figure 4b).

De plus, les municipalités de Verdun-sous-Pétain ont réagi de manière plus marquée aux premiers appels ouvertement politiques de Pétain. La preuve la plus marquante en a été donnée dans la semaine qui a séparé les deux tours des élections de 1936.

L'insurrection de 1934 avait été couronnée de succès à un certain égard : les craintes qu'elle a suscitées ont immédiatement conduit à la chute du gouvernement de gauche. Mais lors du premier tour des élections suivantes le 26 avril 1936 (Figure 4b), une coalition de gauche a recueilli plus de 50 % des voix et semblait prête à revenir au pouvoir. Pétain « a immédiatement pris position » (Williams 2005, p. 137).

Pétain a accordé une interview très médiatisée en première page du *Journal*, le 1er mai 1936, deux jours avant le second tour des élections, appelant à un rassemblement national. Il a déclaré que la France était « menacée » par le socialisme. Il a cité l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie comme des exemples à suivre. Il a soutenu les actions de l'organisation des vétérans de la Croix de Feu, l'une des Ligues d'extrême droite qui avait également défilé en 1934, soulignant la manière dont ils « se consacrent à l'amélioration morale et spirituelle de la jeunesse ».

Ceux qui avaient été exposés à son commandement à Verdun semblaient avoir répondu à son appel. Bien que les deux tours aient eu lieu à seulement une semaine d'intervalle, la part des voix du parti socialiste (SFIO) a diminué de manière spectaculaire, à hauteur de 6,98 % dans les municipalités de Verdun-sous-Pétain lors du second tour, largement au profit de l'Alliance Démocratique (AD), un parti conservateur de droite (Figure 5). L'Alliance Démocratique était dirigée à l'époque par Pierre-Étienne Flandin, qui allait plus tard occuper les fonctions de vice-président et de ministre des Affaires étrangères dans le régime de Vichy dirigé par Pétain.

RENFORCER LA CONFIANCE EN UN FUTUR AUTOCRATE : HÉROÏSME, STYLE DE GESTION ET LOYAUTÉ

Pourquoi les personnes dont les régiments ont été commandés par Pétain à Verdun sont-elles plus susceptibles de le suivre dans la collaboration ? Il convient de se pencher sur la bataille en elle-même. Les Allemands n'ont pas changé leur stratégie, et l'intensité de la bataille était en grande partie inchangée à Verdun juste avant et juste après que Pétain ait

été éloigné du commandement direct suite à sa promotion (Figure 6). Cependant, le style de gestion de Pétain différait de manière visible pour les troupes, et démontrait sans doute l'importance qu'il accordait à leur bien-être. Il a déplacé son quartier général (et ses quartiers de sommeil) de manière à ce qu'ils se trouvent sur la principale voie d'approvisionnement, la Voie Sacrée elle-même, « plus près de la bataille que de nombreux généraux de son époque ne l'auraient jugé nécessaire ou confortable », se rendant ainsi visible pour les soldats, et les visitant à l'hôpital lorsque son emploi du temps le permettait (Ousby pg. 100). En effet, nous montrons que les soldats ont interagi, de manière mesurable, plus avec Pétain qu'avec d'autres généraux commandants lorsqu'ils étaient en rotation dans le secteur de Verdun. De plus, sous le commandement de Pétain, les soldats étaient également plus susceptibles de partager les mérites, recevant davantage de médailles pour leur héroïsme sous son commandement. Ces actions ont non seulement contribué à cultiver une identité partagée de l'héroïsme, mais ont également suscité une plus grande confiance parmi ceux qui étaient sous son commandement, d'abord sur le champ de bataille, puis dans d'autres domaines également.

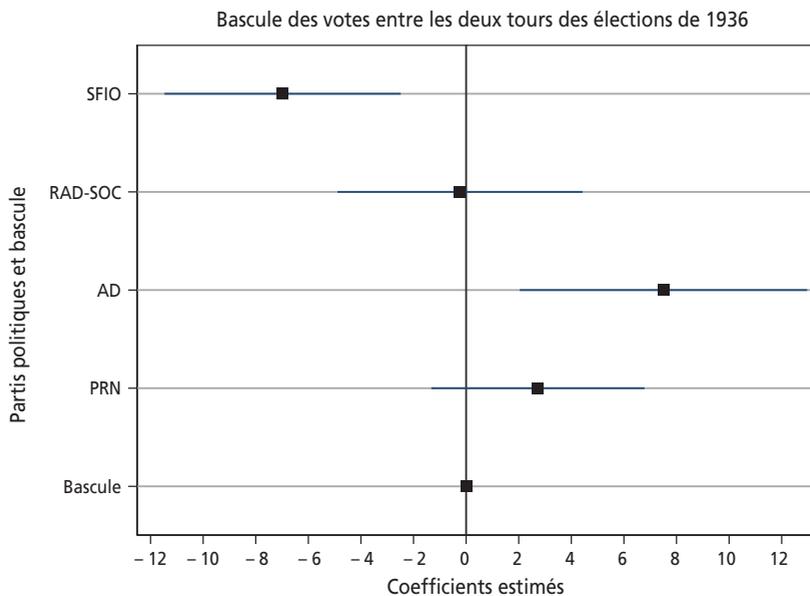


Figure 5 – Les municipalités de Verdun-sous-Pétain basculent de 7 %, des voix des socialistes vers la droite, au second tour des élections de 1936, juste après l'interview où Pétain s'est montré ouvertement favorable à la droite.

Notes : Cette figure présente l'effet (et l'intervalle de confiance à 90 %) de l'exposition d'une municipalité à Verdun-sous-Pétain sur la différence de part des voix des partis qui ont participé aux deux tours des élections de 1936. Classés de gauche à droite, SFIO désigne le parti socialiste ; RAD-SOC pour les « Radicaux Socialistes » ; AD pour l' « Alliance Démocratique » ; et PRN pour le « Parti Républicain National ». Nous n'avons trouvé aucun effet sur la participation électorale.
Source : Cagé, Dagarret, Grosjean and Jha (2022).

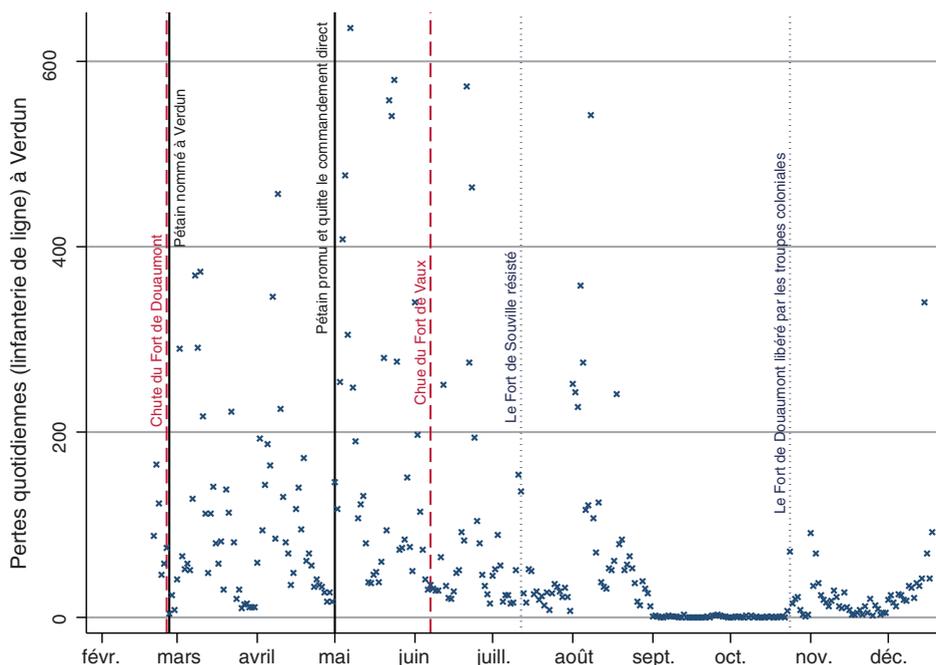


Figure 6 – Nombre quotidien de décès au sein des régiments d’infanterie de ligne lors de la bataille de Verdun.

Source : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022).

En effet, nous fournissons des preuves que l’exposition à Pétain à Verdun semble effectivement se traduire par une loyauté plus durable parmi ces anciens combattants qui ont servi sous son commandement, comme en témoigne leur volonté ultérieure de suivre Pétain dans la collaboration. Nous exploitons les informations individuelles sur l’âge et le sexe que nous possédons pour un sous-ensemble de 23 566 collaborateurs individuels afin de distinguer les anciens combattants probables : les hommes en âge d’être conscrits dans l’infanterie de ligne pendant la Première Guerre mondiale, et donc plus susceptibles d’avoir été sous le commandement direct de Pétain. Nous croisons ces informations avec des données biographiques sur toutes les affectations de Pétain en temps de paix et en temps de guerre. Nous trouvons des preuves concordantes selon lesquelles l’exposition militaire à Pétain pendant la Première Guerre mondiale induit la loyauté : les municipalités avec des soldats ayant servi sous Pétain, que ce soit à Verdun ou avant, ont par la suite généré respectivement 5,7 % et 2,2 % de collaborateurs en plus, parmi ceux ayant le plus de chances de l’avoir servi dans l’infanterie de ligne.

COMPLÉMENTARITÉS ET DIFFUSION AU-DELÀ DU RÉSEAU

Nous examinons ensuite la propension à collaborer au-delà de l’infanterie de ligne. Nous montrons que c’est seulement dans les municipalités de Verdun-sous-Pétain qu’il y a des preuves d’une augmentation significative (de 7,2 %) de la collaboration au-delà du réseau, parmi les non-vétérans. En d’autres termes, alors que tous les anciens combattants de

l'infanterie de ligne exposés au commandement direct de Pétain étaient plus susceptibles d'être fidèles et de le suivre dans la collaboration, c'est seulement autour de ceux qui ont été exposés à Pétain à Verdun que les effets se diffusent au-delà des anciens combattants eux-mêmes et influencent les comportements politiques des communautés qui les entourent.

Ces schémas sont cohérents avec la complémentarité de l'influence politique au sein du réseau : l'influence politique des références héroïques de Pétain était plus forte lorsqu'elle était légitimée et diffusée à travers le réseau de ceux qui ont servi avec lui à Verdun, et ces derniers sont à leur tour devenus plus influents à mesure que leur leader était perçu comme un héros.

La présence de complémentarités peut aider à expliquer non seulement pourquoi les héros de Verdun ont accepté la disparition de la République pour laquelle ils avaient combattu, mais pourquoi certains sont même devenus, avec le temps, de fervents partisans des nazis. Si d'autres personnes partageant une même reconnaissance héroïque en viennent à être considérées comme des traîtres, cela réduit la valeur de chaque héros, en ce qui concerne leur propre reconnaissance héroïque et leur identité. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le visage le plus public du réseau, Pétain. Par conséquent, les héros de Verdun avaient plus d'incitations à soutenir leur leader : il était plus coûteux de s'y opposer que pour d'autres qui ne partageaient pas leur identité commune de groupe. De plus, ils étaient confrontés à des incitations plus fortes à participer à des organisations et à d'autres dispositifs qui renforçaient la valeur de leur reconnaissance héroïque et du réseau dans son ensemble. Plus les individus investissent, plus il devient coûteux d'abandonner le réseau.

Ces incitations de renforcement peuvent expliquer les schémas d'engagement croissant et de persistance que nous observons dans les données. Marcel Bucard, déjà mentionné, et Joseph Darnand fournissent des exemples concrets utiles.

Les deux ont été décorés de médailles pour leur bravoure par Pétain lui-même pendant la Première Guerre mondiale, et tous deux ont ensuite été admis dans l'ordre de la Légion d'honneur française⁹. Les deux étaient actifs dans des organisations d'anciens combattants. Tous deux ont suivi une trajectoire d'inclination autoritaire croissante et ont participé à des organisations d'extrême droite pendant l'entre-deux-guerres. Bucard était présent lors de l'émeute de février 1934. Après avoir contesté les élections de 1936, son parti d'extrême droite, le Francisme, s'était vu interdire, pour ensuite ressurgir (sous le même nom) en tant que parti collaborateur sous le régime de Vichy. Darnand deviendrait actif au sein de la mystérieuse Cagoule, ainsi nommée en raison de ses tactiques de terrorisme et d'assassinats qui rappelaient celles du Ku Klux Klan. La Cagoule se serait également cachée en 1936 pour réapparaître en tant qu'organisation légale sous Vichy sous le nom de Mouvement Social Révolutionnaire (MSR).

9. Darnand s'est engagé dans l'armée en 1916 et a été immédiatement envoyé pour servir à Verdun sous les ordres de Pétain. Bien que Bucard n'ait pas servi à Verdun sous Pétain, il avait tout de même servi à Verdun (d'octobre à décembre, au sein du 4^e régiment) et il avait développé des liens avec Pétain, en lien avec cette idée d'héroïsme. Lorsque Pétain a décerné à Bucard la Croix de Guerre pour sa bravoure en 1917, il lui a dit : « Je connais ton comportement héroïque et ce que pensent de toi tes hommes, ce sera ta plus grande récompense » (Deniel 1979).

Pourtant, les deux hommes étaient farouchement anti-allemands. Tous deux ont rejoint l'armée française pendant la Seconde Guerre mondiale et ont été reconnus pour leur héroïsme lors des combats contre les forces allemandes en 1939-1940. Cependant, avec l'avènement du régime de Vichy de Pétain, lorsque d'autres militaires de l'extrême droite envisageaient de rejoindre la Résistance, ils ont préféré suivre Pétain dans la collaboration.

Darnand a participé à des discussions actives sur la possibilité de rejoindre la Résistance, mais il a plutôt trouvé un groupe dissident de vétérans, le Service d'Ordre Légionnaire, qui est non seulement resté loyal à Pétain après sa collaboration ouverte avec les nazis, mais qui a également fourni des troupes de choc pour son régime. À la demande personnelle de Pétain, il est allé encore plus loin en devenant le chef de l'organisation paramilitaire principale, la Milice, fondée en 1943 pour traquer les Juifs et la Résistance. Malgré le fait que les Allemands étaient clairement en train de perdre, Darnand a prêté serment de fidélité à la personne d'Hitler lui-même, et a rejoint la Waffen SS. Il a été exécuté pour trahison en 1945. Dans une lettre adressée à De Gaulle la veille de son exécution, Darnand a plaidé que sa Milice était composée de « véritables Français, [dont] seule erreur était d'être restés fidèles à un grand soldat [Pétain] ». Bucard a co-fondé la LVF, un groupe de volontaires militaires pour aider les Allemands. Il a été exécuté en 1946.

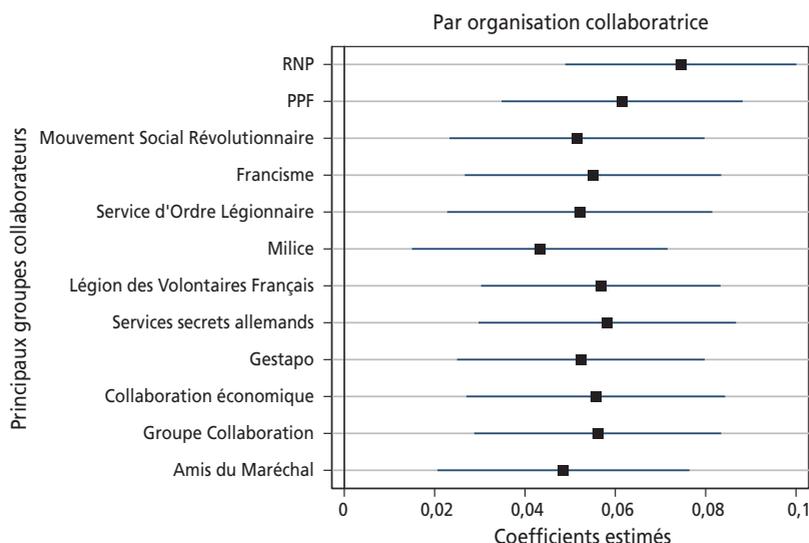


Figure 7 – Augmentation de la participation per capita dans les principaux groupes de collaborateurs dans les municipalités de Verdun-sous-Pétain.

Notes : Cette figure présente l'effet (et l'intervalle de confiance à 90 %) de l'exposition d'une municipalité à Verdun-sous-Pétain sur la participation aux groupes collaborateurs. RNP désigne le Rassemblement National Populaire, PPF le Parti Populaire Français et SS l'aile militaire de la Schutzstaffel nazie – la Waffen SS. Source : Cagé, Dagorret, Grosjean et Jha (2022).

Darnand et Bucard n'étaient pas seuls. Que ce soit des groupes extrémistes qui ont émergé pendant les années 1930, dans un contexte de polarisation, comme la Cagoule/MSR et le Francisme, des partis politiques forgés sous le régime de Vichy lui-même, comme le RNP, la collaboration directe avec les Allemands dans la Gestapo ou d'autres

organisations, ou des groupes paramilitaires et militaires qui acceptaient des participants français, comme le SOL, la Milice et plus tard la Waffen SS, on observe une augmentation constante d'environ 5 à 6 % de personnes y participant dans les municipalités de Verdun-sous-Pétain (Figure 7)¹⁰. Cela malgré le fait que certains de ces groupes n'aient accepté d'intégrer des participants français qu'en 1943-1944, lorsque la défaite des nazis était évidente, et que ladite participation comportait de grands risques.

Cette continuation et cette escalade au fil du temps sont cohérentes avec la présence de complémentarités dans le réseau qui génèrent des incitations renforcées. De telles complémentarités peuvent également expliquer pourquoi ces préférences et identités se sont révélées durables en France, même après la chute du régime collaborationniste, l'interdiction des partis d'extrême droite et la condamnation de Pétain lui-même pour haute trahison¹¹.

CONCLUSION

Dans un autre pays, à une autre époque, mobilisés par des revendications de fraude électorale différentes, une autre foule armée s'est rassemblée devant les portes d'un autre bâtiment gouvernemental. Inquiet que la milice qu'il commandait puisse elle-même être politisée, le commandant s'est avancé sur les marches pour parler à la foule, désarmé et seul. « Messieurs, vous souhaitez me tuer, je l'entends », a-t-il dit.

Tuer n'est pas une nouveauté pour moi. Je me suis offert moi-même à être tué de nombreuses fois, quand je ne le méritais pas plus qu'aujourd'hui. Certains d'entre vous, je pense, étaient avec moi en ces jours-là... Je suis ici pour préserver la paix et l'honneur de cet État, jusqu'à ce que le gouvernement légitime soit en place – quel qu'il soit, ce n'est pas à moi de le dire. Mais c'est à moi de veiller à ce que les lois de cet État soient appliquées, sans fraude, sans violence, mais avec réflexion calme et sincère. Je suis là pour cela, et je le ferai. Si quelqu'un veut tuer pour ça, je suis là. Qu'il tue ! (Pullen 1999)

Le commandant qui a ensuite ouvert sa veste à la foule devant le State House du Maine en 1880 était Joshua Chamberlain, qui avait commandé le 20^e régiment du Maine qui avait sauvé la ligne de l'Union d'une attaque par le flanc lors de la bataille de Gettysburg. Dans un moment digne d'Hollywood, un vétéran dans la foule se fraya un chemin jusqu'à l'avant en disant : « Par Dieu, vieux général, le premier homme qui

10. Il convient également de noter que la corrélation entre la part des voix obtenue en 1936, à partir des données administratives, et le nombre de membres par habitant des organisations entre 1940 et 1944, à partir du fichier des collaborateurs déclassifiés, pour le seul mouvement, le Francisme, qui s'était engagé dans les deux formes de mobilisation, est étonnamment élevée ($\rho=0,86$), ce qui est rassurant.

11. Le vice-président de Pétain, Pierre Laval, a été exécuté, ainsi que plusieurs autres ministres de haut rang du régime de Vichy. De Gaulle, qui avait servi sous les ordres de Pétain pendant la Première Guerre mondiale, a commué la peine de mort de Pétain en emprisonnement à perpétuité en reconnaissance de ses contributions militaires pendant la Première Guerre mondiale. La mort de Pétain en prison en 1951 a suscité des manifestations dans la plupart des villes françaises, orchestrées par les vétérans de Verdun (Williams, 2005, p. 271). Pour comprendre comment les complémentarités peuvent induire une dynamique et une persistance dans l'adoption technologique et l'organisation, voir Milgrom, Qian et Roberts (1991), ainsi que dans les institutions politiques et sociales, Jha (2018) et ailleurs dans ce volume.

ose poser la main sur vous, je le tuerai sur place. » La foule s'est alors dispersée (Pullen 1999)¹².

Ayant démontré, à travers des sacrifices souvent immenses, leur volonté de renoncer à leur bien-être personnel pour le bien du pays, il n'est pas surprenant que les héros, qu'ils manifestent leur sacrifice à travers la guerre ou la désobéissance civile non violente, soient attendus pour représenter le peuple en politique et qu'ils soient crédibles lorsqu'ils soutiennent une position politique¹³. Cette source de légitimité peut et a été utilisée pour influencer l'opinion et renforcer la démocratie. Les références des héros en matière de courage peuvent également les aider à tendre la main et à faire la paix¹⁴. Lorsqu'ils sont intégrés à des réseaux d'autres personnes partageant ces identités communes, cela peut conduire à un groupe puissant d'individus politiquement engagés et organisés capables de se soutenir mutuellement dans la diffusion des valeurs démocratiques et des comportements prosociaux¹⁵.

Cependant, ceux dont le patriotisme est difficile à remettre en question peuvent également utiliser cette accréditation pour légitimer des points de vue qui seraient autrement interdits et au-delà des limites du discours public. Comme le montre l'expérience de la France, de tels réseaux peuvent également être manipulés et conduire à des incitations renforcées qui peuvent enraciner des positions extrêmes au fil du temps et rendre même ceux qui changent d'avis sujets à des sanctions et à des pressions de la part des autres membres du réseau. Cela rend plus difficile pour les individus de changer de cap. En effet, des preuves substantielles ont émergé montrant que de nombreux républicains éminents, tout en exprimant une grave préoccupation en privé concernant l'assaut du Capitole, ont ensuite refusé de prendre de telles positions en public¹⁶. L'histoire nous enseigne le pouvoir de tirer parti de la légitimité des réseaux de héros. Ceux-ci peuvent avoir une grande force destructive. Mais ils peuvent aussi soutenir les valeurs démocratiques et la paix.

12. Sur les effets du leadership sur la cohésion des unités pendant la guerre civile, y compris sous le commandement de Chamberlain, voir également Dippel et Ferrara (2020).

13. Sur le rôle de la punition pour des actions non violentes agissant comme un moyen de sélection pour le leadership politique, voir Bhavnani et Jha (2012).

14. Il est couramment observé dans les relations internationales que les politiciens issus de partis relativement belliqueux sont, ironiquement, souvent mieux placés pour entreprendre des démarches politiquement risquées en faveur de la paix avec des adversaires de longue date que leurs homologues plus pacifistes. Un exemple en est la célèbre réconciliation de Nixon avec la Chine. Cependant, notre interprétation fait écho à la plus grande diversité d'options dont disposent les héros de guerre pour façonner la politique, indépendamment de leur parti politique. Par exemple, Yitzhak Rabin, qui était commando pendant la guerre d'indépendance d'Israël, et qui est devenu chef de l'armée lors de la victoire d'Israël lors de la guerre des Six Jours, a également pu poursuivre les accords de paix d'Oslo en tant que chef du parti travailliste israélien de centre-gauche.

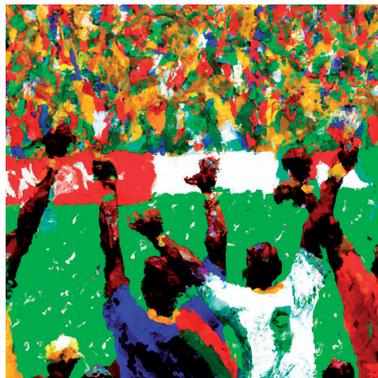
15. Par exemple, les vétérans français de la guerre d'indépendance américaine ont joué un rôle important dans la diffusion et la défense des valeurs démocratiques lors de la phase constitutionnelle de la Révolution française (Jha et Wilkinson 2019, en cours de réalisation).

16. Voir, e.g., the Associated Press « Then and Now : GOP lawmakers' evolution on the Capitol riot », June 8, 2022 : <https://apnews.com/article/capitol-siege-2022-midterm-elections-biden-kevin-mccarthy-government-and-politics-af45ad5031757f9aada9bef9c3a988bc>

Références

- Acemoglu, Daron, Nicolás Ajzenman, Cevat Giray Aksoy, Martin Fiszbein et Carlos A. Molina (2021), « (Successful) Democracies Breed Their Own Support », Working Paper, n° w29167, *National Bureau of Economic Research*.
- Besley, Tim et Torsten Persson (2019), « Democratic Values and Institutions », *American Economic Review : Insights*, 1 (1), 59-76
- Bhavnani, Rikhil et Saumitra Jha (2012), « Gandhi's Gift : On the Promise and Limitations of Non-Violent Civil Disobedience », *Economics of Peace and Security Journal*.
- Cagé, Julia, Pauline Grosjean et Saumitra Jha, « Army of Shadows : Organizing Resistance in World War 2 France », in progress.
- Cagé, Julia, Anna Dagorret, Pauline Grosjean et Saumitra Jha (2022), « Heroes and Villains : The Effects of Combat Heroism on Autocratic Values and Nazi Collaboration in France », *CEPR Discussion Paper 15613*, revised 2022.
- Deniel, Alain (1979), *Bucard et le Francisme*, Jean Picollec.
- Dippel, Christian et Andreas Ferrara (2020), « Oh Captain, My Captain : Leadership and Team Cohesion in the Union Army », *UCLA working paper*.
- Horne, Alistair (1962), *The Price of Glory : Verdun 1916*, London : MacMillan.
- Jackson, Julian (2001), *France : The Dark Years, 1940-1944*, Oxford University Press.
- Jha, Saumitra (2018), « Trading for Peace », *Economic Policy*, 485-526.
- Jha, Saumitra et Steven Wilkinson (2012), « Does Combat Experience Foster Organizational Skill ? Evidence from Ethnic Cleansing during the Partition of South Asia », *American Political Science Review*, 106 (4), 883-907.
- Jha, Saumitra et Steven Wilkinson (2019), « Marching towards the Bastille : Veterans as Vanguard in the French Revolution », mimeo, Stanford.
- Jha, Saumitra et Steven Wilkinson, *Wars and Freedoms*, in progress.
- Lacroix, Jean, Pierre-Guillaume Meon et Kim Oosterlinck (2019), « A Positive Effect of Political Dynasties : the Case of France's 1940 Enabling Act », *CEPR Discussion Papers* 13871.
- Levitsky, Steven et Daniel Ziblatt (2018), *How Democracies Die*, New York : Broadway Books.
- Lormier, Dominique (2017), *Les 100 000 collabos : Le fichier interdit de la collaboration française Documents*, Cherche Midi.
- Milgrom, Paul, Yingyi Qian et John Roberts (1991), « Complementarities, momentum and the evolution of modern manufacturing », *American Economic Review : Papers and Proceedings* 81(2)84-88.
- Millington, Chris (2012), *From Victory to Vichy : Veterans in Inter-War France*, Manchester U. Press.
- Pullen, John J. (1999), *Joshua Chamberlain : A Hero's Life and Legacy*, Stackpole Books.
- Williams, Charles (2005), *Pétain : How the Hero of France became a convicted traitor and changed the course of history*, Palgrave Macmillan.

CHAPITRE 20



Une équipe, une nation : football, identité et conflit en Afrique

Filipe CAMPANTE, *Johns Hopkins University*

Emilio DEPETRIS-CHAUVIN, *Pontificia Universidad Católica de Chile*

Ruben DURANTE, *Universitat Pompeu Fabra, CEPR*

La construction nationale pose souvent un défi « catch-22 » pour les politiques publiques. Bon nombre des politiques proposées pour favoriser la formation d'une identité commune, surmontant les clivages ethniques, linguistiques ou régionaux, tels que l'éducation de masse ou les grands investissements dans les infrastructures, nécessitent une capacité étatique substantielle. Cependant, les conséquences préjudiciables de ces clivages sur le développement économique (Easterly et Levine, 1997 ; Alesina *et al.*, 1999) peuvent entraver la création de cette capacité étatique en premier lieu. Certains exemples canoniques de construction nationale réussie, comme en Europe au XIX^e siècle, ont contourné ce défi en plaçant le développement économique avant la pleine consolidation de la nation moderne, mais dans de nombreux cas actuels, cela s'est révélé être un défi difficile.

À l'autre extrémité du spectre se trouvent des politiques facilement applicables, de nature purement symbolique. Pratiquement tous les pays ont un drapeau national ou un hymne, mais alors que ce « nationalisme banal » (Billig, 1995) peut certainement aider à maintenir et à favoriser une identité nationale préexistante, il semble peu probable qu'il soit efficace pour en créer une en premier lieu.

Cependant, entre ces extrêmes, il y a les expériences 1990 perçues par les citoyens d'un pays comme étant collectivement partagées entre eux, par exemple, les grands événements nationaux ou les dates civiques (Kaplan et Mukand, 2014 ; Madestam et Yanagizawa-Drott, 2011). Les nations sont fondamentalement des « communautés imaginées » (Anderson, 1983), et des expériences hautement symboliques et chargées

émotionnellement pourraient contribuer à rendre l'image de la communion nationale plus vivante dans l'esprit des citoyens.

Le sport constitue une source majeure de telles expériences. Des dirigeants, d'Hitler à Mandela, ont essayé d'utiliser le succès dans des compétitions sportives majeures pour renforcer les identités nationales. Parmi tous les sports, le football est certainement l'un de ceux qui sont le plus associés aux sentiments nationaux, comme en témoigne l'engouement passionné dans le monde entier pour les compétitions internationales de football telles que la Coupe du Monde de la FIFA. En effet, le déferlement de sentiment patriotique déclenché par une victoire majeure en football est indéniable : comme l'a dit l'historien britannique Eric Hobsbawm, « la communauté imaginée de millions de personnes semble plus réelle en tant qu'équipe de onze personnes nommées ».

Cet engouement cache parfois une autre réalité. Dans un travail récent (Depetris-Chauvin *et al.*, 2020), nous étudions comment les victoires des équipes nationales de football lors de grandes compétitions internationales affectent la force de l'identification ethnique, par opposition à l'identité nationale, ainsi que les attitudes envers les autres ethnies et la violence interethnique réelle. Nous le faisons dans un contexte marqué par des niveaux de capacité étatique faibles et où la construction nationale, ainsi que la tension entre identités particulières et identité nationale, sont particulièrement visibles : l'Afrique subsaharienne. C'est un cadre particulièrement puissant, étant donné l'intérêt considérable pour le football dans la région : les données des enquêtes indiquent que 75 % des personnes interrogées en Afrique déclarent s'intéresser au football, contre une moyenne mondiale de 46 % (Repucom, 2014).

EXPÉRIENCES COLLECTIVES PARTAGÉES ET ATTITUDES INDIVIDUELLES : IDENTIFICATION ETHNIQUE ET CONFIANCE

Nous commençons par examiner l'identification nationale autodéclarée. Plus précisément, l'enquête Afrobaromètre interroge des répondants de nombreux pays du continent sur la question de savoir s'ils s'identifient principalement à leur groupe ethnique ou au pays dans son ensemble. Étant donné que les équipes nationales de football en Afrique disputent de nombreux matchs chaque année dans le cadre des qualifications pour deux compétitions internationales majeures – la Coupe du Monde et la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) – il se trouve que l'enquête Afrobaromètre interroge certains individus, juste avant un tel match, tandis que d'autres sont interrogés juste après le même match. Nous avons compilé des données, provenant du bureau statistique de la FIFA, sur 69 matchs officiels impliquant des équipes nationales d'Afrique subsaharienne, sur la période allant de 2002 à 2015, pour lesquels des enquêtes Afrobaromètre ont été réalisées dans l'un des pays concernés, dans une fenêtre de 15 jours avant ou après chaque match. Si le moment de l'enquête ne répond pas systématiquement à la programmation internationale du football, nous pouvons interpréter toute différence de réponses entre les deux groupes d'individus comme reflétant l'impact causal du match.

Lorsque l'équipe nationale remporte ces matchs à enjeux élevés, les répondants sont environ 5 points de pourcentage moins susceptibles de s'identifier à leur groupe ethnique plutôt qu'à la nation – une baisse substantielle de 37 % par rapport à la probabilité

moyenne. Cela peut être observé dans la Figure A, qui illustre l'évolution de l'identification ethnique dans les jours précédant et suivant une victoire¹. La réduction de l'identification ethnique persiste et, si l'on peut dire, devient même plus forte plusieurs jours après le match. En revanche, l'identification ethnique ne semble pas évoluer de manière particulière dans les jours précédant le match.

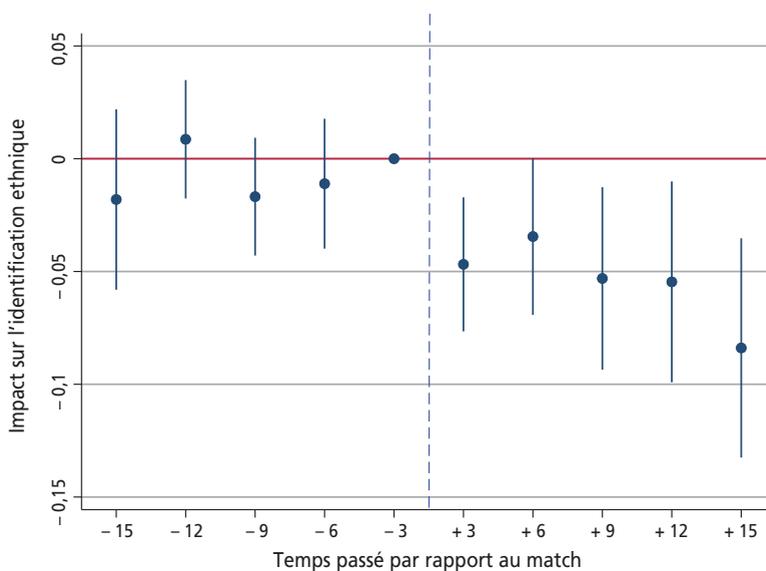


Figure A

De manière intéressante, les matchs nuls ou les défaites n'ont aucun effet discernable sur l'identification nationale par rapport à l'identification ethnique. Cela suggère que les expériences collectives négatives ne compromettent pas nécessairement l'unité nationale. De plus, cet effet n'est pas associé à une euphorie générale ou à un optimisme, mais semble plutôt directement lié à un enthousiasme nationaliste. Par exemple, nous ne constatons aucun effet sur les cotes d'approbation du dirigeant du pays ou du parti au pouvoir, ni sur les évaluations individuelles de la situation économique du pays ou de leur propre situation économique.

Qu'est-ce qui a alors un impact sur l'ampleur de l'effet généré par le match ? Tout d'abord, nous pouvons souligner l'intensité de la réaction émotionnelle suscitée par l'événement : les victoires contre des rivaux traditionnels ont un impact plus important.

De plus, deux facteurs sont particulièrement intéressants. Premièrement, la diminution de l'identification ethnique est plus prononcée là où l'État est moins présent, notamment dans des domaines qui pourraient favoriser un lien plus fort avec la nation (par

1. Spécifiquement, le graphique représente les coefficients estimés et les intervalles de confiance à 95 % pour les variables indicatrices des périodes de 3 jours avant et après la victoire. Les coefficients sont estimés à partir d'une régression unique dans laquelle nous contrôlons les caractéristiques individuelles ainsi qu'un ensemble d'indicateurs pour le pays du match, le pays du répondant et le groupe ethnique du répondant.

exemple, les routes, les bureaux de poste, les écoles). Cela suggère que les expériences partagées peuvent se substituer à d'autres formes de construction nationale.

Deuxièmement, nous constatons que l'impact est plus fort lorsque l'équipe nationale est plus diverse sur le plan ethnique. Cet effet supplémentaire est assez important : si la diversité de l'équipe est augmentée d'un écart-type (c'est-à-dire 0,126), l'impact total d'une victoire serait d'environ 50 % plus important. Cela suggère un mécanisme possible selon lequel l'équipe peut servir de modèle de coopération interethnique conduisant à des réalisations contre un groupe étranger adverse.

Nous portons ensuite notre attention sur la confiance interpersonnelle, en utilisant à nouveau des informations provenant de l'Afrobaromètre. Nous constatons que les répondants ont légèrement plus de 6 points de pourcentage de chances supplémentaires de déclarer avoir confiance en leurs compatriotes, ce qui correspond à environ 14 % de la valeur moyenne de cette variable.

L'effet est effectivement plus fort lorsque la question fait spécifiquement référence aux individus d'autres groupes ethniques, ce qui indique un effet spécifique sur la confiance interethnique. Cela s'accompagne d'une plus grande acceptation d'avoir des voisins issus d'autres ethnies. Étant donné l'importance documentée de la confiance pour les résultats socio-économiques – et les défis connexes auxquels sont confrontés les pays d'Afrique subsaharienne (Nunn et Wantchekon, 2011) – ceci est une autre indication de l'impact positif potentiel des expériences partagées.

On pourrait se demander, cependant, si cette confiance accrue envers les concitoyens et entre les groupes ethniques pourrait être accompagnée d'une plus grande hostilité envers les étrangers. Après tout, l'expérience incarnée dans le succès de l'équipe nationale est évidemment en opposition à un adversaire étranger. Nous n'avons pas suffisamment de précision pour répondre à cette question avec une grande confiance, mais nous ne pouvons pas exclure une augmentation de l'antipathie déclarée envers les voisins étrangers.

EXPÉRIENCES COLLECTIVES PARTAGÉES ET COMPORTEMENT RÉEL : CONFLIT.

Ces résultats concernant l'identification autodéclarée et les niveaux de confiance soulèvent naturellement la question suivante : ces expériences ont-elles également un impact sur des résultats plus tangibles ? Pour cela, nous nous tournons vers une question très importante en Afrique subsaharienne, qui est liée au défi des clivages ethniques : le conflit civil. Alors que beaucoup ont spéculé sur le fait que les victoires internationales en football peuvent réduire le conflit civil, il est encore très difficile de prouver un impact causal systématique.

Nous exploitons une caractéristique du processus de qualification pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Les équipes sont réparties en groupes jouant selon un format de tournoi toutes rondes et, très souvent, plusieurs équipes de chaque groupe atteignent le dernier match avec l'espoir de se qualifier. Dans la mesure où le résultat des matchs de la dernière manche dépend largement d'un pur hasard, on peut estimer l'effet d'une qualification réussie en comparant l'évolution du conflit dans les pays qui se sont (à peine) qualifiés par rapport aux pays qui ont (à peine) échoué à le faire.

Avec cela à l'esprit, nous avons recueilli des informations sur le classement des équipes lors de dix tours de qualification pour la CAN qui se sont déroulés entre 1997 et 2015. Nous avons identifié les équipes dans le même groupe qui, jusqu'à la dernière journée de la phase de groupes, étaient toutes deux en position de se qualifier, l'une d'entre elles y étant parvenu de justesse tandis que l'autre ne l'a pas fait. Nous comparons ensuite l'évolution du conflit dans les deux pays pendant les six mois précédant et suivant la qualification, en utilisant des données provenant du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data).

Nous constatons que les pays dont les équipes se sont qualifiées (de justesse) connaissent significativement moins de conflits au cours des six mois suivants que les pays dont les équipes ne se sont pas qualifiées (de justesse également). Cela peut être observé dans la Figure B : l'occurrence d'événements conflictuels diminue nettement (d'environ 9 %) dans les semaines suivant la qualification.² La figure montre également que le conflit n'évoluait pas différemment dans les pays qui allaient plus tard se qualifier par rapport à ceux qui ont échoué.

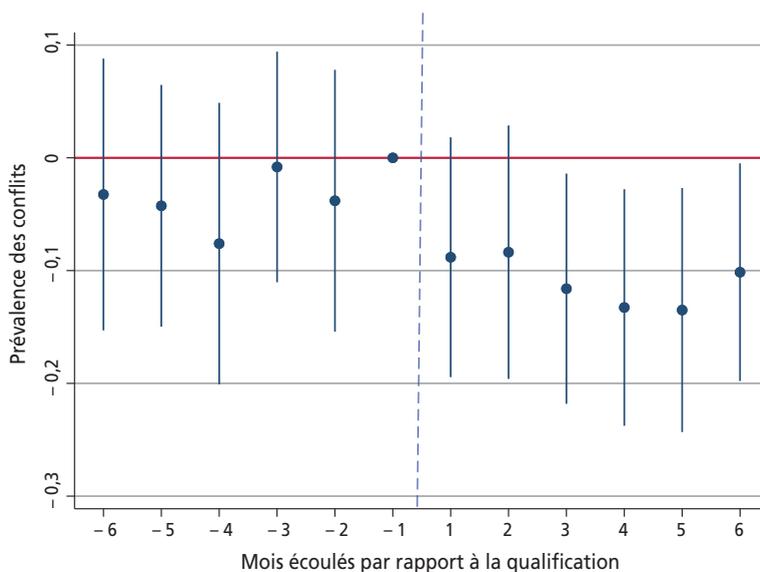


Figure B

Alors que la figure affiche la prévalence relative des conflits entre les groupes de traitement et de contrôle, il s'avère que cela est dû à une baisse dans le premier groupe, plutôt qu'à une augmentation dans le second groupe. De plus, la réduction de l'intensité des

2. Plus précisément, le graphique représente les coefficients estimés et les intervalles de confiance à 95 % des termes d'interaction entre l'indicateur de qualification et les variables indicatrices pour onze périodes de quatre semaines avant et après la qualification. Les coefficients sont obtenus à partir d'une régression qui inclut également 50 variables indicatrices pour les semaines et 101 variables indicatrices pour les pays × qualifiants.

conflits est assez persistante, jusqu'à plusieurs mois après l'événement ; et en tout état de cause, elle semble se renforcer à mesure que le temps s'écoule après la qualification.

L'effet est également plus fort pour les équipes qui n'avaient jamais été qualifiées ou qui n'avaient pas été qualifiées depuis longtemps, et dont le succès était plutôt inattendu, ce qui suggère que le succès est moins puissant lorsqu'il devient la norme. Cela souligne le fait qu'une qualification serrée constitue un type de choc très différent dans les pays qui se qualifient régulièrement : en fait, une qualification tardive peut être perçue non pas comme un choc positif, dans ces cas-là, mais plutôt comme une déception relative. Cela est illustré par les schémas observés en ce qui concerne la qualification à la Coupe du Monde de la FIFA : le Cameroun et le Nigeria (de loin les pays africains les plus accomplis, historiquement, à ce niveau) ne connaissent pas de réductions comparables lors de leur qualification.

CONCLUSION

Nos résultats indiquent que les expériences collectives partagées – telles que les réalisations sportives importantes – peuvent stimuler les sentiments d'unité nationale et atténuer même les méfiances ethniques profondément enracinées, ce qui démontre que des outils relativement doux peuvent être efficaces pour favoriser une identité nationale. De plus, nous constatons que cela a des effets tangibles sur la prévalence des conflits. Même si l'effet de ces événements est transitoire, il peut durer suffisamment longtemps pour ouvrir une précieuse fenêtre d'opportunité pour le dialogue politique, les négociations et les réformes qui peuvent produire des gains durables.

Nous pouvons également spéculer sur les implications politiques, au-delà du domaine spécifique du sport. Premièrement, les politiques favorisant la participation émotionnelle (par exemple, les événements religieux ou civiques) peuvent être les plus efficaces pour forger un sentiment partagé d'unité, facilitant ainsi des changements culturels et politiques plus durables. De plus, les résultats soulignent que des stratégies de construction nationale sont disponibles même avec une faible capacité étatique. De fait, elles pourraient raisonnablement fonctionner comme un substitut à d'autres outils de construction nationale plus exigeants, en particulier en illustrant comment différents groupes peuvent coopérer avec succès.

Il va sans dire que le pouvoir de ces expériences collectives partagées n'a pas nécessairement à être utilisé à bon escient. Même dans notre contexte spécifique, il est certainement possible que la réduction des frictions et de la violence au sein des pays puisse coexister avec une augmentation des conflits avec d'autres pays. Il convient de garder à l'esprit que les passions suscitées par le sport peuvent certainement être canalisées vers la violence dans d'autres contextes également.

Références

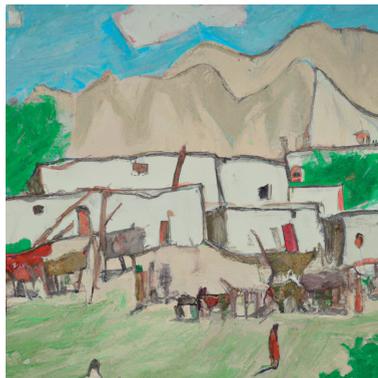
- Alesina, Alberto, Reza Baqir et William Easterly ((1999), « Public Goods and Ethnic Divisions, » *The Quarterly Journal of Economics*, 114 (4), 1243-1284.
- Anderson, Benedict (1983), *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso.

- Billig, Michael (1995), *Banal Nationalism*, London : Sage Publications.
- Depetris-Chauvin, Emilio, Ruben Durante et Filipe Campante (2020). « Building Nations through Shared Experiences : Evidence from African Football », *American Economic Review*, 110 (5) : 1572-1602.
- Easterly, William et Ross Levine (1997), « Africa's growth tragedy : policies and ethnic divisions », *The Quarterly Journal of Economics*, pp. 1203-1250.
- Hobsbawm, E. J. (1990), *Nations and nationalism since 1870 : Programme, myth, reality*, Cambridge University Press.
- Kaplan, Ethan et Sharun Mukand (2014), *The Persistence of Political Partisanship : Evidence from 9/11*, University of Maryland (non publié).
- Madestam, Andreas et David Yanagizawa-Drott (2011), *Shaping the Nation : The Effect of Fourth of July on Political Preferences and Behavior in the United States*, University of Zurich (non publié).
- Nunn, Nathan et Leonard Wantchekon (2011), « The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa », *American Economic Review*, pp. 3221-3252.

PARTIE IV

INTERVENTIONNISME ET GUERRES

CHAPITRE 21



La construction nationale par le biais de l'aide militaire ? Conséquences imprévues de l'interventionnisme américain

Eugen DIMANT, *Université de Pennsylvanie*

Tim KRIEGER, *Université de Freiburg*

Daniel MEIERRIEKS, *WZB Berlin Social Science Center*

Nous y sommes allés pour deux raisons, George. Deux raisons. Premièrement, pour capturer Ben Laden, et deuxièmement, pour éliminer autant que possible, et nous l'avons fait, Al-Qaïda en Afghanistan. Nous l'avons fait. Puis qu'est-il arrivé ? Cela a commencé à se transformer en l'idée que, au lieu d'avoir une capacité de lutte contre le terrorisme avec de petites forces présentes là-bas, ou dans la région, capables de s'attaquer à Al-Qaïda si elle tentait de se reconstituer, nous avons décidé de nous engager dans la construction nationale. Dans la construction nationale. Cela n'a jamais eu de sens pour moi.

Interview avec le président des États-Unis Joe Biden (2021)

INTRODUCTION

Après avoir tenté de stabiliser l'Afghanistan pendant près de deux décennies, les troupes américaines et leurs alliés ont quitté le pays dans des circonstances dramatiques en 2021. Immédiatement après leur retrait, les talibans ont établi un « nouveau » régime politique qui ressemblait à celui que les alliés cherchaient à renverser lorsqu'ils sont arrivés dans le pays (par exemple, King 2022 ; Weigand 2022).

Le plan militaire initial des États-Unis prévoyait de détruire Al-Qaïda, de renverser le régime taliban et d'aider à reconstruire le pays dans le but ultime de renforcer suffisamment la capacité de l'État local pour empêcher la résurgence du terrorisme (Dobbins *et al.*

2008). Il est cependant important de noter que « [l]es États-Unis n'avaient pas l'intention d'assumer eux-mêmes la tâche de la construction nationale en Afghanistan » (Dobbins *et al.* 2008 : 91). Pourtant, les États-Unis se sont retrouvés engagés dans une tentative de construction d'une nation afghane qui a duré 20 ans¹. Autrefois, « les nations étaient forgées par le « sang et le fer ». Aujourd'hui, le monde cherche à les construire par la résolution des conflits, l'aide multilatérale et les élections libres » (Ottaway 2002 : 16)². Autrement dit, les nations ne sont généralement plus construites par la guerre (interétatique), mais par des processus internes, qui interagissent cependant souvent avec l'influence et les intérêts étrangers. Le cas de l'Afghanistan illustre le fait que les acteurs étrangers peuvent en effet observer de près et soutenir les efforts de construction nationale pour atteindre leurs propres objectifs, tels que réduire voire éliminer la menace mondiale du terrorisme³.

Bien que les efforts (non intentionnels) de construction nationale des États-Unis en Afghanistan n'avaient pas pour objectif principal de construire la nation afghane, cet exemple met en évidence plusieurs défis et problèmes auxquels un pays est confronté lorsqu'il tente d'influencer les développements politiques et sociétaux dans un pays institutionnellement faible. Weigand (2022 : 1) identifie trois facteurs principaux qui expliquent l'échec des États-Unis en Afghanistan :

Premièrement, les différents acteurs qui faisaient partie de l'intervention dans le pays poursuivaient des agendas concurrents, en particulier concernant la « guerre contre le terrorisme » qui sapait les droits de l'homme et la construction de l'État. Deuxièmement, un écart s'est creusé au fil du temps entre l'État afghan, soutenu internationalement, et ses citoyens, notamment en raison des mesures de gestion des risques que ce dernier appliquait. Troisièmement, les interactions quotidiennes entre les citoyens afghans et l'État étaient souvent perçues comme corrompues et extractives, rendant difficile pour l'État de faire valoir qu'il travaillait dans l'intérêt de ses citoyens.

Ces facteurs ne sont pas propres à la situation afghane, mais peuvent également expliquer les échecs fréquents des « campagnes de construction de l'État armé » (Miller, 2013)⁴. On peut soutenir que l'intervention étrangère et la construction nationale subséquente dans des États politiquement et institutionnellement fragiles se produisent en raison de la fragilité de longue date de ces pays. Néanmoins, diverses contraintes institutionnelles ou économiques nuisent au succès des opérations, même si les choix et les stratégies sont sélectionnés et appliqués de manière appropriée (Wunische 2022).

1. La construction nationale est ici comprise comme un « processus de création – et d'identification – d'une identité nationale commune afin de légitimer l'autorité de l'État » (Sambanis *et al.* 2015), où l'autorité légitime « est liée à la règle populaire » (Mylonas 2013 : 17).

2. Un exemple de construction nationale par le biais de « sang et de fer » est celui de la Prusse utilisant la guerre franco-allemande pour établir le Reich allemand en 1871 (Ottaway, 2002).

3. Pour les États-Unis, les coûts estimés attribués à la zone de guerre en Afghanistan/Pakistan (à l'exclusion des obligations futures pour les soins aux anciens combattants et les dépenses liées à la sécurité intérieure) dépassent les 2,3 milliards de dollars (Crawford 2021), ce qui indique l'importance majeure que les États-Unis ont accordée à cette entreprise.

4. Miller (2013) se concentre uniquement sur les campagnes menées par les « puissances libérales », généralement avec la participation des États-Unis ou des Nations Unies, dont les échecs surpassent en nombre les succès, largement définis, du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui (Miller 2013).

Les mécanismes qui expliquent le succès ou l'échec de l'intervention étrangère dans la construction nationale, ou du moins le soutien étranger (militaire) initial au développement d'une voie autonome vers une identité nationale et une autorité étatique légitime, ne sont pas encore pleinement compris. Plus précisément, on peut se demander si et comment les caractéristiques de l'intervention étrangère (par exemple, l'afflux d'aide ou la présence de troupes) interagissent avec le contexte institutionnel local. Comme le souligne Weigand (2022), l'intervention étrangère peut avoir un impact sur la perception de l'État local par la population locale. Historiquement, l'Allemagne et le Japon sont des exemples de construction nationale réussie avec un soutien étranger ; des cas plus récents comme l'Afghanistan, l'Irak, le Mali et la Somalie (tous indirectement liés à la construction nationale à travers la « guerre mondiale contre le terrorisme ») ont conduit à des résultats ambigus au mieux, en ce qui concerne les objectifs américains.

Dans ce chapitre, nous fournissons des informations sur le succès ou l'échec de l'intervention militaire étrangère et du soutien, abordé du point de vue du pays qui apporte son soutien. Notre attention se porte sur les intérêts mondiaux et nationaux des États-Unis dans la consolidation de leur sécurité par le biais de la « construction nationale armée ». Plus précisément, après une discussion générale sur les options stratégiques et leur succès dans les sections suivantes, nous présentons quelques résultats empiriques récents sur les effets de l'aide militaire américaine (en tant que composante de la construction nationale) comme moyen de réduire le terrorisme anti-américain (en tant qu'objectif intéressé de l'interventionnisme américain)⁵. Conformément à notre raisonnement ci-dessus, nous montrons, sur la base de notre propre travail dans Dimant *et al.* (2022), qu'il existe peu de soutien empirique à l'idée que l'aide militaire américaine renforce la capacité de l'État local et réduit ainsi l'activité terroriste dirigée contre les États-Unis⁶. Au contraire, nous constatons que l'aide militaire américaine engendre un affaiblissement des institutions (par exemple, plus de corruption) et une augmentation du terrorisme anti-américain dans les pays bénéficiaires, contredisant à la fois l'intention des États-Unis de fournir une aide pour servir leurs propres intérêts de sécurité et la construction nationale en contribuant à la capacité institutionnelle⁷.

5. Le terrorisme est « l'utilisation préméditée ou la menace d'utiliser la violence contre des non-combatants par des individus ou des groupes subnationaux pour atteindre un objectif politique en intimidant un public large au-delà des victimes immédiates » (Gaibullov et Sandler, 2019 : 278).

6. Selon Rohner (à paraître), la littérature sur les conflits s'est largement intéressée à des explications des conflits qui ont une pertinence politique limitée (car ils sont extrêmement difficiles à changer), telles que la pauvreté, l'abondance des ressources naturelles et la polarisation ethnique. Il plaide en faveur d'une extension de cette perspective de recherche et d'une prise de vue plus pertinente sur le plan politique concernant des questions telles que la médiation, les politiques économiques visant à augmenter la productivité et les options militaires pour établir un environnement plus paisible. Notre analyse des interventions étrangères visant à renforcer la capacité de l'État et leurs conséquences non intentionnelles relève de cette dernière catégorie de recherches.

7. Il existe des preuves empiriques contradictoires quant à savoir si l'aide étrangère a un effet déstabilisateur (comme le suggèrent, par exemple, Grossman, 1992 ; Djankov *et al.*, 2008) ou un effet stabilisateur (comme le soutiennent, par exemple, Collier et Hoeffler, 2002 ; De Ree et Nillesen, 2009) en raison de sa caractéristique de rente pouvant être extraite ou utilisée de manière utile. Le lien entre l'aide et les conflits

L'INTERVENTIONNISME DES ÉTATS-UNIS DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET SES CONSÉQUENCES

Historiquement, les interventions américaines ont été guidées par de larges intérêts géopolitiques et géostratégiques. Par exemple, la Seconde Guerre mondiale a finalement conduit à la réussite de la construction nationale en Allemagne et au Japon (von Hippel, 2000 ; Ottaway, 2002). On pourrait soutenir que cela a été un succès car les deux pays étaient puissants et avaient une forte identité nationale même avant de déclencher la Seconde Guerre mondiale (Wunische, 2022). Dans ces cas, la principale tâche des États-Unis était de reconstruire une identité nationale existante dans un cadre institutionnel démocratique et favorable à la paix.

La division mondiale Est-Ouest après la Seconde Guerre mondiale a conduit aux guerres de Corée et du Vietnam. Ces guerres ont finalement abouti à la construction de trois nations : la République de Corée (Corée du Sud), la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et la République socialiste du Vietnam. Du point de vue des États-Unis, ces deux derniers cas ont été considérés comme des échecs car les deux pays sont entrés dans la sphère d'influence soviétique. De plus, l'après-Seconde Guerre mondiale a été marqué par diverses guerres par procuration (par exemple, en Éthiopie, en Somalie, au Panama, à Grenade, au Nicaragua), dans lesquelles les États-Unis – officiellement ou officieusement – ont contribué aux efforts de construction nationale (par exemple, Linantud, 2008 ; Miller, 2011, 2013 ; Ottaway, 2008).

Ces interventions étaient toutefois motivées par la compétition entre superpuissances (Dobbins *et al.*, 2007) et leur objectif ultime était moins la « démocratisation » que de maintenir les pays concernés dans le bloc occidental. En effet, le concept de « démocratisation » a progressivement évolué de la « démilitarisation, de la dénazification et de la rééducation de l'ensemble de la population d'un pays à une équivalence avec la lutte contre le communisme » (von Hippel, 2000 : 9). Selon Schmitz (2006 : 10), les États-Unis « [soutenaient] des dictateurs pro-occidentaux qui garantissaient la stabilité, le soutien aux politiques américaines de la guerre froide et un climat favorable aux affaires américaines ». Les facteurs institutionnels locaux (tels que la gouvernance démocratique, la protection des droits de l'homme et les mesures de lutte contre la corruption) ont probablement joué un rôle secondaire.

Avec la fin de la guerre froide et la victoire perçue du modèle occidental libéral-démocratique (notamment avec Fukuyama en 1989), la paix et la sécurité internationales sont redevenues l'objectif dominant des États-Unis. Les États-Unis ont commencé à coopérer plus fréquemment avec les Nations Unies et leurs branches, les ONG et d'autres acteurs multinationaux pour promouvoir ces intérêts communs (von Hippel, 2000)⁸. Cela était

a également été abordé dans diverses autres publications récentes, notamment Cross *et al.* (2014), Strange *et al.* (2017), ainsi que d'autres références mentionnées tout au long de ce chapitre.

8. Selon von Hippel (2000 : 10), les mesures politiques comprenaient des programmes visant à « renforcer l'État de droit, promouvoir le respect des droits de l'homme, soutenir les observateurs électoraux internationaux, améliorer la gestion financière et la responsabilité, favoriser la décentralisation, accroître le contrôle civil de l'armée et améliorer les processus électoraux, le système judiciaire, la police, les législatures, les partis politiques, les médias et l'éducation à tous les niveaux de la société. »

nécessaire car il y avait davantage de pays politiquement, économiquement et socialement fragiles au bord de l'échec, en partie en raison de la perte de soutiens externes (y compris les États-Unis)⁹. Les idées de « paix démocratique » ou de « paix capitaliste » (Choi, 2011) ont joué un rôle croissant en remplaçant la « doctrine de l'endiguement [par] une stratégie d'élargissement de la communauté mondiale des démocraties de marché » (Lake, 1993 : 659).

La « guerre contre le terrorisme » a marqué un tournant récent dans l'interventionnisme américain. Tout comme pendant la guerre froide, les pays pouvaient obtenir le soutien des États-Unis en rejoignant l'alliance contre le terrorisme mondial. Comme le souligne Schmidt (2013 : 213), « les dictateurs africains qui avaient attiré l'attention de l'Occident en exagérant la menace communiste ont été remplacés par une nouvelle génération d'hommes forts qui ont obtenu le soutien en coopérant dans la lutte contre le terrorisme ». Plutôt que d'utiliser des stratégies de prévention à long terme pour lutter contre le terrorisme en renforçant les institutions politiques locales et le développement économique, les préoccupations en matière de sécurité sont devenues prédominantes et ont conduit à un soutien principalement axé sur les capacités étatiques à court terme pour contrer le terrorisme (par exemple, Fleck and Kilby, 2010).

SUCCÈS ET ÉCHEC DES STRATÉGIES ALTERNATIVES EN MATIÈRE DE POLITIQUES D'INTERVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME.

Comme discuté précédemment, l'échec ou le succès potentiel de l'interventionnisme américain peut résulter à la fois des décisions politiques américaines et de la situation locale, ces deux aspects pouvant interagir de manière problématique. En effet, de mauvais choix politiques peuvent être aggravés dans une société institutionnellement faible et lorsque les intérêts des acteurs impliqués divergent¹⁰ :

Les intérêts des dirigeants locaux et de la puissance intervenante divergent presque toujours. Et les populations locales ont presque toujours du ressentiment envers les occupations étrangères et sont peu enclines à adhérer au nouveau système. Enfin, le désir des intervenants d'obtenir des résultats rapides peut compromettre le processus de construction de l'État, qui a pris plusieurs siècles à certains pays pour le réaliser (Wunische, 2022).

9. Selon Miller (2011 : 70-1), l'état comprend « cinq aspects complémentaires : la sécurité, la légitimité, la capacité, la prospérité et l'humanité. Pour le dire de manière quelque peu abstraite, les États doivent être en mesure d'exercer la coercition ; articuler une théorie de la justice pour légitimer leur coercition ; mettre en place des institutions pour fournir d'autres biens et services ; échanger et utiliser des biens et services ; et orienter leurs activités vers l'épanouissement humain. Ils sont des médiateurs de la violence, de la justice, du contrat social, des échanges économiques et de la communauté humaine. L'échec de l'État peut être compris selon les mêmes critères. Les États peuvent échouer dans l'un quelconque de ces cinq aspects de l'état, ce qui suggère une typologie de cinq types d'État défaillant : anarchique, illégitime, incompétent, non productif et barbare. »

10. Par exemple, bien que la libéralisation économique ait le potentiel de créer une croissance économique, une élite locale corrompue peut compromettre les résultats économiques souhaités.

Par conséquent, l'interventionnisme militaire américain n'atteint souvent pas ses objectifs principaux car il engendre fréquemment des conséquences imprévues. Ces conséquences rendront presque impossible l'aboutissement une trajectoire de développement permettant d'atteindre les objectifs souhaités à moyen et long terme. Dans le même temps, une intervention initialement réussie (comme en Afghanistan) peut finir par poser un problème, par exemple en raison de la généralisation croissante de la corruption.

Il n'est certainement pas surprenant que l'interventionnisme américain ait suscité de l'hostilité de la part des populations et des gouvernements locaux. Concernant la guerre du Vietnam, Kocher *et al.* (2011) et Dell et Querubin (2018) montrent que les bombardements aériens ont accru les activités militaires et politiques des insurgés, tout en affaiblissant la gouvernance et le contrôle local, ainsi que le soutien populaire aux États-Unis et au gouvernement sud-vietnamien (voir le chapitre 22 de ce livre électronique par Dell et Querubin). Cependant, le contraire d'une stratégie de « puissance de feu écrasante » (Dell et Querubin, 2018) peut également entraîner des effets non intentionnels et indésirables, comme l'indiquent Nunn et Qian (2014). Ils montrent que la fourniture d'aide alimentaire américaine n'a pas eu d'effet stabilisateur, mais a augmenté l'incidence et la durée des conflits civils dans les pays bénéficiaires¹¹. En même temps, les preuves indiquent également que d'autres choix politiques américains peuvent produire des résultats plus favorables. Par exemple, Berman *et al.* (2011) pour l'Irak et Dell et Querubin (2018) pour le Vietnam montrent que les stratégies visant à « gagner les cœurs et les esprits » peuvent très bien réduire les activités des insurgés.

Comme souligné précédemment, les interventions américaines ne sont pas seulement menées pour stabiliser les pays étrangers, mais aussi pour aider les États-Unis. Dans la « guerre mondiale contre le terrorisme », les États-Unis interviennent également à l'étranger pour réduire la génération d'activités terroristes (transnationales) supplémentaires contre les intérêts américains. Cela soulève la question de savoir si les politiques américaines ont été couronnées de succès à cet égard ou si elles ont également produit des conséquences non intentionnelles. Dans ce domaine, un petit nombre de travaux traitent en particulier du lien entre l'implication internationale des États-Unis – allant de l'aide militaire américaine à la présence de troupes américaines en passant par le soutien politique des États-Unis dans les organisations internationales – et le terrorisme anti-américain.

Neumayer and Plümper (2011) montrent que l'implication des États-Unis est corrélée à une augmentation du terrorisme anti-américain émanant des cibles de l'intervention. Ils soutiennent que l'attaque contre des Américains est plus attrayante pour les terroristes nationaux à mesure que le gouvernement de ces derniers dépend du soutien militaire des États-Unis. Une conclusion similaire est présentée dans l'étude de Krieger et Meierrieks (2015). De même, Gries *et al.* (2015) constatent que la répression locale interagit de manière défavorable avec l'aide militaire américaine pour contribuer à la production de terrorisme anti-américain dans le pays bénéficiaire de l'aide. Une fois encore, ces études soulignent l'interaction potentiellement défavorable entre les choix politiques américains

11. Sexton (2016) montre que la fourniture de l'aide américaine à la contre-insurrection entraîne une augmentation de la violence des insurgés lorsqu'elle est allouée à des districts contestés en Afghanistan.

et les institutions économiques et politiques locales. En revanche, Saiya *et al.* (2017) constatent que la promotion des droits des femmes renforce la sécurité nationale des États-Unis. De même, Meierrieks et Gries (2020) ne trouvent pas de preuves indiquant que le soutien politique des États-Unis à Israël génère du terrorisme contre les intérêts américains.

Bien que fournissant des informations intéressantes sur la corrélation entre l'interventionnisme américain et le terrorisme anti-américain, aucune de ces études ne fournit d'estimations causales. Cela diffère des conclusions présentées dans la section suivante.

L'AIDE MILITAIRE AMÉRICAINE ET LE TERRORISME ANTI-AMÉRICAIN

Entre 1968 et 2018, les États-Unis ont accordé environ 600 milliards de dollars américains (en tenant compte de l'inflation) d'aide militaire étrangère ; rien qu'en 2018, les États-Unis ont dépensé environ 12 milliards de dollars américains en aide militaire (USAID, 2019). L'Agence des États-Unis pour le développement international définit l'aide militaire comme une assistance qui subventionne ou renforce considérablement les capacités militaires du pays bénéficiaire (USAID, 2019). Par exemple, les États-Unis fournissent une aide financière pour faciliter la formation du personnel militaire ou l'achat d'armes et de fournitures militaires. En d'autres termes, la fourniture d'une aide militaire contribuera en fin de compte à la construction nationale en contribuant à la stabilité militaire et politique interne du pays bénéficiaire.

Dans le même temps, on s'attend également à ce que la fourniture d'une aide militaire serve les intérêts politiques, commerciaux et sécuritaires des États-Unis. Par exemple, les décideurs américains soulignent le fait que les pays bénéficiaires de l'aide sont moins susceptibles de produire du terrorisme anti-américain. Entre 1968 et 2018, le monde a connu plus de 3 600 attaques terroristes transnationales contre les intérêts américains, notamment les attentats du 11 septembre à New York et à Washington D.C. (Mickolus *et al.*, 2019). Ces attaques ont entraîné des coûts socio-économiques importants tels que la destruction de biens et de vies humaines, ainsi que des effets macroéconomiques néfastes (Meierrieks et Gries, 2013 ; Gaibulloev et Sandler, 2019). Par conséquent, pour les États-Unis, il existe une utilité claire associée à la fourniture d'une aide militaire si ce type d'aide permet de freiner l'extrémisme anti-américain. D'un point de vue théorique, renforcer la capacité de l'État dans les pays bénéficiaires de l'aide devrait rendre plus coûteux le fonctionnement des organisations terroristes, par exemple en augmentant la probabilité de sanctions gouvernementales (Schneider *et al.*, 2015). *Ceteris paribus*, des coûts plus élevés pour commettre des actes de terrorisme devraient réduire la production de terrorisme¹².

Pour un échantillon de 174 pays entre 1968 et 2018, nous étudions comment l'aide militaire des États-Unis (1) affecte le terrorisme anti-américain et (2) les conditions militaires et politico-économiques dans les pays bénéficiaires de l'aide (Dimant *et al.*, 2022).

12. Cet argument découle d'une perspective économique rationnelle sur le terrorisme, où les coûts et les bénéfices (opportunitaires) du terrorisme déterminent le choix de maximisation de l'utilité entre la violence (terrorisme) et la non-violence. Par exemple, les modèles économiques rationnels du terrorisme sont discutés dans les travaux de Caplan (2006) et Schneider *et al.* (2015).

En raison de préoccupations d'endogénéité, nous utilisons une stratégie d'instrumentation variable (IV) pour estimer les effets associés. Par exemple, l'aide militaire peut également réagir à l'activité terroriste (Bapat, 2011 ; Boutton et Carter, 2014 ; Bezerra et Braithwaite, 2016). Autrement dit, les États-Unis peuvent augmenter leur aide militaire à un pays après que ce pays (par exemple, l'Afghanistan et le Pakistan après les attentats du 11 septembre) soit devenu fortement associé à l'extrémisme anti-américain.

Pour notre stratégie IV, nous utilisons comme instrument la réception locale de l'aide militaire américaine par l'aide militaire américaine fournie à d'autres parties du monde, en exploitant les variations des niveaux mondiaux de l'aide militaire américaine¹³. Notre instrument est pertinent car les pays bénéficiaires tireront profit d'une augmentation de l'aide militaire américaine associée à des programmes dans d'autres parties du monde (ou subiront des pertes en cas de diminution correspondante de l'aide). Il est exogène car les pays bénéficiaires de l'aide n'ont aucun moyen d'influencer la distribution de l'aide militaire américaine associée à d'autres parties du monde. Au contraire, le niveau mondial de l'aide militaire dépend de considérations économiques, politiques et géostratégiques aux États-Unis (par exemple, Irwin, 2000 ; Newhouse, 2009). Par exemple, cela peut être influencé par des considérations budgétaires aux États-Unis et par le pouvoir politique relatif des décideurs politiques isolationnistes/interventionnistes.

Nous démontrons que des niveaux plus élevés d'aide militaire entraînent une augmentation du terrorisme anti-américain dans les pays bénéficiaires. Ce résultat survit à une batterie de vérifications de robustesse telles que l'utilisation de mesures alternatives de l'aide militaire et du terrorisme anti-américain, ainsi que l'utilisation d'instruments alternatifs et de placebos.

Ce résultat contredit évidemment les intentions des États-Unis. Pour mieux comprendre pourquoi l'aide militaire américaine rend les États-Unis moins sûrs, nous examinons empiriquement comment cette aide affecte la capacité de l'État (par exemple, en ce qui concerne la force militaire) ainsi que les conditions institutionnelles (par exemple, en ce qui concerne la corruption) dans les pays bénéficiaires. Nous ne trouvons aucune preuve que l'aide militaire américaine contribue à renforcer la capacité de l'État local. Contrairement aux intentions déclarées des États-Unis, il n'y a aucune preuve que l'aide militaire renforce réellement de manière substantielle la capacité militaire du pays bénéficiaire. De plus, nous montrons que plus d'aide militaire américaine conduit à plus de corruption et de politiques d'exclusion dans les pays bénéficiaires. Ces effets expliquent peut-être comment l'aide militaire américaine se traduit par un ressentiment anti-américain plus fort. L'aide militaire américaine permet aux politiciens et aux bureaucrates du pays bénéficiaire de servir de portiers et de créer des « gagnants » et des « perdants », les premiers bénéficiant de manière disproportionnée en partageant les rentes de l'aide¹⁴.

13. Notre approche IV suit, par exemple, Dube et Naidu (2015) et Auer et Meierrieks (2021).

14. Il convient de noter que cela suppose un certain degré de fongibilité de l'aide, c'est-à-dire la capacité du pays bénéficiaire à dépenser une aide ciblée sur des programmes non ciblés. Deger et Sen (1991) ainsi que Khilji et Zampelli (1994) démontrent que l'aide militaire est en effet aussi fongible que l'aide économique, ce qui implique que l'assistance militaire peut également être utilisée pour bénéficier au gouvernement local en dehors du domaine militaire.

En même temps, un ressentiment anti-américain se développe parmi les « perdants », c'est-à-dire les parties de la population qui n'ont pas accès aux avantages politiques et économiques découlant de l'aide. Pour ces groupes de population, l'aide militaire américaine restreint au contraire les moyens de participation économique et politique, ce qui encourage le terrorisme anti-américain¹⁵.

REMARQUES CONCLUSIVES

En discutant du rôle de l'interventionnisme militaire et de l'aide dans la construction nationale, nous avons souligné que (1) les stratégies d'intervention des acteurs étrangers comme les États-Unis interagissent souvent de manière défavorable avec les contextes institutionnels locaux, ce qui (2) produit des résultats indésirables non seulement pour le pays cible de l'intervention étrangère, mais également pour la puissance intervenante.

En accord avec ces principales conclusions, notre propre travail empirique (Dimant *et al.*, 2022) montre que l'aide militaire américaine n'a pas réussi à renforcer la capacité militaire des pays bénéficiaires de l'aide militaire, mais a plutôt contribué à l'exclusion et à la corruption. Ces effets défavorables sont, à leur tour, susceptibles de susciter un ressentiment anti-américain. Par exemple, dans le cas de l'Afghanistan, Weigand (2022) soutient que les populations ordinaires percevaient souvent les gouvernements locaux – qui recevaient le soutien des États-Unis – non pas comme agissant dans leur intérêt, mais plutôt comme étant extractifs et corrompus. Par conséquent, la population locale aurait pu considérer l'aide militaire américaine comme exacerbant et prolongeant ce problème, ce qui aurait pu donner naissance à un sentiment anti-américain. Notre analyse empirique pour un échantillon mondial indique que cet argument se généralise : plus d'aide militaire américaine conduit à plus, et non moins, de terrorisme anti-américain, tout en ne soutenant pas adéquatement les efforts locaux de construction nationale¹⁶.

Références

- Auer, Daniel et Daniel Meierrieks (2021), « Merchants of Death : Arms Imports and Terrorism », *European Economic Review*, 137, 103813.
- Bapat, Navin A. (2011), « Transnational Terrorism, US Military Aid, and the Incentive to Misrepresent », *Journal of Peace Research*, 48 (3), 303-318.
- Berman, Eli, Jacob N. Shapiro et Joseph H. Felter (2011), « Can Hearts and Minds be Bought ? The Economics of Counterinsurgency in Iraq », *Journal of Political Economy*, 119 (4), 766-819.
- Bezerra, Paul et Alex Braithwaite (2016), « Locating Foreign Aid Commitments in Response to Political Violence », *Public Choice*, 169 (3), 333-355.

15. Cet argument s'inscrit dans la littérature plus large sur le rôle des griefs dans la violence politique (par exemple, Fearon et Laitin, 2003 ; Collier et Hoeffler, 2004 ; Blattman et Miguel, 2010 ; Djankov *et al.*, 2010).

16. Il est cependant important de noter que l'aide militaire américaine peut très bien atteindre d'autres objectifs que la réduction du terrorisme anti-américain. Par exemple, dans un document complémentaire (Dimant *et al.*, 2021), nous montrons que l'aide militaire américaine entraîne une réduction des flux de réfugiés vers les États-Unis, car les pays bénéficiaires empêchent sélectivement la migration des réfugiés en échange de l'aide militaire.

- Biden, Joseph R. (2021), Interview with George Stephanopoulos, ABC News, August 19, 2021 (<https://www.goodmorningamerica.com/news/story/full-transcript-abc-news-george-stephanopoulos-interview-president-79535643>, consulté en dernier juin 27, 2022).
- Blattman, Christopher et Edward Miguel (2010), « Civil War », *Journal of Economic Literature*, 48 (1), 3-57.
- Boutton, Andrew et David B. Carter (2014), « Fair-weather Allies ? Terrorism and the Allocation of US Foreign Aid », *Journal of Conflict Resolution*, 58 (7), 1144-1173.
- Caplan, Bryan (2006), « Terrorism : The Relevance of the Rational Choice Model », *Public Choice*, 128 (1), 91-107.
- Choi, Seung-Whan (2011), « Re-evaluating Capitalist and Democratic Peace Models », *International Studies Quarterly*, 55 (3), 759-769.
- Collier, Paul et Anke Hoeffler (2002), « Aid, Policy and Peace : Reducing the Risks of Civil Conflict », *Defence and Peace Economics*, 13 (6), 435-450.
- Collier, Paul et Anke Hoeffler (2004), « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers*, 56 (4), 563-595.
- Crawford, Neta C. (2021), *The US Budgetary Costs of the Post-9/11 Wars*, Watson Institute for International et Public Affairs, Brown University.
- Crost, Benjamin, Joseph Felter et Patrick Johnston (2014), « Aid under Fire : Development Projects and Civil Conflict », *American Economic Review*, 104 (6), 1833-56.
- De Ree, Joppe et Eleonora Nillesen (2009), « Aiding Violence or Peace ? The Impact of Foreign Aid on the Risk of Civil Conflict in Sub-Saharan Africa », *Journal of Development Economics*, 88 (2), 301-313.
- Deger, Saadet et Somnath Sen (1991), « Military Expenditure, Aid, and Economic Development », *World Bank Economic Review*, 5 (suppl. 1), 159-186.
- Dell, Melissa et Pablo Querubin (2018), « Nation Building through Foreign Intervention : Evidence from Discontinuities in Military Strategies », *Quarterly Journal of Economics*, 133 (2) : 701-764.
- Dimant, Eugen, Tim Krieger, Daniel Meierrieks et Laura Renner (2021), *A « Good Deal » ? U.S. Military Aid and Refugee Flows to the United States*, manuscrit non publié.
- Dimant, Eugen, Tim Krieger et Daniel Meierrieks (2022), « Paying Them to Hate US : The Effect of U.S. Military Aid on Anti-American Terrorism, 1968-2018 », Working Paper, SSRN (<https://ssrn.com/abstract=3639277>).
- Djankov, Simeon, Jose G. Montalvo et Marta Reynal-Querol (2008), « The Curse of Aid », *Journal of Economic Growth*, 13 (3), 169-194.
- Dobbins, James, Seth G. Jones, Keith Crane et Beth C. DeGrasse (2007), *The Beginner's Guide to Nation-building*, Santa Monica : Rand Corporation.
- Dobbins, James, Michele A. Poole, Austin Long et Benjamin Runkle (2008), *After the War : Nation-Building from FDR to George W. Bush*. Santa Monica : Rand Corporation.
- Dube, Oeindrila et Suresh Naidu (2015), « Bases, Bullets, and Ballots : The Effect of US Military Aid on Political Conflict in Colombia », *Journal of Politics*, 77 (1), 249-267.
- Fearon, James D. et David D. Laitin (2003), « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review*, 97 (1), 75-90.
- Fleck, Robert K. et Christopher Kilby (2010), « Changing Aid Regimes ? U.S. Foreign Aid from the Cold War to the War on Terror », *Journal of Development Economics*, 91 (2), 185-197.

- Fukuyama, Francis (1989), « The End of History ? », *The National Interest*, 16, 3-18.
- Gaibullov, Khusran et Todd Sandler (2019), « What we Have Learned about Terrorism since 9/11 », *Journal of Economic Literature*, 57 (2), 275-32
- Gries, Thomas, Daniel Meierrieks et Margarete Redlin (2015), « Oppressive Governments, Dependence on the USA, and Anti-American Terrorism », *Oxford Economic Papers*, 67 (1), 83-103.
- Grossman, Herschel I. (1992), « Foreign Aid and Insurrection », *Defence and Peace Economics*, 3 (4), 275-288.
- Irwin, Lewis G. (2000), « Dancing the Foreign Aid Appropriations Dance : Recurring Themes in the Modern Congresses », *Public Budgeting & Finance*, 20 (2), 30-48.
- Khilji, Nasir M. et Ernest M. Zampelli (1994), « The Fungibility of US Military and Non-military Assistance and the Impacts on Expenditures of Major Aid Recipients », *Journal of Development Economics*, 43 (2), 345-362.
- King, Anthony (2022), « Why Did the Taliban Win ? », *Armed Forces & Society* (<https://doi.org/10.1177/0095327X221096702>).
- Kocher, Matthew A., Thomas B. Pepinsky et Stathis N. Kalyvas (2011), « Aerial Bombing and Counterinsurgency in the Vietnam War », *American Journal of Political Science*, 55 (2), 201-218.
- Krieger, Tim et Daniel Meierrieks (2015), « The Rise of Capitalism and the Roots of Anti-American Terrorism », *Journal of Peace Research*, 52 (1), 46-61.
- Lake, Anthony (1993), « From Containment to Enlargement », *US Department of State Dispatch*, 4 (39), 658-664
- Linantud, John L. (2008), « Pressure and Protection : Cold War Geopolitics and Nation-building in South Korea, South Vietnam, Philippines, and Thailand », *Geopolitics*, 13 (4), 635-656.
- Meierrieks, Daniel et Thomas Gries (2013), « Causality between Terrorism and Economic Growth », *Journal of Peace Research*, 50 (1), 91-104.
- Meierrieks, Daniel et Thomas Gries (2020), « “Pay for it heavily” : Does US Support for Israel Lead to Anti-American Terrorism ? », *Defence and Peace Economics*, 31 (2), 160-176.
- Mickolus, Edward F., Todd Sandler, Jean M. Murdock et Peter Flemming (2019), *International Terrorism : Attributes of Terrorist Events (Iterate), 1968-2018*. <https://vinyardsoftware.com/>, consulté le 6 sept. 2022.
- Miller, Paul D. (2011), « The Case For Nation-Building : Why and How to Fix Failed States », *Prism*, 3 (1), 63-74.
- Miller, Paul D. (2013), *Armed State Building : Confronting State Failure, 1898-2012*, Ithaca : Cornell University Press.
- Neumayer, Eric et Thomas Plümper (2011), « Foreign Terror on Americans », *Journal of Peace Research*, 48 (1), 3-17.
- Mylonas, Harris (2013), *The Politics of Nation-Building : Making Co-Nationals, Refugees, and Minorities*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Newhouse, John (2009), « Diplomacy, Inc. : The Influence of Lobbies on US Foreign Policy », *Foreign Affairs*, 88 (3), 73-92.
- Nunn, Nathan et Nancy Qian (2014), « US Food Aid and Civil Conflict », *American Economic Review*, 104 (6) : 1630-66.
- Ottaway, Marina (2002), « Nation Building », *Foreign Policy*, 132 : 16-24.

- Rohner, Dominic (à paraître), « Mediation, Military, and Money : The Promises and Pitfalls of Outside Interventions to End Armed Conflicts », *Journal of Economic Literature*.
- Sambanis, Nicholas, Stergios Skaperdas et William C. Wohlforth (2015), « Nationbuilding through War », *American Political Science Review*, 109 (2) : 279-296.
- Saiya, Nilay, Tasneem Zaihra et Joshua Fidler (2017), « Testing the Hillary Doctrine : Womens Rights and Anti-American Terrorism », *Political Research Quarterly*, 70 (2), 421-432.
- Schmidt, Elizabeth (2013), *Foreign Intervention in Africa : From the Cold War to the War on Terror*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Schmitz, David F. (2006), *The United States and Right-wing Dictatorships, 1965-1989*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Schneider, Friedrich, Tilman Brck et Daniel Meierrieks (2015), « The Economics of Counterterrorism : A Survey », *Journal of Economic Surveys*, 29 (1), 131-157.
- Sexton, Renard (2016), « Aid as a Tool Against Insurgency : Evidence from Contested and Controlled Territory in Afghanistan », *American Political Science Review*, 110 (4), 731-749.
- Strange, Austin M., Axel Dreher, Andreas Fuchs, Bradley Parks et Michael Tierney (2017), « Tracking Underreported Financial Flows : China's Development Finance and the Aidconflict Nexus Revisited », *Journal of Conflict Resolution*, 61 (5), 935-963.
- USAID (2019), « U.S. Overseas Loans and Grants : Obligations and Loan Authorizations, 1^{er} juill. 1945-30 sept. 2019 » (<https://explorer.usaid.gov/reports.html>), consulté le 6 sept. 2022.
- Von Hippel, Karin (2000), *Democracy by Force : US Military Intervention in the Post-Cold War World*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Weigand, Florian (2022), « Why Did the Taliban Win (Again) in Afghanistan ? », *LSE Public Policy Review*, 2 (3), p. 5 : 1-10.
- Wunische, Adam (2022). , « A Warning To Statebuilders », *Political Violence A Glance*, 28 janv. 2022 (<https://politicalviolenceataglance.org/2022/01/28/a-warning-to-statebuilders/>), consulté le 6 sept. 2022.

CHAPITRE 22



La construction nationale grâce à l'intervention militaire étrangère ? Le cas de la guerre du Vietnam

Melissa DELL, *Harvard University*

Pablo QUERUBIN, *New York University*

Au cours de la période d'après-guerre, les interventions dans des sociétés faiblement institutionnalisées ont été au cœur de la politique étrangère des États-Unis. Ces interventions sont passées de stratégies allant de l'utilisation d'une puissance de feu écrasante à des initiatives de bas en haut visant à gagner les « cœurs et les esprits » par le biais de l'aide au développement et de l'engagement civique. Les débats sur la pertinence et la manière de mener de telles interventions restent au cœur du discours public américain, notamment dans le contexte des discussions sur l'échec de la construction de l'État en Afghanistan après le retrait des États-Unis de ce pays en août 2021.

Un objectif central des interventions américaines était de créer un monopole étatique sur la violence, qui perdurerait après le retrait des États-Unis. Pour atteindre cet objectif, il faut à la fois un État capable et la coopération des citoyens. Comme l'écrit l'érudite militaire David Galula (1964), « il est relativement facile de disperser les forces insurgées par une action purement militaire, mais il est impossible d'empêcher leur retour... à moins que la population ne coopère ». Les approches descendantes de l'intervention étrangère mettent l'accent sur l'augmentation des coûts de l'opposition à l'État comme moyen d'obtenir la coopération des citoyens, tandis que les approches ascendantes visent à accroître les avantages du soutien à l'État en fournissant des biens publics, une aide économique et des opportunités politiques.

APPROCHE DESCENDANTE VERSUS APPROCHE ASCENDANTE

L'approche descendante de la puissance de feu écrasante a été notamment défendue par le général William DePuy pendant la guerre du Vietnam, qui soutenait que « la solution au Vietnam est plus de bombes, plus de munitions, plus de napalm » (Sheehan 1988). Un adage plus grossier de l'époque affirmait qu'il fallait « attraper les gens par les parties génitales et leurs cœurs et esprits suivront » (Kodosky 2007). Cette vision a également été présentée comme un moyen efficace de promouvoir un monopole sur la violence par des chercheurs sociaux éminents. Huntington (1968) avançait que les frappes aériennes pouvaient être utilisées pour établir un contrôle social, et que la modernisation suivrait naturellement. L'économiste et conseiller à la sécurité nationale Walt Rostow soutenait que pour contrer une insurrection communiste, il fallait « une projection impitoyable envers les paysans, montrant que le gouvernement central a l'intention d'être la vague de l'avenir » (Milne 2008).

D'autres chercheurs sociaux ont souligné les risques inhérents à la tentative d'obtenir la coopération des citoyens en utilisant la force. James Scott (1985, 2009) met en garde contre le fait qu'une telle approche est susceptible de se retourner contre l'État, car les citoyens disposent de divers moyens de saper un État qu'ils ne soutiennent pas réellement, même sans aller jusqu'à rejoindre une rébellion armée. Lorsque les États tentent d'imposer un ordre simplifié d'en haut, leur incapacité à comprendre les réalités locales et leur propension à les perturber peuvent conduire à l'échec de la campagne (Scott 1998). Ces préoccupations suggèrent la valeur d'une approche alternative axée sur la construction d'un soutien de bas en haut, comme celle adoptée par la doctrine de contre-insurrection du Corps des *Marines* des États-Unis : « un programme positif d'assistance civile doit être mené pour éliminer la cause originelle du mouvement de résistance » (USMC 1962).

Arbitrer entre ces points de vue concurrents sur les stratégies d'intervention présente clairement des difficultés inférentielles. Parmi ces défis, le premier est le fait que les chercheurs ne peuvent généralement pas connaître le processus exact par lequel les décideurs militaires sélectionnent leurs cibles pour les stratégies descendantes et ascendantes. D'un côté, nous pourrions supposer que les planificateurs militaires sont plus susceptibles d'utiliser une puissance de feu écrasante dans les zones où la population est plus encline à résister à l'intervention. Une analyse naïve dans de telles conditions révélerait une relation positive entre les bombardements et la résistance, par exemple, mais il serait erroné de conclure que les bombardements ont causé la réaction violente. D'autre part, nous pourrions nous attendre à ce que les planificateurs militaires dirigent leur puissance de feu écrasante précisément dans les zones où ils estiment qu'elle est moins susceptible de susciter une résistance civile. Dans ce cas, une relation négative observée entre les bombardements et la résistance serait également trompeuse, mais dans la direction opposée.

Les essais randomisés contrôlés, c'est-à-dire l'attribution aléatoire d'un traitement expérimental d'une manière indépendante de ces types de facteurs confondants, sont clairement irréalisables et éthiquement inacceptables lorsque le « traitement » d'intérêt est une campagne de bombardement ou une autre forme de déploiement de force

militaire. Dans ce contexte, le meilleur espoir pour un chercheur est d'examiner les stratégies militaires qui ont été déployées dans certains endroits mais pas dans d'autres, pour des raisons indépendantes de toute caractéristique des lieux qui jouerait également un rôle dans la formation des résultats de l'intervention que nous souhaitons étudier. Toutes les différences observées entre les endroits à la suite du déploiement de différentes stratégies militaires pourraient alors être attribuées aux actions militaires elles-mêmes, et non à d'autres distinctions sous-jacentes.

LE BOMBARDEMENT DES CENTRES DE POPULATION CIVILE AU VIETNAM

Les bombardements aériens ont été au cœur de la campagne militaire américaine au Vietnam : l'armée de l'air a reçu plus de la moitié des crédits de guerre alloués au Vietnam, et deux fois plus de tonnes d'explosifs ont été larguées pendant cette guerre que pendant la Seconde Guerre mondiale (Thayer 1975). Notre étude exploite un composant algorithmique récemment découvert de la stratégie de bombardement américaine au Vietnam, qui présente des discontinuités utiles pour identifier les effets causaux (Dell et Querubin 2018).

Dans le choix de ses cibles de bombardement, l'armée de l'air américaine s'appuyait sur une évaluation quantitative de la sécurité des centres de population vietnamiens. Une évaluation de 169 questions portant sur les caractéristiques de sécurité, politiques et économiques de chaque hameau (une unité géographique plus petite qu'un village) était effectuée périodiquement, et alimentée dans un algorithme bayésien pour produire une seule note de sécurité pour chaque hameau. La sortie était une échelle continue de 1 à 5 (où 1 signifiait « très insécurisé » et 5 signifiait « très sécurisé »), mais elle était arrondie au nombre entier le plus proche. En raison de contraintes de calcul, les notes continues n'étaient pas sauvegardées ou imprimées depuis l'ordinateur central, et les planificateurs de l'armée de l'air ne voyaient que les notes arrondies.

Notre étude identifie les impacts causaux des bombardements en comparant les endroits situés juste en dessous et juste au-dessus des seuils d'arrondi. Pour ce faire, nous avons récupéré à la fois les réponses aux questions et l'algorithme utilisé pour calculer les scores de sécurité, nous avons recalculé les scores continus (qui n'ont pas été conservés), et confirmé que ces scores continus arrondis aux mêmes valeurs discrètes utilisées par les planificateurs de l'armée de l'air (qui ont été conservées). Les hameaux ayant des scores continus de 4,499 et 4,501, par exemple, sont extrêmement similaires à tous égards avant les bombardements, mais ceux juste en dessous du seuil d'arrondi de 4,5 étaient beaucoup plus susceptibles d'être bombardés que ceux au-dessus. La comparaison des résultats entre ces groupes de hameaux fournit une approximation proche de l'idéal expérimental, en maintenant les conditions de fond égales qui pourraient également affecter les résultats de l'intervention.

Les estimations révèlent que les bombardements des centres de population du Sud du Vietnam ont eu des effets contre-productifs. Une intensification des bombardements a entraîné une augmentation de la participation aux activités militaires et politiques du Viet Cong (VC), ainsi qu'une augmentation du nombre d'attaques du VC contre les troupes et les civils. Une augmentation des bombardements a enclenché un cycle vicieux, car la

détérioration initiale de la sécurité a ensuite influencé le score de sécurité du trimestre suivant, augmentant ainsi la probabilité de futurs bombardements et entraînant des augmentations durables de l'activité du VC. De plus, les bombardements ont réduit la collecte des impôts par les gouvernements locaux, diminué l'accès à l'éducation primaire et réduit la participation aux organisations civiques, sapant les objectifs déclarés de l'intervention américaine visant à construire un État fort et une société civile engagée qui constituerait un rempart contre le communisme après le retrait des États-Unis. Dans la mesure où les bombardements ont eu des effets de débordement sur les zones géographiques environnantes, les impacts tendent à aller dans la même direction que les effets sur les lieux qui ont été bombardés.

Les entretiens avec les prisonniers et les déserteurs du VC indiquent que les griefs des citoyens à l'égard du gouvernement ont été un facteur prépondérant expliquant la réaction négative à la campagne de bombardements américains (Denton 1968). Ces griefs étaient particulièrement aigus parmi ceux qui avaient un membre de leur famille civile tué lors d'attaques américaines ou sud-vietnamiennes, ce qui fournissait une forte motivation pour rejoindre le VC dans la résistance. Les victimes civiles et les dommages matériels semblent être particulièrement préjudiciables aux efforts visant à établir la confiance entre le gouvernement et les citoyens, qui constitue la base d'un contrat social efficace.

COMPARAISON DES STRATÉGIES DE L'ARMÉE ET DES *MARINES*

Tandis que les analyses mentionnées ci-dessus examinent l'impact de l'intensité variable d'une « suprématie écrasante », une partie distincte de notre étude éclaire également la manière dont cette approche descendante se compare à une stratégie ascendante qualitativement différente. L'étude exploite une autre expérience naturelle : la division du territoire sud-vietnamien en zones commandées par deux branches de l'armée américaine avec des doctrines de contre-insurrection divergentes. De 1965 à 1970, le Corps des *Marines* américains (USMC) commandait la Région militaire I, la région militaire la plus septentrionale du Sud-Vietnam, tandis que l'armée américaine commandait la région militaire II adjacente.

Les *Marines* mettaient l'accent sur la conquête des cœurs et des esprits de la population, en mettant en place des programmes de développement et en renforçant la sécurité en intégrant les soldats au sein des communautés locales (USMC 2009). Leur approche était motivée par l'idée que « dans les petites guerres, l'objectif est d'obtenir des résultats décisifs avec le moins d'utilisation de force possible... l'objectif final est le développement social, économique et politique du peuple » (USMC 1940). En revanche, l'armée s'appuyait sur une suprématie écrasante déployée lors de raids de recherche et de destruction (Krepinevich 1986, Long 2016). Les preuves indiquent que cette différence de stratégies de contre-insurrection est une distinction centrale entre l'armée et les *Marines*.

Les limites des régions militaires suivaient les limites préexistantes des provinces et les hameaux de part et d'autre de la frontière entre les régions contrôlées par l'armée et les *Marines* étaient similaires selon toutes les mesures observables avant 1965. Cette similitude nous permet d'attribuer toute différence post-invasion à travers la frontière

à des différences de stratégies de contre-insurrection entre les deux branches militaires américaines.

L'analyse révèle un schéma cohérent avec les effets de la campagne de bombardements discutée précédemment : les hameaux situés du côté des *Marines* de la frontière étaient moins susceptibles de présenter une présence du VC que ceux situés du côté de l'armée. Les données sur l'opinion publique confirment en outre que les citoyens de la région des *Marines* ont rapporté moins de sentiments anti-américains et des attitudes plus positives envers tous les niveaux du gouvernement sud-vietnamien que les citoyens de la région de l'armée.

Dans l'ensemble, les preuves tirées des discontinuités algorithmiques dans l'intensité des bombardements, ainsi que des discontinuités géographiques dans les stratégies de contre-insurrection, apportent un soutien empirique aux mérites de l'approche ascendante axée sur les cœurs et les esprits, par rapport à l'approche descendante basée sur une suprématie écrasante. Cependant, elles ne peuvent pas répondre de manière similaire à la question plus large de savoir si une approche ascendante est plus efficace pour atteindre les objectifs des États-Unis que de s'abstenir d'intervenir – une question pour laquelle les preuves empiriques restent rares.

DONNÉES PROVENANT D'AUTRES CAMPAGNES DE BOMBARDEMENT

Alors que la guerre du Vietnam et son historique de données quantitatives pour la prise de décision militaire offrent un cadre particulièrement riche pour une investigation empirique, des recherches récentes ont également permis de comprendre les impacts des stratégies d'intervention militaire dans divers contextes historiques.

Dans une analyse de la deuxième plus grande campagne de bombardement de l'histoire – l'offensive de bombardement des Alliés contre l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale – Adena *et al.* (2021) constatent que la campagne de bombardement a été efficace pour affaiblir à la fois la motivation au combat des soldats allemands et le soutien populaire au régime nazi. Cependant, il existe de nombreuses différences entre les conflits entre grandes puissances et les guerres asymétriques de guérilla, ce qui rend difficile de déterminer pourquoi des stratégies similaires peuvent conduire à des résultats très différents.

En étudiant la campagne militaire plus récente des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme », Mahmood et Jetter (2022) constatent que les frappes de drones au Pakistan augmentent le soutien aux groupes terroristes au sein de la population pakistanaise. Cette réaction se manifeste de différentes manières, allant de la couverture médiatique négative aux protestations publiques en passant par une augmentation des attentats terroristes ; les auteurs estiment que 16 % de tous les attentats terroristes au Pakistan entre 2006 et 2016 sont imputables à la réaction contre les frappes de drones américaines. Malgré les améliorations technologiques de ces dernières décennies visant à permettre des campagnes de bombardement plus ciblées avec moins de dommages collatéraux, il semble que les frappes aériennes modernes peuvent être aussi contre-productives qu'à l'époque du Vietnam.

En examinant les objectifs à plus long terme de la campagne militaire, Riano et Valencia-Caicedo (2022) constatent des preuves d'un impact néfaste à long terme de la « guerre secrète » menée par les États-Unis au Laos de 1964 à 1973 sur le développement économique contemporain. Cette constatation contraste avec une analyse similaire menée au Vietnam, où les zones les plus fortement bombardées ont connu une croissance plus faible pendant deux décennies après le conflit, mais une croissance plus rapide par la suite (Miguel et Roland 2011). Les auteurs attribuent cette différence à la présence beaucoup plus importante de munitions non explosées restantes au Laos après le conflit par rapport au Vietnam, soulignant ainsi l'importance des différences non seulement dans les stratégies militaires de haut niveau, mais également dans les technologies spécifiques du conflit et les efforts de reconstruction post-conflit.

L'EFFICACITÉ MITIGÉE DES CAMPAGNES VISANT À GAGNER LES CŒURS ET LES ESPRITS

Comme lors de la guerre du Vietnam, les interventions militaires américaines dans l'ère post-11 septembre ont utilisé une combinaison d'approches descendantes et ascendantes dans leurs efforts pour renforcer la sécurité et la stabilité de leurs gouvernements alliés face aux insurgés nationaux. Les approches ascendantes dans ces contextes contemporains montrent également un bilan plus solide, bien que loin d'être parfait.

En examinant les efforts de reconstruction menés par les États-Unis en Irak de 2004 à 2008, Berman *et al.* (2011) constatent que l'augmentation des dépenses de reconstruction a entraîné une diminution de la violence des insurgés contre les forces de la coalition et du gouvernement. Les auteurs soulignent la volonté des citoyens de soutenir le gouvernement par le partage d'informations comme un mécanisme clé expliquant l'efficacité de ces dépenses pour les objectifs de contre-insurrection américaine. Dans le contexte de l'insurrection talibane en 2011, Lyall *et al.* (2013) montrent que les efforts de limitation des dommages par les forces dirigées par les États-Unis en Afghanistan, sous la forme de paiements de condoléances aux victimes de la violence ou à leurs familles, ont amélioré le soutien relatif des citoyens envers les forces dirigées par les États-Unis par rapport aux talibans. (L'effet global d'être victime, même avec un paiement de condoléances, était toujours une réduction du soutien à la coalition dirigée par les États-Unis en termes absolus.)

Cependant, l'efficacité de ces approches ascendantes s'avère très conditionnée par les circonstances particulières dans lesquelles elles sont appliquées. Sexton (2016) constate que l'aide américaine en matière de contre-insurrection en Afghanistan a eu l'effet escompté de réduire la violence des insurgés uniquement dans les zones déjà fermement contrôlées par les forces gouvernementales ; la même aide fournie dans les zones contestées a en réalité accru la violence des insurgés. L'auteur suggère que cette constatation s'explique par le fait que les rebelles sont incités à utiliser la violence pour saper la mise en œuvre des projets d'aide précisément au moment où ces projets seraient politiquement bénéfiques au gouvernement pour projeter une image de stabilité et conquérir les cœurs et les esprits de la population. Un schéma similaire a été observé aux Philippines (Crost *et al.*, 2014), où l'aide au développement fournie par la Banque mondiale a également entraîné une augmentation de la violence des insurgés visant à saboter la mise en œuvre des projets.

LEÇONS APPRISSES ?

Ce résultat issu des données provenant de l'Afghanistan et de l'Irak à la suite des attentats du 11 septembre suggère que les leçons tirées des échecs précédents au Vietnam n'ont pas été pleinement intériorisées par les États-Unis. Avec le retrait des États-Unis d'Afghanistan en août 2021, entraînant l'effondrement immédiat du gouvernement soutenu par les États-Unis et la prise de contrôle par les insurgés talibans, la question demeure ouverte quant à savoir si, ou quand, les États-Unis retomberont dans le même schéma.

Les recherches discutées ici fournissent des preuves des conséquences de différentes formes et intensités d'interventions militaires visant à affaiblir les insurgés et à renforcer les gouvernements soutenus par des puissances étrangères. Le contrefactuel plus large – s'il est préférable d'intervenir tout simplement, ou de s'abstenir de le faire de quelque manière que ce soit – est bien plus difficile à évaluer. À tout le moins, des preuves scientifiques et sociales peuvent fournir aux décideurs politiques une compréhension plus réaliste et fondée empiriquement des options politiques réelles auxquelles ils sont confrontés, ainsi que de la manière dont ces options peuvent faire avancer ou compromettre les objectifs qu'ils espèrent atteindre.

Références

- Adena, M., R. Enikolopov, M. Petrova et Hans-Joachim Voth (2021), « Bombs, Broadcasts and Resistance : Allied Intervention and Domestic Opposition to the Nazi Regime during World War II », manuscrit non publié.
- Berman, E., Shapiro, J. N. et Felner, J. H. (2011), « Can Hearts and Minds Be Bought ? The Economics of Counterinsurgency in Iraq », *Journal of Political Economy*, 119 (4), 766-819.
- Crost, B., J. Felner et P. Johnston (2014), « Aid under Fire : Development Projects and Civil Conflict. », *American Economic Review*, 104 (6) : 1833-56.
- Dell M. et P. Querubin (2018), « Nation Building Through Foreign Intervention : Evidence from Discontinuities in Military Strategies », *Quarterly Journal of Economics*, 133 (2), pp. 701-764.
- Denton, F. (1968), « Volunteers for the Viet Cong », Tech. rep., RAND.
- Galula, D. (1964), *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, United Kingdom : Praeger.
- Huntington, S. P. (1968), « The Bases of Accommodation », *Foreign Affairs*, 46, 642-656.
- Kodosky, R. J. (2007), *Psychological Operations American Style : The Joint United States Public Affairs Office, Reference, Information and Interdisciplinary Subjects Series*, Lexington Books.
- Krepinevich, A. F. (1986), *The Army and Vietnam*, JHU Press.
- Long, A. (2016), *The Soul of Armies : Counterinsurgency Doctrine and Military Culture in the US and UK*, Cornell University Press.
- Lyall, J., Blair, G. et Imai, K. (2013), « Explaining Support for Combatants during Wartime : A Survey Experiment in Afghanistan », *American Political Science Review*, 107 (4), 679-705.
- Mahmood, R. et M. Jetter (2022), « Gone with the Wind : The Consequences of US Drone Strikes in Pakistan », *The Economic Journal*.
- Miguel, E. et G. Roland (2011), « The Long-Run Impact of Bombing Vietnam », *Journal of Development Economics*, 96, 1-15.
- Milne, D. (2008), *America's Rasputin : Walt Rostow and the Vietnam War*, Macmillan.

- Riano J.F. et F. Valencia-Caicedo (2022), « Collateral Damage : The Legacy of the Secret War in Laos », manuscrit non publié.
- Scott, J. C. (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press.
- Scott, J. C. (1998), *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, Yale University Press.
- Scott, J. C. (2009), *The Art of Not Being Governed : An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale University Press.
- Sexton, R. (2016), « Aid as a Tool against Insurgency : Evidence from Contested and Controlled Territory in Afghanistan », *American Political Science Review*, 110 (4), pp. 731-749.
- Sheehan, N. (1988), *A Bright Shining Lie : John Paul Vann and America in Vietnam*, Vintage.
- Thayer, T. C. (1975), *A Systems Analysis View of the Vietnam War : 1965-1972*, 12 Volumes, Defense Technical Information Center.
- USMC (1940), *Marine Corps Manual*.
- USMC (1962), *Operations against Guerrilla Forces, FMFM-21*.
- USMC (2009), *Vietnam War : U.S. Marine Corps Official History Volumes*, United States Marine Corps' History and Museums Division.

CHAPITRE 23



La formation de l'identité sous l'occupation et les menaces externes : les cas de l'Alsace-Lorraine et de l'annexion de la Crimée

Kai GEHRING, *Université de Zurich*

INTRODUCTION

D'après Anderson, les États-nations modernes sont des « communautés imaginées » (Anderson, 2006). Ils sont composés d'unités de niveau inférieur hétérogènes qui diffèrent en termes de langue, de religion ou d'histoire, et sont liés par un sentiment d'identité commune. Bien sûr, il existe des intérêts communs et des institutions qui formalisent et organisent l'action collective, mais les identités de groupe façonnent notre niveau de confiance et notre volonté de coopérer avec les membres d'autres groupes, même au sein d'unités politiques établies.

Un nombre important d'événements politiques nous rappelle l'importance des identités de groupe. Le soutien de la population russe à l'invasion de l'Ukraine en 2022, ainsi que la résistance farouche des Ukrainiens, ne peuvent pas être compris uniquement comme une optimisation individuelle isolée. Le Brexit a mis en évidence à quel point la plupart des économistes avaient tort de surestimer l'importance d'un calcul économique par rapport à des questions d'identité de groupe et de culture. Le succès des mouvements séparatistes en Catalogne et en Écosse démontre que des identités de groupe fortes à un niveau inférieur existent toujours et peuvent être utilisées par des entrepreneurs et des partis politiques.

L'identité de groupe est une arme à double tranchant. L'identité peut être présentée sous l'appellation de « nationalisme » et avoir le pouvoir d'unir les gens derrière des politiques agressives de dirigeants tels que Hitler, Staline ou Poutine. Cependant, un

sentiment d'identité commune permet également l'émergence et la résistance face à de telles forces malveillantes. En se déplaçant vers un terrain plus familier pour la plupart des économistes, une identité commune est également une condition préalable à l'établissement de l'assurance sociale et à l'État providence moderne. Pour canaliser l'argent des contribuables afin d'amortir les chocs subis par les autres membres de la société, il doit y avoir suffisamment de compassion pour s'identifier au destin de ceux moins chanceux. De plus, percevoir les autres comme faisant partie intégrante de son propre groupe accroît la confiance qu'ils n'abuseront pas de leurs privilèges. Les discussions sur la Grèce pendant la crise de la dette européenne (« Grecs imprudents », « irresponsables », ...) et les difficultés à mettre en œuvre tout système d'assurance communautaire européen ont mis en évidence que l'identité européenne n'est pas (encore) assez forte pour franchir cette étape.

Ce chapitre résume certaines des connaissances issues des recherches récentes sur l'origine des identités de groupe, les facteurs qui façonnent ces identités et les schémas de vote associés. Je me concentre sur le rôle des identités de groupe associées à des entités politiques et territoriales telles que les villes, les régions, les États membres ou l'Union européenne. Nous appartenons tous à plusieurs de ces groupes qui façonnent notre vie sociale et politique. Le degré auquel nous nous identifions à ces groupes influence nos préférences politiques et économiques et façonne nos institutions et nos actions collectives. Les individus ont des préférences non seulement en matière de politiques, mais aussi en ce qui concerne les institutions et la répartition du pouvoir. En plus de la répartition du pouvoir entre différents acteurs au même niveau, la répartition verticale du pouvoir entre différents niveaux de gouvernement est essentielle. Les préférences concernant le degré de délégation du pouvoir à chaque niveau sont fortement corrélées à la force de l'identité de groupe à ce niveau respectif. Par conséquent, la question cruciale se pose de savoir quels aspects et quels facteurs façonnent la force des identités communes ? Pour illustrer cela de manière systématique, je commence par esquisser une manière simple mais transparente de penser à l'identité conceptuellement, de la distinguer des concepts établis tels que la culture, et de l'appliquer empiriquement.

COMMENT CONCEPTUALISER L'IDENTITÉ ?

En économie, le concept d'identité de groupe a d'abord été exploré dans le cadre d'expériences en laboratoire comportemental (voir revue dans Kranton, 2016). Un nombre croissant d'études étudient les origines et l'impact de l'identité dans des contextes réels. Une définition cohérente est nécessaire pour réfléchir de manière systématique à la façon dont l'identité est façonnée et influence les choix individuels et collectifs. Les préférences ne sont pas seulement façonnées par la situation et les caractéristiques individuelles des personnes, mais aussi par leur appartenance à un groupe. Les individus ont également une préférence pour le rôle de « leur » groupe dans l'entité politique plus large à laquelle ils appartiennent. La force des identités de groupe respectives détermine dans quelle mesure les préférences sont façonnées par de telles considérations spécifiques au groupe. Si quelqu'un s'identifie fortement à sa région mais peu à l'État-nation, cela favorise le transfert du pouvoir de décision du niveau national au niveau régional inférieur ou la scission de la région de l'État supérieur.

Le concept de l'hétérogénéité des préférences est discuté dans la littérature se penchant sur la taille des nations (par exemple, Alesina et Spolaore, 1997). Cette littérature considère l'hétérogénéité des préférences comme un facteur exogène et fixe. Cependant, Desmet *et al.* (2017) montrent que la variation des valeurs et des préférences est en réalité plus importante à l'intérieur de la plupart des entités politiques qu'entre elles. Par conséquent, le fait que des identités et des préférences de groupe fortes (par exemple, régionales ou ethniques) existent malgré tout signifie que c'est la perception des différences qui importe. On peut considérer l'identité comme reflétant l'hétérogénéité perçue ou la distance d'un individu par rapport aux autres membres d'un groupe. L'identité commune d'un individu en tant que membre d'un groupe (par exemple, une région, une nation ou l'UE) dépend alors de la distance perçue par rapport au membre moyen du groupe. L'intuition est très simple : un individu diffère des autres membres du groupe par des attributs fixes, tels que l'histoire partagée, la langue ou les traditions. Le degré auquel cela affecte l'identité d'un individu dépend de l'importance qu'il accorde aux attributs qui diffèrent par rapport aux traits qu'il partage avec les autres membres du groupe. Cette approche permet de distinguer l'identité de la culture. Tout comme la culture, les attributs sur lesquels repose l'identité peuvent souvent être considérés comme profondément enracinés. Cependant, comme le soutient Amartya Sen (2007), l'identité est très adaptable au contexte. Les psychologues Turner *et al.* (1994, p. 458) expliquent que la dépendance au contexte « n'est pas un signe que la véritable identité de la personne est déformée par les circonstances extérieures ». Au contraire, l'identité doit être adaptative pour être « précise et utile ».

Une telle définition permet une adaptabilité. Elle facilite également la pensée selon laquelle les individus font partie de plusieurs groupes. Les identités de groupe peuvent être en opposition les unes aux autres (« identités opposées »), mais ce n'est pas toujours le cas, comme le démontrent les données d'enquête. Cette définition permet également de comprendre comment les chocs historiques ou contemporains peuvent façonner les identités de groupe à court et à long terme. À court terme, l'identité est malléable en modifiant l'importance que les gens accordent à différents attributs, ouvrant ainsi la voie à la manipulation politique et à la propagande. À long terme, les chocs plus importants peuvent également devenir une partie intégrante de l'histoire commune d'un groupe et devenir eux-mêmes un attribut utilisé pour distinguer le groupe par rapport aux autres.

L'identité régionale comme condition préalable aux mouvements séparatistes

Au sein d'un pays, les régions diffèrent par leurs ressources et leur richesse. La source économique la plus courante du mécontentement régional est la redistribution entre les régions, généralement en transférant des ressources des régions plus riches vers les régions plus pauvres. Une telle redistribution pourrait augmenter les parts de vote des partis régionalistes ou sécessionnistes. Cependant, en se basant simplement sur leur succès électoral réel dans une coupe transversale, on constate une énigme. Les États qui présentent des différences de richesse importantes entre les régions et un système de redistribution horizontale entre les régions sont extrêmement courants. Les différences de richesse régionales ne déclenchent pas toujours un soutien aux partis sécessionnistes.

Dans Gehring et Schneider (2020), nous développons une théorie simple pour montrer que tant l'identité de groupe que les raisons économiques doivent être prises en compte pour comprendre pleinement le soutien électoral à la sécession. Nous montrons que la redistribution horizontale des richesses d'une région entre les unités de niveau inférieur a le potentiel de déclencher la sécession. Cependant, cela n'est vrai que si l'identité régionale est suffisamment forte par rapport à l'identité nationale. Ainsi, les programmes de redistribution horizontale déclenchent non seulement des protestations publiques, mais aussi un soutien réel aux partis régionalistes en Catalogne, en Belgique et en Écosse. En Allemagne et en Autriche, en revanche, ils peuvent être un sujet de discussion, mais généralement pas une raison suffisante pour influencer les décisions des électeurs.

Nous montrons qu'une fois que l'on contrôle l'importance sous-jacente de l'identité (à travers des effets fixes), il existe une corrélation forte entre les changements de richesse d'une région et la part des votes des partis sécessionnistes dans un échantillon global. Nous utilisons ensuite l'Écosse et le pays de Galles comme exemples de régions hétérogènes avec une histoire et une culture différentes, mais faisant partie d'une union politique, le Royaume-Uni. Étant donné que les deux régions avaient initialement un niveau comparable d'identités régionales fortes, nous pouvons étudier le succès des partis sécessionnistes au pays de Galles comme groupe de comparaison approprié à celui observé en Écosse. Nous utilisons ensuite les découvertes pétrolières et les variations exogènes des prix pour montrer que l'augmentation de la richesse de l'Écosse explique une part significative de l'augmentation spectaculaire du succès du Parti national écossais.

Cette recherche met en évidence comment les raisons économiques et identitaires interagissent pour façonner les préférences des individus concernant l'allocation verticale du pouvoir. Les raisons économiques sont importantes, mais leur effet dépend des différences d'identité.

L'IDENTITÉ DE GROUPE À DIFFÉRENTS NIVEAUX POLITIQUES : L'EXEMPLE DE L'ALSACE-LORRAINE

Une question importante est de savoir ce qui explique les différences d'identité et comment elles se rapportent aux préférences politiques concernant l'allocation verticale du pouvoir.

Étant donné que la formation des États-nations à partir de régions hétérogènes n'a généralement pas été un processus sans tensions, il semble plausible de considérer l'histoire entre l'État-nation central et une région comme un facteur crucial dans la formation des identités nationales et régionales. Cependant, essayer d'identifier l'effet causal de telles tensions s'avère difficile. Alors que les expériences en laboratoire sont limitées à des interventions à plus petite échelle ou à court terme, les études observationnelles permettent de comparer des régions présentant de réelles différences historiques d'expérience avec l'État-nation. Cependant, ces régions diffèrent souvent sur de nombreux autres aspects que ces expériences.

Dans deux articles connexes, nous exploitons une expérience historique unique pour estimer l'effet causal d'être exposé à des actions et des politiques préjudiciables de la part des États-nations de niveau supérieur –tels que la guerre, l'occupation, le changement d'affiliation nationale et les politiques de construction nationale répressives imposées par le haut. Les régions historiquement homogènes de l'Alsace et de la Lorraine en France

ont été divisées entre la France et l'Allemagne après la guerre franco-prussienne de 1870-71. Pendant plus d'un demi-siècle, la partie orientale – devenue allemande puis revenue en France après la Première Guerre mondiale – a été davantage exposée aux politiques répressives des deux États centraux et aux guerres entre eux. L'avantage crucial est que nous pouvons observer les deux parties dans le même environnement institutionnel après cet épisode historique.

En raison de désaccords au sein de la direction allemande, la frontière finale divisant la région a ignoré les circonstances locales telles que les langues, les divisions politiques antérieures ou les caractéristiques géographiques comme les rivières (voir Figure 1). Cela nous permet d'utiliser une conception de discontinuité géographique dans la régression. Étant donné que l'emplacement exact de la frontière était pratiquement aléatoire, notre comparaison la plus conservatrice se situe entre des municipalités précédemment identiques qui se sont révélées se trouver légèrement à gauche ou légèrement à droite de la frontière historique.

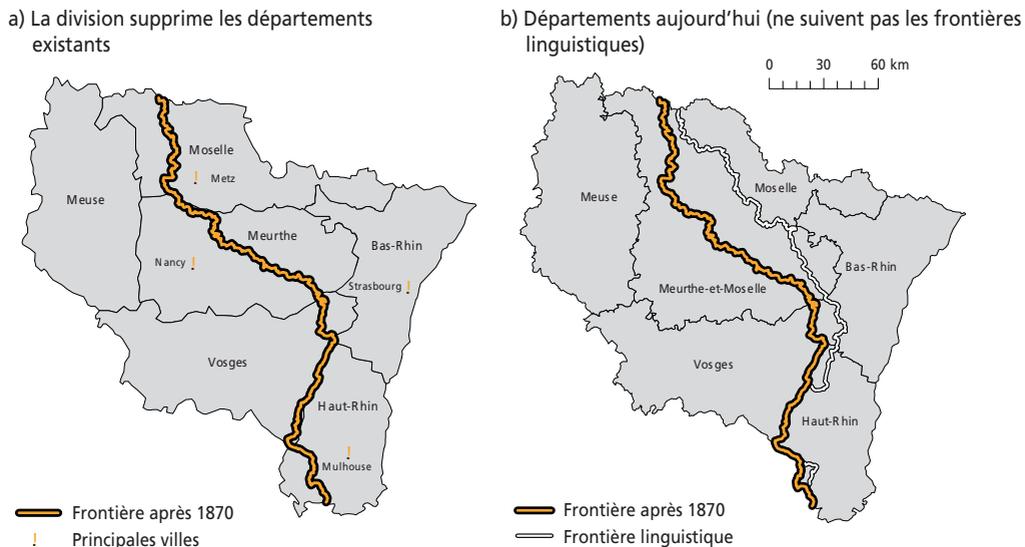


Figure 1 – L'Alsace et la Lorraine : les départements avant et après la division de 1870/71.

Remarques : Représentations de l'auteur réalisées à l'aide d'ArcGIS et de fichiers de formes administratives officiels. Frontière linguistique géoréférencée d'après Harp (1998).

Les origines de l'identité régionale

Dans Dehdari et Gehring (2022), nous examinons l'effet de l'occupation, que nous considérons comme une expérience défavorable (négative) vis-à-vis de l'État-nation de niveau supérieur, sur l'identité régionale. Nous le faisons en utilisant à la fois des mesures de préférences révélées et déclarées par les participants eux-mêmes. Les préférences auto-déclarées, par exemple dans les enquêtes, ont l'avantage de pouvoir interroger directement sur le résultat d'intérêt, dans notre cas l'identité. Cependant, donner simplement une réponse n'est pas un choix coûteux pour les participants, ce qui pose un problème potentiel quant à la fiabilité de telles mesures. Les préférences révélées ont l'avantage de

mesurer non seulement une déclaration, mais une décision réelle de la vie quotidienne d'un individu.

Nos principaux résultats utilisent une telle mesure de préférence révélée pour montrer une identité régionale plus forte dans la partie traitée avec des expériences historiques plus négatives (voir Figure 2). Le proxy d'une identité régionale plus forte est un accord plus élevé lors d'un référendum sur l'augmentation de l'autonomie régionale par rapport à l'État central. Cela s'est produit en 1969, environ 15 ans seulement après la fin des tensions historiques, ce qui minimise le risque que la différence ait été causée par d'autres facteurs. Nous montrons ensuite que cette différence persiste à long terme, en utilisant les taux d'abonnement aux journaux régionaux et le succès des partis régionalistes comme autres mesures de préférences révélées. Ces résultats montrent que les expériences négatives avec l'État-nation entraînent effectivement une identité régionale significativement plus forte.

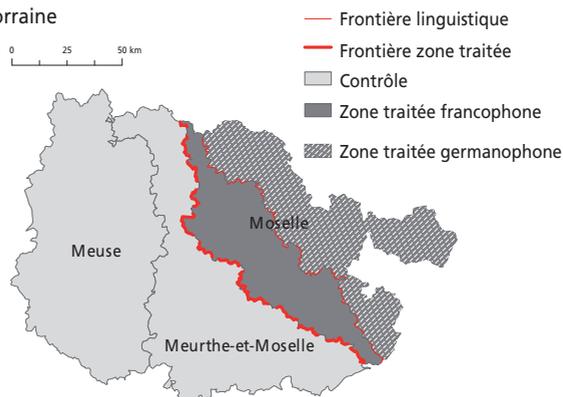
Cette identité se traduit-elle par des préférences différentes en ce qui concerne l'allocation verticale du pouvoir ? La force relative de l'identité régionale par rapport à l'identité nationale peut servir de proxy pour l'hétérogénéité perçue des préférences dans un modèle de type taille de la nation, et ainsi aider à expliquer les préférences concernant l'allocation verticale du pouvoir. Nous utilisons différentes enquêtes à grande échelle pour démontrer que c'est effectivement le cas. Premièrement, nous pouvons constater que l'identité régionale est effectivement plus forte de manière persistante dans la partie plus négativement affectée, en utilisant des questions directes dans les enquêtes comme mesures de préférences auto-déclarées. Deuxièmement, nous montrons que l'identité régionale est également plus forte par rapport à l'identité nationale. Enfin, nous utilisons diverses questions d'enquête pour capturer les préférences concernant l'allocation verticale du pouvoir au sein de la France. Toutes les mesures indiquent qu'une identité régionale plus forte entraîne un déplacement des préférences vers plus d'autonomie politique régionale et de prise de décision.

La relation entre les identités régionales, nationales et l'identité au niveau de l'UE

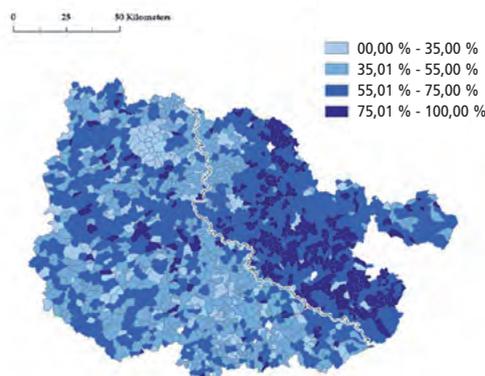
L'Union européenne ajoute une complexité supplémentaire à l'analyse en introduisant un niveau supplémentaire au-dessus de l'État-nation qui en est membre. Lorsqu'il s'agit de la répartition verticale du pouvoir, les citoyens peuvent maintenant considérer l'allocation du pouvoir au niveau régional, national ou européen. Cette décision est basée sur la force des identités de groupe respectives et prend également en compte le rôle et la fonction des gouvernements de niveau supérieur respectifs.

Les régions minoritaires constituent un cas particulièrement intéressant pour étudier la relation entre l'identité et les préférences à travers ces différents niveaux. Un exemple intéressant est l'Écosse. Alors que nous avons observé une montée spectaculaire du soutien au SNP sécessionniste (voir Gehring et Schneider, 2020 ci-dessus), le soutien public écossais à l'intégration européenne a également augmenté de 25 % entre 1979 et 1997. Alors que l'ensemble du Royaume-Uni a voté en faveur du départ de l'UE, les Écossais ont massivement voté pour le maintien (« remain »).

a) Zone traitée et témoin en Lorraine



b) Carte des « oui » au référendum de 1969 sur la régionalisation



c) RD plot : proportion de « oui » au référendum de 1969 sur la régionalisation

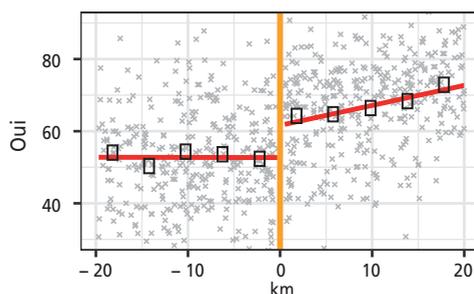


Figure 2 – Cartes et graphiques RD pour le référendum de 1969 sur une plus grande autonomie régionale.

Remarques : La figure (a) montre la division des zones traitées et de contrôle sur lesquelles nous nous concentrons dans Dehdari et Gehring (2022) ; la figure (b) présente les parts municipales des votes favorables lors du référendum de 1969 sur une plus grande autonomie régionale ; la figure (c) montre un graphique RD pour les résultats du référendum de 1969 à la frontière du traitement. La ligne verticale orange indique la frontière du traitement, les lignes rouges représentent la distance à la frontière en tant que variable continue, et chaque croix grise représente une municipalité. L'effet dans une régression est d'environ 10 points de pourcentage, selon la spécification.

Cela peut sembler paradoxal à première vue. Les électeurs seraient-ils « irrationnels » de soutenir à la fois la décentralisation et la centralisation du pouvoir ? Dans Gehring (2021), je démontre que ce n'est pas nécessairement le cas. J'esquisse un cadre théorique de sortie et d'intégration qui peut expliquer de telles préférences. Ce cadre explique dans quelles conditions les expériences historiques négatives avec les gouvernements de niveau supérieur incitent les individus des régions minoritaires à soutenir l'intégration – par exemple, à un niveau supranational ou à une organisation internationale (OI) – comme moyen d'empêcher que l'histoire se répète. Après la Première Guerre mondiale, qui a mis en évidence le risque de conflit entre les États-nations et a créé de nouvelles minorités nationales, l'idée d'intégration a émergé et a culminé avec la création de la Société des Nations. L'intégration est une alternative ou une stratégie complémentaire pertinente lorsque les stratégies de sortie sont coûteuses, que l'intégration est perçue comme bénéfique pour les régions minoritaires et que la pertinence des tensions historiques et le rôle de l'intégration en tant que remède sont suffisamment élevés. Cela est évident dans une analyse transversale au-delà du cas de l'Écosse. D'autres régions de l'UE telles que le Tyrol du Sud, la Corse ou la Catalogne présentent une corrélation positive similaire entre le soutien aux partis régionalistes et le soutien à l'intégration européenne. Pour tester une relation causale, je m'appuie à nouveau sur le cas de l'Alsace-Lorraine, en comparant les municipalités dans la zone traitée avec des expériences plus négatives avec l'État central par rapport à celles de la zone de contrôle.

La Figure 3a montre qu'en 1972, lors d'un référendum sur l'élargissement des Communautés européennes, le taux moyen d'accord dans la zone traitée est considérablement plus élevé, atteignant environ 85 %, par rapport aux 72 % dans la zone de contrôle. Le soutien à l'UE est plus élevé dans chaque département traité (équivalent à un État aux États-Unis) que dans n'importe lequel des départements de contrôle. Bien sûr, ce niveau d'observation est trop agrégé pour en tirer des implications causales, mais cela nous permet de suivre la persistance des différences dans le temps et d'exclure que les événements postérieurs à 1972 soient la cause potentielle des différences observées dans les années 1990.

Le premier ensemble de résultats causaux porte sur les référendums de 1992 et 2005. La Figure 3b montre une carte avec la part moyenne des votes favorables au sein des municipalités lors des deux référendums sur l'UE en 1992 et 2005, révélant que l'accord pour une intégration européenne plus poussée reste considérablement plus élevé dans la zone traitée. Le graphique RD montre un net bond en faveur de l'accord à la frontière, indiquant que cette différence est causale. La Figure 3c montre un schéma similaire en utilisant les parts de vote des partis eurosceptiques lors des élections parlementaires européennes. Dans l'article, je vérifie que ces résultats sont robustes : il existe un accord systématiquement plus élevé en faveur de davantage de compétences de l'UE et moins de soutien aux partis eurosceptiques dans la zone traitée.

Comme mentionné précédemment, je trouve la même relation pour les préférences auto-déclarées en utilisant différentes questions d'enquête sur l'identité et les préférences politiques. Il s'avère que les effets historiques négatifs ont conduit à la fois à un renforcement de l'identité régionale et européenne. De plus, en prolongeant le résultat précédent, les individus expriment une préférence pour transférer le pouvoir politique de

l'État-nation vers la région ou le niveau européen. Les deux études démontrent l'importance des identités emboîtées. Ces identités ne sont pas nécessairement des substituts au détriment les unes des autres, et se traduisent par des préférences concernant l'allocation verticale du pouvoir dans les systèmes multi-niveaux.

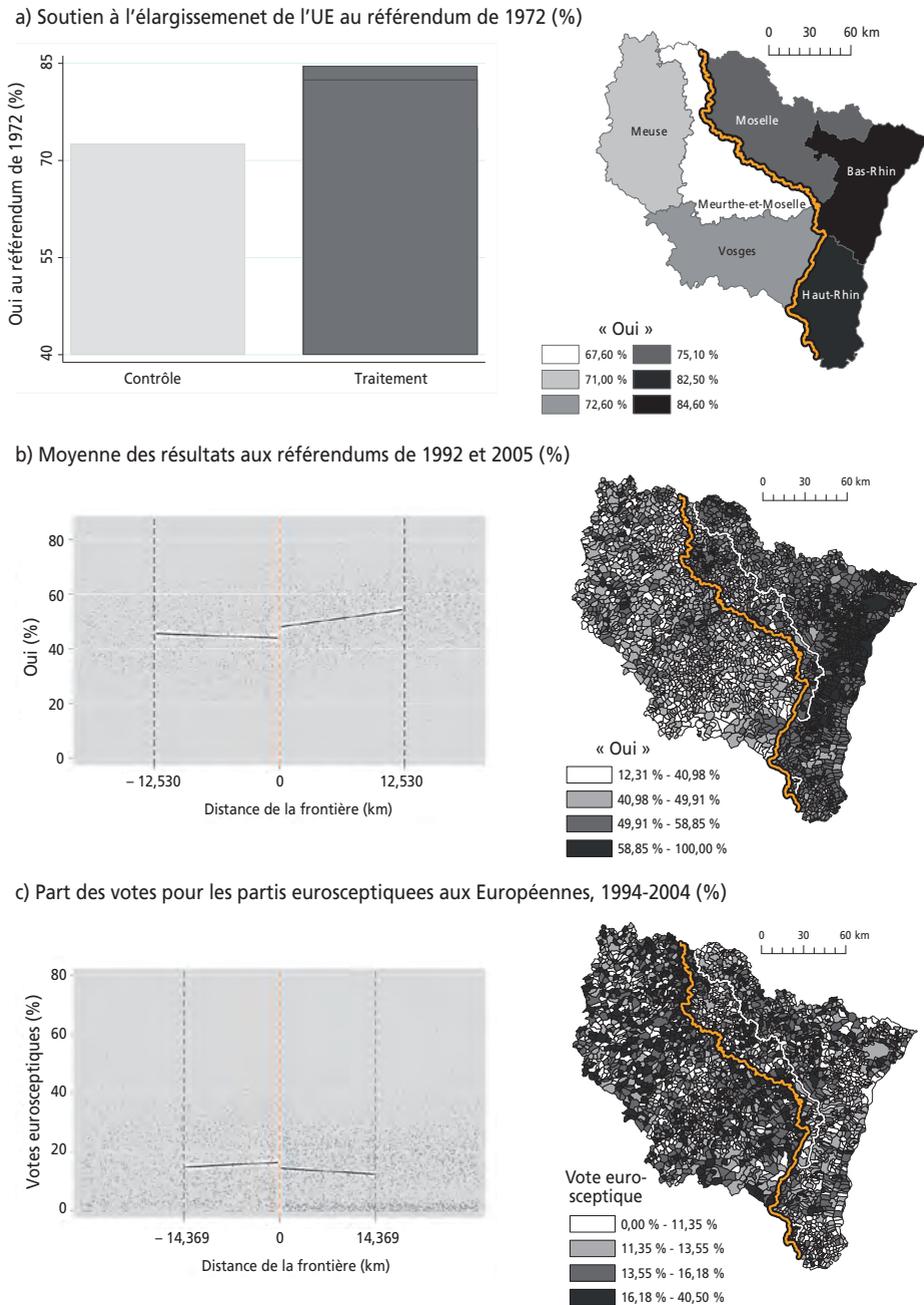


Figure 3 – Soutien à l'UE et euroscepticisme – Cartes et graphiques RD.

Remarques : La figure (a) montre à gauche l'accord moyen dans la zone de traitement et la zone de contrôle, et à droite au niveau des départements français ; la figure (b) présente un graphique RD

au niveau municipal à gauche, montrant les parts de votes favorables lors de deux référendums sur l'UE, et une carte les représentant à droite ; la figure (c) montre un graphique RD pour la moyenne des votes en faveur des partis eurosceptiques à gauche, et une carte les représentant à droite. Sur les cartes, la ligne orange indique la frontière du traitement, la ligne blanche la frontière linguistique. Les effets respectifs dans une régression sont de + 4,7 pour l'accord et de 1,7 pour la part des partis.

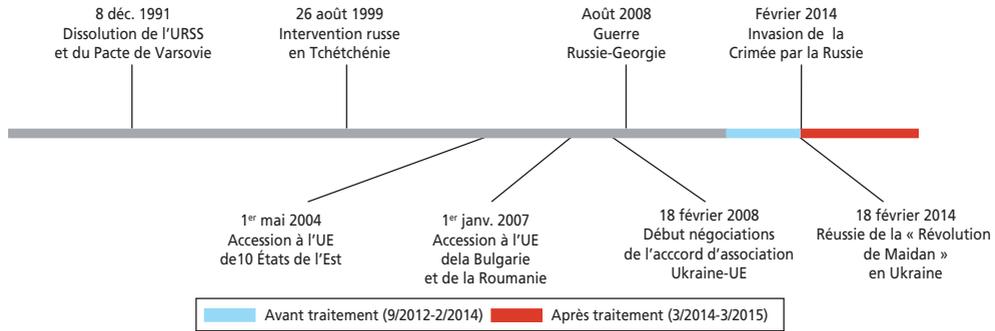
MENACES ET IDENTITÉ DE GROUPE : L'EXEMPLE DE L'ANNEXION DE LA CRIMÉE PAR LA RUSSIE

Les événements contemporains peuvent également influencer l'identité. Par exemple, Depetris-Chauvin *et al.* (2020), présenté dans le chapitre 20 de ce livre électronique, montrent que le succès des équipes nationales de football favorise l'émergence d'identités communes et réduit les conflits internes. Fouka (2019 et 2020), cité dans le chapitre 13, constate que l'expérience de discrimination a un effet important sur l'identité de groupe. De manière anecdotique, la fondation de nombreuses nations a été encouragée par une menace extérieure. Il suffit de rappeler la guerre d'indépendance américaine contre l'Empire britannique ou la fondation d'une Allemagne unifiée après une guerre contre la France. L'Union européenne elle-même et ses prédécesseurs étaient au moins en partie une réponse à la menace militaire posée par la Russie et l'Union soviétique, et la guerre froide aurait eu un effet unificateur (par exemple, Bordalo *et al.*, 2020). Les invasions russes de l'Ukraine en 2014 et 2022 ont renforcé le sentiment qu'une invasion militaire russe est une menace réelle, même pour les États membres de l'Union européenne. Dans Gehring (2022), j'utilise l'invasion de 2014 comme expérience naturelle pour étudier s'il existe un soutien empirique à l'hypothèse selon laquelle l'identité est affectée par les menaces externes.

Il y a deux principaux défis pour répondre à cette question de manière causale. Premièrement, il est difficile de distinguer l'effet d'une menace accrue des autres chocs, car les menaces accrues sont dans la plupart des cas accompagnées de conflits directs, de destructions ou de coopérations militaires réelles, ce qui rend difficile de savoir si tout effet sur l'identité est dû à la menace ou à un troisième facteur. Deuxièmement, se fier uniquement aux comparaisons avant-après présente le risque d'identifier une corrélation fortuite.

Trois caractéristiques permettent d'utiliser l'annexion russe de la Crimée et l'invasion de certaines parties de la région du Donbass en 2014 comme expérience naturelle pour fournir de telles preuves. Premièrement, bien que l'invasion ait eu lieu en Ukraine, elle a clairement affecté la perception de la menace que représente la Russie pour les États membres de l'Union européenne. Deuxièmement, l'invasion elle-même et surtout sa chronologie étaient inattendues et peuvent donc être considérées comme un choc exogène. Troisièmement, il y avait des différences claires dans l'intensité de la menace perçue entre les États membres de l'UE, ajoutant des différences transversales dans l'intensité de ce choc. J'affirme que le choc était le plus important pour l'Estonie et la Lettonie, en tant qu'ils sont deux États ayant à la fois une frontière terrestre directe avec la Russie, ainsi qu'une importante population russe minoritaire (voir Figure 4). En utilisant à la fois des preuves qualitatives et quantitatives basées sur une analyse textuelle d'articles de journaux et de recherches sur Internet, je valide que les changements dans l'intensité de la menace perçue varient en conséquence.

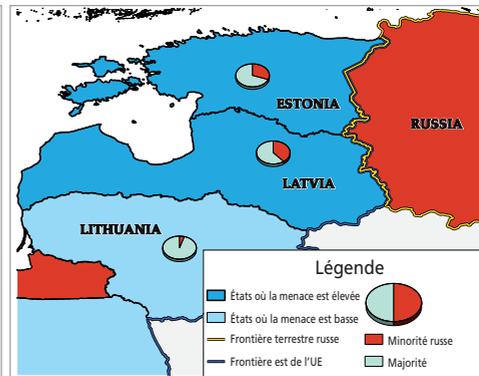
a) Brève chronologie



b) Classification des menaces (basse ou élevée) pour les États de l'UE



c) Intensité des menaces pour les pays possédant d'importantes minorités russes ou voisins de la Russie



c) Changement radical dans le rapport à l'identité européenne pour les États à forte menace par rapport aux États à faible menace (selon l'Eurobaromètre)

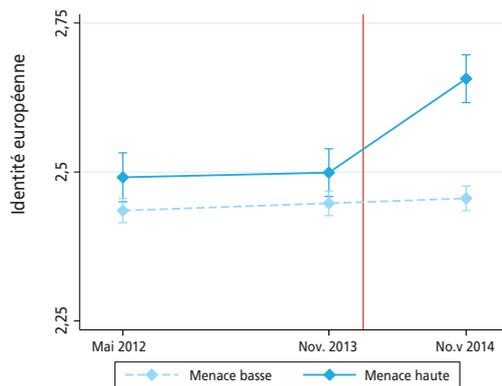


Figure 4 – Effets différentiels de la menace russe accrue sur l'identité de l'Union européenne.

Remarques : La Figure 4a présente une chronologie pour notre analyse. La Figure 4b montre les groupes de traitement et de contrôle. Les cartes sont basées sur Eurostat. Les parts minoritaires dans la Figure 4c sont identifiées en fonction de la langue. La Figure 4d montre une différence moyenne simple dans notre variable principale ; les figures montrent des intervalles de confiance à 95 % des moyennes.

Avec les données de l'enquête Eurobaromètre réalisée deux fois par an, j'examine empiriquement s'il existe un effet causal de la menace accrue sur l'identité européenne, la confiance envers le groupe et la volonté de coopérer. Les résultats sont basés sur un échantillon représentatif de citoyens de l'UE pour chaque État membre.

La Figure 4d présente une nette augmentation de l'identité européenne dans les données brutes. Je constate un effet positif sur l'identité d'une ampleur considérable. L'augmentation due à la menace accrue de la Russie est de taille équivalente à la différence initiale entre la Pologne (forte identité européenne initiale) et la Hongrie (identité européenne initiale plus faible). Elle est plus de deux fois supérieure à la différence initiale entre l'Allemagne (forte identité initiale) et la France (identité initiale plus faible).

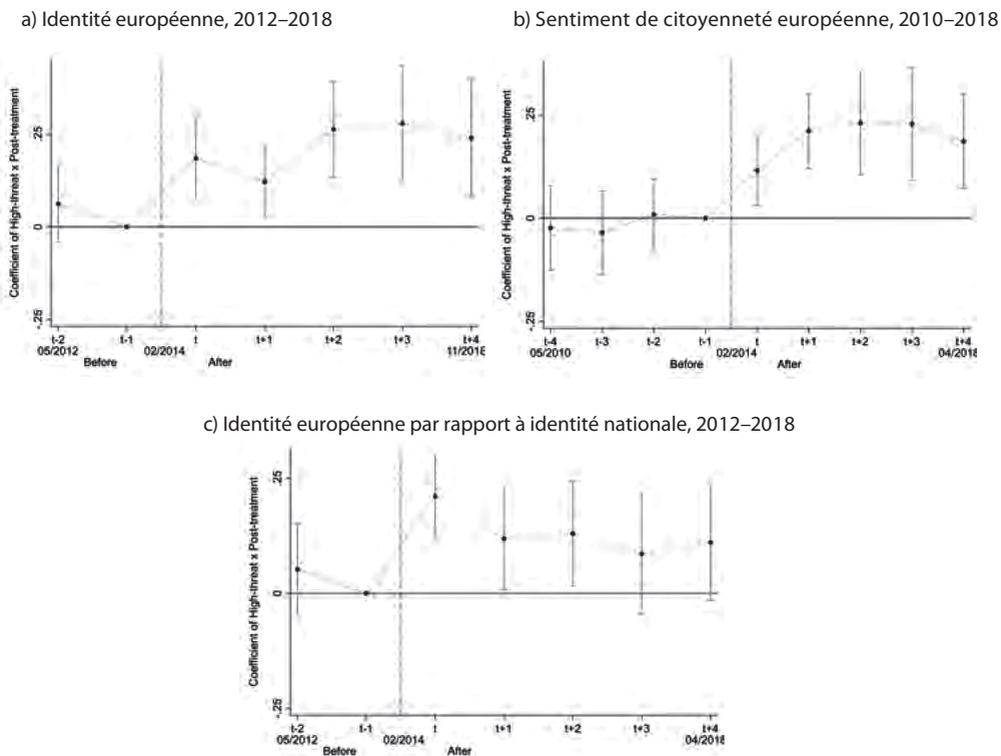


Figure 5 – Persistance avec décalages temporels – principales mesures d'identité.

Remarques : La figure 5a affiche les coefficients et les intervalles de confiance à 95 % des régressions de l'identité européenne sur les décalages temporels (vague 1 de chaque année) de l'interaction de la variable fictive indiquant si l'année est postérieure à l'invasion avec une variable fictive indiquant si l'État membre est à haut risque. L'année 2013 (vague 1) est prise comme période de référence ; les erreurs standards sont regroupées au niveau régional. J'utilise les mêmes variables de contrôle que celles utilisées dans les spécifications principales de notre analyse. J'ai également ajouté un ensemble de variables macroéconomiques : le PIB réel, le taux d'inflation, le chômage des jeunes et une variable indiquant si des élections législatives ont eu lieu. Les figures 5b et 5c affichent la même chose respectivement pour le sentiment de citoyenneté européenne et l'identité européenne par rapport à l'identité nationale. Les données sont disponibles de 2012 à 2018 pour l'identité européenne et l'identité européenne par rapport à l'identité nationale, et de 2010 à 2018 pour le sentiment de citoyenneté européenne.

L'effet est persistant dans le temps. Il est plus prononcé pour les cohortes d'âge qui ont vécu des expériences personnelles avec l'Union soviétique et pour ceux qui ont vécu des expériences personnelles ou indirectes de persécution d'État pendant l'époque soviétique. Conformément aux théories de la psychologie sociale, cette identité renforcée se traduit par une plus grande confiance dans les institutions de l'Union européenne et un soutien accru à la coopération au niveau européen. Cette volonté de coopérer ne se limite pas à la politique de défense, elle s'étend également à des domaines tels que la politique étrangère commune, les impôts et la réglementation.

CONCLUSION

Toutes les unités politiques pertinentes, telles que les États-nations modernes ou l'Union européenne, sont des systèmes politiques multinationaux composés d'une unité supérieure centrale et d'unités inférieures hétérogènes. Ce chapitre se concentre sur le rôle des identités de groupe associées à ces unités politiques et territoriales, telles que les villes, les régions, les États membres ou l'Union européenne. Les individus appartiennent à plusieurs de ces groupes en même temps. Le degré auquel l'on s'identifie à ces groupes influence les préférences politiques et économiques et façonne nos institutions et nos actions collectives.

L'importance des identités de groupe dans la formation des actions collectives ne peut être surestimée. Elle commence par façonner l'allocation verticale du pouvoir dans nos systèmes multiniveaux et influence la façon dont les électeurs considèrent la sécession comme une sortie ou la coopération à travers une intégration plus poussée comme étant plus souhaitable. L'identification à une entité politique de plus haut niveau est décisive pour que les électeurs adoptent une assurance sociale commune et une redistribution entre des unités hétérogènes. La force d'une identité commune permet aux sociétés de développer la confiance et la coopération au sein de groupes plus larges composés d'étrangers ayant des origines et des histoires potentiellement très différentes.

Références

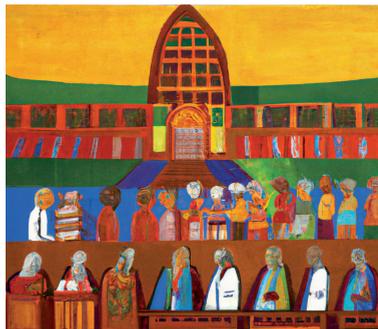
- Alesina, A. et Spolaore, E. (1997), « On the number and size of nations », *The Quarterly Journal of Economics*, 112 (4) : 1027-1056.
- Anderson, B. (2006), *Imagined communities : Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso books.
- Bordalo, P., Tabellini, M. et Yang, D. Y. (2020), « Issue salience and political stereotypes », Working Paper 27194, National Bureau of Economic Research.
- Dehdari, S. H. et Gehring, K. (2022), « The origins of common identity : Evidence from Alsace-Lorraine », *American Economic Journal : Applied Economics*, 14 (1) : 261-92.
- Depetris-Chauvin, E., Durante, R. et Campante, F. R. (2020), « Building nations through shared experiences : Evidence from African football », *American Economic Review*, 110 (5) : 1572-1602.
- Desmet, K., Ortuno-Ortin, I. et Wacziarg, R. (2017), « Culture, ethnicity and diversity », *American Economic Review*, 107 (9) : 2479-2513.

- Fouka, V. (2019), « How do immigrants respond to discrimination ? The case of Germans in the US during World War I », *American Political Science Review*, 113 (2) : 405-422.
- Fouka, V. (2020), « Backlash : The unintended effects of language prohibition in US schools after World War I », *Review of Economic Studies*, 87 (1) : 204-239.
- Gehring, K. (2021), « Overcoming history through exit or integration : Deep-rooted sources of support for the European Union », *American Political Science Review*, 115 (1) : 199-217.
- Gehring, K. (2022), « Can external threats foster a European Union identity ? Evidence from Russia's invasion of Ukraine », *The Economic Journal*, 132 (644) : 1489-1516.
- Gehring, K. et Schneider, S. (2020), « Regional resources and democratic secessionism », *Journal of Public Economics*, 181.
- Harp, S. L. (1998), *Learning to be loyal : Primary schooling as nation building in Alsace and Lorraine, 1850-1940*, De Kalb : Northern Illinois University Press.
- Kranton, R. E. (2016), « Identity economics 2016 : Where do social distinctions and norms come from ? », *American Economic Review*, 106 (5) : 405-09.
- Sen, A. (2007), *Identity and violence : The illusion of destiny*, Penguin Books India.
- Shiller, R. J. (2017), « Narrative economics », *American Economic Review*, 107 (4) : 967-1004.
- Turner, J. C., Oakes, P. J., Haslam, S. A. et McGarty, C. (1994). « Self and collective : Cognition and social context », *Personality and social psychology bulletin*, 20 (5) : 454-463.

PARTIE V

LES INSTITUTIONS : REPRÉSENTATION ET DISTRIBUTION

CHAPITRE 24



Partage du pouvoir, conflit et construction de l'État

Hannes MUELLER, *IAE (CSIC), BSE and CEPR*

Christopher RAUH, *University of Cambridge, CEPR and HCEO*

Dominic ROHNER, *University of Lausanne and CEPR*

L'histoire de l'humanité est caractérisée à la fois par des niveaux choquants de violence politique et par la quête de l'endiguement de cette violence politique.¹ Le xx^e siècle a été un exemple particulièrement marquant de ces extrêmes. D'un côté, il a été marqué par deux guerres mondiales, plusieurs dizaines d'épisodes de massacres de civils, des purges dévastatrices menées par une série de régimes totalitaires, ainsi que de nombreux conflits ethniques récurrents. D'un autre côté, il y a eu une poussée importante vers la démocratisation et des efforts accrus dans les initiatives de maintien de la paix.

Après une période d'optimisme quant à la capacité de l'humanité à contenir la violence armée (Pinker, 2012), nous assistons actuellement à une inversion de tendance avec la déstabilisation de régions autrefois pacifiques qui connaissent des niveaux intenses de violence. Cette question est devenue un sujet central pour la plupart des organisations internationales (ONU, Banque mondiale, FMI, OCDE) et les évaluations politiques peuvent constituer une contribution cruciale de la communauté universitaire à cet effort.

LE PARTAGE DU POUVOIR

Le partage du pouvoir a été une idée prometteuse pour prévenir la violence. Nous définissons le partage du pouvoir comme les divisions et amalgames spécifiques du pouvoir qui garantissent aux groupes une sorte de « participation » égale aux structures de l'État et/ou

1. Ce chapitre s'appuie largement sur notre précédente chronique VoxEU intitulée « Le partage du pouvoir comme moyen de réduire la violence », que nous avons étendue et mise à jour avec de nouvelles références récentes.

une « propriété » partagée des ressources. Cela peut prendre la forme d'un gouvernement central d'unité nationale (« mise en commun »), d'une fédération (« dispersion ») ou de l'introduction d'institutions indépendantes et non gouvernementales agissant comme un contrepoids au pouvoir exécutif (« contrainte »).

Le partage du pouvoir entre des groupes religieux ou linguistiques distincts est en place depuis de nombreuses années dans des pays tels que la Suisse, la Belgique, le Liban, et également en Irlande du Nord depuis l'accord du Vendredi saint de 1998. Il a également été tenté avec moins de succès dans des pays comme l'Afghanistan, l'Irak et le Mali. Le débat public est souvent animé, les partisans du partage du pouvoir soulignant ses vertus potentiellement pacifiantes, tandis que les sceptiques soulignent les échecs spectaculaires, le risque de manque de responsabilité et de compétition politique au sein de gouvernements de grande coalition.

De nombreux témoignages anecdotiques et récits journalistiques suggèrent un rôle potentiellement important du partage du pouvoir pour contenir les conflits, et il existe une tendance claire dans certains pays divisés sur le plan ethnique ou religieux à adopter une forme de partage du pouvoir. Comme le montrent les travaux qualitatifs de Lijphart (1999) et Cheng *et al.* (2018), de nombreux pays réussis et pacifiques, divisés sur le plan ethnique et religieux, ont choisi le modèle de démocratie consensuelle, caractérisé par le partage du pouvoir et la décentralisation du pouvoir à tous les niveaux. Ces études de cas viennent compléter une littérature récente qui met en avant un rôle important des institutions démocratiques tant dans leur capacité à disperser qu'à contraindre le pouvoir politique (pour des arguments théoriques, voir Acemoglu et Robinson (2001), Besley et Persson (2011) ; pour des données relatives au détournement de rente le long de lignes ethniques, voir Burgess *et al.* (2015)).²

Malgré le regain d'intérêt pour une meilleure compréhension du partage du pouvoir (pour une revue récente, voir François *et al.*, 2015), il existe étonnamment peu de preuves statistiques solides reliant le partage du pouvoir à la paix. Les exceptions comprennent Cederman *et al.* (2013), Gates *et al.* (2015) et Strom *et al.* (2017), bien que les problèmes d'identification demeurent importants, car l'introduction du partage du pouvoir peut être endogène et les contrôles au niveau des pays ne fournissent pas une garantie suffisante. La disponibilité de données quantitatives sur le partage du pouvoir est également un facteur limitant, car la plupart des études se sont appuyées sur des caractéristiques institutionnelles plus larges.

Dans cette revue, nous examinons les travaux quantitatifs récents en commençant par l'étude micro-quantitative de Mueller et Rohner (2018), que nous intégrons aux conclusions plus larges de l'analyse transversale la plus récente de Mueller et Rauh (2022). Nous concluons en reliant les résultats de ces études à la littérature sur les institutions politiques et la construction de l'État.

2. Dans la branche de la littérature sur le conflit (voir la récente enquête de Rohner, 2022) qui se concentre sur le rôle général des institutions démocratiques, au-delà du partage du pouvoir, on peut citer, par exemple, Hegre *et al.* (2001), Collier et Rohner (2008), Fergusson *et al.* (2021), Lacroix (2022), Marcucci *et al.* (2022) et Laurent-Lucchetti *et al.* (2022).

LE CAS DE L'IRLANDE DU NORD

Dans Mueller et Rohner (2018), nous étudions l'impact du partage du pouvoir au niveau local sur le risque de conflit en Irlande du Nord. Nous relierons les mesures de partage du pouvoir local issues des archives administratives à des données détaillées sur la violence recueillies dans le contexte des troubles. Cela nous permet d'utiliser des variations quasi-aléatoires dans les résultats des élections dans un sous-ensemble de districts politiquement équilibrés pour étudier l'effet des changements de pouvoir politique sur la violence.

Notre analyse empirique s'appuie sur des données de panel pour les 26 conseils de district locaux d'Irlande du Nord sur la période 1973-2001, et nous utilisons deux approches. La première correspond à des régressions de panel simples, où les effets fixes de district filtrent les caractéristiques invariantes dans le temps des districts et les effets temporels pour tenir compte des chocs mondiaux. La stratégie d'identification repose sur la variation temporelle des accords de partage du pouvoir au niveau des districts pour voir si la violence diminue lorsque le partage du pouvoir est mis en place, et si elle augmente lorsqu'il cesse.

La deuxième approche apporte un affinement supplémentaire dans la stratégie d'identification en instrumentant le partage du pouvoir dans un district et une année donnés par l'absence d'une majorité pour les partis sectaires – la logique étant que dans un parlement sans majorité, où aucun camp partie au conflit ne peut gouverner seul, le partage du pouvoir est plus susceptible d'émerger. Pour éviter de comparer ce qui n'a pas lieu de l'être, nous limitons l'échantillon aux districts dont les résultats des élections sont proches du seuil de 50 %-50 %, où il est presque aléatoire de déterminer si un bloc politique atteint ou non une majorité.

Dans les deux approches, nous constatons un impact statistiquement significatif et quantitativement substantiel du partage du pouvoir pour réduire le nombre de meurtres. En particulier, en comparant une situation sans partage du pouvoir avec le partage du pouvoir, le nombre de décès par habitant augmenterait en l'absence de partage du pouvoir d'environ trois fois le risque de base. Nos estimations montrent que plusieurs centaines de vies auraient pu être sauvées si le partage du pouvoir avait été mis en place dans tous les districts et toutes les années. Ce résultat est robuste à l'utilisation de données alternatives sur la population, de compositions d'échantillons alternatives, de façons alternatives de mesurer le partage du pouvoir, de constructions alternatives de la variable dépendante, ainsi que de l'inclusion de diverses variables de contrôle démographiques ou politiques.

En ce qui concerne les mécanismes sous-jacents en place, bien que nous ne trouvions pas d'effets hétérogènes robustes du partage du pouvoir sur la paix en ce qui concerne la composition religieuse du quartier, nous montrons que nos résultats s'appliquent tant aux meurtres commis par les paramilitaires républicains (catholiques) qu'aux paramilitaires loyalistes (protestants). Le fait que l'impact du partage du pouvoir soit assez symétrique, s'appliquant à différents sous-groupes de la société, pourrait impliquer qu'un dialogue entre les représentants des groupes rivaux au sein des gouvernements locaux pourrait créer un terrain d'entente pour résoudre les problèmes de manière non violente.

Cela est également conforme aux résultats récents de Saia (2018), qui montre que l'allocation aléatoire des sièges au parlement peut rapprocher les voisins de siège en termes d'opinions politiques.

Une constatation remarquable est que les vertus positives du partage du pouvoir ne persistent que tant qu'il est en place. Une fois qu'un groupe est privé de pouvoir, les anciens schémas de contestation violente réapparaissent et le niveau de violence revient aux niveaux antérieurs au partage du pouvoir. Cela signifie que le partage du pouvoir en Irlande du Nord n'a pas établi une confiance locale ni modifié les normes sociales une fois pour toutes, mais que la coopération politique et l'inclusion doivent être maintenues si les avantages d'une violence réduite doivent se poursuivre à long terme.

RÉSULTAT DE L'ANALYSE DES ÉVÉNEMENTS

Dans Mueller et Rauh (2022), nous exploitons le codage quantitatif des textes des accords de paix par l'initiative PA-X pour identifier les éléments de partage du pouvoir dans ces accords. En combinant cela avec l'ensemble de données UCDF/GED, nous avons l'opportunité d'étudier plus de 440 accords de partage du pouvoir dans le monde. Plus de 70 de ces accords sont codés comme étant « complets » par PA-X, c'est-à-dire qu'ils représentent des accords plus larges qui marquent la conclusion de négociations en cours. Une caractéristique spéciale de l'étude est que nous combinons ces deux ensembles de données avec l'ensemble de données V-Dem pour capturer les tendances institutionnelles plus larges, ainsi que les estimations du risque fournies par conflictforecast.org, ce qui nous permet de suivre l'environnement de risque avant et après la signature des accords de paix.

À l'aide de ces données, nous montrons d'abord que le biais de sélection est un problème sérieux. Les initiatives de partage du pouvoir se manifestent clairement dans des situations risquées. Sans tenir compte du contexte d'un pays, on associerait à tort le partage du pouvoir à des niveaux élevés de violence. Nous contournons ce biais de sélection de deux manières. Premièrement, nous utilisons une conception d'étude événementielle qui se concentre sur de courtes périodes autour de la signature des accords de partage du pouvoir et étudie des données mensuelles pour analyser les tendances de la violence. Deuxièmement, nous exploitons le fait que nous disposons d'estimations du risque de violence qui intègrent toutes les informations disponibles à un moment donné pour prévoir l'intensité future de la violence et la probabilité d'une éruption. Cela nous permet de suivre les erreurs de prévision avant la signature des accords de partage du pouvoir, c'est-à-dire à un moment où il n'était pas précisément connu qu'un accord serait signé.

Nous constatons que les accords de partage du pouvoir réduisent la violence politique à court terme. L'effet moyen des accords de partage du pouvoir – parmi les 440 accords étudiés – est une réduction de 8 % de la survenue de violence et une baisse de 18 % de l'intensité de la violence armée. Les dispositions de partage du pouvoir politique qui sont intégrées dans un accord global comprenant d'autres dispositions liées au pouvoir, à la justice et aux ressources sont les plus efficaces. Ces accords complets ont un effet plus important (une réduction de 10 % de la survenue de violence et une baisse de 30 % de l'intensité) et semblent se renforcer avec le temps.

COMBATTRE LE PESSIMISME VIA LE PARTAGE DE POUVOIR

Les prévisions sur conflictforecast.org utilisent des millions d'articles de presse et une méthode complexe de capture des dynamiques de conflit à l'aide de l'apprentissage automatique, qui vise à obtenir la meilleure estimation possible de la violence future en utilisant toutes les informations disponibles. Ces prévisions permettent de voir si l'adoption d'accords de partage du pouvoir conduit à des surprises positives après leur adoption. À cette fin, nous étudions les erreurs de prévision dans Mueller et Rauh (2022). L'erreur de prévision est définie comme la réalisation réelle moins la prévision – mesurées toutes deux en moyenne sur les 12 mois consécutifs. Les erreurs positives signifient que, au moment de la prévision, le modèle de prévision est trop optimiste et sous-estime la violence future. Les valeurs d'erreur de prévision négatives signifient que le modèle de prévision est trop pessimiste. Nous nous demandons ensuite, compte tenu des informations disponibles au moment t , si la prévision pour les 12 prochains mois était trop optimiste ou trop pessimiste.

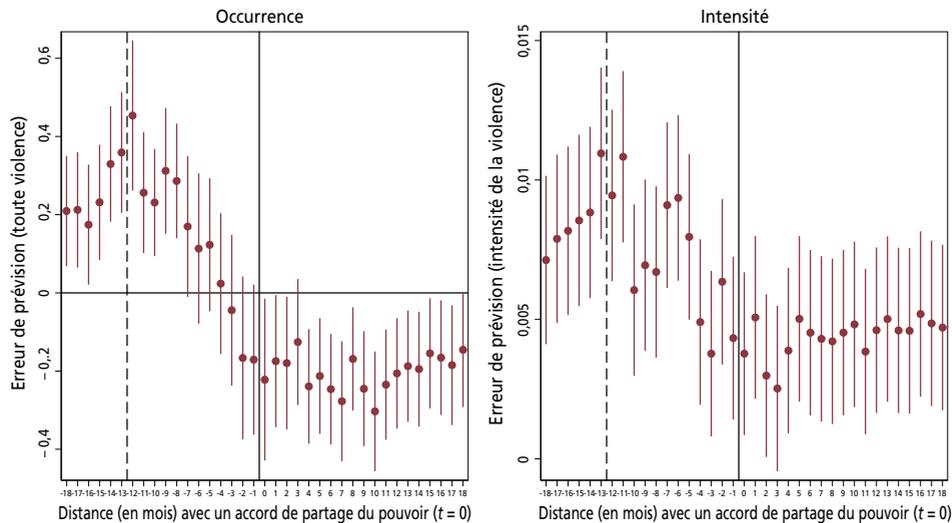


Figure 1 – Erreur de prévision autour de l'adoption du partage du pouvoir.

Nous présentons deux études événementielles dans la Figure 1. Dans le panneau de gauche de la Figure 1, nous affichons les résultats à l'aide d'un indicateur binaire qui mesure la survenue de violence. La Figure montre deux dates importantes représentées par des lignes verticales. Tout d'abord, l'adoption de l'accord de partage du pouvoir est marquée par une ligne continue, encore une fois au moment 0. Notez que nous présentons les erreurs de prévision pour une période de 12 mois dans le futur, de sorte que les mois précédant la date d'adoption 0 sont déjà pris en compte. Par exemple, à -6 sur l'axe des x , nous comparons la prévision faite 6 mois avant l'adoption d'un accord de partage du pouvoir avec les incidents réels survenus au cours des 12 mois suivants. Deuxièmement, nous capturons l'horizon de prévision avec une seconde ligne pointillée à -12 , qui indique le moment où l'horizon de prévision commence à inclure l'accord de partage du pouvoir. Nous observons un schéma frappant selon lequel l'erreur de

prévision commence à chuter de manière spectaculaire avant l'adoption de l'accord de partage du pouvoir pour la survenue de violence à gauche. À droite, nous présentons les résultats en ce qui concerne l'intensité de la violence en termes de logarithme (décès au combat + 1).

Il est donc clair d'après la Figure 1 que les accords de partage du pouvoir ciblent des situations avec des dynamiques conflictuelles vicieuses, comme le montre la tendance à la hausse de l'erreur de prévision de notre système de prévision à gauche de la ligne pointillée. Les accords sont ensuite associés à un renversement spectaculaire et systématique de la tendance de l'erreur de prévision, c'est-à-dire que même en tenant compte de toutes les informations disponibles entre les mois - 12 et 0, le cadre de prévision n'est pas en mesure de prédire que le partage du pouvoir réduira la violence.³

Les résultats renforcent les études événementielles dans le sens où la violence semble diminuer de manière significative après l'adoption d'un accord de partage du pouvoir. La nouveauté de la perspective de prévision des risques est qu'il semble impossible d'anticiper l'effet de l'accord de partage du pouvoir à partir de la dynamique de la violence ou des événements d'actualité, même avec un algorithme d'apprentissage automatique visant explicitement la meilleure prévision possible de la violence.

LE RÔLE DU PARTAGE DU POUVOIR DANS LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT

Bien que la stratégie d'identification ne nous permette pas d'établir des relations causales, les résultats de Mueller et Rauh (2022) suggèrent que les accords de partage du pouvoir peuvent également contribuer à des réductions durables de la violence. Les accords de partage du pouvoir durables sont associés à une baisse de la survenance de violences (c'est-à-dire que la probabilité de violence de base sans accord durable est de 80 %, tandis que dans les pays avec un accord durable, la part qui bascule dans la violence est seulement de 30 %). Au Nicaragua, à la suite de la conclusion de deux accords de partage du pouvoir en 1990, l'intensité de la violence a diminué de 30 %, et cette réduction s'est maintenue dans le temps.

L'analyse conjointe du jeu de données V-Dem montre clairement que les systèmes politiques dotés de caractéristiques politiques égalitaires, respectant les droits civils et politiques et offrant un accès égal à la justice, aux services publics et aux emplois, sont les plus fortement associés à des réductions de la violence. Le même effet ne peut être observé pour les dispositions qui renforcent la délibération et la participation au niveau institutionnel, comme la tenue d'élections. Notre interprétation est que les accords de partage du pouvoir peuvent fournir un « pont » pour sortir du piège du conflit – en réduisant la violence politique à court terme et en renforçant la protection institutionnelle des droits dans des accords complets.

3. Du point de vue des prévisions, cela est également intéressant car cela suggère qu'il peut être difficile d'améliorer la précision des prévisions pour les prévisions réalisées plusieurs mois à l'avance. Le schéma que nous observons dans la Figure 7, des mois - 12 à 0, ne peut pas être explicitement inclus dans la prévision car les informations sur l'accord ne sont pas disponibles avant le mois 0. Après son adoption au moment 0, il n'y a aucun changement visible dans l'erreur de prévision.

Cela est conforme à la littérature plus générale. Le partage du pouvoir peut façonner profondément la politique d'un pays au-delà de l'atténuation de la violence politique (Hartzell et Hoddie 2020). Un exemple de la manière dont le partage du pouvoir est devenu une partie de l'identité politique est la Suisse (Kriesi 1998). Le pays est très diversifié, tant sur le plan religieux que linguistique, et au Moyen Âge, une série de guerres religieuses entre catholiques et protestants ont eu lieu. Après la dernière guerre civile, le « Sonderbundskrieg » de 1847, la nouvelle Constitution de 1848 a mis en place divers mécanismes de contrôle et d'équilibre, et dans les années qui ont suivi, la Suisse a développé une culture de gouvernements de grande coalition avec un partage du pouvoir, et s'est efforcée d'obtenir des majorités qualifiées pour les réformes clés. Comme le souligne Kriesi (1998), l'identité nationale suisse repose en partie sur la fierté de ses institutions inclusives et d'une gouvernance solide. Cela montre que rassembler tous les principaux groupes du pays a le potentiel de non seulement réduire la violence à court terme, mais aussi de construire un État multiculturel pacifique avec un sentiment d'appartenance qui peut promouvoir la paix et la coopération entre les groupes pendant plusieurs siècles.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons présenté des données issues d'un accord de partage du pouvoir local en Irlande du Nord ainsi que des preuves transnationales basées sur des études d'événements et une nouvelle méthode d'erreur de prévision. Le fait que la littérature trouve des effets de réduction de la violence à travers différentes méthodes et niveaux d'agrégation suggère un mécanisme assez robuste. C'est une découverte importante car elle suggère que le processus de parvenir à un accord et de le signer est en soi une étape utile vers la paix. Nous avons soutenu que dans des études de cas qui ne contrôlent pas le risque de conflit, cela peut ne pas être évident.

Cependant, les preuves transnationales suggèrent également une hétérogénéité considérable dans les effets du traitement. Par exemple, les accords en Irak ou en Afghanistan ne semblent pas du tout avoir réduit la violence. Des recherches supplémentaires sur les facteurs de cette hétérogénéité sont fortement encouragées.

Références :

- Acemoglu, D. et Robinson, J. A. (2001), « A theory of political transitions », *American Economic Review*, 91 (4), 938-963.
- Besley, T et T. Persson (2011), « The logic of political violence », *Quarterly Journal of Economics*, 126 : 1411-1445.
- Burgess, R, R Jedwab, E Miguel, A Morjaria et G Padró i Miquel (2015), « The value of democracy : Evidence from road building in Kenya », *American Economic Review*, 105 : 1817-1851.
- Cederman, L-E, K Skrede Gleditsch et H Buhaug (2013), *Inequality, grievances and civil war*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Cheng, C., Goodhand, J. et Meehan, P. (2018), « Synthesis paper : Securing and sustaining elite bargains that reduce violent conflict », UK Government Stabilisation Unit.

- Collier, P., et Rohner, D. (2008), « Democracy, development, and conflict », *Journal of the European Economic Association*, 6 (2-3) : 531-540.
- Fergusson, L., Querubin, P., Ruiz, N. A. et Vargas, J. F. (2021), « The real winner's curse », *American Journal of Political Science*, 65 (1) : 52-68.
- Francois, P, I Rainer et F Trebbi (2015), « How is power shared in Africa ? », *Econometrica*, 83 : 465-503.
- Gates, S., Graham, B. A., Lupu, Y., Strand, H. et Strøm, K. W. (2016), « Power sharing, protection, and peace », *The Journal of Politics*, 78 (2), 512-526.
- Hartzell, C. A. et Hoddie, M. (2020), *Power Sharing and Democracy in Post-Civil War States : The Art of the Possible*, Cambridge University Press.
- Hegre, H., Ellingsen, T., Gates, S. et Gleditsch, N. P. (2001), « Toward a Democratic civil peace ? Democracy, political change, and civil war, 1816-1992 », *The American Political Science Review*, 95 (1), 33.
- Lacroix, J. (2022), « Ballots instead of Bullets ? The effect of the Voting Rights Act on political violence », *Journal of the European Economic Association*, à paraître.
- Laurent-Lucchetti, J., Rohner, D. et Thoenig, M. (2019). « Ethnic conflicts and the informational dividend of democracy », working paper.
- Lijphart, A (1999), *Patterns of democracy*, New Haven : Yale University.
- Marcucci, A., Rohner, D. et Saia, A. (2022), « Ballot or Bullet : The Impact of UK's Representation of the People Act on Peace and Prosperity », working paper.
- Mueller, H., Rauh, C. (2022), « Building Bridges to Peace : A Quantitative Evaluation of Power-Sharing Agreements », Janeway Institute Working Paper JIWP2227.
- Mueller, H., & Rohner, D. (2018), « Can power-sharing foster peace ? Evidence from Northern Ireland », *Economic Policy*, 33 (95) : 447-484.
- Pinker, S. (2012), *The better angels of our nature : Why violence has declined*, Penguin Books.
- Rohner, Dominic (2022), « Mediation, military and money : The promises and pitfalls of outside interventions to end armed conflicts », *Journal of Economic Literature*, à paraître.
- Saia, Alessandro (2018), « Random interactions in the Chamber : Legislators' behavior and political distance », *Journal of Public Economics*, 164 : 225-240.
- Strøm, K., Gates, S., Graham, B. et Strand, H. (2017). « Inclusion, Dispersion, and Constraint : Powersharing in the World's States, 1975-2010 », *British Journal of Political Science*, 47 (1), 165-185. doi : 10.1017/S0007123415000174.

CHAPITRE 25



Les nouveaux patriotes : comment le New Deal de Roosevelt a rendu l'Amérique grande à nouveau

Bruno CAPRETTINI, *Université de St. Gallen*

Hans-Joachim VOTH, *Université de Zurich, CEPR*

Le pouvoir, d'après les mots immortels de Mao Tsé-Toung, émane du canon d'un fusil. C'est une vision de ce que signifie la capacité de l'État – la capacité de contraindre, si besoin est, par la menace ou l'usage réel de la violence. Une longue tradition de la pensée politique remontant à Thomas Hobbes considère le pouvoir brut – les armes à feu, les hommes armés et l'argent – comme les pierres angulaires d'un État capable. Une vision alternative met l'accent sur le consensus et la collaboration volontaire, ainsi que sur le sentiment patriotique, le sentiment d'appartenir à une communauté plus vaste. Selon Rousseau, les gouvernements exercent le pouvoir parce que les citoyens le leur délèguent ; en échange de la cession du pouvoir, les dirigeants doivent protection et soutien à leurs sujets. La participation volontaire et coûteuse en tant que membre d'un grand groupe est devenue plus courante après l'avènement des États-nations au XIX^e siècle. Les mythes partagés, l'accent mis sur une histoire commune, l'imposition de l'uniformité linguistique à l'école et la mémoire collective peuvent tous renforcer le sentiment d'identité partagée (1-3).

On sait déjà beaucoup de choses sur la construction de l'État dans la tradition hobbesienne car il est facile de la documenter et de la quantifier. Les impôts sont prélevés, les opposants sont réprimés et les armées sont constituées. La majeure partie de l'histoire des États-nations modernes a été écrite en suivant ce point de vue (4). La vision du contrat social est plus difficile à explorer ; le « contrat social » est rarement réellement signé et la construction des nations en tant que « communautés imaginées » (2) est difficile à retracer. Par exemple, bien que le respect de l'impôt soit en grande partie volontaire de facto (5), il est également imposé par des sanctions.

Dans un article récent (6), nous montrons comment le soutien financier du gouvernement et les dépenses sociales peuvent accroître la capacité de l'État, créant ainsi un sentiment partagé d'appartenance nationale et de soutien patriotique. Nous analysons l'expansion du rôle du gouvernement fédéral américain dans le cadre du New Deal après 1933. Là où les dépenses sociales ont le plus augmenté, le patriotisme – soutenu par des actions coûteuses – a été le plus grand pendant la Seconde Guerre mondiale (6). Les États-Unis des années 1930 constituent un cadre intéressant pour étudier la question de l'impact des dépenses publiques sur l'identité nationale, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, leurs forces armées ont permis le volontariat pendant une période prolongée au début de la Seconde Guerre mondiale. Tout comme lors de la Première Guerre mondiale, l'armée et la marine américaines ont accepté des volontaires pendant près d'un an, tandis que la conscription était mise en œuvre et entrée en vigueur. Cela nous permet d'analyser l'une des actions potentiellement les plus coûteuses, la participation à la guerre, en tant qu'action volontaire. Le contraste avec tous les autres belligérants est frappant : l'Allemagne, le Japon, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS avaient tous une conscription obligatoire au moment où les hostilités ont éclaté.

Deuxièmement, avant 1933, le gouvernement fédéral interférait rarement dans la vie des Américains ordinaires. Avec l'arrivée du « New Deal » de Roosevelt, cela a changé de manière spectaculaire. La part du gouvernement fédéral dans le PIB a plus que doublé passant de 4 % en 1933 à plus de 9 % à la fin des années 1930 (7). La sécurité sociale pour les personnes âgées, l'assurance chômage, les programmes de travaux publics, le soutien financier aux entreprises et propriétaires en difficulté, l'aide aux agriculteurs – il n'y avait pratiquement aucun aspect de la vie qui n'était pas touché par les dépenses du « New Deal ».

L'AIDE AUX HÉROS

Pour mesurer le patriotisme, nous examinons trois résultats : l'achat d'obligations de guerre, le volontariat et les récipiendaires de médailles. Les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale lorsque des avions japonais ont attaqué et coulé une grande partie de la flotte du Pacifique à Pearl Harbor. En fin de compte, environ 18 millions d'hommes et de femmes ont servi dans les forces armées américaines. Les dépenses publiques représentaient 47 % du PIB en 1943. Une grande partie de ces dépenses était financée par l'emprunt. En 1944, le déficit du gouvernement représentait 25 % du PIB. L'émission d'obligations était une source de financement clé. Les obligations de guerre étaient émises dans une gamme de valeurs nominatives et représentaient en moyenne des propositions coûteuses pour le propriétaire. Le taux d'intérêt était faible, non indexé sur l'inflation et payé uniquement à l'échéance. De plus, les obligations n'étaient pas transférables et leur remboursement était reporté de plusieurs décennies dans le futur. Le panneau A de la Figure 1 illustre la répartition géographique des achats d'obligations de guerre. Le Sud des États-Unis a enregistré moins d'achats d'obligations, tandis que l'Ouest et le Nord-Ouest semblent particulièrement patriotes dans cette dimension. Il est important de noter que les obligations de guerre étaient plus largement achetées dans les régions qui avaient bénéficié des dépenses du New Deal au cours de la décennie précédente. Le panneau D de la Figure 1 présente la variation géographique des dépenses

sociales pendant le New Deal. Comme le montre la Figure 2A, les comtés qui ont bénéficié d'un soutien financier élevé ont connu une participation beaucoup plus active à l'achat d'obligations de guerre par rapport aux régions aux dépenses sociales limitées.

Tandis que la plupart des Américains qui ont servi dans les forces armées après 1941 étaient des conscrits, environ 3,4 millions de volontaires se sont engagés avant que cette option ne soit abrogée à la fin de 1942. Les volontaires venaient de tout le pays (voir la Figure 1B), mais pas dans la même mesure. La Figure 2B montre que dans les régions bénéficiant de dépenses sociales plus élevées après 1933, la fréquence du volontariat était nettement plus élevée.

Notre dernier indicateur provient des médailles. Les États-Unis ont distribué toute une gamme de médailles. Nous nous concentrons sur trois des plus hautes distinctions pour actes de bravoure : la Médaille d'honneur du Congrès, la Croix du service distingué et l'Étoile d'argent. Toutes ces distinctions étaient décernées pour des actes exceptionnels de courage physique face à l'ennemi ; beaucoup ont été attribuées à titre posthume. Par exemple, le sergent Sylvester Antolak a reçu la Médaille d'honneur du Congrès après avoir été tué lorsqu'il a attaqué et détruit à lui seul une équipe de mitrailleurs allemands en Italie en 1944. Des hommes comme le sergent Antolak venaient de partout aux États-Unis, mais avec une grande variation de fréquence au niveau des comtés (voir la Figure 1, C). La Figure 2C montre comment la probabilité de recevoir une médaille variait en fonction du niveau de soutien du New Deal avant 1940 : des dépenses sociales plus élevées signifiaient plus d'héroïsme.

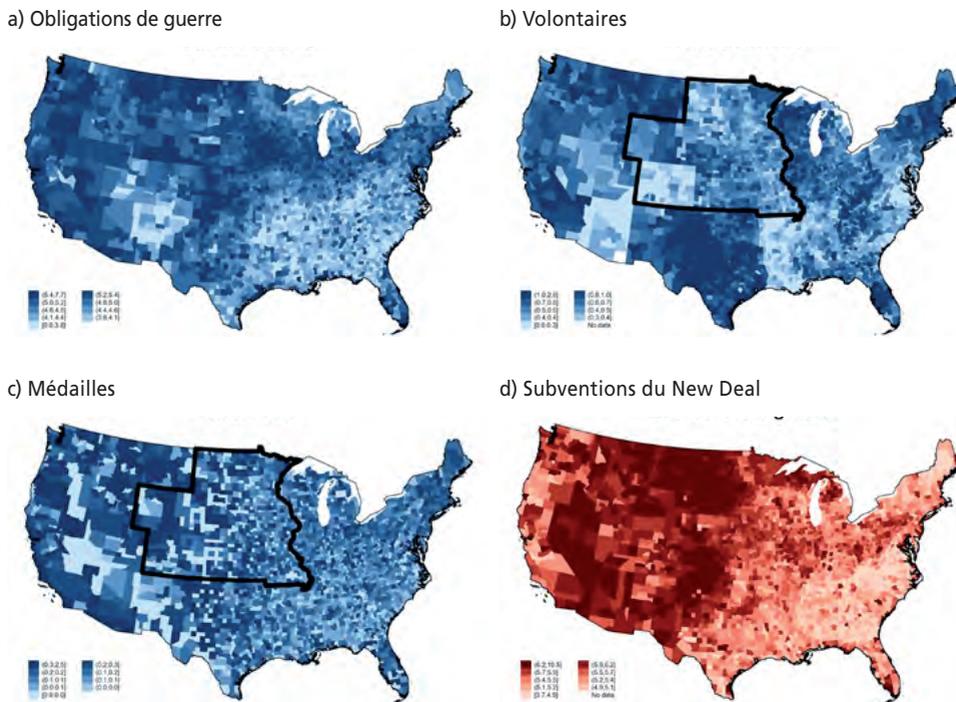


Figure 1 – La géographie du patriotisme et du soutien gouvernemental pendant la Seconde Guerre mondiale.

Remarques : A : achats d'obligations de guerre en 1944 par rapport à la population de 1940 (sinus hyperbolique inverse, IHS). B : volontaires de la Seconde Guerre mondiale pour 100 personnes. C : médailles de la Seconde Guerre mondiale pour 1000 personnes (IHS). D : subventions du New Deal par habitant (IHS). B et C montrent la frontière de la 7^e commandement de service en noir. Étant donné que nous ne sommes pas certains de la qualité des données militaires pour ces États, nous les excluons des résultats de base des volontaires et des médailles.

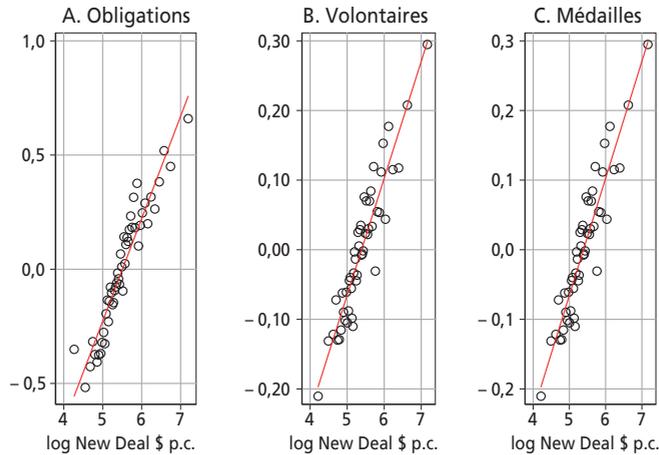


Figure 2 – Répartition du New Deal et patriotisme.

Remarques : Les graphiques sont des nuages de points regroupés par catégories des subventions du New Deal par habitant (IHS, axe des x) et du patriotisme de la Seconde Guerre mondiale (axe des y) ; les lignes rouges sont des ajustements linéaires. A : la mesure du patriotisme est les achats d'obligations de guerre par habitant (IHS, axe des y). B : le patriotisme est le nombre de volontaires de la Seconde Guerre mondiale pour 100 personnes (axe des y). C : le patriotisme est le nombre de médailles de la Seconde Guerre mondiale pour 1000 personnes (IHS, axe des y). Chacune des trois mesures de patriotisme de la Seconde Guerre mondiale est résiduelle par rapport aux volontaires de la Première Guerre mondiale et aux médailles de la Première Guerre mondiale. L'échantillon exclut le 7^e commandement de service dans B et C.

DE LA SÉCHERESSE AU SACRIFICE

Est-ce que les dépenses sociales sont ce qui stimule le patriotisme, ou existe-t-il une autre variable cachée qui affecte simultanément le soutien aux prestations sociales et les actions patriotiques ? Par exemple, il est théoriquement possible que dans les régions où le gouvernement est intervenu pour aider les agriculteurs, souvent en les payant pour arrêter leur production, les ouvriers et les métayers aient souffert de cette intervention. Si en 1941 ils étaient toujours affectés par de telles interventions, ils ont peut-être préféré l'armée, en tant qu'elle était un employeur plus attractif que les exploitations agricoles (inactives). Bien que, au niveau des comtés, nous trouverions une corrélation entre le soutien financier et le volontariat, la causalité irait dans le sens inverse : l'intervention gouvernementale, dans ce cas, aurait conduit à plus d'actions patriotiques en affectant les revenus des plus vulnérables.

Deux éléments d'information importants contredisent une telle interprétation de causalité inversée. Premièrement, nous montrons que la corrélation entre le bien-être et le

patriotisme est forte lorsque nous examinons les résultats au niveau individuel. Nous pouvons relier les personnes qui se sont portées volontaires à leurs déclarations de recensement en 1940. De cette manière, nous connaissons leur profession et savons si elles se trouvaient dans des catégories professionnelles qui bénéficiaient directement des dépenses sociales ou étaient plus susceptibles d'en souffrir.

Tout d'abord, nous examinons les personnes directement employées par le WPA, un vaste programme d'emploi lancé par le gouvernement fédéral. Nous constatons que celles qui étaient employées par ce programme se sont portées volontaires avec une fréquence beaucoup plus élevée. Deuxièmement, nous prenons en compte les propriétaires immobiliers. Dans les régions bénéficiant d'un soutien massif aux propriétaires, ce sont ceux qui ont déclaré être propriétaires de leur résidence principale qui se sont portés volontaires en plus grand nombre. Enfin, nous constatons le même schéma pour les agriculteurs : les propriétaires d'exploitations agricoles dans les régions bénéficiant d'un soutien accru aux agriculteurs se sont engagés en beaucoup plus grand nombre. De plus, nous montrons que les ouvriers agricoles, ces travailleurs qui ont été touchés par le chômage induit par le New Deal, étaient beaucoup moins enclins à combattre. Les dossiers au niveau individuel confirment ainsi non seulement un lien causal clair entre le bien-être et le patriotisme, mais révèlent également que l'effet fonctionne dans les deux sens : lorsque la guerre est arrivée, les travailleurs qui avaient été négligés dans leur heure de besoin étaient moins prêts à se sacrifier pour leur pays.

Deuxièmement, nous utilisons la variation climatique pour fournir des preuves supplémentaires que le lien entre le soutien gouvernemental et le patriotisme est potentiellement causal. Le New Deal a accordé une grande attention à la situation des agriculteurs. En particulier, l'Agricultural Adjustment Act (AAA) payait les agriculteurs pour retirer des terres de la production et les compensait pour les pertes dues à l'érosion des sols. Environ 12 % des dépenses étaient destinées aux agriculteurs, ce qui mettait en moyenne 386 dollars dans leurs poches (en 1939, le salaire annuel médian était de 880 dollars). Une partie du soutien agricole était allouée pour des raisons ne reflétant pas les conditions économiques. En particulier, une part significative des dépenses était motivée par l'appartenance à un comité du Congrès américain. Les districts ayant un député de longue date recevaient généralement plus de fonds de l'AAA que d'autres districts également touchés mais moins bien connectés. Nous utilisons la partie de la variation des dépenses de l'AAA qui est influencée par les « connexions » plutôt que les caractéristiques sous-jacentes de la population du comté pour expliquer le comportement patriotique. Nous constatons un fort effet de ces dépenses, qui va dans la même direction que la corrélation de base : plus de dépenses motivées par l'appartenance à un comité du Congrès signifiaient plus de patriotisme dans l'Amérique rurale.

De manière similaire, nous pouvons utiliser les dépenses agricoles motivées par des chocs climatiques idiosyncratiques. La « poussière du bol » (8) a entraîné la pauvreté et la misère de millions d'agriculteurs, alors qu'une grande partie de la couche arable du Midwest a été emportée par d'énormes tempêtes de sable. Le gouvernement fédéral est intervenu pour apporter de l'aide. Là où il l'a fait, le patriotisme pendant la Seconde Guerre mondiale était beaucoup plus élevé (comme l'illustre la Figure 3). Les sécheresses

des années 1930 étaient exceptionnellement graves ; elles se produisaient souvent dans des endroits où peu de sécheresses s'étaient produites les années précédentes. Là où des chocs climatiques similaires se sont produits avant le New Deal, sans l'aide du gouvernement pour les personnes touchées, nous ne constatons aucune augmentation du patriotisme, que ce soit pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale. La Figure 4 présente ces résultats placebo. Ils suggèrent fortement que les schémas que nous documentons reflètent un effet causal du soutien social sur les actions patriotiques.

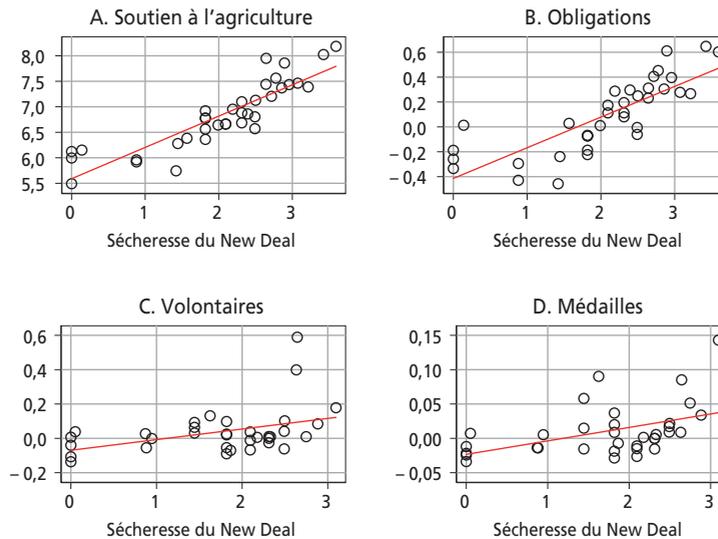


Figure 3 – Sécheresses et sacrifice.

Remarques : Les graphiques représentent des diagrammes de dispersion en bin de la sécheresse du New Deal (axe des x) par rapport au soutien agricole et au patriotisme (axe des y) ; les lignes rouges représentent les ajustements linéaires. A et E : première étape ; soutien agricole par agriculteur (IHS) sur les axes y. Le soutien agricole comprend les subventions AAA et les prêts FCA par agriculteur. B-D : formes réduites ; mesures du patriotisme de la Seconde Guerre mondiale sur les axes y. B : patriotisme exprimé en achats d'obligations de guerre par habitant (IHS). Panneau C : patriotisme exprimé en volontaires pour 100 personnes (IHS). D : patriotisme exprimé en médailles pour 1000 personnes (IHS). Chacune des trois mesures de patriotisme de la Seconde Guerre mondiale est résiduelle par rapport aux volontaires et aux médailles de la Première Guerre mondiale. L'échantillon exclut le 7^e commandement de service dans C-D.

Fait intéressant, le New Deal a créé un nouveau schéma géographique du patriotisme aux États-Unis. Lorsque nous compilons les mêmes données pour la Première Guerre mondiale, pour laquelle les informations sur les volontaires et les récipiendaires de médailles sont également disponibles, nous ne trouvons aucune corrélation avec les dépenses des années 1930. Cela écarte également toute inquiétude selon laquelle une aide fédérale accrue aurait été accordée aux régions déjà plus patriotiques.

Nous examinons également si les actions patriotiques reflétaient simplement le soutien au président américain en temps de guerre, Franklin D. Roosevelt. En utilisant les résultats des élections de 1940, nous montrons que la géographie des actions patriotiques ne peut être expliquée par le vote en faveur du candidat démocrate.

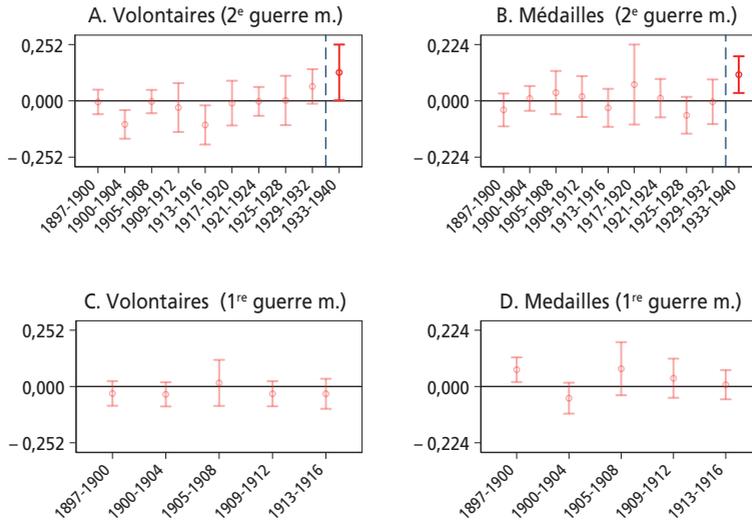


Figure 4 – Sécheresses pré-New Deal et patriotisme.

Remarques : Coefficients et intervalles de confiance à 95 % de l'effet des sécheresses sur le patriotisme. Les variables dépendantes sont : A : volontaires de la Seconde Guerre mondiale pour 100 personnes. B : médailles de la Seconde Guerre mondiale pour 1000 personnes (IHS). C : volontaires de la Première Guerre mondiale pour 100 personnes. D : médailles de la Première Guerre mondiale pour 1000 personnes (IHS). Les régressions incluent des effets fixes au niveau de l'État et des variables de contrôle à partir de 1930 (A-B) ou 1910 (PC-D). Les erreurs standards sont regroupées au niveau de la division climatique. A-B : la ligne en pointillés marque l'investissement de Roosevelt (4 mars 1933).

LES DÉPENSES SOCIALES ET LA RÉUSSITE DE LA CONSTRUCTION NATIONALE

Dans son best-seller « Sapiens », Yuval Harari affirme que la principale différence entre les humains et les chimpanzés réside dans le « lien mythique » qui unit de nombreux individus et groupes, ce qui nous a permis de devenir les « maîtres de la création ». L'origine de ce « lien mythique » a été largement débattue dans la littérature, de nombreux chercheurs l'attribuant au langage partagé, à l'endoctrinement scolaire, à l'intégration des transports et aux récits communs (9-11). Dans ce chapitre, nous proposons une perspective complémentaire : nous soutenons que les dépenses sociales peuvent également créer ce « lien mythique » décrit par Harari. Lorsque le gouvernement fédéral américain a commencé à prendre en compte les besoins de ses citoyens à grande échelle pour la première fois, les hommes et les femmes qui en ont bénéficié ont exprimé leur reconnaissance en devenant plus patriotes.

Une propagande puissante rappelait aux Américains que l'objectif principal du New Deal était de prendre soin des « hommes oubliés » d'Amérique. Lorsque les Américains ordinaires, dans les moments de besoin, avaient moins de raisons de se sentir oubliés, ils ont rendu la pareille à l'Oncle Sam, à la fois financièrement et par leur engagement : les régions qui ont bénéficié des programmes du New Deal ont enregistré davantage d'achats d'obligations de guerre et ont fourni plus de volontaires, plus de soldats qui ont combattu avec un courage et une distinction remarquables. Ainsi, nous constatons un soutien clair

à ce qu'on appelle la « capacité relationnelle de l'État » (12), l'idée qu'un réseau solide de confiance mutuelle, de soutien réciproque et de clarté informationnelle est à la base de l'émergence d'États puissants. De manière tout aussi importante, nous démontrons que des avantages matériels tangibles et importants, en particulier le soutien social en période difficile, peuvent créer et renforcer le sentiment patriotique, faisant ainsi sentir aux citoyens qu'ils font partie d'un ensemble national plus vaste.

Références

1. L. Colley (2009), *Britons : Forging the Nation, 1707-1837*, Yale University Press, New Haven.
2. B. Anderson (2006), *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso Books.
3. P. Nora (1989), « Between Memory and History : Les lieux de mémoire », *Representations*, 7-24.
4. C. Tilly (1992), *Coercion, Capital and European States : AD 990-1992*, Wiley-Blackwell, Revised.
5. M. Levi (1988), *Of rule and revenue*, University of California Press.
6. B. Caprettini, H.-J. Voth (2022), « New Deal, New Patriots : How 1930s Government Spending Boosted Patriotism During World War II », *Q. J. Econ.*
7. B. W. Folsom (2009), *New Deal or Raw Deal ? How FDR's Economic Legacy has Damaged America*, Simon and Schuster.
8. R. Hornbeck (2012), « The Enduring Impact of the American Dust Bowl : Short- and Long-Run Adjustments to Environmental Catastrophe », *Am. Econ. Rev.*, 102, 1477-1507.
9. A. Alesina, B. Reich, A. Riboni (2017), « Nation-Building, Nationalism and Wars » (w23435, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA), , doi : 10.3386/w23435.
10. E. Weber (1976), *Peasants into Frenchmen : the modernization of rural France ; 1870-1914*, Stanford University Press, Stanford, Calif.
11. P. Aghion, T. Persson, D. Rouzet, X. Jaravel (2018), « Education and Military Rivalry », *J. Eur. Econ. Assoc.*
12. C. Müller-Crepon, P. Hunziker, L.-E. Cederman (2021), « Roads to rule, roads to rebel : relational state capacity and conflict in Africa », *J. Confl. Resolut.*, 65, 563-590.

CHAPITRE 26



Qu'est-ce qui motive les dirigeants à investir dans la construction nationale ?

Paola GIULIANO, *UCLA Anderson School of Management*

Bryony REICH, *Kellogg School of Management*

Alessandro RIBONI, *École Polytechnique*

INTRODUCTION

Il existe une abondance de preuves montrant que les dirigeants nationaux investissent considérablement dans la construction nationale à travers le temps et l'espace. Ces exemples vont des politiques de scolarisation de masse et de langue aux services militaires obligatoires pour tous les jeunes hommes ; des élites françaises du XIX^e siècle qui souhaitaient « former des citoyens français » (Weber, 1979, ainsi que le chapitre 8 de cet e-book de Blanc et Kubo) aux récentes réformes de l'éducation en Chine visant à façonner l'idéologie des citoyens (voir le chapitre 11 basé sur Cantoni *et al.*, 2017).

Pourquoi certains dirigeants investissent-ils dans des politiques significatives de construction nationale tandis que d'autres ne le font pas ? Pourquoi la construction nationale se produit-elle à certains moments précis et pas à d'autres ? Dans nos recherches, nous étudions ce qui motive les dirigeants à construire leur nation. Nous soutenons que les menaces pesant sur leur régime incitent les dirigeants à investir dans une construction nationale significative et que le type de menaces qui provoquent la construction nationale s'est principalement concrétisé depuis le XIX^e siècle.

Tant les menaces internes qu'externes pesant sur les régimes ont incité les dirigeants à investir dans la construction nationale, et nous examinons les deux aspects dans nos recherches. Dans Alesina *et al.* (2021), nous étudions les menaces internes et soutenons que la menace de démocratisation incite les élites à investir massivement dans la construction nationale. Les transitions démocratiques, qui ont eu lieu à partir du XIX^e siècle, ont

été associées à d'importants investissements dans la construction nationale. En particulier, les transitions démocratiques ont été associées à une politique majeure de construction nationale : l'introduction d'une éducation de masse pour les enfants. Dans Alesina *et al.* (2020), nous examinons les menaces externes et soutenons que les menaces de guerre incitent à la construction nationale lorsque la guerre est à grande échelle. Les améliorations dans les technologies de guerre depuis le XIX^e siècle ont transformé les conflits en nécessitant des armées beaucoup plus importantes. La construction nationale est alors devenue importante en tant qu'outil de guerre pour motiver un grand nombre de citoyens à combattre.

Nous définissons la construction nationale comme un processus conduisant à une communauté de préférences, d'objectifs et d'identité chez les citoyens d'un pays, de sorte qu'ils ne souhaitent pas se séparer. Nous modélisons « l'homogénéisation » comme une technologie pouvant être utilisée par le dirigeant (qu'il soit démocratique ou non) pour rapprocher les préférences, l'idéologie, la langue ou la culture de la population des préférences, de l'idéologie, de la langue ou de la culture du dirigeant. Un outil prédominant utilisé par les dirigeants pour homogénéiser leurs populations est l'éducation de masse. L'éducation a été utilisée pour endoctriner et enseigner aux citoyens que le régime au pouvoir n'est pas si mauvais.

Le chapitre 11, basé sur Cantoni *et al.* (2017), se penche sur une réforme de l'éducation en Chine visant à changer la position idéologique des étudiants pour qu'elle corresponde à celle du gouvernement en ce qui concerne leur perception des marchés libres et des systèmes politiques. L'éducation a été utilisée pour créer des langues nationales. En France et en Italie, par exemple, la langue des élites est devenue la langue nationale grâce à l'éducation de masse. L'éducation de masse a également facilité la création d'une culture nationale et d'une identité partagée (Weber, 1979).

Nous discuterons d'abord du rôle de la transition démocratique dans la promotion de l'homogénéisation et de la construction nationale, puis du rôle des guerres.

CONSTRUCTION NATIONALE ET TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Dans Alesina *et al.* (2021), nous soutenons que le type de leader et le degré de « sécurité » ressenti par ce leader déterminent le niveau d'investissement dans la construction nationale. Nous démontrons que les dirigeants autocratiques ou les élites dirigeantes qui se sentent menacés par la démocratie investissent considérablement dans la construction nationale. En revanche, les dirigeants démocratiques ainsi que les dirigeants autocratiques qui courent peu de risques de renversement sont moins entreprenants, voire pas du tout, vis-à-vis de la construction nationale.

Nous identifions deux motifs qui poussent les dirigeants à construire la nation lorsqu'ils sont menacés par un renversement démocratique. Premièrement, l'homogénéisation permet d'endoctriner la population afin qu'elle reflète mieux les préférences du dirigeant, de sorte que la population sera plus susceptible de choisir de maintenir le statu quo préféré par le dirigeant dans le cadre d'une future démocratie. Deuxièmement, dans la mesure où elle réduit le mécontentement à l'égard du régime, l'homogénéisation peut diminuer la menace de renversement et aider un dirigeant à se maintenir au pouvoir.

Nous concentrerons notre discussion empirique sur l'éducation de masse au niveau primaire, un outil d'homogénéisation prédominant utilisé par les dirigeants. Notre raisonnement suggère que les dirigeants devraient mettre en œuvre une éducation de masse pour homogénéiser leurs citoyens avant la démocratisation et en réponse à la montée de cette menace même pour le pouvoir.

Dans Alesina *et al.* (2021), nous examinons le calendrier des réformes de l'éducation de masse et analysons si elles surviennent simultanément (ou juste après) une augmentation de la menace de renversement. Nous montrons que lorsque les régimes non démocratiques sont menacés par des protestations et d'autres soulèvements, ils sont plus susceptibles de mettre en œuvre des réformes éducatives, telles que l'introduction de l'éducation primaire obligatoire ou une augmentation importante des inscriptions au primaire.

Nous illustrons ensuite notre propos en fournissant quelques exemples historiques de ces menaces démocratiques et des réformes de l'éducation de masse qui résultent de ces menaces. Ces exemples historiques nous permettent également de mieux comprendre les motifs de construction nationale des dirigeants pour mettre en œuvre ces réformes.

Au cours du XIX^e siècle, les pays européens sont passés d'une intervention gouvernementale peu ou pas du tout présente dans l'éducation à une scolarisation primaire centralisée à temps plein, obligatoire pour tous les enfants du pays. Ce changement était d'autant plus surprenant qu'il était impopulaire auprès des masses et qu'il s'est produit des décennies avant des interventions similaires en matière de protection sociale. En Allemagne, par exemple, la plupart des enfants fréquentaient l'école primaire publique dès 1870, alors que le premier système d'assurance obligatoire n'a été introduit qu'en 1883. Ces réformes éducatives au XIX^e et au début du XX^e siècle ont généralement suivi des périodes d'agitation et ont été mises en œuvre dans le but déclaré d'atténuer les effets de la démocratisation.

En 1860, la moitié des enfants français considéraient encore le français comme une langue étrangère. En dehors des grandes villes, la France était un pays de langues différentes, de dialectes et de devises diverses. Effectuer un déplacement loin de son propre village était rare, et l'indifférence ou l'hostilité envers l'État français était courante. Avant la Révolution française, il y avait peu d'homogénéisation de la population dans son ensemble (Weber, 1979). La première tentative sérieuse de mise en œuvre d'une scolarisation de masse a été faite en 1833 à la suite d'une période de rébellion majeure (la « Révolution de Juillet », 1830-1832). La période la plus intense en terme de réformes scolaires est peut-être celle qui a suivi l'établissement de la Troisième République en 1870. Hobsbawm (1990) décrit cette période comme celle où l'inévitabilité d'un transfert de pouvoir à la population plus large est devenue évidente. Weber (1979) détaille comment l'éducation pendant cette période était considérée par les dirigeants français comme un outil clé pour orienter les valeurs et le mode de vie de la population vers ceux des dirigeants et pour « rendre les Français français » (p.303).

Après l'unification de l'Italie en 1861, à l'issue d'un processus dirigé par une élite du Nord, Massimo d'Azeglio (l'un des fondateurs de l'Italie unifiée) fit une déclaration restée célèbre : « L'Italie a été faite ; il reste maintenant à faire des Italiens ». C'était une

période de pression croissante en faveur de la démocratie, et la raison de l'introduction de l'école obligatoire en réponse à la menace de démocratisation peut être directement lue dans les déclarations des politiciens italiens de l'époque. Francesco Crispi, Premier ministre italien de 1887 à 1891 et de 1893 à 1896, a écrit : « Je ne sais pas si nous devrions regretter d'avoir élargi le suffrage populaire avant d'avoir éduqué les masses » (Duggan, 2002, p.340). Le politicien Nicola Marselli a affirmé que l'Italie avait introduit la liberté avant d'éduquer les masses, négligeant de tirer des leçons de pays comme la Grande-Bretagne qui avaient d'abord éduqué la population. Michele Coppino, auteur de la réforme italienne de l'éducation obligatoire en 1877, a déclaré que l'école primaire devrait s'assurer que les masses étaient « satisfaites de rester dans la condition que la nature leur avait assignée » et que l'objectif de l'éducation élémentaire devrait être de « créer une population... dévouée à la patrie et au roi » (Duggan, 2007, p.289-290). Une éducation suffisante pour l'homogénéisation, mais pas trop pour créer des masses rebelles.

La Révolution française et les soulèvements récurrents en France ont effrayé les élites dirigeantes, car elles ont montré que les populations étaient capables et disposées à renverser l'ordre établi. Ils ont également provoqué des soulèvements dans d'autres pays. La relation entre la menace perçue de la démocratie et l'éducation de masse en Europe peut être observée à partir de la Figure 1. Nous prenons les années des soulèvements majeurs en France, définis comme des épisodes majeurs de violence collective impliquant un grand nombre de personnes s'engageant dans « la saisie et les dommages causés aux personnes », entre 1830 et 1875 selon Tilly *et al.* (1975). La Figure 1 montre que les grandes réformes de l'éducation en Europe (d'après Flora (1983)) étaient largement concentrées pendant les périodes d'insurrections en France, un indicateur des menaces démocratiques en Europe à cette époque. Dans Alesina *et al.* (2021), nous fournissons des preuves cohérentes sur la relation entre la peur de la démocratie et la construction nationale dans un large échantillon de 172 pays pour la période allant de 1925 à 2014, en constatant que les autocraties plus instables sont susceptibles de mettre en œuvre des réformes éducatives. Nous montrons également que les politiques de construction nationale ont aidé le dirigeant à se maintenir au pouvoir.

Paglayan (2021) examine également l'introduction de l'enseignement primaire obligatoire et les taux d'inscription au niveau primaire dans le monde entier. Conformément à notre raisonnement, Paglayan montre que les États ont mis en place une éducation de masse avant la démocratisation et que cette éducation de masse s'est généralement produite dans les décennies précédant immédiatement la démocratie. En utilisant un ensemble de données de plus de 30 pays en Europe et en Amérique latine, Paglayan (2021) constate que les lois sur l'enseignement primaire obligatoire ont été introduites en moyenne 52 ans avant la démocratie et 36 ans avant le suffrage masculin. En analysant les inscriptions dans plus de 100 pays, elle constate que dans 75 % des pays qui ont connu une démocratisation, la majorité des enfants étaient déjà inscrits dans l'enseignement primaire avant que la démocratisation ne se produise. Autrement dit, les dirigeants se sont assurés d'éduquer la majorité de leur population selon leurs propres termes avant la démocratisation.

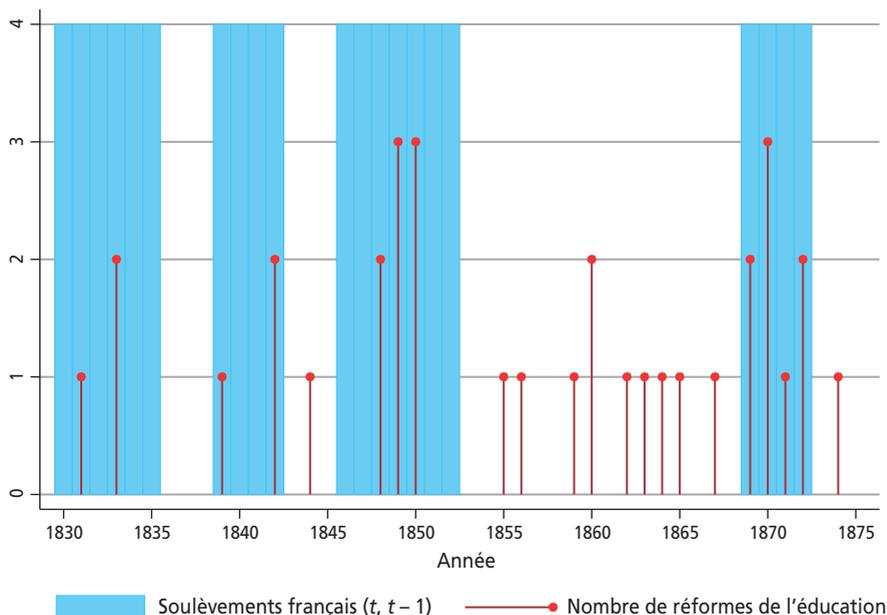


Figure 1

Dans Alesina *et al.* (2021), nous fournissons également des données historiques sur les politiques éducatives des colonisateurs. Les colonisateurs diffèrent des dirigeants nationaux. S'ils sont renversés, ils peuvent simplement quitter le pays. Leur incitation à l'homogénéisation étant moindre, on pourrait s'attendre à une propension plus faible à mettre en œuvre des réformes éducatives. C'est ce que nous constatons. Contrairement à la Grande-Bretagne, qui a introduit l'éducation obligatoire en 1870, l'éducation dans les territoires britanniques des Caraïbes est arrivée beaucoup plus tard, en 1915 au Honduras et en 1921 à Trinité-et-Tobago. Dans les pays africains, l'éducation était principalement assurée par des missionnaires. Les colonisateurs n'ont pas fait d'efforts pour construire un État-nation cohérent, car la construction d'une identité nationale serait même contre-productive pour un colonisateur si elle servait à accroître le soutien aux mouvements nationalistes et à l'indépendance.

CONSTRUCTION NATIONALE ET ARMÉES DE MASSE

Dans Alesina *et al.* (2020), nous soutenons que la question de savoir si la menace de guerre incite ou non les dirigeants à construire une nation dépend de la conduite de la guerre, qu'elle soit de petite ou de grande envergure. En raison des changements dans les armes, les communications et les technologies de transport, la taille des armées a augmenté progressivement au fil du temps, avec une forte augmentation au cours du XIX^e siècle, atteignant un pic pendant la Seconde Guerre mondiale (Scheve et Stasavage (2016) et Finer (1975)). À mesure que la taille des armées augmentait, les États sont passés de la rémunération de petites armées de mercenaires via le butin de guerre à l'utilisation d'armées de conscrits de masse. Comme l'a déclaré Clausewitz (1832), « La guerre est devenue l'affaire du peuple ».

Pour motiver les grandes armées de conscrits, ainsi que les citoyens, à répondre aux lourdes exigences de la guerre, les dirigeants ont commencé à fournir des biens publics et à investir dans la construction de la nation. Nous soutenons que les politiques de construction de la nation et la fourniture de biens publics sont des politiques complémentaires. Les gouvernements investissent dans des biens publics qui correspondent aux préférences de la population afin de fournir aux soldats et aux citoyens « quelque chose à perdre » s'ils sont vaincus par une puissance extérieure. Dans le même temps, les gouvernements complètent la fourniture de biens publics en investissant dans ce que nous appelons la construction de la nation « positive » : ils homogénéisent la population et convainquent les citoyens que leurs biens publics nationaux en valent la peine de se battre pour les préserver.

Les données historiques sont cohérentes avec les implications de notre cadre. Avec des armées relativement petites, les « anciens régimes » d'Europe motivaient les soldats en les payant simplement (plus) en cas de victoire, sans investir dans la construction de la nation et sans fournir de biens publics à l'ensemble de la population nationale. Avec l'avènement des armées de masse, les élites auraient dû dépenser trop de ressources pour créer des incitations fortes pour un si grand nombre de soldats. La fourniture de biens publics, qui sont (au moins partiellement) non rivaux, est devenue une meilleure « technologie » pour motiver une grande armée que la fourniture de biens privés. Par conséquent, au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les élites ont augmenté les dépenses consacrées aux services publics, tels que les transports et les infrastructures, et aux biens publics de masse, tels que l'éducation et la santé (Aidt *et al.*, 2006). Comme l'affirme Titmuss (1958, p. 49) : « [les guerres] ne pouvaient être gagnées que si des millions de gens ordinaires, en Grande-Bretagne et à l'étranger, étaient convaincus que nous avions quelque chose de mieux à offrir que nos ennemis, non seulement pendant mais aussi après la guerre ». En outre, les gouvernements ont complété la fourniture de biens publics par des politiques de construction de la nation. Outre l'instruction publique de masse, la conscription militaire elle-même était un instrument puissant pour unifier la population. Les conscrits étaient envoyés à dessein dans des régions éloignées de leur foyer, et les régiments étaient formés de soldats provenant de diverses régions du pays. En Italie, par exemple, le service militaire visait à former des « Italiens » à l'image de ceux qui ont créé le nouvel État en 1861. Giuseppe Guerzoni, ami de Garibaldi, expliquait en 1879 que « l'armée, après avoir fait l'Italie, fait les Italiens ». Nicola Marselli déclare en 1871 : « Je sais aussi que l'Italie n'est réunie que depuis dix ans et qu'elle n'est pas encore établie [...] J'ai toujours dit que, même si elle n'avait pas d'autre but, l'armée serait toujours une grande école d'italianité » (Duggan, 2007, p. 274).

Aghion *et al.* (2019) ont trouvé des preuves générales que les menaces extérieures conduisent à investir dans la construction de la nation, en étudiant les politiques éducatives à partir d'un panel de données historiques provenant de l'Europe du XIX^e siècle et d'un ensemble très large de pays au XX^e siècle. Leur travail montre empiriquement que les menaces militaires sont associées à une hausse importante des inscriptions dans l'enseignement primaire. Ils constatent également que la relation positive entre la menace militaire et la scolarisation dans l'enseignement primaire est plus forte dans les

démocraties que dans les régimes autocratiques. Une explication possible est que dans une démocratie, les citoyens doivent être persuadés de se battre par davantage de biens publics et de construction de la nation, alors que dans une autocratie, des méthodes plus sévères peuvent être utilisées. En accord avec cette interprétation, l'article de Caprettini et Voth (à paraître), discuté au chapitre 25 de ce livre électronique montre que les régions qui ont reçu plus de soutien dans le cadre du New Deal au cours des années 1930 ont été associées à un niveau de patriotisme plus élevé pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces régions ont acheté plus d'obligations de guerre, ont eu plus de volontaires militaires et les soldats ont accompli plus d'actions héroïques reconnues par des citations et des médailles.

Dans Alesina *et al.* (2020), nous examinons également des formes plus négatives de construction de la nation. En plus d'instiller un sentiment national positif, dans le sens de la promotion de la valeur d'un État-nation, nous montrons que les gouvernements peuvent parfois instiller un sentiment négatif en termes de propagande agressive contre l'adversaire. Dans ce cas, l'identité nationale est fondée sur la peur et la stigmatisation de l'adversaire, et non sur les avantages matériels ou culturels de sa propre nation. Par exemple, Tilly (1994) affirme que « le sentiment anti-allemand a renforcé l'envie de devenir très français, comme le sentiment anti-français, anti-polonais ou anti-russe a renforcé l'envie de devenir très allemand ».

Les formes négatives et positives de la construction d'une nation ont des implications différentes en termes de politiques publiques. Lorsque l'endoctrinement prend la forme positive, la construction de la nation s'accompagne de la fourniture de biens publics. À l'inverse, la fourniture de biens publics et la propagande anti-étrangère sont des substituts et non plus des compléments. Cela suggère la possibilité de deux types de construction de la nation : les nations qui investissent dans les biens publics de masse et le nationalisme positif et les nations qui ne fournissent pas de biens publics et investissent dans le nationalisme anti-étranger. Dans Alesina *et al.* (2020), nous montrons que les États à faible capacité fiscale motiveront la population par une propagande anti-étranger plutôt que par une construction nationale positive. Ce résultat est cohérent avec Wimmer (2013, 2019, p. 18), qui affirme que le développement du nationalisme dans une direction plus inclusive ou exclusive est lié à la capacité de l'État d'un pays : « Les coalitions dirigeantes inclusives – et un nationalisme englobant correspondant – ont eu tendance à apparaître dans les pays ayant une longue histoire d'État centralisé et bureaucratique [...] Lorsque les élites étatiques étaient plus faibles vis-à-vis des autres élites et de la population dans son ensemble, elles n'étaient pas en mesure d'offrir suffisamment de biens publics et de participation politique pour faire de la nation une catégorie suffisamment attrayante à laquelle s'identifier. ».

CONCLUSION

Notre travail contribue à la littérature sur la construction de la nation. Tandis que des études antérieures ont cherché à déterminer dans quelle mesure des politiques spécifiques de construction de la nation réussissaient à homogénéiser la population, notre travail se concentre sur les motivations des dirigeants à construire la nation. Les deux articles

établissent théoriquement et confirment empiriquement que les menaces pesant sur un régime motivent la construction d'une nation.

Au début des années 1990, nombreux étaient ceux qui prédisaient le déclin du nationalisme (par exemple, Hobsbawm, 1990). Depuis lors, cependant, le nationalisme est en hausse. Notre travail fournit une explication possible à cette augmentation : la montée des autocraties dans le monde et l'intensification des tensions entre États sont deux facteurs qui pourraient contribuer à ce renouveau. L'apogée du nationalisme est peut-être encore à venir.

Références :

- Aghion, P., Jaravel, X., Persson, T. et Rouzet, D. (2019), « Education and military rivalry », *Journal of the European Economic Association*, vol. 17 (2), pp. 376-412
- Aidt, T., Dutta, J., et Loukoianova, E. (2006), « Democracy comes to Europe : Franchise extension and fiscal outcomes 1830-1938. *European Economic Review*, 50 (2), 249-283.
- Alesina, A., Reich, B. et Riboni, A. (2020), « Nation-building, nationalism, and wars », *Journal of Economic Growth*, vol. 25 (4), pp. 381-430.
- Alesina, A., Giuliano, P. and Reich, B. (2021), « Nation-building and education », *The Economic Journal*, vol. (131), 638, 2273-2303.
- Cantoni, D., Y. Chen, D. Y. Yang, N. Yuchtman et Y. J. Zhang (2017), « Curriculum and Ideology », *Journal of Political Economy*, 125 (2), 338-392.
- Caprettini, B. et J. Voth (à paraître), « New Deal, New Patriots : how 1930's Government Spending Boosted Patriotism during WW II », *Quarterly Journal of Economics*.
- Clausewitz, C. (1832), *Vom Kriege*, Berlin.
- Duggan, C. (2002), *Francesco Crispi 1818-1901 : From Nation to Nationalism*, Oxford : Oxford University Press.
- Duggan, C. (2007), *The Force of Destiny : A History of Italy since 1796*. London : Penguin.
- Hobsbawm, E. J. (1990), *Nations and nationalism since 1780 : Programme, myth, reality. The Wiles lectures*, New York : Cambridge University Press
- Finer, Samuel Edward, (1975), « State and nation-building in Europe : the role of the military », *The Formation of National States in Western Europe*, éd. Charles Tilly, Princeton University Press, p. 84-163.
- Flora, P. (1983), *State, Economy, and Society in Western Europe 1815-1975. A Data Handbook. Vol. 1. The Growth of Mass Democracies and Welfare States*, Campus Verlag, Frankfurt am Main.
- Paglayan, A. (2021), « The Non-Democratic Roots of Mass Education : Evidence from 200 Years. 2021 », *American Political Science Review*, 115 (1) : 179-198
- Scheve, K. and D. Stasavage (2016), *Taxing the Rich : A History of Fiscal Fairness in the United States and Europe*, Princeton : Princeton University Press.
- Tilly, C. (1994), « States and Nationalism in Europe 1492-1992 », *Theory and Society*, 23 (1) : 131-146.
- Tilly, C., L. Tilly et R. Tilly. (1975), *The Rebellious Century 1830-1930*, Harvard University Press : Cambridge MA.

Titmuss, R. M. (1958), *Essays on the welfare state*, London : George Allen and Unwin ltd.

Weber, E. (1979), *Peasants into Frenchmen : Modernization of Rural France, 1870-1914*, London : Chatto & Windus.

Wimmer, A. (2013), *Waves of war : Nationalism, state formation, and ethnic exclusion in the modern world*, New York : Cambridge University Press.

Wimmer, A. (2019), « Why nationalism Works and Why It Isn't Going Away », *Foreign Affairs*, mars-avril.